R.CHASSAING 1988

[1] ad.

CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
Sixième Section : Sciences Economiques et Sociales
SORBONNE

DLP -9-11-65 432870

INTER NORD

Bulletin d'information économique et culturelle pour les régions septentrionales

10049

4° R
11109

PARIS
ÉDITION FRANÇAISE

I N T E R

N O R D

En moins de vingt mois des modifications considérables ont affecté les parties septentrionales de l'hémisphère boréal. L'existence spécifique d'un vaste complexe nordique, marqué de traits qui lui sent particuliers, s'est nettement accusée: son poids, son rôle propres dans l'évolution internationale, indéniablement, se trouvent renforcés. Le moment peut n'être plus très éloigné où il conviendra de la considérer globalement en tant que tel.

NORD - AMERIQUE

Jusqu'alors simple territoire, l'ALASKA est devenue Etat véritable, nantie des droits, des moyens de promouvoir en toute liberté une politique, -appelée à intéresser plénièrement tout autant le Pacifique-Nord que la zone nord-américaine. Dans le même temps, et sous le mot d'ordre significatif de "canadianisation", le CANADA - dont la puissance matérielle et l'autorité morale n'ont cessé de croître- accède assurément à une phase nouvelle de son histoire: son commerce extérieur, qui était fortement tributaire des Etats-Unis, se ré-oriente, élargit ses horizons et, en fait, se "mondialise"; des conceptions nouvelles, "nationales" et, surtout, dynamiques marquent depuis quelques mois la mise en valeur de ses immenses ressources naturelles. Faut-il prévoir qu'à terme relativement court la physionomie de l'ensemble nord-américain témoignera, entre les nations qui le constituent, d'une distribution plus équitable des forces économiques, d'un partage plus égal des pouvoirs politiques?

4°R
11109

EUROPE

Pour l'Europe, les illusions retardataires qui prétendaient encore réduire à un caractère "marginal" l'existence des puissances du Nord ont, ni plus ni moins, cessé d'être. Le rythme, l'intensité qui marquent l'expansion économique de la SUEDE n'amènent-ils pas tel économiste à évoquer le précédent japonais? En moins de deux ans le DANEMARK parvient à assurer la relève de son agriculture - une des premières du monde - par son industrie. La NORVEGE, guère éloignée désormais, par le volume de sa flotte et la perfection de son armement, de devenir la maîtresse des mers marchandes, atteint à une prospérité intérieure si considérable que son propre gouvernement en vient presque à la tenir pour excessive et doit resserrer les mécanismes du crédit. Et la signature de l'accord qui lie Helsinki à l'Association Européenne de Libre-Echange et l'établit en position de pivôt entre les économies socialistes de l'Est et les économies occidentales ne crée-t-elle pas une situation internationale unique pour la FINLANDE?

Mais c'est peut-être moins le développement propre à chacune des puissances nordiques de l'Europe que le mouvement d'ensemble dans lequel elles prennent place qui retient fortement l'attention: si la Grande Bretagne, notamment, devait - comme il le parait - réviser et resserrer ses rapports avec l'Europe occidentale, se lier plus étroitement à celle-ci, l'Association de Libre-Echange, en effet, grouperait essentiellement les nations et les économies septentrionales. Tout processus ultérieur tendant à remembrer, à concilier ou à mieux associer tous les grands systèmes économiques européens passera, ainsi, presque nécessairement, par une large médiation nordique.

ECONOMIES SOCIALISTES

Que cette médiation soit possible, il n'est que d'observer les évolutions intervenues récemment, de la Vistule au Pacifique pour s'en convaincre. L'éco-

nomie chinoise sont en voie manifeste d'aménagement; certaines difficultés apparues dans des secteurs, comme l'agriculture, où les problèmes sont toujours complexes, renvoient moins, sans doute, à un défaut intrinsèque de fonctionnement d'un système qui a fait largement ses preuves qu'à un mouvement général d'élévation des niveaux de vie. A l'expansion de la production tendrait ainsi à correspondre une extension tout aussi forte de la consommation. Comment celle-ci ne contribuerait-elle pas à accroître, sur la plus grande échelle possible, les échanges, à permettre, à imposer partout les conciliations?

E U R O P E

S E P T E N T R I O N A L E

E T

B A L T I Q U E

Danemark
Norvège
Suède
Finlande
Pologne
Allemagnes

D A N E M A R K :

L ' I N D U S T R I E P A R V I E N T A V E C S U C C E S A P R E N D R E L A R E L E V E D E L ' A G R I C U L T U R E

Depuis 1960, et avec plus de 5.000 millions de KR., les exportations industrielles danoises dépassent désormais les exportations agricoles

Le CENTRE NATIONAL FRANCAIS DU COMMERCE EXTERIEUR (16, avenue d'Iéna, Paris) a publié en mars 1961 une étude approfondie sur le marché danois. Cette étude fait apparaître la place extrêmement importante occupée par le Danemark dans l'économie européenne :

- le montant des ventes allemandes au Danemark dépasse le volume des exportations françaises vers l'Italie, la Suisse et la Grande Bretagne

- 80 % des importations danoises sont consacrées à des biens industriels

- le tarif douanier danois est un des plus bas d'Europe

- les ventes françaises au Danemark ne représentent que le 1/5 des ventes allemandes aux importateurs danois

1.- Le Danemark est en train de se doter d'une infrastructure pétrolière.

Consommatrice de près de 20 millions de T./an de produits pétroliers, la Scandinavie - et, notamment, le Danemark - ne disposait pas jusqu'à présent d'un réseau suffisant de raffineries. Les grandes Compagnies internationales sont résolues à faire un effort important sur ce plan

20 décembre 1960 — SHELL annonce l'implantation d'une raffinerie à Fredericia. Les milieux danois compétents estiment que la raffinerie projetée aura une capacité de 2 millions T/an

TIDEWATER active la construction à Kalundborg d' une raffinerie d'1 million T/an : l'achèvement des travaux est prévu pour l'automne 1961. Il en est de même pour la GULF OIL qui implante une raffinerie d'1 $\frac{1}{2}$ million de T/an à Stignaes, - pour entrer

en service fin 1962, et dont la réalisation sera assurée par 5 compagnies internationales: BECHTEL INT., KELOG INT., LUMMUS C°, PROCTON GREAT BRITAIN, FOSTER WHEELER CONSTRUCTION.De son côté, CALTEX recherche des terrains pour l'établissement de raffineries

29 décembre 1960 — Selon le "Kristeligt Dagblad" un Centre intégré de stockage et de distribution de produits pétroliers serait implanté à Korsav,en Seeland. Des intérêts britanniques y occuperaient une position prépondérante, par le truchement de l'Agence Anglo-scandinave de Navigation représentant le groupe GIBSON and C°, de Londres, où figurent des intérêts pétroliers canadiens

2.- La concurrence internationale se fait plus vive sur le marché automobile danois

22 février — Des voitures de tourisme de fabrication soviétique apparaissent au Danemark. Les constructeurs danois de navires BURMEISTER et WAIN - dont les chantiers travaillent pour l'URSS - se proposent, à la requête russe, de contribuer à l'exécution de la clause du

traité commercial russo-danois de 1959 prévoyant la vente au Danemark de 400 véhicules soviétiques. Une compagnie danoise d'importation serait créée à cet effet. Les voitures importées seraient la "Volga" et la "Moskvich". D'importantes réductions de prix rendraient ces véhicules très compétitifs : selon le "Financial Times", "Volga" et Moskvich" ne coûteraient que 23.000 KR., soit £ 650

27 février — La compagnie britannique MORRIS a décidé de diminuer fortement le prix de vente des véhicules de tourisme qu'elle propose aux acheteurs danois. La MORRIS "Mascot" tomberait à £ 706; la MORRIS "Oxford" à £ 1057

D I V E R S

6 avril — Suivant l'exemple de CARLSBERG, les BRASSERIES TUBORG ont décidé que la mise en bouteilles de leurs bières à destination du marché anglais sera désormais assurée en Grande Bretagne même.

3 mai — Une importante exposition de textiles britanniques se tiendra en août 1962 à Copenhague. Elle constituera l'un des éléments d'une action d'ensemble visant à développer systématiquement l'expansion des textiles britanniques dans toute la Scandinavie

3.- L'agriculture danoise est parvenue à un carrefour

De 1955 à 1960 (inclus) les exportations agricoles danoises n'ont augmenté que de 9,52 % alors que les exportations industrielles se sont accrues de 78 %. Entre le Royaume Uni, principal acheteur du beurre danois - et leader de l'Association Européenne de Libre-Echange (EFTA) - et l'Allemagne, membre du Marché Commun, et principal acheteur de la viande danoise, la position des agriculteurs du Danemark risque bientôt de devenir assez difficile

De nombreux observateurs estiment que le Danemark n'acceptera de contribuer de façon positive au développement des négociations entre EFTA et le Marché Commun qu'à la condition d'obtenir des assurances formelles simultanées en matière d'exportations agricoles de la part de la Grande Bretagne et de l'Allemagne. Notre correspondant à Bonn croit savoir que l'Allemagne fédérale, quant à elle, ne serait pas hostile à une telle approche du problème

28 février — Le "Bureau d'Information Economique" de Copenhague annonce que de 1959 à 1960 les exportations agricoles danoises à destination du Royaume Uni sont passées de 49 à 52 % de la production agricole totale du Danemark

11 mars — Ouverture de conversations agricoles anglo-danoises. Selon certaines sources - mais sans aucune confirmation officielle - la délégation britannique aurait laissé entendre aux représentants danois que la position anglaise à l'égard du Marché Commun était en cours de

révision. La Grande Bretagne poserait toutefois comme condition sine-qua-non à un progrès de ses pourparlers avec les Six l'établissement d'un accord inter-européen de contingentement et de tarification des exportations agricoles

4.- Un litige culturel entre le Danemark et l'Islande contribue à remémorer l'ancienneté des liens entre les deux pays et permet à Copenhague de revendiquer le rôle de Centre mondial d'histoire nordique

Le projet prêté au Ministre danois de l'Education Nationale, M. Jorge JORGENSEN, de restituer à l'Islande une précieuse collection de 1749 anciens manuscrits islandais, détenus par le Danemark depuis 1650, soulève dans les milieux intellectuels danois une profonde émotion

Il s'agit de documents dont les plus anciens datent de 1150 et les plus récents de 1550 et qui intéressent l'histoire commune du Danemark et de l'Islande. Parmi ces manus-

crits figure le fameux et inestimable Flateirbok, qui contient la saga d'Eric le Rouge et le récit de ses voyages de découverte au Groenland et au Vineland. Une partie de la collection fut remise en 1650 au Roi Fréderik III par l'Evêque islandais de Skalholt à l'occasion de la fondation par le monarque danois de la Librairie Royale. Par la suite Frederic III fit l'acquisition de nouvelles pièces, et, ultérieurement, Arne Magnusson, fils d'un pasteur islandais et professeur à l'Université de Copenhague rassembla pour le compte de celle-ci 2.500 autres manuscrits islandais. En 1900, les Etats-Unis, à l'occasion de l'exposition de Chicago, sollicitèrent du Danemark le prêt du Flateyrbok, mais le gouvernement danois fit savoir qu'il n'entendait pas voir ce précieux document quitter le territoire national

Des pourparlers sont engagés entre le Danemark et l'Islande. Avec l'accord du Parlement, le gouvernement a tous les pouvoirs sur le fonds de la Librairie Royale. En est-il de même pour la collection détenue par l'Université? Les milieux intellectuels danois font valoir que Copenhague constitue, de fait et de droit, un centre mondial de haute histoire nordique et qu'à ce titre, plus encore qu'à celui des liens plus de cinq fois séculaires qui unissaient l'Islande à la Couronne danoise, il est légitime que le Danemark conserve des collections d'une telle importance. Parmi les compromis à explorer pourrait certainement figurer la détention alternative, pour d'égales périodes, par Copenhague et Reykjavik de documents qui intéressent conjointement leur prestigieux passé

N O R V E G E :

P H A S E D E H A U T E P R O S P E R I -
T E E C O N O M I Q U E

Dans une étude publiée au début de l'année et confirmée par un nouveau rapport en avril, le BUREAU CENTRAL NORVEGIEN DE STATISTIQUE souligne le niveau très élevé de l'activité

La plupart des observateurs s'accordent toutefois à admettre que le point maximum d'expansion a probablement été atteint et qu'il s'agit désormais de maintenir l'économie sur le palier qu'elle occupe

L'EVENTUALITE DE FACTEURS DEPRESSIFS N'EST D'AILLEURS PAS NIEE:

a) La conjoncture intérieure présente, en particulier, certains risques d'inflation. Durant le 1er trimestre 1961 le gouvernement a décidé de resserrer la législation des ventes à crédit. Durant les 2ème et 3ème trimestres salaires et prix agricoles peuvent poser des problèmes

b) La conjoncture extérieure confirme les préoccupations suscitées en Norvège par les difficultés que rencontre l'harmonisation des rapports entre l'Association Européenne de Libre-échange et le Marché Commun. De nombreux cercles notent que les mesures de discrimination prises à l'égard des produits norvégiens par les Six du Marché Commun tendent à se renforcer. Certains milieux norvégiens estiment que l'antagonisme entre Marché Commun et Zone de libre-échange doit être rapidement surmonté, sous peine de voir l'économie norvégienne et toute la conjoncture scandinave freinées dans leur actuelle expansion

1.- L'armement norvégien renforce sa position internationale

L'armement norvégien est en plein renforcement. De nombreux contrats passés aux constructeurs ont été révisés par des commandes visant à accroître les tonnages initialement prévus. Des navires désarmés faute d'emploi ont été remis en service

13 février — Selon le "Financial Times", les commandes passées par les armateurs norvégiens depuis l'hiver représentent quelque 500.000 T. réparties sur 13 navires. Une commande passée pour le compte de M.JORGEN P. JENSEN à la "Norwegian Akers Mek. Verksted" prévoit la construction d'un navire de 65.000 T. La firme baleinière POLARIS a commandé un navire de 58.000 T. à la "Kockum Mek. Verstads A/B" de Malmö. Deux pétroliers de 56.000 T. chaque ont été commandés aux Chantiers français de l'Atlantique par la firme SIG BERGESEN & Co. Aucune commande n'a été passée à des constructeurs britanniques

29 mars — Le "Norges Handels - og Sjöfartstidende" consacre un long article à la construction navale britannique, qu'il met très sévèrement en cause. Selon le périodique norvégien, les chantiers anglais ne sont plus en mesure d'assurer une production susceptible de concurrencer la qualité des constructions scandinaves, françaises, allemandes ou japonaises. Celles-ci, écrit le journal norvégien, "présentent la caractéristique commune de réaliser des navires qui sont parfaitement adaptés à leur fonction, se révèlent d'une manoeuvre facile, disposent de systèmes pratiques de chargement et de déchargement et bénéficient de formes générales modernes"...alors que les navires britanniques souffrent de dispositifs de chargement maladroitement installés, de mauvais ventilateurs, mal placés, difficiles à manoeuvrer...d'un équipement électrique défectueux et d'installations sanitaires déplorables". Le périodique norvégien conclut en demandant :" Les construc-

teurs britanniques parviendront-ils à surmonter leur répugnance à observer les autres et à recevoir d'eux des leçons?"

30 mars — La Chine aurait acheté à la Norvège le pétrolier "Bramora" (14.000T.) et fait savoir qu'elle serait disposée à procéder à d'autres achats de navires.

2.- Une forte augmentation des investissements accentue le mouvement expansif des industries métallurgiques, chimiques et alimentaires

16 décembre 1960 — La "Société Norvégienne de l'Azote", plus grand producteur européen de magnésium, a tenu son assemblée générale annuelle à Notodden. Le rapport du Conseil d'Administration confirme le remarquable accroissement des activités de la Société. La production de magnésium est appelée à doubler d'ici 2 à 4 ans et à atteindre 30.000 T./an. Des investissements préliminaires de 2 millions KR. ont été décidés. Les ventes globales de la Société ont atteint 562 millions KR. contre 515 millions en 1959. Les exportations, sur ce total,

se sont élevées à près de 400 millions de KR. Le marché scandivave a absorbé la plus grande partie des produits azotés fabriqués par la Société. Les investissements totaux ont atteint 54 millions KR. La création d'un nouveau Centre de Recherches à Heröya est envisagée

26 janvier — La SANDVIKEN JERNVERKS, spécialiste des aciers de haute qualité et des produits au carbure de tungstène annonce la mise en oeuvre d'un programme d'expansion de 100 millions KR., dont la construction d'une usine de tubes inox constituera la partie principale

9 mars — L'industrie norvégienne de l'aluminium est appelée à tripler sa capacité en dix ans. M.A.W.Owe, directeur de l'ARDAL and SUNNDAL VERK a confirmé l'importance du plan décennal d'expansion déjà annoncé. Dans une première phase, les fonderies de Sunndalsöra et d'Ardal passeront respectivement d'une production annuelle de 50.000 et 40.000 T. à des productions de 100.000 T./an; dans une seconde phase, une nouvelle fonderie d'une capacité de 100.000 T./an sera implantée dans l'Ouest ou le Sud norvégien

11 janvier — M.E. GERHARDSEN, Premier Ministre, a annoncé que le Gouvernement norvégien proposera que les limites de pêche soient étendues de 4 à 6 miles à partir du 1er Août 1961 et portées à 12 miles à partir de Septembre. Les navires britanniques bénéficieront jusqu'en 1970 d'une dérogation leur permettant de pêcher entre 6 et 12 miles des côtes

18 janvier — Le Gouvernement norvégien a autorisé le groupe suédois FELIX A/B à acheter une usine de congélation de poisson à Bronnoysund. On prévoit que le groupe FELIX donnera une grande extension à ses activités en Norvège

20 janvier — Concentration des conserveries norvégiennes. Les trois plus grandes conserveries de poisson (60 % de la production nationale) ont décidé de fusionner; d'autres conserveries pourraient ultérieurement s'y agréger. Une diminution des prix de revient et de vente doit permettre au groupe d'accentuer sa pénétration économique sur les marchés continentaux

3.- Vers un remaniement de la fiscalité norvégienne

20 mars — Le Gouvernement publie un Livre Blanc proposant une réforme du système fiscal. L'élargissement de la taxation indirecte, la concentration et le renforcement de la taxation directe constituent les points saillants du projet qui, selon M.P.J. BJERVE, Ministre des Finances, vise essentiellement à faire de la fiscalité un instrument plus effectif de la politique économique

4.- Divers

22 février Des représentants norvégiens et les municipalités de la côte orientale britannique ont décidé d'organiser en Grande Bretagne une semaine commerciale norvégienne du 22 au 30 octobre 1961 . Le principe d'une semaine commerciale anglo-scandinave à organiser en Norvège l'an prochain a été retenu

S U E D E :

S O U C I E U X D E M A I N T E N I R L A S T A B I L I T E D E L A M O N N A I E E T L A C O H E S I O N D U M A R C H E I N - T E R I E U R L E G O U V E R N E M E N T C ' A T T A C H E A C O N T R O L E R E T A O R G A N I S E R L E F O R T M O U V E - M E N T D ' E X P A N S I O N D E L ' E C O - N O M I E

En 1960 la production industrielle suédoise s'est accrue de 8 % sur le taux d'expansion de 1959. Les chiffres disponibles pour janvier 1961 confirment que le mouvement ne se ralentit que très peu puisqu'ils révèlent un accroissement de production de 6 % sur janvier 1960. Le Ministère suédois des Finances prévoit, pour sa part, que le taux d'augmentation de la production globale en 1961 pourrait se stabiliser autour de 4 %

Dans le budget préliminaire présenté en janvier au Ridskag, M.STRANG, Ministre des Finances, a souligné que le Gouvernement n'envisageait aucunement de desserrer sa politique financière et qu'il n'était pas question de subordonner la politique monétaire à l'expansion économique.Certains freinages ont même été suggérés aux industries dont les stocks se révèlent les plus lourds:l'éventualité d'un accroissement de la taxe sur les salaires, la mobilisation des excédents de trésorerie dans un grand emprunt d'Etat et des restrictions sur les permis de construction figurent parmi les mesures auxquelles pourrait recourir le Gouvernement

Les milieux industriels admettent, de leur côté, que les prix intérieurs pourraient s'orienter légèrement vers la hausse et croître de 4 à 6 %. Le plein emploi est pratiquement réalisé (en décembre 1960 la Suède ne comptait pas 22.000 chômeurs), et en 1961 on prévoit que les revenus croîtront de 8 % sur 1960.Le budget 1961 comportera un excédent de 600 millions KR.

La structure des investissements confirme qu'en même temps qu'elle s'enrichit l'économie suédoise tend surtout à se renforcer : les dépenses d'équipement en machines-outils l'emportent désormais sur les dépenses de construction. Les premières ont crû de 13 % en 1960 et les secondes seulement de 8 %. Les industries du papier et les industries chimiques sont celles où l'augmentation des investissements sera maximum : 27 % pour chacune .Les industries métallurgiques investiront un peu moins cette année (14 %) que l'année précédente. Textiles, cuirs, caoutchouc et industries alimentaires ne seront pas en mesure de suivre un tel rythme.

Ces indications amènent de nombreux observateurs à prévoir que la production de biens d'équipement sera, au total, plus importante que la production de biens de consommation.

Selon les chiffres donnés par la Fédération des Industries suédoises la production des premiers croîtrait de 8 % en 1961 alors que celle des seconds n'augmenterait que de 1 %

1.- Le commerce extérieur suédois accentue sa position d'équidistance à l'égard des divers groupes économiques européens

Les effets dépressifs de la réévaluation du deutschmark et l'accentuation de la coordination tarifaire entre les six puissances du Marché Commun justifient le souci de nombreux milieux suédois d'entretenir des relations également bonnes avec tous les ensembles économiques européens. Cette politique d'équilibre dynamique peut contribuer à accentuer l'ascendant de la Suède sur le complexe baltique

2 février Fin des négociations pour le renouvellement du traité commercial russo-suédois. Les livraisons soviétiques atteindront 350 millions/KR et comporteront des quantités accrues de produits pétroliers, de chrome, de wolfram, d'aluminium et de toluol. La Suède exportera vers l'URSS près de 800 millions/KR de marchandises, dont 550 millions de machines

1 mars D'après les indications données par le Board of Trade suédois, la première phase de réduction tarifaire intervenue entre les sept puissances de l'EFTA s'est soldée par un accroissement de 7 % des achats suédois au Royaume-Uni. Les ventes suédoises à la Grande Bretagne se sont, quant à elles et pour la même période, accrues de 6 %

5 mars Selon le "Financial Times", la réévaluation de la monnaie Ouest-allemande risque d'entrainer une hausse des prix allemands sur le marché suédois et une contraction correspondante des échanges germano-suédois,- qui intéressaient jusqu'à présent près de 1/4 du commerce extérieur suédois. L'hypothèse de prochaines réductions de prix consenties par les exportateurs allemands n'est pas retenue : les prix allemands sont déjà très comprimés et le Traité de Rome limite la liberté tarifaire de l'exportation allemande. Une telle situation pourrait améliorer la position des exportateurs britanniques au triple point de vue de l'automobile , des produits chimiques et des plastiques

17 mars L'URRS accorderait au groupe suédois A/B SEPARATOR le contrat d'équipement de 30 abattoirs soviétiques. De nombreuses firmes internationales étaient en concurrence. Le marché avoisinerait 350 millions/KR.

21 mars Le traité commercial nippo-suédois qui vient à expiration le 31 mai a été prorogé de 3 mois en attendant la fin des négociations entamées à Tokyo pour un nouveau traité : on prévoit un fort ac-

croissement des échanges

2.- Tandis que la Suède se prépare à accroître sa production de minerai de 40% en 4 ans l'implantation d'une grande industrie sidérurgique suédoise est en plein essor

Consommatrice annuelle de près de 600.000 T. de tôles et laminés, la Suède doit actuellement en importer près des 3/4, - les installations de Domnarvet n'assurant que 130.000 T/an. L'implantation à Oxelosund - par les soins du groupe GRANGESBERG, ex-propriétaire de la moitié du complexe de Kiruna - d'un ensemble sidérurgique intégré doit prochainement permettre de porter le potentiel suédois en produits sidérurgiques semi-finis à 430.000 T/an. L'ensemble d'Oxelosund contribuera, notamment, à assurer l'approvisionnement des chantiers navals suédois, qui ressortit à 250.000/300.000 T/an.

2 janvier Consacrant l'apparition de la Suède comme producteur sidérurgique d'importance internationale, l'URSS vient de passer commande au Groupe GRANGESBERG de 45.000 T/an de tubes d'acier. Le groupe intéressé a révélé qu'il s'était rendu acquéreur, à cette fin, d'un ensemble spécialisé dans la fabrication des tubes d'acier,- qui

utilisera la production des usines d'Oxelosund

3 janvier Selon "Nörrlandska Socialdemokraten", le volume de minerai de fer exporté en 1961 dépassera les 20.000.000 T. enregistrées en 1960,- qui constituaient un chiffre record et représentaient 8 % des exportations totales suédoises. L'Allemagne occidentale absorbe actuellement 50 % du minerai suédois exporté et la Grande Bretagne 20 % ,- Pays Bas, France, Italie et Pologne figurant les autres clients principaux. Les prix 1960 seront maintenus

4 janvier Un "concern" suédois, contrôlé par le Groupe GRANGESBERG, assurera l'exploitation des minerais de Nimba, au Libéria, pour le compte de la société internationale LAMCO, où figurent des intérêts libériens, suédois et américains. La BETHLEEM STEEL participe à l'opération pour 25 % des actions. L'EXPORT-IMPORT BANK a ouvert un crédit de 30 millions $, le KREDIT ANSTALT FÜR WIEDERAUFBAU apporte 50 millions $ et un prêt de 5,7 millions $ a été accordé par la FIRST NATIONAL CITY BANK. De leur côté, le Groupe GRANGESBERG et la BETHLEEM STEEL ont apporté chacun 50 millions $. Des accords, déjà signés, font de la France et de l'Allemagne les acheteurs des 3/4 de la production, - la BETHLEEM STEEL se réservant le dernier quart

3.- L'augmentation du papier scandinave de 2 £ à la tonne (Kraft) contribue-

ra à accroître de 1,5 à 2 % la rentabilité des industries forestières suédoises

La hausse de 2 £ à la tonne de papier Kraft, décidée le 18 janvier prend effet immédiatement pour les nouveaux contrats. Elle fait suite aux augmentations de prix d'exportation déjà intervenues en fin-décembre sur d'autres variétés de papier. Les contrats antérieurs au 18 janvier seront remplis aux prix anciens. Ces augmentations réduisent la portée des mesures tarifaires de baisse, décidées en mars, au titre de l'Association Européenne de Libre-Echange, lors de la réunion inter-ministérielle de Genève.

25 janvier — Selon "Norrlandska Socialdemokraten", la période 1961-1964 ouvre aux industries suédoises du bois des perspectives très vastes. Pour 1961, la production globale de cellulose, y compris les résidus, s'élèvera à 5,6 millions T. En trois ans, un accroissement de 25 % de la production est prévu, portant celle-ci à 7 millions T. Les investissements correspondants atteindraient 3 milliards KR, étalés sur un plan de financement de cinq années

1 février — La Suède assurera l'implantation d'une usine de papier au Portugal pour le compte de la SOCIETE INDUSTRIELLE PORTUGAISE DE CELLULOSE (S.O.C.E.L.). La capacité prévue est de 220 T/jour de pulpe traitée. Le coût des installations ressortira à 5 millions £. Les firmes SUNDS VERKSTADER, de Sundsval, A/B ROSENBLADS

PATENTER, de Stockholm, SVENSKA FLÄKTFABRIKEN et KARISTADS MEKANISKA VERKSTAD, de Karlstad, sont intéressées à la mise en place de l'entreprise

4.- Implantation des premières unités de pétrochimie en Suède

La Suède sera un des bénéficiaires de l'actuel effort déployé par les compagnies pétrolières internationales pour étendre leurs activités à la pétrochimie et, notamment, à la production des plastiques

18 janvier L'UNION CARBIDE, américaine, et la firme STOCKHOLM SUPERFOSFAT se sont associées à part égale pour constituer une société de production de polythène. L'usine sera proche des installations ESSO de Stenungsund et constituera la première unité pétrochimique implantée en Suède. L'entrée en production est prévue pour le milieu de 1963

25 janvier ESSO ST. a décidé de construire une usine de fabrication de polypropylènes en Suède qui concurrencera directement les productions correspondantes de la SHELL et des IMPERIAL CHEMICAL INDUSTRIES. L'unité implantée en Suède sera alimentée par la raffinerie ESSO, de Slagen, en Norvège

26

23 février — Lors de l'assemblée générale annuelle de la firme suédoise MO OCH DOMSJÖ AKTIEBOLAG (produits forestiers et chimiques), tenue à Stockholm courant janvier, le Conseil d'Administration a fait savoir que la Société se proposait d'installer à Stenungsund, où un emplacement vient d'être acheté, un ensemble pétrochimique spécialisé dans la production d'éthylène-oxyde et d'une capacité annuelle de 10.000 T.

5.- La mise en valeur du Nord suédois entre dans une phase active qui peut intéresser économiquement l'ensemble de la Scandinavie mais pose une nouvelle fois le problème des rapports avec la société indigène lapone

Selon "Norrländska Socialdemokraten" du 13 février, la réalisation de l'axe routier national de Graddis modifiera profondément la physionomie du nord suédois. L'extension considérable des activités de la LKAB, société gestionnaire du grand complexe minier de Kiruna, le développement prévu des industries forestières et celui des installations hydro-électriques, les investissements qui correspondront à ces divers accroissements d'activité sont appelés, en effet, à accentuer la pleine incorporation des territoires du Nord

Une telle évolution est accueillie avec une certaine réticence par les populations indigènes lapones. L'extension du réseau routier ou ferroviaire soulève le problème des aires de pacage du renne, les aménagements hydroélectriques peuvent perturber les zones de pêche. Divers milieux préconisent une réforme du statut administratif des populations Sames et l'octroi de garanties à celles-ci . La mise au point, actuellement en cours, de nouvelles techniques d'élevage du renne pourrait, néanmoins, modifier de façon favorable les termes du problème

25 janvier La presse locale récapitule des divers éléments à prendre en considération dans la mise en oeuvre du projet routier de Graddis. Celui-ci comporte deux phases dont l'une se propose d'améliorer la route Arjeplog-Sädvaluspen et l'autre de construire le prolongement Sädvaluspen-Graddis. L'accroissement de l'emploi dans les communes de l'intérieur, le développement économique de celles-ci, la mise en valeur de nouvelles régions forestières et l'exploitation des ressources touristiques constitutent les facteurs principaux sur lesquels l'accent est mis. Le financement ressortirait à 18 millions KR,- dont 2 en 1962, 6 en 1963, 6 en 1964 et 4 en 1965

/ Minerai de fer

26 janvier Selon "Norrländska Socialdemokraten", l'organisme gestionnaire du complexe de Kiruna, L.K.A.B. , ouvre à l'exploitation le champ minier de Nokutusvaara, à 5 kms au nord de Luossavaara. Les activités extractives débute-

ront en avril et l'on prévoit, pour 1961, la production de 150.000 T. de minerai phosphoreux ("rektorsmalm")

4 février — La L.K.A.B. remet en exploitation le champ minier de Svappavaara, qui est un des trois plus riches de Suède. Svappavaara est situé à une quarantaine de kilomètres au sud-est de Kiruna. Ses réserves atteindraient 300 millions T et sa production annuelle pourrait ressortir, à partir de 1967/68, à 3 millions T. Des investissements de 240 millions KR seront engagés, dont 40 consacrés à l'installation de la liaison ferroviaire avec le Centre de Kiruna

/ Hydroélectricité

14 janvier — La direction du VATTENFALL (Eaux et Routes) annonce la mise à l'étude d'un projet de construction d'une centrale hydroélectrique sur la rivière Skellefte. La station sera située dans la commune de Mala, en Vasterbotten, et dans la commune d'Arvidsjaur, en Norbotten, immédiatement au nord des barrages de la centrale de Gallijaur. Sa production atteindrait 185 millions kWh/an

/ Trafic portuaire

18 janvier — Le trafic du port de Lulea s'est accru, en 1960, de plus d'un million de T. sur celui de 1959, en atteignant 21.881.872 T. contre 3.830.000 T. L'exportation de minerai a joué le rôle principal dans l'accroissement du transit, tandis que charbon, coke et pétrole figuraient, pour l'importation, les postes en forte augmentation.

Quant au port de Pitea le développement de ses activités rendra nécessaire la mise en oeuvre d'un plan d'extension des réseaux routiers et ferroviaires qui le desservent

18 avril Lors d'une réunion d'information organisée à Gallivare par la Direction des Routes et Eaux (VATTENFALL) les représentants des populations laponnes (Sames) ont fait valoir certaines doléances. Selon "Norbottens-Kuriren", un orateur indigène a soutenu que "morceau par morceau, on prenait aux Sames leur territoire" et a fait valoir que "des programmes de rationalisation de l'élevage du renne n'auraient guère de sens si l'on commençait par faire disparaître les meilleurs paturages"

Le même journal, rendant compte, le 1er mars, des réactions des habitants du village lapon de Norrkaitum au projet de construction d'une route intéressant le territoire communal, rapportait en ces termes les propos des indigènes:"La route va traverser la meilleure région d'élevage de nos rennes. C'est une contrée dont nous sommes les propriétaires depuis des temps immémoriaux... Le val de Lattio, notamment, par lequel passe la route, est notre meilleure région pour le vélage des rennes. Si les femelles sont dérangées durant cette importante période, elles se dispersent très vite vers la haute montagne où règnent les brusques changements de climat et la neige. La route signifie la catastrophe pour notre élevage(...) Nous demandons que l'on n'agisse pas derrière notre dos, alors que ce qui est

en question c'est la terre qui nous a été donnée..."

11 mars Au village lapon de Serri, à Jokkmokk, la Direction des Routes et Eaux met en oeuvre un programme d'essai et de recherche portant sur un lot de 1000 rennes que l'on se propose d'adapter aux conditions de vie (apprivoisement et semi-parcage) des bovins ou des ovins, - y compris l'affouragement organisé. On admet que si l'expérience se révèlait positive elle serait d'une portée capitale pour toutes les régions rennicoles du monde

° ° °

Dans le journal "Upsala Nya Tidning" du 23 février, le pasteur Gustav PARK a consacré une étude au problème des Lapons éleveurs de renne, victimes d'expropriation pour cause d'utilité publique. M.PARK note que jusqu'à présent les populations lapones ne touchaient pas directement les indemnités compensatrices. Un jugement récent faisant du village lapon de V.Kikejaur une personne juridique habilitée à percevoir et à gérer directement un dédommagement pour perte de pâturage lui paraît constituer un précédent intéressant, à partir duquel des réformes importantes pourraient être apportées au système actuel d'administration des Lapons

F I N L A N D E :

L ' A S S O C I A T I O N D E L A F I N - L A N D E A L A Z O N E E U R O P E E N - N E D E L I B R E E C H A N G E C O I N - C I D E A V E C U N E P E R I O D E D E H A U T D E V E L O P P E M E N T D E L ' E C O N O M I E F I N L A N D A I S E

De 1958 à 1960 la progression de la production industrielle finlandaise a été une des plus élevées d'Europe. Le niveau de 1960 dépassait de 14 % celui de 1959,- qui dépassait lui-même de 8 % celui de 1958. De 1954 à 1959 les investissements se sont accrus de 19 %, les exportations de 28 %, tandis que la consommation n'a augmenté que de 14 %

Une telle expansion pose, toutefois, le problème des crédits d'investissement nécessaires au maintien du rythme de croissance et celui des marchés d'exportation :

- depuis l'automne 1959, le volume des crédits disponibles tend à se resserrer. A deux reprises en 1960 la Banque Centrale a haussé son taux d'escompte

- les perspectives de pénétration massive des produits industriels finlandais (métallurgiques et alimentaires) sur le marché Ouest-européen justifient un optimisme seulement modéré. En revanche, l'association de la Finlande à la zone européenne de Libre-échange diminuera progressivement la protection dont bénéficiaient les produits finlandais sur le marché intérieur

C'EST DE L'EXPANSION DES INDUSTRIES DU BOIS QUE PARAIT DEPENDRE, POUR LA PERIODE PRESENTE, LE MAINTIEN DE L'ECONOMIE FINLANDAISE A SON NIVEAU ACTUEL DE PROSPERITE ET LA POSSIBILITE POUR ELLE DE PREPARER L'AVENIR EN RECHERCHANT AUSSI BIEN EN EUROPE OCCIDENTALE QU'EN EUROPE ORIENTALE DES DEBOUCHES POUR UNE PRODUCTION INDUSTRIELLE DE HAUTE QUALITE

1.- Devenue, en 1960, premier exportateur européen de bois, la Finlande se propose d'accroître de 30 à 45% en trois ans (1961-1964) la capacité de production de ses diverses industries du bois

Une étude réaliste du porte-parole de l'Association Centrale des Industries finlandaises du Bois, J.O.SODERHJELM, parue dans le "Financial Times" du 16 décembre dernier fait

des marchés d'Europe occidentale le principal objectif de pénétration des industries finlandaises du bois. Les marchés d'Amérique du Nord, d'Amérique du Sud, d'Asie (sauf Japon et Australie) sont présentés comme étant d'un accès incertain, précaire ou douteux

La même étude suggère que les pays d'Europe occidentale (qu'ils appartiennent au groupe des Six ou à celui des Sept) conviennent d'une division inter-européenne du travail qui ferait de la Scandinavie le fournisseur principal de papier-journal, papier Kraft et contreplaqué, - tandis que les industries continentales du bois se spécialiseraient dans la production de papier de luxe et de matériel en contreplaqué

D'après les indications fournies par M.Paavo HONKAJUURI au cours de l'Assemblée annuelle des Propriétaires de Scieries, la Finlande a exporté, en 1960, 1.137.000 standards de bois scié (soit 20 % de plus qu'en 1959) et pour une valeur de 64 milliards MF. (soit 36 % d'augmentation sur les rentrées de 1959). La Suède vient en second avec 1.098.000 standards et l'URSS ne figure qu'au troisième rang avec 1.090.000 standards. Les exportations finlandaises se sont principalement accrues en Allemagne (40 %) et en Grande Bretagne (25 %)

8 janvier — M.L.HANNUNKARI, porte-parole de la KEMI OY, annonce que la société envisage d'accroître sa production de cellulose à sulfite de 76 % en douze mois, passant de 130.00 à 230.000 T/an. Le plan d'expansion a été établi de telle façon qu'une tranche ultérieure d'accroissement de 30 % de la production ne requerra qu'un très faible investissement

24 janvier — La publication des statistiques relatives au département de Laponie finlandaise permet de mesurer les progrès qui marquent l'évolution des industries forestières. Le parc des tracteurs passant de 400 à 650 ressortit à un ac-

croissement de 62 %; la dotation en scies à moteur (3900 en 1960 contre 2800 en 1959) a augmenté de 40 %

28 janvier — Le rapport d'Etat sur le développement des industries forestières fixe à 47 millions m3 l'objectif annuel de coupe pour la période 1963-1972 et établit les grandes lignes d'un programme d'éménagement des forêts qui permettrait de porter, dans dix décades, la production nationale annuelle à 66.000.000 m3. Le rapport déconseille le défrichement des forêts à des fins agricoles et recommande au contraire de boiser les surfaces à rendement cultural insuffisant

21 février — La Société KAJA NI envisage la construction d'une usine spécialisée dans la production de papier pour hebdomadaire à la cadence annuelle de 60.000 T.

3 mars — A l'initiative de METSALIITTO - YHTYMA (Association des Propriétaires de Forêts), une société, OY METSALIITON PAPERI- SKOGSA GARNAS PAPPER A/B, a été fondée, qui produira 80 à 100.000 T/an de papier et dont les usines seront construites dans le Sud-Ouest finlandais. Le capital social a été fixé à 1.200 millions M.F.

22 mars — VEITSILVOTO OY annonce pour 1960 une production record de 81.870 T. de cellulose a sulfite, contre 57.258 en 1959

31 mars — Fondation de la société nationale KEMITJARVI OY

à Kemijarvi. Le paragraphe 2 des Statuts dispose que 51 % au moins des actions devront être détenues par l'Etat, ou par des sociétés en lesquelles l'Etat possède la majorité. Sur le capital social de 500 millions M.F. l'Etat a souscrit 300 millions M.F. Les sociétés VEITSILUOTO OY et KEMIJOKI OY figurent parmi les actionnaires . D'après les plans préliminaires, la production annuelle de la KEMIJARVI OY atteindra 70.000 T. de papier Kraft et 30.000 T. de cellulose. La société traitera 350.000 stères de conifère et 140.000 stères de bouleau . Elle emploiera 400 ouvriers au stade de la transformation et 3.500 à 4.000 bûcherons ou transporteurs

30 mars — Afin d'assurer le financement du plan d'extension des activités de la société, l'assemblée générale de la KEMI OY a décidé d'augmenter le capital social de 50 % en le portant de 983.400.000 M.F. à 1.475.100.000 M.F. par émission de 245.850 actions nouvelles

2.- Le complexe sidérurgique intégré de Raahe, dont l'implantation continue à soulever des controverses, peut contribuer à élargir l'expérience technique et commerciale de la métallurgie finlandaise

Le projet initial d'établissement d'une fonderie d'Etat à Raahe (RAUTARUUKKI OY) sur la côte nord ouest du Golfe de Bothnie s'est progressivement développé. L'organigramme des travaux, qui avait été dressé par une firme allemande, a dû être révisé. La fonderie-qui entrerait en activité en 1963/64 avec 300 à 350.000 T/an de minerai traité - ne sera que la première phase d'une opération dont la seconde comporte la production d'acier et la troisième le laminage et profilage du métal. L'ensemble utilisera 500.000 T/an de minerai, en provenance de trois mines finlandaises, dont l'une produit déjà, dont l'autre extraiera à partir de 1962 et la troisième à partir de 1963.

L'URSS a appuyé le projet et,- outre une aide technique (notamment hauts fourneaux) -, a ouvert un crédit de 500 millions de roubles. Le coût total de l'entreprise ne semble pas encore fixé. Certains milieux ont évoqué la somme de 30 milliards de M.F. En automne 1960, le Parlement a accordé un nouveau crédit de 867 millions M.F. pour augmenter la capital social de la RAUTARUUKKI OY et 500 millions M.F. pour travaux de dragage du port desservant RAAHE

La controverse autour du bien-fondé économique du projet se poursuit. Tandis que certains milieux déplorent que la Finlande doive payer si cher une autonomie métallurgique que la proximité de la Suède, de l'URSS ou de l'Allemagne leur paraît rendre, sans objet, des critiques sont formulées contre les modalités matérielles de réalisation. Le choix de Raahe, notamment, est contesté, puisque ni rivière, ni lac, ne peuvent y assurer le ravitaillement en eau de l'ensemble et que l'Etat devra prévoir, à cet effet, un crédit supplémentaire de 350 millions M.F.

7 avril Le contrat de fourniture de machines et d'équipement à RAUTARUUKI OY par l'URSS vient d'être signé. Les livraisons russes, faites par le canal de TASHPROMEXPORT, commenceront au printemps de 1962 et seront achevées en octobre 1963

3.- La compétence finlandaise en matière de réalisation hydro-électrique reçoit sa sanction internationale

22 février — L'URSS vient de signer avec la compagnie finlandaise d'état IMATRAN VOIMA OY un contrat confiant à la société finnoise la réalisation d'une centrale hydroélectrique en territoire russe. La station se situera sur la rivière de Tuuloma, dans la partie septentrionale du lac de Nuorttijarvi, à 225 kms à l'est d'Inari. La capacité de production de la Centrale sera de 247.000 Kw. Le budget total prévu est d'environ 25 milliards M.F., sur lesquels la Finlande percevra 19 milliards. Le plan des travaux est étalé sur 5 ans et fournit un emploi à 2.900 travailleurs finlandais. Sa première phase comporte la construction d'une route de 167 kms, qui reliera Rajajooseppi (Finlande) à Tuuloma. On notera que la capacité de la plus grande Centrale finlandaise n'excède pas 157.000 Kw.

23 mars — La compagnie POHJOLAN VOIMA OY a décidé d'édifier 6 usines hydroélectriques dans la région d'Oulu. La première, à Pahkakoski, en construction, entrera en production début 1962.

4.- La signature de l'ac-

cordliant la Finlande à l'Association Européenne de Libre-Echange place l'économie et le commerce finlandais dans une position avantageuse de pivot entre l'URSS et l'Europe occidentale et amorce un premier resserrement des liens entre les puissances septentrionales de l'Europe

27 mars

La Finlande et les représentants des sept puissances membres de l'Association européenne de Libre-Echange (E.F.T.A.) ont signé l'accord créant l'association Finlande- E.F.T.A. : l'E.F.A. et donné ainsi un terme à deux ans de négociations complexes pour trouver une formule permettant d'inclure la Finlande dans les arrangements de la Convention de Stockholm

L'accord signé aujourd'hui reconduit toutes les clauses commerciales et économiques de la Convention de Stockholm . De même que les Sept, la Finlande devra donc éliminer d'ici 1970 toutes les barrières freinant la liberté des échanges. Des dérogations sont toutefois accordées à

la Finlande. Celle-ci, tout d'abord, ne sera pas rigidement et globalement astreinte aux réductions tarifaires acceptées par les Sept. L'abaissement douanier de 30 % à intervenir pour juillet 1961 sera réduit à 20 % pour certains produits, dont les principaux sont les vernis, les cires, les pneus, les cuirs et chaussures, tous les textiles, les céramiques, certains articles en fer ou en acier, les générateurs, les moteurs électriques pesant moins de 250 kgs et certains articles de bois. Par ailleurs, la Finlande pourra maintenir des restrictions à l'importation en provenance de l'Ouest d'objets et d'articles déjà importés par elle de l'URSS, notamment les produits pétroliers et les engrais.

L'E.F.A. disposera d'un Conseil bi-partite composé du Conseil de l'E.F.T.A. et du représentant de la Finlande.

6 avril — Publication de l'accord tarifaire entre la Finlande et l'URSS. La Finlande accorde aux exportations russes les privilèges de tarif déjà accordés par la Finlande à l'E.F.T.A. au titre de l'E.F.A. Les calendriers de réduction sont les mêmes.

°
° °

11 mars — La compagnie américaine HERCULES POWDER CY a fondé à Tampere une filiale, la OY HERCOFINN A/B, spécialisée dans la production de produits chimiques pour l'industrie du bois, dont le capital social est de 100 millions M.F.

5.- Les échanges de vues sur les perspectives et les modalités de mise en valeur du nord finlandais se développent

La discussion soulevée par le projet d'établissement d'une usine finno-norvégienne à Kirkenes reste animée. Sa vivacité même montre, toutefois, que les problèmes posés par la promotion économique du département finlandais de Laponie font partie des préoccupations gouvernementales.

24 janvier — Le Parlement a approuvé l'inscription au budget 1961 d'un crédit de 300 millions M.F. à incorporer au capital social de l'usine de Kirkenes. Le Parlement a néanmoins demandé que le Gouvernement provoque une nouvelle enquête générale sur le projet et détermine, notamment, si la consommation de bois qu'implique le fonctionnement de l'usine ne sera pas préjudiciable aux intérêts finlandais. Dans sa réponse aux interpellations, le Premier Ministre, M. SUKSELAINEN, a évoqué la possibilité d'achats de bois en Union Soviétique et laissé, ainsi, entendre que l'association entre la Finnande et la Norvège pourrait être renforcée par une participation indirecte de l'Union Soviétique.

18 février — M. OVERGARD, Président du Conseil Municipal de Narvik, a affirmé, dans une interview accordée au journal HARSTAD TIDENDE, que le port de Narvik serait en mesure d'exporter d'importantes

quantités de bois nord-finlandais lorsque le Golfe de Bothnie est gelé si la Suède autorisait le transit ferroviaire par l'axe Kuruna-Narvik. La Suède n'a pas fait connaître sa réponse et le Conseil Nordique a été, en conséquence, saisi de la question.

13 avril — M.A.O. KAIRAMO, directeur de la KEMI OY, a pris position contre le projet de Kirkenes. Il a souligné la disproportion entre l'importance du capital engagé et le volume prévu de production (64.000 T/an) de cellulose à sulfate). Par ailleurs, il a noté que le plan des coupes de bois requises pour l'alimentation de l'usine menaçait une grande partie des forêts d'Inari. Il a observé, enfin, que l'aménagement d'usines existantes permettrait d'atteindre le même objectif de production avec le tiers du capital que la Finlande s'est engagée à investir à Kirkenes. De son côté, et à l'occasion d'une "table ronde" organisée sur le sujet par l'Association finlandaise pour la Protection de la nature, M. O. LINNAMIES a également affirmé que le plan de Kirkenes pouvait se solder, en quarante ou cinquante ans, par la destruction de toutes les ressources sylvicoles d'Inari.

RENNICULTURE

11 mars — Durant l'exercice 1960-1961 il est prévu que 40.000 têtes seront abattues,- qui constitueront un record encore jamais atteint depuis 1940. Les perspectives du marché intérieur sont

excellentes et le niveau de consommation de la viande de renne est en voie d'exhaussement sensible.

12 mars — A l'occasion de l'exposition consacrée à l'économie rurale qui se tiendra à Sodankyla les 12 et 13 août 1961, une section sera consacrée à la renniculture.

POPULATIONS LAPONES

9 février — L'Association des Etudes Lapones a décidé de créer une bibliothèque entièrement consacrée aux disciplines lapones, ACTA LAPONICA FENNIAE, qui sera installée à Rovaniemi. Le premier ouvrage à paraître sera une traduction de SCHEFFERUS, par TUOMO ITKONEN. Par ailleurs, et à l'initiative de l'Association, une bibliographie générale de la Laponie est en voie de réalisation, par les soins de Mme AHVENAINEN

15 février — Le Conseil Lapon, désigné par le Gouvernement, s'est réuni pour la première fois à Rovaniemi. Il se compose de 7 membres, dont 3 représentants des Associations Lapones (2 lapons et 1 finnois), 3 représentants de l'Etat (Ministères de l'Education, de l'Agriculture, de la Justice) et du Préfet du Département de Laponie, M.M. MIETTUNEN. L'enseignement du lapon et l'élevage du renne constituaient les points principaux de l'ordre du jour.

N O R D

A M E R I Q U E

E T

A T L A N T I Q U E - N O R D

Canada
Groenland
Islande

4H

Les Lapons se sont réunis le 19 mars à Hetta (Enontekiö) à l'occasion de leur fête religieuse annuelle. Plus de 500 lapons ont été décomptés, parmi lesquels des Lapons venus de Norvège et de Suède

C A N A D A :

L E S O U C I D U C A N A D A D ' A C - C R O I T R E F O R T E M E N T L E C A R A C T E R E N A T I O N A L D E S O N E C O N O M I E V A D E P A I R A V E C U N E S E N S I B L E E X - T E N S I O N D E L ' I N F L U E N C E C A N A D I E N N E S U R L E P L A N I N T E R N A T I O N A L

La plupart des observateurs européens ont attaché une extrême importance au projet de budget supplémentaire présenté fin décembre par le Ministre canadien des Finances Donald FLEMING. Le souci gouvernemental d'accroître fortement la part et le rôle des investissements purement canadiens dans l'économie du Canada paraît découler du mot d'ordre général de "canadianisation" formulé par M.DIEFFENBAKER.

Dans le même temps, l'accentuation du rôle politique et diplomatique joué par le Canada sur le plan international attire vivement l'attention. A égale distance d'attitudes extrémistes prises à l'Est et à l'Ouest, une influence et un style modérateurs proprement canadiens tendent désormais à se dégager :

- le 10 janvier, la Sous-Commission des Affaires étrangères du Congrès Canadien adoptait une résolution demandant que le Canada prenne l'initiative de promouvoir l'admission de la Chine populaire aux Nations Unies

- le 2 février le Canada vendait à la Chine 750.000 tonnes de blé et 260.000 tonnes d'orge

- le 18 février, M. L. PEARSON, Chef de l'opposition , après avoir déclaré aux Communes :"Notre pays doit continuer à collaborer avec les Etats-Unis , mais ne doit pas hésiter à adopter toutes les mesures possibles d'économie en refusant notamment les dépenses inutiles et en rejetant l'armement atomique", laissait entendre qu'il faudrait sans doute réviser les conditions de la participation canadienne au NORAD - (Joint Canada - United States North America Air Defence Command)

- l'entrevue DIEFENBAKER-KENNEDY du 20 février, qui devait durer plus de trois heures et à laquelle assistaient les chefs de la politique étrangère des deux pays, MM. H.GREEN et D.RUSK, prenait place au centre d'un dispositif de rencontres appelées à exercer une action déterminante sur la fixation de la nouvelle politique extérieure américaine.

- le Premier Ministre canadien allait à nouveau jouer un rôle, tenu pour capital, dans le déroulement dramatique de la Conférence du Commonwealth, qui devait s'achever par le retrait de l'Union Sud-Africaine . Dans un mouvement de colère, M.VERMOERD, chef du

Gouvernement Sud-Africain n'hésitait pas à parler d'un "bloc afro-ariato-canadien"

- le 24 mars, le R.P. JANSSENS, Général des Jésuites, remettait temporairement ses pouvoirs à son vicaire, le R.P. SWAIN, Canadien

- Aussitôt après sa rencontre avec le Président KENNEDY, M.McMILLAN, Premier Ministre de Grande Bretagne, venait conférer à Ottawa avec M. DIEFENBAKER. Selon des milieux bien informés la proposition canadienne d'une Conférence " au sommet" des puissances de l'O.T.A.N. en vue d'unifier la politique occidentale à l'égard de l'URSS, la question laotienne, qui intéresse directement le Canada, membre de la Commission internationale de Contrôle "ad hoc", et la mise en place de la politique économique de la Grande Bretagne en Europe, auraient fait l'objet d'échanges de vues approfondis entre les deux hommes d'Etat

1.- La "canadianisation" de l'économie n'est pas une manifestation momentanée de "nationalisme" mais annonce une politique à long terme visant à accentuer la diversification de l'économie, à accroître l'emploi et à développer librement le poten-

HT

t i e l e x p o r t a t e u r d u C a -

n a d a

La plupart des observateurs s'accordent à admettre que le problème posé par l'afflux des investissements étrangers au Canada est à la base du projet de budget supplémentaire proposé par M. Donald FLEMING en décembre.

- Sans prise suffisante sur le financement direct de ses structures économiques, le Canada éprouve, en effet, certaines difficultés à adapter celles-ci aux besoins de sa politique générale. Petites et moyennes industries sont défavorisées par rapport aux grandes concentrations industriells. La diversification de l'économie devient insuffisante et la gamme des produits exportables se réduit en même temps que le marché du travail

- Des tendances spéculatives peuvent se manifester sur le marché des changes. La valeur de la monnaie canadienne tend à dépendre trop de facteurs financiers ou spéculatifs extérieurs au Canada et pas assez du niveau réel de la production nationale

28 décembre 1960

Le Bureau Canadien des Statistiques souligne l'importance des investissements étrangers au Canada durant le troisième quart de l'année 1960. Ceux-ci atteignent 165 millions $ contre 72 pour la période correspondante de l'année 1959, soit une augmentation de 129 %. Pour l'ensemble des 9 premiers mois de 1960 le volume des capitaux étrangers placés au Canada

ressortit à 510 millions $ contre 319 pour les 9 premiers mois de 1959, soit une augmentation globale de 60 %. Pour la plus grande partie, ces capitaux proviennent des Etats-Unis

o

o o

Le Bureau Canadien des Statistiques révèle également que, du 15 octobre au 15 novembre 1960, le nombre des chômeurs est passé de 368.000 unités à 429.000, soit une augmentation de 16 %. Le chiffre de novembre est le plus élevé qu'ait connu le Canada depuis 15 ans et ressortit à 6,6% du total de la main d'oeuvre canadienne

21 janvier Lors de la 91è Assemblée Générale des actionnaires de la "Royal Bank of Canada", M. W.Earle McLAUGHLIN, Président , a commenté les projets prêtés au Gouvernement de freiner l'afflux des capitaux étrangers au Canada et a mis en garde contre tout excès sur ce plan :" Les Canadiens sont de plus en plus préoccupés par l'accroissement du contrôle étranger sur leur propre industrie. Il y a un problème essentiellement politique, puisqu'il s'agit de sauvegarder la souveraineté nationale et de préserver le droit du Canada d'être son propre maître.(...) Mais tant dans sa politique monétaire que dans son action envers le capital international pour maintenir l'indépendance économique canadienne à son niveau le plus élevé, le Gouvernement ne devrait pas avoir besoin de recourir à des manipulations intempestives des mécanismes de change ou d'échanges qui n'assureraient, en fait, des succès à court terme

qu'en risquant de provoquer à plus long terme un véritable désastre pour le développement de l'économie canadienne"

7 mars — M.J.DUNCAN, Président du "Dollar-Sterling Trade Council" a affirmé à Toronto :"Parmi les marchandises que le Canada est obligé d'importer, davantage devrait être acheté à la Grande Bretagne. En 1960, l'excédent de notre balance des comptes avec elle s'accroissait de 130 millions $ sur l'année précédente, alors que durant la même période nous achetions aux Etats-Unis 660 millions $ de plus que nous ne leur vendions. Si cette tendance n'est pas corrigée, nous courons le risque de voir se rétrécir notre courant d'exportation vers le marché britannique - qui est notre plus large marché extérieur et l'acheteur traditionnel des produits canadiens - tandis que l'excès de nos importations en provenance des Etats-Unis deviendra très embarassant pour nous"

15 mars — Traitant des problèmes posés par le financement de l'économie canadienne, M.J.COYNE, Gouverneur de la Banque du Canada, a déclaré :"Le volume de l'emploi et le niveau de la production auraient été plus élevés si l'économie canadienne avait accordé moins de confiance aux investissements étrangers". A cette occasion, M.J.COYNE a précisé que de 1949 à 1960 la masse des capitaux étrangers engagés dans l'économie canadienne était passée de 4.000 millions $ à 17.000 millions $. soit une augmentation de 325 %

18 avril Le ministre des postes du Canada, M.William HAMILTON, a déclaré hier à l'"Advertising and Sales executives Club" de Cleveland, que le Canada et les Etats-Unis doivent s'attaquer à un authentique problème qui nuit aux relations économiques entre les deux pays. Le ministre canadien a souligné qu'en 1959 le Canada a dépensé aux Etats-Unis plus de cinq milliards et demi de dollars pour des marchandises, des voyages, des dividendes, des frais d'expédition ferroviaire ou autre, tandis que les Etats-Unis ne dépensait pendant la même période que quatre milliards et demi de dollars. Il a rappelé aussi que les intérêts américains contrôlaient 44 pour cent de l'industrie manufacturière canadienne, 71 pour cent de ses ressources pétrolières et gazières, 52 pour cent de son industrie minière, etc...

° ° °

La Banque de Montréal a édité une brochure en langue anglaise :"Votre Guide Commercial au Canada", qu'elle enverra sur simple demande adressée à son Département de Développement commercial, 47, Threadneedle Street, London E.C.2

° ° °

5 février La Banque Commerciale Canadienne et la Banque Impériale du Canada, dont le capital social commun atteint 4.213 millions $ envisagent de fusionner.Cette fusion ferait d'elles la deuxième banque du Canada,la cinquième banque de l'Amérique du Nord et le si ème du monde et constituerait la plus importante opération de

ce type dans l'histoire économique canadienne. Le nouvel organisme s'appellerait Banque Impériale Canadienne du Commerce.

2.- La décision gouvernementale d'accroître de 45 % en deux ans la production pétrolière canadienne place l'industrie pétrolière du Canada dans l'obligation d'accélérer son développement et d'intensifier massivement ses ventes sur le marché national et sur le marché extérieur

Le Canada consommait en 1960 845.000 barils/jour de produits pétroliers. Sa propre production, à cette date, ressortissait à 552.000 barils/jour, alors que le potentiel réel de production est estimé à 1.100.000 barils/jour. L'industrie pétrolière canadienne ne fonctionnerait ainsi qu'à 50 % de sa capacité véritable

En 1958, la Commission BORDEN estimait que l'industrie pétrolière canadienne devait être en mesure de produire et de vendre 700.000 barils/jour à la fin de 1960. Le retard

actuel de 25 % sur les prévisions de la Commission, l'état préoccupant de la balance générale des comptes et le souci d'amorcer, dans le domaine pétrolier, le processus, de "canadianisation" ont amené le Gouvernement à définir une nouvelle politique pétrolière à caractère nettement national

1 février M. HEES, Ministre du Commerce, fait savoir à la Chambre des Communes que le Gouvernement a décidé de mettre en oeuvre une nouvelle politique pétrolière comportant la fixation périodique d'objectifs de production en vue d'atteindre en 1963 à une production nationale de 800.000 barils/jour

La nouvelle politique n'est pas autoritaire. L'industrie pétrolière reste libre d'organiser comme elle l'entend son propre plan de développement, mais M. HEES a néanmoins laissé entendre qu'au cas où l'initiative privée ne se révèlerait pas suffisamment efficace le Gouvernement provoquerait l'entrée en vigueur de la Section 87 du "National Energy Board Act" qui lui permet d'imposer des restrictions sur les importations. Le Gouvernement estime, selon M.HEES, que l'expansion projetée de la production peut être assurée par une augmentation de la consommation de pétrole canadien sur les marchés de l'Ontario et un accroissement des exportations pétrolières canadiennes à destination des Etats-Unis.Une telle politique implique, naturellement, que les raffineries de l'Ontario portent leur capacité au niveau requis par les nouveaux objectifs de production pétrolière. Elle implique également la diminution des importations de pétrole en prove-

nance des Etats-Unis. Les importateurs, notamment, seront astreints à communiquer chaque mois leurs chiffres d'affaires au Comité National pour l'Energie.

16 février La révision et l'augmentation des commandes passées aux producteurs de pétrole de l'Alberta constituent la première indication disponible sur l'effet positif exercé par les déclarations de M.HEES.

Les organismes administratifs compétents de l'Alberta indiquent, en effet, que les commandes pour février sont passées d'une moyenne de 425.557 barils/jour à une moyenne de 447.557, soit un accroissement de 5 %. Le nouveau chiffre est supérieur de 1,5 % à celui de janvier et de 17,6% à celui de février 1960

3.- L'évolution du commerce extérieur canadien en 1960 et ses perspectives pour 1961 confirment qu'une part croissante des exportations canadiennes s'oriente désormais vers le marché sterling et les marchés allemands et japonais

Bien que l'année 1960 se soit achevée pour le Canada sur une balance des comptes sensiblement déficitaire, les derniers mois de 1960, et uurtout, les premiers mois de 1961 semblent marquer un certain renversement de la tendance

Le Bureau canadien de Statistiques précise, en particulier, que janvier a marqué un record pour les exportations canadiennes, avec 457 millions $ contre 422 pour janvier 1960. Les importations du même mois 1961 atteignaient 433 millions $, dégageant une balance excédentaire,- pour la sixième fois durant les 7 mois précédents

Les observateurs notent avec intrrêt que ces chiffres ont été atteints en dépit d'une baisse de 10 % dans le volume des exportations canadiennes à destination des Etats-Unis. Par contre,le commerce extérieur du Canada à destination de la Grande Bretagne s'est accru, en janvier 1961, de 39 %; il s'est accru de 94,6 % à destination des pays du Commonwealth et de 15 % sur tous les autres marchés mondiaux autres que le marché américain

6 janvier — Parlant au déjeuner organisé par la Chambre Canadienne de Commerce en Grande Bretagne, M.G.HEES, Ministre Canadien du Commerce a déclaré:" Une caractéristique frappante du commerce canadien durant les dernières années a été l'affaiblissement du rôle dominant joué par les Etats-Unis sur le marché canadien et l'importance accrue prise, en revanche, par le Royaume Uni, l'Allemagne occidentale et le Japon"

21 février — Le Ministre Canadien des Finances, M.FLEMING, a révélé que le Canada et la Grande Bretagne

envisageaient une libéralisation de leurs relations commerciales et étudiaient, à cet effet, plusieurs propositions. Aucune autre indication n'a été fournie par M.FLEMING.

13 mars "Le Canada est profondément préoccupé par l'effet qu'exercerait sur son commerce extérieur une association de la Grande Bretagne avec le Marché Commun", a affirmé M.J.A.ROBERTS, Ministre Canadien adjoint du Commerce, qui a ajouté : "Nous comprenons parfaitement les raisons qui pourraient amener le Gouvernement britannique à resserrer ses relations avec les six puissances européennes, mais nous ne pouvons pas ne pas nous inquiéter des conséquences qui risquent d'en résulter pour nous"

17 mars M. BOSANQUET, Président de l'Association Canadienne des Importateurs a déclaré, à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle de l'Association:" Une politique protectionniste du Canada entrainerait à coup sûr des mesures de rétorsion de la part des autres pays(...) Nous ne croyons pas que la prospérité puisse être assurée par l'élévation de barrières douanières artificielles. Nous pensons que les problèmes fondamentaux de l'économie doivent être résolus sur le plan intérieur par une étroite coopération entre le Gouvernement, le patronat et les travailleurs."

18 mars Selon M. KINSMAN, Président de l'Association Canadienne des Exportateurs,"...la réévaluation du deutschmark par le Gouvernement Ouest-Alle-

mand peut améliorer les positions canadiennes sur le marché allemand et y rendre encore plus favorable notre balance commerciale"

17 avril — Une étroite coopération entre le Gouvernement, la Banque Royale du Canada et diverses banques canadiennes a permis la constitution d'un Fonds Canadien de Financement pour l'Exportation (Export Finance Corporation of Canada). Le nouvel organisme se propose d'apporter son concours aux exportateurs canadiens de biens de consommation. M.D.SCOTT, administrateur général adjoint de la Banque Impériale du Canada a été nommé administrateur général du Fonds

A.- EXPORTATIONS AGRICOLES

7 janvier — Selon "The Economist" les perspectives du marché agricole canadien à la fin de 1960 étaient les suivantes :

Blé : après la nouvelle baisse de £ 27/ tonne provoquée sur le marché de Londres par le renchérissement des taux de fret, l'Office Canadien des Céréales estime que les prix sont stabilisés.

Maïs : l'accroissement des subventions américaines à l'exportation a entrainé pour le maïs canadien une baisse de £ 2/tonne. L'orge a subi un déclin analogue. Pour l'une et l'autre céréale , le marché reste bas et lourd

Oléagineux : coprah, arachide, lin ont connu de considérables effritements

En conclusion : Si l'affaissement des cours

contribue à réduire la production un nouvel équilibre pourrait s'établir

2 mai Le Gouvernement canadien annonce la conclusion - avec la Chine populaire d'un accord portant sur l'une des plus grandes ventes de céréales de l'histoire du Canada. L'accord a été passé entre l'Office canadien des Céréales et la Compagnie Chinoise pour les Subsistances et négocié à Hong-Kong par le Ministre Canadien de l'Agriculture, M.A.HAMILTON. L'accord porte sur la période allant du 1er juin 1961 à fin-décembre 1963 et comporte des paiements en sterling

Durant ces deux ans et demi le Canada fournira à la Chine 6.000.000 T. de céréales, dont 186.700.000 boisseaux de blé et 46.700.000 boisseaux d'orge, pour une valeur marchande de 362 millions $

Au début de l'année, le Canada avait déjà vendu à la Chine 60 millions $ de blé et d'orge et, entre mars et mai 2.200.000 boisseaux de blé. L'ensemble des transactions avec Pékin ressort, ainsi, à un total approximatif de 425 millions $ Le marché comporte un versement de 25 % comptan et un solde en 270 jours

Rendant publiques ces décisions devant la Chambre des Communes, M.A.HAMILTON a ajouté:"Ces opérations illustrent les efforts intensifs du Gouvernement pour ouvrir de nouveaux marchés à l'agriculture canadienne(...)Elles doivent,d'autre part,contribuer à accroître l'emploi dans tous les secteurs de l'économie qu'intéresse le

commerce des céréales (...) Des transactions d'une telle ampleur amélioreront considérablement la balance canadienne des comptes. L'activité économique dans son ensemble ne peut être que fortement stimulée par la conclusion de nos accords avec la Chine."

(N.D.L.R. On rappellera qu'au début de l'année, le Canada avait déjà vendu 7.300.000 boisseaux de blé à la Tchécoslovaquie et, à la même époque, une quantité équivalente de céréales à l'Union Soviétique)

B.- METALLURGIE

7 avril — Selon M.L.T.CRAIG, vice-Président de la Compagnie Canadienne de l'Acier, la demande en acier s'est fortement développée durant la période février-mars 1961. Pendant le premier trimestre de l'année la production canadienne d'acier s'est accrue de 16 % sur les chiffres correspondants de 1960 et l'on prévoit que la tendance s'accentuera au cours du second trimestre

7 avril — D'après les chiffres disponibles pour le premier trimestre 1961, le marché canadien de l'automobile sera moins animé cette année que l'année précédente. A la mi-mars, la production canadienne se situait à 16 % au-dessous des niveaux correspondants de 1960

2 mai — La vente des automobiles étrangères au Canada recule devant l'expansion des voitures canadiennes. Durant le premier trimestre 1961, les fabri-

cants étrangers ne se sont approprié que 22 % du marché contre 24 % il y a un an. Selon M.K. SCOTT, Président de la FCND canadienne, une telle situation doit être attribuée au progrès des véhicules canadiens de type "Compact"

La tendance dépressive que marquait les constructions navales canadiennes est en voie de redressement. Les prévisions gouvernementales de Dépenses atteindraient cette année 71 millions $, - contre 37 millions $ en 1959-60. Sur ce budget, 45 millions seraient affectés à la réalisation du programme de la Royal Canad n Navy, établi en 1958, et qui comporte 6 destroyers, de la classe RESTIGOUCHE, ainsi qu'un navire ravitailleur. Le reste irait à des constructions civiles, parmi lesquelles un brise-glace et deux navires de transport. Par ailleurs, le Ministre des Tr nsports a laissé entendre qu'avant juin 1961 le Gouvernement pourrait annoncer de nouvelles mesures visant à stimuler les industries navales

ANNEXE DOCUMENTAIRE

(Extrait d'un article publié par le "Devoir" du 13 Avril consacré aux fourrures du Québec)

La métropole du Canada compte dans ses titres de noblesse le fait non seulement d'être de loin le premier centre de la fourrure au pays, mais aussi d'occuper le 3ème rang sur le marché international de la fourrure. C'est, en effet, à Montréal que se tiennent les grandes enchères nationales telles celles de janvier dernier au cours desquelles la valeur totale des peaux achetées atteignit 7 millions de dollars

Le ministre de la Chasse et de la Pêche, l'Hon. Gérard-D. Lévesque, LL.L., faisait remarquer que

si les peaux du Québec avaient obtenu une place de premier choix à ces enchères, cela tenait tant aux immenses réserves de castors de la province, d'une superficie totale de 327.440 milles carrés, et aux nombreux territoires de chasse enregistrés pour les trappeurs qui assurent à nos amimaux à fourrure un habitat naturel de toute sécurité, qu'au soin accordé par le service des Fourrures du ministère à la préparation et à la mise sur le marché des peaux. Le Ministre ajoutait alors que son ministère entendait poursuivre et parfaire cette politique de conservation et de protection rationnelle qui confirmera de plus en plus la place enviable du Québec sur les marchés canadiens et mondiaux. L'Administration des réserves de castors du Québec, comme on le sait, ressortit au ministère de la Chasse et la Pêche, par l'entremise de son service des fourrures dont le directeur est M. J.Armand Tremblay, une autorité dans le domaine de la fourrure.

Si les dix provinces canadiennes produisent annuellement 300.000 peaux de castor et, sur ce chiffre, le Québec 63.000 (33.000 dans ses réserves - 30.000 dans les territoires enregistrés pour les trappeurs), la supériorité et la popularité des peauxdu Québec reposent sur la qualité de nos forrrures et le soin de leur préparation ainsi que sur les méthodes de conservation. Ainsi à titre d'exemple, les indiens de la tribu des Cris qui vivent sur les vastes étendues du nord québécois ont rapidement mis en pratique les méthodes préconisées par le service des Fourrures du Québec. En vertu d'un

récent arrêté en conseil, les blancs peuvent d'ailleurs désormais faire le trappage là où les indiens ne peuvent plus suffire à la tâche.

On enregistrait en janvier à Montréal une vente record, soit $ 49.00 par peau de castor de la réserve Vieux Comptoir achetée par la maison Révillon et Frères de Paris. A Londres, au cours d'un encan tenu en février 1961, auquel assistait M.Tremblay, le castor de Mistassini se vendait $ 55.08 la peau.Dans une lettre que le gérant de la Hudson's Bay Co. à Londres, M.A. F. Frayling, vient d'adresser au sous-ministre de la chasse et de la pêche, M.L.A.Richard, il souligne que ce prix de $ 55.08 est le plus haut jamais payé à Londres depuis bon nombre d'années pour le castor et que cette vente spectaculaire enthousiasma les acheteurs les plus cités du monde de la fourrure.

L'orientation de la politique de conservation et de qualité en ce qui a trait aux peaux des animaux sauvages à fourrure du Québec se manifeste de plus en plus. Parmi les fourrures d'animaux sauvages du Québec, il convient de parler du magnifique vison de la baie des Esquimaux et du Québec-Labrador. La peau de vison a rapporté à un encan de Montréal $ 80.00 sur tout un lot acheté par un européen averti. Comme il il faut un minimum de 80 de ces peaux pour confectionner un manteau pleine longueur, on comprend vite pourquoi un tel manteau constitué uniquement de peaux de vison de choix de Québec ne peut se vendre moins de $ 10.000.00!

Le président de la Fur Trade Association of Canada (Québec) Inc., M.A. D. Anton, vient de déclarer que la qualité du castor et du vison sauvage du Québec a permis à ces fourrures de certifier leur primauté dans les milieux les plus chics de Londres, de Paris, de New York et dans le monde de la haute couture.

La province de Québec peut être fière à juste titre de ses richesses naturelles et de son vaste réservoir d'animaux à fourrure. Puisque le castor rappelle sur tous les continents l'emblème national du Canada, une fois de plus, le Québec accorde son apport précieux à l'économie de la confédération canadienne et contribue puissamment au prestige du pays à travers le monde.

4.- La "canadianisation" de l'économie nationale comporte un large programme de mise en valeur des territoires du Grand Nord

22 mars

Les vastes ressources du Canada septentrional vont faire l'objet d'une prospection méthodique. M.P.le COMTOIS, Ministre des Mines, vient d'annoncer que le Gouvernement fédéral et les Gouvernements provinciaux mettaient au point un plan duodecennal de prospection aéromagnétique du "bouclier" canadien visant à cartographier

tous gisements détectés. Un budget de 18 millions $ sera affecté à l'entreprise, qui couvrira la plus grande partie du Labrador et du Québecquois, une large partie de l'ontario, la moitié du Manitoba, de petits secteurs du Saskatchewan et de l'Alberta et d'importantes zones des Territoires du Nord-Ouest. La réalisation du projet commencera en juillet 1961

7 avril "La recherche d'huile dans le Grand Nord va être intensifiée. Un minimum de $ 300.000.000 sera, en effet, consacré au cours des dix prochaines années à la recherche d'huile et de gaz dans les territoires du Grand Nord canadien, a déclaré le ministre des Affaires du Nord, M. Walter Dinsdale, dans une causerie devant les membres du Board of Trade de Yellowknife. L'activité se fera grandissante au nord du 60e parallèle; 12 équipes de géologues se rendront dans ces territoires peu fréquentés même par les Esquimaux, au cours de l'été prochain. L'exploration se poursuivra sur une étendue de 40.000.000 d'acres.

"Songeons, a dit M. Dinsdale, que la distance des territoires du Grand Nord aux marchés européens est moitié moindre que celle des champs pétroliers du Moyen-Orient.

Il a révélé, en outre, que l'on se propose l'établissement d'un nouveau territoire du Mackenzie en attendant que se réalise le projet d'une province nouvelle dans le Grand Nord.

La frontière ouest de ce nouveau territoire serait située à la ligne qui sépare les Territoires du Nord-Ouest du Yukon; la frontière sud serait établie au 60e parallèle. Celles de l'est

et du nord ne seraient déterminées qu'après entente avec le Conseil des Territoires du Nord-ouest "

5.- Informations culturelles

18 février

Le journal "Le Monde", de Paris, annonce que la deuxième chaine de télévision canadienne, diffusée en langue française dans la province de Québec, doit être inaugurée officiellement à Montréal le dimanche 19 février. La licence pour ce second programme, appelé à dédoubler la chaine française actuelle, avait été accordée il y a un an à la Télé-Métropole Corporation (choisie parmi les six sociétés postulantes) que préside M.J.A. de Sève.

La licence, accordée pour cinq ans et renouvelable par les autorités de la province de Québec, est assortie d'un cahier des charges. C'est ainsi que les informations diffusées sur cette deuxième chaîne TV seront réalisées en collaboration et sous la responsabilité du journal La Presse.

Le coût du lancement de cette seconde chaîne - dont les ressources financières seront publicitaires - est de 3 milliards d'anciens francs.

Son équipement technique, essentiellement britannique, est fondé sur la définition de 525 lignes (équivalent du 625 européen). La durée hebdomadaire des programmes atteindra cinquante-cinq heures au départ, mais les responsables envisagent de la porter à quatre-vingts heures d'ici à six mois. Il est prévu que 55 % au moins

des programmes seront rigoureusement de production canadienne . A cet effet, la deuxième chaîne TV disposera de quatre studios à Montréal.

Cependant, la Télé-Métropole Corporation possède une filiale en France, la société Télé-France Films, qui produit déjà de courts métrages dans les studios de Saint-Cloud. D'autre part, nous croyons savoir que la Télé-Métropole aurait passé avec la R.T.F. un contrat important garantissant à celle-ci pendant les trois prochaines années au moins - une diffusion moyenne de deux grandes émissions par semaine représentant plusieurs dizaines de milliers de dollars. C'est ainsi que dès le lundi 20 février, premier jour d'émissions de la deuxième chaîne de T.V. canadienne, une émission de la série "En votre âme et conscience" sera offerte aux quelque cinq millions de téléspectateurs de la province de Québec (où l'on dénombre plus d'un million de postes récepteurs).

3 mars

M. Charles Lussier a été nommé délégué général du gouvernement de la province de Québec à Paris. A ce poste nouvellement créé, M.Lussier sera chargé de développer les relations économiques et culturelles entre le Canada français et plusieurs pays d'Europe occidentale. C'est ainsi qu'il sera assisté d'un adjoint pour les affaires économiques, dont l'activité s'étendra non seulement à la France, mais aux six pays de la Communauté européenne, et d'un adjoint pour les affaires culturelles, dont l'action portera sur la France, la Belgique, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, le Portugal et les Républiques africaines d'expression française.

La province de l'Ontario, la Colombie-Britannique, les Provinces-des-Prairies et les Provinces-Maritimes possèdent déjà une représentation à Londres.

9 mars

Le gouvernement de la province de Québec a décidé de créer un ministère des affaires culturelles pour assurer le "rayonnement de la culture francaise en Amérique". Dans un grand discours prononcé à cette occasion, M. Jean Lesage, premier Ministre (Libéral), a notamment déclaré:

"Une minorité nationale qui se contente de protéger ses positions, entretient une attitude négative et n'attire pas le respect de la majorité!"

Puis il a préconisé un grand effort pour "prévenir un danger d'une gravité exceptionnelle(...) qui menace constamment notre identité canadienne : l'envahissement culturel américain qui risque de nous faire décerner le titre peu enviable de satellite culturel des Etats-Unis".

Le premier ministre a ajouté :

"Le Québec doit en quelque sorte se considérer comme la mère patrie de tous ceux qui, en Amérique du Nord, parlent notre langue. Le Québec se doit d'accorder son concours à ceux de nos compatriotes qui, par leur situation, sont en plus grand danger d'être assimilés et de perdre contact avec la culture française..."

Le ministère des affaires culturelles devra ainsi se préoccuper de fournir une aide aux Canadiens de langue française qui vivent, hors de la province de Québec, au sein d'une majorité anglophone :" Deux millions de Canadiens d'origine

française vivent dans d'autres provinces du pays et même dans certains Etats américains. A elle seule, l'Ontario en compte 478.000 et le Massachussetts 340.000."

M. Talbot, chef de l'Union nationale (parti d'opposition), a donné son accord au projet du gouvernement libéral, qui prévoit la création :

- d'un office de la langue française,
- d'un département chargé des relations avec les Canadiens-Français vivant dans les autres provinces,
- d'un conseil provincial des arts.

19 avril — M.J.J.MARTEL, de Chapleau, a demandé au Gouvernement d'entreprendre une étude approfondie du projet consistant à détourner une partie des eaux douces du bassin de la Baie de James vers la rivière Ottawa et le fleuve St Laurent en vue de prévenir les effets d'une diversion éventuelle de l'eau des Grands Lacs, via Chicago, vers le Bassin du Mississipi

20 avril — Selon M.Douglas FISHER, député Social-démocrate de Fort William l'on ne doit enseigner qu'une seule langue étrangère aux Esquimaux. M.FISHER a précisé qu'il n'entendait pas faire de choix entre le français et l'anglais et qu'il se plaçait au seul point de vue de l'efficacité pédagogique

° ° °

I S L A N D E :

L E G O U V E R N E M E N T E S T R E - S O L U A R E N F O R C E R L E S D R O I T S D E P E C H E D E L ' I S - L A N D E A U - D E L A D E S E A U X T E R R I T O R I A L E S

12 avril — Le Professeur Gunnar THORODSEN, Ministre islandais des Finances a déclaré que l'extension des limites de pêche à 12 milles, entérinée par la récente conclusion (1er mars) de l'accord anglo-islandais, ne constituait , pour l'Islande, qu' une étape dans le règlement général et durable du problème de la zone nationale de pêche. Selon M. THORODSEN les droits islandais seront appelés à s'étendre sur toute la plateforme péri-insulaire et à englober ainsi les eaux dans un rayon de 20 à 25 milles marins autour de l'Islande et jusqu'à une profondeur de 400 mètres. Le Ministre a d'ailleurs fait savoir qu'en temps opportun son Gouvernement se pourvoirait auprès de la Cour Internationale de la Haye

12 mai — M.J.O.KRAG, Ministre danois des Affaires étrangères, commentant l'accord des 12 milles, intervenu entre l'Islande et la Grande Bretagne, a fait savoir que le Danemark envisageait d'entamer sous peu des négociations avec le Gouverne-

ment britannique en vue de conclure une convention analogue pour les Iles Feröe

G R O E N L A N D

L E S P R O G R E S D E L A C O N - S O M M A T I O N M O N D I A L E D E P O I S S O N D O I V E N T C O N - T R I B U E R A U D E V E L O P P E - M E N T E C O N O M I Q U E D U G R O E N L A N D

Le "Financial Times" a consacré recemment une étude d'ensemble au Groenland, rappelant que le Parlement danois a voté, en 1960, un projet de loi prévoyant la réalisation, dès 1961, de projets d'industrialisation, et la mise en oeuvre d'un programme sanitaire et de plans de scolarisation, le journal financier britannique estime que le Groenland est à la veille d'une phase majeure de son développement économique

Le Danemark appuie essentiellement son dispositif sur l'amélioration et l'extension des industries de pêche qui occupent la majorité des Groenlandais (27.000 personnes). D'ores et déjà, et au titre du plan général de promotion économique, une importante conserverie de crevettes vient d'être implantée à Christianshaab, sur la côte Ouest. Un effort méthodique est, d'autre part, en cours pour moderniser le matériel de pêche. Les Groen-

landais, en raison de la vétusté ou de l'insuffisance de leur équipement capturent moins de 10 % du poisson croisant dans les eaux groenlandaises. Des aménagements portuaires et des installations frigorifiques figurent au premier plan des projets établis par les autorités danoises. Des prêts personnels à long terme (dix ans) seront accordés aux professionnels désireux d'acheter des embarcations motorisées

Les privilèges de la Compagnie Royale Groenlandaise de Commerce sont forclos depuis 1950. Le champ est donc ouvert à l'initiative et aux investissements privés, qui détiennent déjà 55 % du commerce de détail de Godthaab. La Compagnie Royale est, toutefois, habilitée à coopérer avec eux : tel est le cas pour les mines de cryolite d'Ivigtut et de Mestervig

Les prospections minières ouvrent des perspectives intéressantes en matière de molygdène et d'uranium. La mine de charbon de Qutdligssat produit actuellement 7.000 T/an et satisfait un quart des besoins groenlandais

°

° °

P A C I F I Q U E

N O R D

Alaska
Japon
Corées
Chine du Nord

A L A S K A :

F E R M E M E N T R E S O L U A A C -
C E L E R E R S O N D E V E L O P P E -
M E N T E C O N O M I Q U E , L ' A -
L A S K A E N T E N D O F F R I R
A U X C A P I T A U X E T R A N -
G E R S D E S P R O G R A M M M E S
C L A I R S , S I M P L E S E T
S U R S D ' I N V E S T I S S E -
M E N T R E N T A B L E

L'Alaska fait face aux problèmes qui se posent à tout Etat neuf et dynamique. Ressources pétrolières et minières, industries du bois et de la pêche constituent les points saillants sur lesquels s'appuie la première phase du développement économique

L'effort à réaliser présuppose d'importants investissements, que l'Alaska recherche, et dont les Etats-Unis ne seront certainement pas la seule source. Capitaux japonais et canadiens sont d'ores et déjà intéressés par les perspectives que peut ouvrir une mise en valeur du territoire alaskien

43

L'expansion économique présuppose une pleine liberté politique. Le jeune Etat alaskien entend consti un état américain à part entière : le 25 janvier une résolution au Sénat de Juneau revendiquait pour le Congrès alaskien le droit de passer outre à toute décision de la Cour Suprême des Etats Unis qui mettrait en cause les droits de l'Alaska

1.- L'important accroissement du budget de l'Etat correspond à une augmentation systématique des dépenses productives des dépenses productives

25 janvier

Présentation du budget 1961-62 au Congrès par le Gouvernement W.A.EGAN. Dans son message, M.EGAN confirme qu'il s'agit d'un budget-record, prévoyant $ 59.012.411 de dépenses et demande, en conséquence, un accroissement de 2 % de l'impôt individuel sur le revenu, - l'impôt sur les sociétés demeurant inchangé:

M.EGAN a souligné que le budget se proposait de " rendre possible la réalisation d'un programme hardi, mais raisonnable de développement". L'amélioration des réseaux de communication mobilisera près de la moitié des ressources totales de l'Etat.

La structure du budget alaskien (en $)

	1961	1960
Budget gubernatoréal	1.216.999	1.355.770
Département de l'Administration.....	951.997	760.733
Département de la Justice	537.503	576.515
Département des Finances 1.204.217		1.029.955
Département de l'Education 14.567.879		12.391.802
Département de la Santé	8.798.437	7.458.022
Département du Travail	293.848	264.760
Département du Commerce	763.414	914.926
Département des Affaires Militaires...240.841		244.961
Département des Ressources Naturelles	1.687636	1.209.267
Département de la Pêche et de la Chasse	3.997.967	3.396.197
Département de l'Intérieur	1.845.406	1.332.511
Département des Travaux Publics.....	8.288.378	5.449.065
Université.....	3.053.626	2.322.898
Administration des Tribunaux	1.612.619	1.397.025

	1961	1960
Cour des Comptes	125.370	62.885
Législature	595.581	855.400
Service de la Dette	1.192.090	170.182
Retraites	335.110	
Divers	3.283	241
Constructions administratives	8.035.320	13.607.192

26 janvier — Le Sénateur Brad PHILLIPS, d'Anchorage, a soumis une proposition de loi subordonnant la promotion d'une agglomération de fait en circonsciption administrative à une simple initiative des résidents

26 janvier — Aux termes d'une suggestion du Gouverneur EGAN, la Conférence annuelle des Gouverneurs des Etats américains de l'Ouest pourrait se tenir en 1962 à Anchorage.

26 janvier — Les Sénateurs W.O. SMITH (Dem. de KETCHIKAN), POLLOCK et PHILLIPS (Rep. d'Anchorage) ont pris l'initiative d'un mouvement se proposant de réduire le montant des indemnités parlementaires

31 janvier — Au cours d'une réunion organisée à Anchorage, le Colonel W.PEARSON, de l'Etat-major des Forces Armées Américaines en Alaska, a affirmé que militairement l'Arctique était devenu la clef de tout conflit mondial éventuel. Il a souhaité, en conséquence, que l'infrastructure militaire de l'Alaska soit considérablement renforcé, notamment par l'implantation de bases de projectiles téléguidés et l'affectation aux eaux alaskiennes de sous-marins équipés de fusées "Polaris". Il a noté, enfin, que la mise en oeuvre d'un programme de développement militaire en Alaska contribuerait à accroître substantiellement les ressources financières de l'Etat.

6 février — Le commissaire au Travail Gil JOHNSON a confirmé que le marché du travail était en voie de rétrécissement. Par rapport aux chiffres de janvier le chômage s'est accru de 1 % et de 3,6 % par rapport aux chiffres de février 1960.

10 février — Les Syndicats alaskiens ont approuvé le principe d'une augmentation du salaire horaire de base et recommandé que celle-ci passe de 1,50 $/heure à 1,75 $.Le représentant d'Anchorage,H.S.PRATT,défendra devant le Congrès la thèse des syndicats, qui prévoit en outre de réduire à 16 ans la limite à partir de laquelle le plein salaire est dû.

13 février

Le Secrétaire d'Etat Hugh J.WADE a révélé que des groupes financiers japonais s'intéressaient à la mise en valeur des ressources naturelles alaskiennes.M.WADE rentre d'un séjour à Tokyo où il représentait l'Alaska à une Conférence internationale sur les peaux de phoque. Il a indiqué que 34 sociétés ou banques nippones avaient suivi attentivement des exposés organisés durant deux jours par la firme Arthur D. LITTLE et traitant des diverses possibilités en Alaska. Ces exposés ont mis l'accent sur le potentiel alaskien en charbon, pétrole, fer, cuivre et évoqué la possibilité de ravitailler l'industrie japonaise en gaz naturel alaskien liquéfié.

De son côté, le Secrétaire d'Etat a étudié personnellement avec ses interlocuteurs japonais les modalités d'implantation éventuelle d'usines de papier en territoire alaskien, notamment près de l'ancienne base navale de Whittier.

On rappellera que la firme Arthur D. LITTLE a été chargé en 1960 par le Congrès d'aider à provoquer l'investissement de capitaux étrangers dans l'économie alaskienne.

2. - L'exploitation pétrolière peut constituer un des points de départ du développement économique alaskien

13 février

La Compagnie Pure Oil réalisera durant une période de cinq ans une prospection pétrolière systématique de la région de la Baie de Bristol.

Les recherches s'étendront sur près de 250.000 hectares et se concentrent surtout à l'embouchure de la rivière Nushagak, à 450 kms au sud-cuest d'Anchorage.

La Compagnie compte affecter $ 1.175.000 à l'entreprise . Tous les renseignements géophysiques qu'elle aura rassemblés seront communiqués au Gouvernement. L'accord intervenu entre la Pure Oil C° et l'Alaska a été signé le 10 février. Dans une déclaration le Gouverneur EGAN a souligné que le contrat " justifiait l'optimisme avec lequel doit être considéré le potentiel pétrolier alaskien".

N.D.L.R.

Depuis 1953, 18 puits expérimentaux ont été forés en Alaska : 3 par la PHILLIPS/PETROLEUM dans la zone de Katalla-Yakataga; 4 par la COLORADO OIL and GAZ dans la zone d'Egegik; 1 par la STANDARD OIL of CALIFORNIA dans la péninsule de Kenaï; 2 par la GENERAL PETROLEUM près de Becharof; 1 par la RICHFIELD près des puits de la PHILLIPS PETROLEUM

3.- Les industries alaskiennes de la pêche entendent à la fois défendre vigoureusement leurs droits, et conquérir une place de premier plan sur le marché nord-américain

6 février L'apparition de navires japonais spécialisés dans la pêche du saumon à l'est du 175è degré de longitude ouest provoque de vives réactions dans les milieux professionnels alaskiens. Le représentant Pete DEVEAU, de Kodiak, a notamment critiqué la passivité des représentants américains à la Commission Internationale du Pacifique Nord pour la pêche du saumon :" Nos propres zones de pêche sont dépeuplés. Les navires japonais devraient être contenus hors des parcours relevant de la pêche américaine et la production nippone de saumon devrait être limité à la quantité de poissons croisant dans les eaux japonaises".

9 février — Les associations professionnelles de pêche se sont mises d'accord sur un prix minimum de 25 cents/livre pour le flétan livré à Vancouver et ont, ainsi, pris position contre le système de libre-prix.pratiqué aux Etats Unis. Les organisations professionnelles canadiennes se déclarent prêtes à soutenir la these des pêcheurs alaskiens

10 février — Sept Sénateurs ont déposé une résolution demandant l'octroi des crédits nécessaires au développement des activités scientifiques de recherche de la Commission Internationale de Pêche pour le Pacifique Nord.

13 février — La section américaine de la Commission Internationale de Pêche pour le Pacifique-Nord a tenu son assemblée annuelle à Juneau, sous la présidence de Milton BROODING, de San Francisco

14 février — Dans une déclaration faite le 18 janvier dernier, le Gouverneur EGAN avait indiqué qu'il saisirait l'Assemblée d'un projet tendant à provoquer, à un niveau élevé, une conférence scientifique chargée d'étudier les mesures propres à repeupler les grands parcours à Salmonides de la Côte Pacifique. Cette conférence s'est ouverte aujourd'hui à Juneau. Plus de 50 biologistes réputés et de nombreux délégués d'organisations professionnelles y prennent part. Les Etats américains de la Californie, de l'Oregon, Washington sont représentés. Le Canada prend également part à la Conférence. On prévoit que les travaux s'achèveront par l'établissement d'un projet de programme à long terme.

CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES
ET ANTARCTIQUES

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
VIe Section : Sciences Économiques et Sociales
SORBONNE

DLP 15-6-65 383630

R 30/4/65
2e R. 15/6/65
L. 1027 du 29-9-65

INTER NORD

Bulletin d'information économique et culturelle pour les régions septentrionales

ÉDITION FRANÇAISE
54, rue de Varenne
PARIS VIIe

Juillet 1961 - N° 2

Comité de Direction

Jean MALAURIE
Daniel NAT

Comité de Rédaction

Alan COOKE (Dartmouth N. H. - U.S.A.)
Andri ISAKSSON (Reykjavik)
Bertel W. KARSTEN (Copenhague)
Eila KIVEKÄS (Helsinki)
Camille LAVERDIÈRE (Montréal)
Robert PARÈS (Stockholm)

Secrétaire de Rédaction

Michelle de COATGOUREDEN

INTER NORD, *bulletin bimestriel, est édité par le Centre d'Etudes Arctiques et Antarctiques de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (Sorbonne), 54. rue de Varenne, Paris. (BABylone 48-60)*

Dépositaire central et Administration : E.P.H.E. rue de Varenne, Paris

Abonnement annuel 60 NF,

2e

I N T E R

N O R D

Bulletin d'information
économique et culturelle pour
les régions septentrionales

EUROPE SEPTENTRIONALE & BALTIQUE

Danemark
Norvège
Suède
Finlande
+Pologne
+Allemagnes

.....pp. 1 à 58

NORD AMERIQUE & ATLANTIQUE NORD

Canada
+Groenland
+Islande

.....pp. 59 à 91

NORD PACIFIQUE

Alaska
+Japon
+Corées
+Chine du Nord

.....pp.91 à 110

PRINTEMPS
1 9 6 1

(+) La présentation de ces sections est différée jusqu'à la mise en place d'un dispositif suffisant d'information. Ultérieurement, un ensemble URSS-SIBERIE sera ajouté.

L'ouverture de négociations et, surtout, les perspectives de rapprochement entre la Gde Bretagne et les nations du Marché Commun créent une situation qui, clairement, intéresse au premier chef les puissances nordiques du monde. De nombreux analystes n'hésitent d'ailleurs pas à soutenir que, dans une large mesure, elle les affecte et que l'atteinte qu'elle risque de porter à la Zone de Libre-Echange tout autant qu'au Commonwealth touche -par les Etats scandinaves et par le Canada- deux systèmes qui jouaient jusqu'à présent un rôle majeur dans l'organisation générale des régions septentrionales.

1.-Le rapprochement entre la Gde Bretagne et le Marché Commun intervient à un moment où des difficultés sont susceptibles de freiner la mise en application effective du Traité de Rome

Une telle vue, assurément, est excessive et, à de nombreux titres, semble même sujette à caution. Des considérations économiques, certes, mais aussi -et surtout- le souci politique d'intervenir plus efficacement dans l'évolution continentale ont mené la Gde Bretagne à un rapprochement dont la diplomatie britannique n'a d'ailleurs jamais exclu le principe et qui intervient, dès lors, au moment jugé opportun et considéré, à coup sûr, pour favorable par celle-ci. Peut-on, en effet, soutenir sans réserve ni nuance que la situation propre de chacune des nations

du Marché Commun -et celle du Marché Commun dans son ensemble- demeurent ou s'avèrent intrinsèquement fortes ? Si personne ne conteste, par exemple, le net ralentissement qui marque le spectaculaire mouvement d'expansion connu jusqu'ici par l'Italie, est-il assuré, d'autre part, que la France -dont l'impasse budgétaire parait devoir inopinément s'accroître- et l'Allemagne occidentale -où les problèmes afférents à la difficile succession du Chancelier Adenauer sont ouvertement évoqués- ne soient pas à la veille de connaitre l'une certaines difficultés économiques et l'autre certaines difficultés politiques ? Notoirement, par ailleurs, les objectifs proprement agricoles du Traité de Rome sont tenus, momentanément, pour inaccessibles, et l'on sait, en outre, l'opposition manifestée à cet égard par l'Italie à l'admission de la Grèce.

2.- En visant surtout à la recherche de compromis entre Zone de Libre-Echange et Marché Commun, les négociations inter-européennes à venir peuvent moins consacrer l'ascendant des Six sur l'Europe occidentale que la nécessité d'élargir le cadre et le fonctionnement des échanges continentaux

Au surplus -et, sans doute, est-ce là le fait capital- ce n'est point seule, et comme isolée, que la Gde Bretagne envisage le contact avec les protagonistes du Traité de Rome : le Danemark et, éventuellement, la Norvège s'associeront à l'initiative britannique, qui peut, ainsi, très rapidement revêtir les aspects plus larges d'un mouvement intéressant globalement toutes nations d'Europe occidentale non-signataires du Traité de Rome. Dans une ample mesure, les négociations, et les accords, à intervenir renvoient moins, ainsi, à la seule initiative des puissances du Marché Commun qu'à un pourparler d'ensemble jouant en fait, et finalement, d'égal à égal, et de système à système, entre les six nations du Marché Commun et les sept de la Zone de Libre-Echange. En une telle occurrence parait-il probable que les thèses, l'idéologie, les objectifs très déterminés qui marquent le Traité de Rome puissent être entièrement sauvegardés,-

et est-ce sur un maximum, ou sur un minimum, d'exigences qu'un compromis à négocier entre treize puissances s'avère en mesure d'intervenir ? La Norvège n'a pas célé, pour sa part, quelles limites elle entendait ne pas dépasser; la Suède a souligné, quant à elle, qu'elle n'appuierait d'accord global qu'à caractère seulement économique, -et, au total, sont-ce, sans doute, les nations du Marché Commun qui risqueraient l'isolement s'il apparaissait que la seule rigidité de leur position ferme les perspectives de resserrement inter-européen, précisément ouvertes par l'initiative britannique.

3.-Leur expansion même contraint les économies occidentales à déborder les limites des marchés occidentaux

Mais l'éventualité d'un tel resserrement, plus encore qu'il ne sanctionne la vitalité du Marché Commun, confirme surtout l'exceptionnel dynamisme des économies Ouest- et Nord-européennes, et que leur capacité [illegible] n'est plus éloignée de déborder les limites de leur propre marché. Protections et frontières douanières, en fait, ne résistent d'ores et déjà plus à la poussée des productions respectives -et les ajustements, les arbitrages à intervenir entre celles ci, les rapprochements correspondants en cours entre pays producteurs ne peuvent, à ce titre, constituer qu'une phase préliminaire, qu'un palier dans une évolution plus ample. S'il n'en était pas ainsi, en tout cas, et si des champs d'action encore plus étendus n'étaient pas progressivement ouverts à ces économies, -certes, la position actuelle de puissances comme le Canada, de nations comme la Finlande, momentanément menacées par les resserrements de rapports dont l'Europe est le théâtre, deviendrait difficile et comme surnuméraire. Le franc réalisme dont le commerce extérieur canadien, depuis quelques mois, fait preuve en orientant certaines de ses exportations vers de nouveaux marchés, tels la Chine, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la recommandation faite à la Finlande par son nouveau Ministre des Affaires étrangères d'élargir ses débouchés vers l'Est annoncent en quel sens -et avec quelle résolution- les gouvernements d'Ottawa

et d'Helsinki entendent dégager leurs économies de tout blocage dans des circuits trop étroits.

4.- Les puissances nordiques et la question chinoise.

Cet élargissement des horizons, dont l'internationalisation effective des échanges économiques constitue le terme normal, est-il, toutefois, possible si toutes les parties constitutives du marché mondial ne sont pas communément reconnues et traitées comme telles ? Le cas -majeur- de la Chine pose, à cet égard, un problème qui touche très particulièrement la plupart des puissances et nations nordiques. Dans une large mesure, en effet, -et tant que l'isolement de la Chine interdira la constitution cohérente et globale d'une véritable conjoncture extrême-orientale- ce sont, tout d'abord, les vocations économiques propres du Japon, de l'-Alaska, du Canada qui ne trouveront que malaisément leur expression complète. Mais, de surcroit, -et tant que le très faible volume des échanges maintiendra le niveau de vie chinois à son étiage le plus bas, le trafic amorcé entre l'Europe orientale et la Chine restera médiocre et ce sont, cette fois, -les chiffres l'établissent- les rapports économiques entre les nations scandinaves et l'Europe orientale qui continueront d'en pâtir. Doit-on, dès lors, s'étonner que le Canada, la Norvège, la Suède, la Gde Bretagne -déjà soucieuses d'élargir le plus possible le canevas des rapports économiques inter européens- n'aient pas dissimulé le prix qu'elles attacheraient à une "approche" plus réaliste de la question chinoise ? Et, à ce titre, est-il excessif, est-il prématuré de considérer que les puissances nordiques, spécifiquement, sont clairement en état d'exercer une action décisive dans l'élaboration des mécanismes internationaux de détente ?

E U R O P E

S E P T E N T R I O N A L E

E T

B A L T I Q U E

Danemark
Norvège
Suède
Finlande
+ Pologne
+ Allemagnes

(+) La présentation de ces sections est différée jusqu'à mise en place d'un dispositif suffisant d'information

Danemark

Norvège

Suède

Finlande

+ Pologne

+ Allemagne

D A N E M A R K :

L E D E V E L O P P E M E N T D E P R E S - S I O N S I N F L A T I O N N A I R E S S U R L A C O N J O N C T U R E I N T E - R I E U R E E T L E S D I F F I C U L - T E S R E N C O N T R E E S P A R L E S E X P O R T A T I O N S A G R I C O L E S D A N O I S E S V E R S L ' A L L E M A - G N E C O N F I R M E N T L A N E C E S - S I T E D ' A C C E N T U E R L A P A R T E T L E R E N D E M E N T D E L A P R O - D U C T I O N I N D U S T R I E L L E D A N S L ' E C O N O M I E G E N E R A L E D A N O I S E E T P E U V E N T T E N D R E A A C C E L E R E R L E R A P P R O C H E - M E N T E N T R E L E D A N E M A R K E T L E S P U I S S A N C E S D U M A R C H E C O M M U N

En déclarant récemment que le Danemark était disposé à parvenir à n'importe quelle forme d'accord avec la puissance du Marché Commun, M. KRAG, Ministre danois des Affaires Etrangères - dépassant, ou devançant très nettement en cette voie les vues britanniques - a confirmé les vives préoccupations que suscite chez le gouvernement danois l'état de la conjoncture intérieure et extérieure

a).- Le sur-développement du revenu national

L'importante hausse des salaires intervenue en avril a fortement accru le volume du revenu national. L'absorption de ces ressources excédentaires présuppose d'accroître la production des biens et services offerts aux consommateurs,- et notamment dans l'industrie.Mais, du même coup, le problème des débouchés extérieurs se trouve aussi posé avec plus d'acuité

b).- L'accentuation de l'isolement économique danois

Or, sur ce plan, les motifs d'inquiétude éprouvés par les Danois semblent légitimes. Au fur et à mesure que les puissances du Marché Commun franchissent les différentes étapes d'unification tarifaire prévues par le Traité de Rome, l'accès à leurs marchés risque de devenir plus difficile. Dans le même temps, l'ampleur du développement industriel qui marque l'évolution en Norvège et en Suède peut tendre à rétrécir les débouchés en direction de la zone de Libre-Echange(E.F.T.A.) En fait, une certaine menace d'isolement économique est clairement ressentie à Copenhague.

c).- La nécessité de sauver l'agriculture

Dans cette perspective, la détermination du Danemark en faveur du Marché Commun - où il est assuré de retrouver l'Allemagne et, vraisemblablement, la Grande Bretagne, ses deux principaux acheteurs de denrées agricoles - ne saurait surprendre. Les progrès et l'expansion de l'industrie danoise ne sont pas encore tels, en effet, que le Danemark puisse envisager de ne pas sauver son agriculture à n'importe quel prix . L'apparition massive et récente de la production agricole française sur le marché européen - et, notamment, en Allemagne - constitue d'ailleurs, à cet égard, une raison qui se suffirait amplement à elle-même

1.- En augmentant conjointement le volume de l'épargne et celui de la production le Danemark se résout délibérément à donner une vitesse ac-

crue à son économie

Devant les excédents de pouvoir d'achat, l'éventualité d'une super-taxe sur les ventes au détail est sérieusement retenue. Sans doute contribuera-t-elle à contenir les prix et à préserver la monnaie. Mais,ainsi, la capacité d'auto-investissement de l'économie va tendre à s'accroître en même temps que le volume de la production. Ces deux facteurs contribueront certainement à renforcer le potentiel industriel du Danemark,- et rendront certainement clair aux puissances du Marché Commun que le Danemark, au cas d'une association avec les Six, représentera un partenaire particulièrement dynamique

6 juin Le Gouvernement prépare activement un ensemble de mesures visant à accentuer le plus possible le développement de l'épargne privée et à obtenir ainsi la résorption, au moins partielle, des importants accroissements de salaires intervenus au printemps. La mise en place des mesures projetées est attendue pour l'été et l'automne

Ces accroissements de salaires ont d'ailleurs été suivis par des réajustements dans le traitement des fonctionnaires et l'on tient donc pour certain que l'industrie, les grossistes et les détaillants ne manqueront pas de répercuter ces majorations sur leurs propres marges bénéficiaires.

En fait, l'accroissement du revenu national risque, pour les douze prochains mois, d'atteindre 10 % soit,près de deux milliards et demi de couronnes. Le Gouvernement est disposé à faciliter par tous moyens une expansion correspondante de la production industrielle, - mais il ne sem-

ble pas, dans la meilleure des hypothèses, que l'augmentation de la production puisse ressortir à beaucoup plus d'un milliard et demi de couronnes

Afin de contenir les prix et de freiner l'apparition d'un milliard de ressources supplémentaires sur le marché intérieur, M. Kjeld PHILIP, Ministre des Finances, a donc invité les banques de dépôts ou d'affaires, les compagnies d'assurances et la Bourse à constituer un comité national chargé de provoquer un développement de l'épargne privée

26 juin — Le Gouvernement pourrait décider avant la fin de l'année d'instituer une taxe sur les ventes au détail

Les observateurs tiennent, toutefois, pour improbable qu'une telle taxe soit identique à celle qui a cours en Suède et qui s'applique, indistinctement, à tous biens et services : les experts estiment, en effet, qu'un prélèvement général de ce type risquerait d'entraîner une hausse difficilement contrôlable du coût de la vie. L'on prévoit donc que les spécialistes danois retiendront le principe d'une taxe sélective et différentielle, permettant au Gouvernement d'agir plus commodément sur la structure de la consommation. En revanche, et alors que la taxe instituée en Suède ressortit à 4 %"ad valorem", la taxe danoise serait plus élevée et pourrait atteindre ou légèrement dépasser 5 %

2.- Tandis que le gouvernement allemand est amené à réduire ses achats de produits agricoles au Danemark, certains milieux évoquent la probabilité de pressions danoises sur Londres en vue de hâter l'acheminement de la Grande Bretagne et du Danemark vers unaccord avec les puissances du Marché Commun

Un soudain accroissement des exportations agricoles françaises vers l'Allemagne vient accentuer la portée que revêtait déjà pour Copenhague la récente décision allemande de réduire les importations agricoles en provenance du Danemark. Il ne saurait ainsi étonner que de nombreux analystes prêtent à M.KRAG, Ministre danois des Affaires Etrangères - dont les nombreux déplacements ont, en effet, attiré l'attention - le souci d'influer efficacement sur l'évolution des thèses anglaises à l'égard du Marché Commun. Des observateurs vont même jusqu'à considérer que M.KRAG - assuré, prétend-on, de l'appui allemand et convaincu qu'une base d'accord entre Londres et Bonn peut être facilement trouvée - s'efforcerait surtout d'assumer des fonctions médiatrices entre Londres et Paris

24 mai M.V.KAMPMANN, Premier Ministre danois, vient d'arriver à Bonn afin d'entamer des conversations, qui dureront quarante huit heures, et qui seront entièrement consacrées à l'avenir des exportations agricoles danoises vers l'Al-

lemagne

On rappelle qu'aux termes d'un accord valable jusqu'en 1965 et renouvelé l'an dernier, l'Allemagne occidentale est convenue d'importer annuellement 225.000 bovins et 125.000 porcins danois. En fait, jusqu'à ces derniers temps, les achats allemands au Danemark s'étaient révélés nettement plus importants. Cette tendance - à la suite de pressions sur l'Allemagne prêtées à certains de ses partenaires du Marché Commun - s'est récemment renversée et les achats allemands ressortissent désormais à une interprétation littérale de l'accord germano-danois

13 mai L'hebdomadaire britannique "The Economist", évoquant l'évolution du commerce extérieur danois, écrit : " Il y a lieu d'estimer que le gouvernement du Danemark ne néglige actuellement rien pour amener la Grande Bretagne à rejoindre le Marché Commun et pour créer, ainsi, les conditions qui permettraient au Danemark de s'y joindre lui-même. M.KRAG, Ministre danois des Affaires Etrangères, lors de son voyage à Paris en avril dernier, s'est déjà efforcé d'amener le gouvernement français à considérer favorablement une telle perspective. Et, cette semaine, tant à Oslo qu'à Londres, il s'est employé à faire valoir quels avantages elle pouvait comporter pour la Grande Bretagne et pour son propre pays. Dans la mesure où le Royaume-Uni représente le plus important acheteur de produits agricoles danois, la position danoise dépend, en effet, de la position britannique. Mais l'on considère que les préférences du Danemark iraient moins au

Marché Commun, dans la forme qui est présentement la sienne, qu'à un système à la fois plus souple et plus large, susceptible de concilier le libre-échange de la plupart des produits et un certain protectionnisme agricole"

N O R V E G E :

P U I S S A N C E C O M M E R C I A L E E T M A R I T I M E M A J E U R E D U M O N D E N O R D I Q U E , L A N O R V E G E , S U F F I S A M M E N T A S S U R E E D E S A P R O S P E R I T E E T D E L A S O L I D I T E D E S A P O S I T I O N I N T E R N A T I O N A L E P O S E R A D E S C O N D I T I O N S I N T R A N S I G E A N T E S A T O U T R A P P R O C H E M E N T E V E N T U E L E N T R E L E S N A T I O N S D E L A Z O N E D E L I B R E - E C H A N G E E T C E L L E S D U M A R C H E C O M M U N

N O R V E G E :

C'est au moment où la prospérité norvégienne atteint un niveau qui va imposer au gouvernement de resserrer à nouveau, et d'urgence, l'expansion de la consommation intérieure, que le poids des difficultés économiques impose à la Grande Bretagne, et au Danemark, de reconsidérer le problème de leurs rapports avec le Marché Commun

a).- La Norvège se suffit à elle-même

De nombreux observateurs notent le contraste : si certaine que soit la fermeté britannique dans d'éventuels pourparlers avec les Six, il n'est donc pas douteux que la fermeté, et même la réserve norvégienne le seront encore plus. En fait, d'ores et déjà très fortement installée en Europe, où les qualités techniques de sa production lui ont, depuis longtemps, ménagé un réseau dense et stable de clients ou de fournisseurs, et non moins solidement établie sur le plan international, où elle contrôle presque le dixième de l'armement mondial, rien n'incite la Norvège à précipiter la recherche d'un accomodement avec les puissances du Marché Commun

b).- La Zone de Libre-Echange peut tendre à se "scandinaviser"

En revanche, une regression de l'influence britannique au sein de la Zone de Libre-Echange contribuerait probablement à y accentuer celle de la Norvège. A ce titre, certains observateurs estiment que le gouvernement d'Oslo maintiendra avec force le point de vue selon lequel toute négociation avec les nations du Marché Commun doit, strictement, être menée par les puissances de la Zone de Libre-Echange en tant que telles et aux fins de dégager progressivement les traits essentiels d'un tiers système englobant non seulement à titre égal le Marché Commun et la Zone de Libre-Echange, mais y associant éventuellement des puissances non-européennes. Depuis plusieurs semaines, les vues norvégiennes semblent attirer l'attention de nombreux commentateurs américains,- qui rappellent précisément, tel W.LIPPMAN, que la future Organisation Commune de Développement Economique (O.C.D.E.), dont le Secrétaire Général est un Scandinave, parait toute désignée pour contribuer à une telle synthèse

10 mai M. Arne SKAUG, Ministre du Commerce, a révélé au cours d'une intervention devant le Parlement que le problème des rapports entre la Norvège et

le Marché Commun faisait l'objet d'études approfondies, tant à l'échelle du gouvernement qu'à celle des principaux cercles industriels et financiers. Le Ministre a pris acte, à cette occasion, des intentions prêtées à la Grande Bretagne, mais a ajouté avec force qu'il n'était pas question de considérer qu'une adhésion britannique au Traité de Rome puisse entrainer, à l'inverse du Danemark, une adhésion automatique de la Norvège

25 mai Lors d'une conférence faite à Oslo, M. Knut GETZ-WOLD, un des directeurs de la Banque de Norvège et expert réputé en matière de commerce international, n'a pas dissimulé que l'éventualité de voir des capitaux étrangers s'assurer le contrôle de firmes norvégiennes ou implanter des entreprises en Norvège constituait l'un des principaux obstacles à l'adhésion de la Norvège au Marché Commun

Le Traité de Rome prévoit, en effet,- a souligné M. GETZ-WOLD - la faculté pour toute puissance signataire de s'assurer des positions économiques ou financières dominantes chez toute autre puissance co-signataire. M. GETZ-WOLD a observé qu'un tel droit risquait d'être pratiquement unilatéral : aucune société norvégienne n'a les moyens de s'assurer le contrôle d'un trust chimique allemand ou d'un complexe sidérurgique français,- alors que l'inverse pourrait fort bien se produire

La Norvège entendant rester rigoureusement maîtresse de ses ressources il ne saurait donc être question d'escompter une quelconque concession

norvégienne sur ce plan

17 juin — Traitant des problèmes posés à la Norvège par le Marché Commun, M. Otto Chr. MALTERUD, Directeur du Conseil Supérieur norvégien des Exportations, a souhaité que les meilleurs rapports s'établissent entre la Norvège et les Six puissances du Traité de Rome,- mais à la condition que rien ne vienne menacer l'unité de la Zone de Libre-Echange.C'est en tenant également compte de l'une et l'autre de ces réalités, a souligné M. MALTERUD, que la Norvège peut apporter sa meilleure contribution à l'amélioration des échanges économiques inter-européens

24 juin — L'Institut MICHELSEN, de Bergen, avec l'appui de la Fondation ROCKFELLER, envisage de centraliser toutes les recherches internationales, théoriques et pratiques, sur les nations ou zones sous-développées et la place qu'elles occupent, ou peuvent occuper, dans l'évolution économique mondiale. Le programme préliminaire élaboré par l'Institut prévoit la mise au travail de six ou sept spécialistes durant deux ans et l'engagement, à cet effet, d'un budget avoisinant 1 million de couronnes. La Fondation ROCKFELLER a accordé une subvention de $ 100.000. Les travaux se centreront initialement sur trois thèmes: 1) L'incidence exercée sur le commerce mondial par la croissance économique des aires sous-développées; 2) L'étendue, la structure et les effets probables des plans d'aide prévus pour ces aires; 3) Les modifications éventuelles que peut apporter aux conceptions traditionnelles du commerce international la promotion économique

des zones sous-développées.

26 juin Le Bulletin de l'Ambassade de Norvège en France vient d'attirer l'attention sur l'importance des activités déployées par NORENO, organisation norvégienne intégrée, créée à l'initiative de grandes sociétés industrielles, financières ou maritimes, et chargée d'assurer des débouchés internationaux aux travaux des ingénieurs norvégiens. NORENO recueille et diffuse tous renseignements sur les possibilités de contrats, provoque les contacts avec l'étranger, assume en permanence l'inventaire et l'analyse des ressources de l'engineering norvégien et s'emploie, au besoin, à coordonner diverses ressources afin d'assurer aux adjudicataires la puissance financière et technique requise pour participer aux adjudications. NORENO ne signe pas elle-même les contrats, mais s'associe aux divers contractants pour établir des sociétés à buts précis, comme NORCONSTRUCTION, qui a elle-même fondé NORENO BRASIL,S. A., aujourd'hui l'une des principales sociétés brésiliennes de grands travaux. Il en est de même pour KS. NORTEKNIK A/S qui participe aux adjudications pour des projets d'engineering globaux, dits "clé en main". Cette année, elle s'est assurée, au Canada,son premier contrat s'élevant à plus de 5,5 millions de NF .Fondée avec l'aide de NORENO, la société KS. A/S NORELEKTRO & C°. vient de signer un contrat pour la construction d'une centrale hydro-électrique en U.R.S.S.

NORCONSULTATTS, de son côté, est un organisme formé par une équipe de conseillers techniques

norvégiens. Son but : s'assurer des ordres à l'étranger dans le domaine du planning . Durant les dix dernières années, les conseillers techniques norvégiens ont participé à l'étranger à des travaux d'une valeur de 240 millions de .F . Les 9 sociétés membres disposent environ de 200 ingénieurs et architectes. En Ethiopie, NORCONSULTANTS est maintenant la plus grande société de ce genre dans le pays, avec une équipe comprenant 15 ingénieurs et architectes. Conseillers techniques pour l'aménagement de la première grande centrale hydro-électrique d'Ethiopie, les ingénieurs et architectes de NORENO ont été priés par le gouvernement Ethiopien de superviser les grandes travaux portuaires à Assab.On a aussi fait appel à leurs conseils pour la construction de bâtiments publics dans la capitale.L'expérience acquise en Norvège (le groupe hydro-electrique a, à lui-seul, conçu des centrales d'une capacité totale de 2,5 millions de kW.) et une équipe nombreuse et qualifiée pouvant se mesurer à celles des plus grandes sociétés analogues en Europe et aux Etats-Unis, assurent à NORCONSULTANTS une place solide sur le marché international

1.- Les mesures que s'apprête à prendre le gouvernement pour réduire l'intensité de l'activité économique intérieure et freiner le développement record du

pouvoir d'achat peuvent permettre à la Norvège d'accroître dans des proportions considérables le volume disponible des crédits d'investissement et d'élargir dans des proportions correspondantes le programme général d'industrialisation et d'équipement

20 juin Les dernières analyses publiées par le Service Central norvégien de Statistiques montrent que le degré excessif d'intensité que connaît actuellement la conjoncture intérieure norvégienne préoccupe sérieusement le gouvernement . Les mesures de contention déjà prises au début de l'année se sont révélées insuffisantes et les experts craignent que l'ampleur du plein emploi et l'importance des ressources disponibles n'amènent rapidement la demande à dépasser le niveau de la production

M. P.J. BJERVE, Ministre des Finances, a confirmé qu'il partageait ces craintes et a annoncé que des échanges de vues entre la Banque de Norvège et les banques privées étaient en cours. D'ores et déjà, le principe d'un important resserement du crédit est retenu.Mais il semble que le gouvernement centrera surtout son action sur l'émission d'un certain nombre d'emprunts d'Etat, qui permettront, tout en absorbant les

pouvoir d'achat peuvent permettre à la Norvège d'accroître dans des proportions considérables le volume disponible des crédits d'investissement et d'élargir dans des proportions correspondantes le programme général d'industrialisation et d'équipement

20 juin Les dernières analyses publiées par le Service Central norvégien de Statistiques montrent que le degré excessif d'intensité que connaît actuellement la conjoncture intérieure norvégienne préoccupe sérieusement le gouvernement . Les mesures de contention déjà prises au début de l'année se sont révélées insuffisantes et les experts craignent que l'ampleur du plein emploi et l'importance des ressources disponibles n'amènent rapidement la demande à dépasser le niveau de la production

M. P.J. BJERVE, Ministre des Finances, a confirmé qu'il partageait ces craintes et a annoncé que des échanges de vues entre la Banque de Norvège et les banques privées étaient en cours. D'ores et déjà, le principe d'un important resserement du crédit est retenu.Mais il semble que le gouvernement centrera surtout son action sur l'émission d'un certain nombre d'emprunts d'Etat, qui permettront, tout en absorbant les

excédents de pouvoir d'achat, d'accroître la capacité d'intervention et de contrôle des pouvoirs publics sur les programmes d'investissement

24 juin Le Service Central norvégien de Statistiques annonce que le coût de la vie a augmenté de 0,7 point en quarante jours et que l'index correspondant ressortit désormais à 167,7. On attire l'attention sur le fait que de nouvelles hausses risqueraient de déclencher le mécanisme automatique de révision des salaires en fonction du coût de la vie. L'indice critique est pour les fonctionnaires de 167,95, pour les mariniers de 169 et pour les employés de 170.

25 juin M.S. FOUGNER, Président de l'Association norvégienne des Banques d'Affaires, a admis que le très haut niveau actuel de l'activité économique en Norvège risquait de provoquer une course entre prix et salaires. Il a noté que les importations, durant les cinq premiers mois de 1961 se sont accrues de 8 % sur la période correspondante de 1960, alors que les exportations n'ont augmenté que de 2 % . M. POUGNER a observé, en outre, que le plein emploi était pratiquement réalisé et que la demande en main d'oeuvre, qualifiée ou non, était même supérieure à l'offre. Il a confirmé, par ailleurs, que le gouvernement s'était engagé à augmenter les prix accordés aux producteurs agricoles. Dans de telles conditions, a conclu M. FOUGNER, il devient urgent de restreindre la consommation et de provoquer un accroissement de l'épargne

24 juin Le Service Central norvégien de Statistiques annonce que le coût de la vie a augmenté de 0,7 point en quarante jours et que l'index correspondant ressortit désormais à 167,7. On attire l'attention sur le fait que de nouvelles hausses risqueraient de déclencher le mécanisme automatique de révision des salaires en fonction du coût de la vie. L'indice critique est pour les fonctionnaires de 167,85, pour les marins de 180 et pour les employés de [illegible].

25 juin M.S. YOUCKER, Président de l'Association norvégienne des Banques d'Affaires, a admis que le très haut niveau actuel de l'activité économique en Norvège risquait de provoquer une courbe entre prix et salaires. Il a noté que les importations, durant les cinq premiers mois de 1961, se sont accrues de 8 % sur la période correspondante de 1960, alors que les exportations n'ont augmenté que de 0 %. M. YOUCKER a observé, en outre, que le plein emploi était pratiquement réalisé et que la demande en main d'oeuvre, qualifiée ou non, était même supérieure à l'offre. Il a confirmé, par ailleurs, que le gouvernement s'était engagé à augmenter les prix accordés aux producteurs agricoles. Dans de telles conditions, a conclu M. YOUCKER, il devient urgent de restreindre la consommation et de provoquer un accroissement de l'épargne.

26 juin — Le Gouvernement vient d'annoncer la mise en place de mesures tendant à un resserrement du crédit. A partir du 1er juillet - et exception faite pour les véhicules et les livres - tout achat à tempérament imposera le versement initial de 25 % de la valeur de l'article

10 mai — Grâce à ses ressources en houille blanche pratiquement inépuisables, la Norvège offre des possibilités exceptionnelles pour les industries modernes, grandes consommatrices d'énergie, telles les industries électrochimique et électrométallurgique. La production d'aluminium en fournit un exemple caractéristique

La Société A/S VIGELAND BRUG, fondée en 1908 à Vigeland près de Kristiansand, dans le sud de la Norvège, fut la première entreprise norvégienne à produire de l'aluminium. Depuis la dernière guerre mondiale, cette compagnie a installé des centres d'affinage d'une capacité annuelle d'environ 2.500 tonnes d'aluminium de pureté exceptionnelle, d'une teneur minima en métal pur de 99,99 pour cent

La Société DET NORSKE NITRIDAKTIESELSKAP commença sa production à Eydehavn, dans le sud, en 1914 et à Tyssedal, sur la côte ouest, en 1916. La capacité ce la fonderie d'Eydehavn est d'environ 9.000 tonnes, tandis que celle de la fonderie de Tyssedal, récemment modernisée, est à peu près de 17.000 tonnes

La Société NORSK ALUMINIUM COMPANY est la seule usine norvégienne d'aluminium à produire sa propre alumine - par la méthode Pedersen dûe au

26 juin

Le Gouvernement vient d'annoncer la mise en place de mesures tendant à un resserrement du crédit. A partir du 1er juillet - et exception faite pour les véhicules et les livres - tout achat à tempérament imposera le versement initial de 25 % de la valeur de l'article

10 mai

Grâce à ses ressources en houille blanche pratiquement inépuisables, la Norvège offre des possibilités exceptionnelles pour les industries modernes, grandes consommatrices d'énergie, telles les industries électrochimique et électrométallurgique. La production d'aluminium en fournit un exemple caractéristique

La Société A/S VIGELAND BRUG, fondée en 1908 à Vigeland près de Kristiansand, dans le sud de la Norvège, fut la première entreprise norvégienne à produire de l'aluminium. Depuis la dernière guerre mondiale, cette compagnie a installé des centres d'affinage d'une capacité annuelle d'environ 2.500 tonnes d'aluminium de pureté exceptionnelle, d'une teneur minima en métal pur de 99,99 pour cent

La Société DET NORSKE NITRIDAKTIESELSKAP commença sa production à Eydehavn, dans le sud, en 1914 et à Tyssedal, sur la côte ouest, en 1916. La capacité de la fonderie d'Eydehavn est d'environ 9.000 tonnes, tandis que celle de la fonderie de Tyssedal, récemment modernisée, est à peu près de 17.000 tonnes

La Société NORSK ALUMINIUM COMPANY est la seule usine norvégienne d'aluminium à produire sa propre alumine - par la méthode Pedersen dûe au

professeur norvégien Harald Pedersen et développée ultérieurement par les services techniques de la Société. La production annuelle de l'usine d'alumine est d'environ 18.000 tonnes

C'est la Société A/S ARDAL OG SUNNAL VERK qui est la plus grande productrice d'aluminium en Norvège. Elle appartient à l'Etat et possède des fonderies à Ardal et à Sunndalsöra en Norvège occidentale

Certaines améliorations et des progrès techniques dans le domaine de la fusion ont permis aux fonderies d'Ardal d'augmenter leur capacité qui, à l'origine, était de 24.000 tonnes et de la porter à quelque 60.000 tonnes à la fin de 1959. L'expansion en cours aura pour effet d'accroître peu à peu la capacité qui, d'ici deux ans, atteindra plus de 100.000 tonnes. L'énergie électrique est fournie par les installations hydrauliques avoisinantes, également propriété de la société. De leur côté, les fonderies de Sunndalsöra ont vu leur capacité atteindre 50.000 tonnes, alors qu'à l'origine, elle était de 40.000 tonnes. La production totale de la société s'élèvera donc à environ 150.000 tonnes.

La Société MOSJÖEN ALUMINIUM A/S , située à Mosjöen dans la Norvège septentrionale, fut fondée en 1958. La production annuelle de ces fonderies est de 32.000 tonnes, mais on envisage une expansion dès qu'il sera possible d'obtenir plus d'énergie

A la veille de la dernière guerre mondiale, le

professeur norvégien Harald Pedersen et développée ultérieurement par les services techniques de la Société, la production annuelle de l'usine d'alumine est d'environ 18.000 tonnes.

C'est la Société A/S ARDAL OG SUNNAL VERK qui est la plus grande productrice d'aluminium en Norvège. Elle appartient à l'Etat et possède des fonderies à Ardal et à Sunndalsöra en Norvège occidentale.

Certaines améliorations et des progrès techniques dans le domaine de la fusion ont permis aux fonderies d'Ardal d'augmenter leur capacité qui, à l'origine, était de 24.000 tonnes et de la porter aujourd'hui à 60.000 tonnes à la fin de 1959. L'extension en cours aura pour effet d'accroître peu à peu la capacité qui, d'ici deux ans, atteindra plus de 100.000 tonnes. L'énergie électrique est fournie par les installations hydrauliques avoisinantes, également propriété de la société. De leur côté, les fonderies de Sunndalsöra ont vu leur capacité atteindre 50.000 tonnes, alors qu'à l'origine, elle était de 40.000 tonnes. La production totale de la Société s'élèvera donc à environ 150.000 tonnes.

La Société NORSKEN ALUMINIUM A/S, située à Mosjöen dans la Norvège septentrionale, fut fondée en 1958. La production annuelle de ces fonderies est de 32.000 tonnes, mais on envisage une expansion dès qu'il sera possible d'obtenir plus d'énergie.

A la veille de la dernière guerre mondiale, la

total de la production annuelle d'aluminium en Norvège était d'environ 30.000 tonnes, en 1957 de 96.000 tonnes et en 1958 de 120.000 tonnes. Dès qu'auront été achevés les projets d'expansion actuellement en cours de réalisation, la capacité de production passera à 175.000 tonnes en 1961 et atteindra 220.000 tonnes avant 1965 (1)

La Norvège n'utilisant qu'environ 17.000 tonnes par an pour ses propres besoins, la plus grande partie de la production est exportée. Ainsi, la Norvège est, après le Canada, le plus grand exportateur de lingots d'aluminium du monde. Grâce à son énergie électrique peu coûteuse, elle parvient à écouler facilement, sur le marché international, une production d'aluminium sans cesse croissante

17 mai La Société NORSK ALUMINIUM COMPANY annonce la mise en oeuvre de nouveaux plans d'expansion qui permettront de porter la capacité de ses usines de Höyanger de 18.000 à 26.000 T/an. Les plans retenus comportent la construction d'une nouvelle centrale électrique et l'installation de 100 nouveaux fourneaux de fusion, qui viendront s'ajouter aux 44 qui existent déjà. La réalisation de l'ensemble sera achevée en 1965 et implique des investissements avoisinant 100 millions/couronnes. L'aluminium produit sera manufacturé par une filiale de la Société, la NORDISK ALUMINIUMDUSTRI A/S dont les installations de Hömestrand, verront avant peu doubler leur capacité,- et seront alors capables de fournir 26.000 T./an d'aluminium manufacturé

(1) Production française en 1958/59 : 170.000 T/an NDLR.

21 juin — Le Parlement norvégien vient d'approuver trois textes de loi qui vont permettre au gouvernement d'implanter dans le district de Mo-i-Rana (Norvège septentrionale) un complexe industriel qui sera l'un des plus importants de la Norvège

Un budget de 200 millions/couronnes permettra la mise en exploitation de gisements de minerai de fer dans la vallée de la Dunderland et la construction d'une usine de traitement - dont la capacité initiale sera de 750.000 T./an. Ultérieurement cette capacité sera portée à 1.000.000 T./an. L'usine alimentera une autre entreprise d'Etat, située dans le même district, la NORSK JERNVERK A/S, dont la production de fer brut passera progressivement de 360.000 à 700.000 T/an, tandis que la production d'acier atteindra 600.000 T./an

M. Kjell HOLLER, Ministre de l'Industrie, a précisé, devant le Parlement, que de nouvelles extensions permettront ultérieurement de hausser la production des usines de Jernverk à 1.000.000 T/an d'acier en 1970. A ce moment, viendront d'ailleurs s'ajouter aux fonderies des installations sidérurgiques importantes permettant d'assurer la manufacture complète de l'acier brut produit. M. HOLLER a ajouté que la mise en oeuvre du plan de Rana représentait une date fondamentale dans l'histoire du développement industriel norvégien

24 juin — Dans un article que publie le bulletin de la NORSK HYDRO (Société Norvégienne de l'Azote) M.R.OSTBYE, Directeur Général de la Société,

confirme l'ampleur des projets d'expansion mis au point par la NORSK HYDRO pour les prochaines années et qui étendront les activités de la Société à des productions tout à fait nouvelles. Faisant allusion aux chutes de cours qui ont marqué en 1960 le marché internatinnal et qui ont ressorti pour la NORSK HYDRO à un manque à gagner de 18 millions/couronnes, un porte-parole de la société écrit, par ailleurs, dans le même bulletin:"De nouvelles baisses sont à prévoir. Mais la NORSK HYDRO préservera ses marges bénéficiaires en augmentant sa production, en accroissant ses investissements et en réduisant ses frais

28 juin Selon les statistiques communiquées au Parlement, près de 9 milliards de F . ont été consacrés depuis 1946 par la Norvège au développement de son infrastructure hydro-électrique. Pour les cinq prochaines années l'accroissement annuel de la production atteindra 500.000 kW.

28 juin Les associations de producteurs norvégiens de peintures et vernis annoncent que les chiffres d'affaires réalisés durant les premiers mois de 1961 dépassent de 20 % les niveaux atteints en 1960 et considèrent d'ores et déjà que 1961 constituera l'année la plus prospère connue par l'industrie norvégienne de la peinture. On note que la production qui se limitait à 1.000 T/an en 1939 avoisinera cette année 35.000 T.

1 juillet Une usine expérimentale de purification du fuel d'uranium, construite sous les auspices conjoints

de l'Institut Norvégien pour la recherche atomique et du Centre hollandais d'étude des réacteurs vient d'être inaugurée à Kjeller, près d'Oslo, en présence de savants norvégiens et néerlandais et du Dr. L. GRAY, Président de l'Institut Canadien de la Recherche Atomique. Les installations, entièrement automatiques, sont commandées par des contrôles établis à distance suffisante pour éviter tout danger de radiation. L'usine sera ultérieurement complétée par un bloc industriel de traitement des déchets radioactifs, d'ores et déjà en construction. On rappelle que l'ensemble du projet est supervisé par l'Association hollando-norvégienne pour la Recherche atomique (JENER) créée il y a 10 ans, - et qu'il comporte également la mise en oeuvre d'un réacteur expérimental C à l'eau lourde et à l'uranium naturel de 600 KW, ainsi que la construction de réacteur de démonstration à l'usage des chercheurs universitaires

2 juillet Le troisième réacteur atomique de la Norvège vient d'être mis en fonctionnement à Kjeller. Il a été construit par la Société NORATOM A/S, d'Oslo. Il s'incorpore à un programme dont la réalisation associe l'institut Norvégien pour la Recherche Atomique et l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique. Les Etats Unis y ont contribué pour 2.500.000 couronnes (sur un budget total de 6.000.000 couronnes). De son côté, la Commission américaine de l'Energie Atomique a fourni la première charge de 3% d'uranium 235 enrichi

2.- Contrôlant actuellement près de 10 % de l'armement mondial, la flotte norvégienne constitue un facteur qu'aucune puissance internationale n'est désormais en mesure de négliger et qui confère à la position de la Norvège une solidité dont ne jouissent pas la plupart des nations européennes ou nordiques

mai 1961 La marine marchande norvégienne a accru sa capacité de 413.000 tonnes en 1960 et totalisait à l'orée de 1961 11.209.000 tonnes. Le développement de la flotte norvégienne est appelé à se poursuivre à une cadence élevée: 3.400.000 tonnes viendront, en effet, s'y adjoindre dans les trois prochaines années, dont 1.270.000 tonnes en 1961. Sur ce montant, un million de tonnes a été commandé à des chantiers norvégiens, - et un autre million à des constructeurs suédois. La France a, également, bénéficié de certaines commandes.

En 1961, la flotte norvégienne représentait 9,6 % du tonnage mondial, - et a rapporté à la Norvège en 1960 plus de deux cents milliards d'anciens francs en devises étrangères

mai 1981 La marine marchande norvégienne a accru sa capacité de 415.000 tonnes en 1980 et totalisait à l'orée de 1981 11.209.000 tonnes.Le développement de la flotte norvégienne est appelé à se poursuivre à une cadence élevée: 3.400.000 tonnes viendront, en effet, s'y adjoindre dans les trois prochaines années, dont 1.270.000 tonnes en 1981. Sur ce montant,un million de tonnes a été commandé à des chantiers norvégiens,- et une autre million à des constructeurs suédois.La France a, également, bénéficié de certaines commandes.

En 1981, la flotte norvégienne représentait 9,6% du tonnage mondial,- et a rapporté à la Norvège en 1980 plus de deux cents milliards d'anciens francs en devises étrangères.

15 mai Le Parlement vient d'attribuer 59,7 millions/ couronnes aux pêcheries de morue et de hareng pour l'année 1961. Sur ce budget, 22 millions iront à l'industrie harengère et 37,7 à l'industrie morutière

18 mai Les trois plus grandes conserveries norvégiennes de poisson (60 % de la production nationale) ont décidé de fusionner; d'autres conserveries pourraient ultérieurement s'y agréger. Une diminution des prix de revient et de vente doit permettre au groupe d'accentuer sa pénétration économique sur les marchés continentaux

°

° °

UN AVION S.A.S. SURVOLE POUR LA MILLIEME FOIS LE POLE NORD

En 1954, la Compagnie scandinave S.A.S. ouvrait sa première ligne polaire, à destination de la Californie. Le 24 février 1961, soit exactement 4 ans après l'inauguration, en 1957, de la seconde route polaire ouverte par la compagnie S.A.S.,un Douglas DC-8C, s'est élancé de la piste de l'aérodrome de Copenhague-Kastrup pour effectuer le 1.000è vol régulier à destination de l'Extrême-Orient par le Pôle Nord

Lorsque, quelque 4 heures 30 minutes plus tard, le quadri-réacteur passa très exactement au-dessus du pôle, le capitaine lança par radio un message à deux hommes célèbres dans le monde entier : le Norvégien Hjalmar Riiser-Larsen et le Capitaine William Anderson, des Etats-Unis

Riiser-Larsen, le 12 mai 1926, à bord du dirigeable NORGE, survolait en compagnie de Roald

Amundsen pour la première fois les régions polaires, suivant la route qu'empruntent aujourd'hui les appareils de S.A.S., de la Scandinavie en Alaska, en passant par le pôle

C'est au contraire SOUS le pôle que, le 8 août 1958, le Capitaine Andersen entraînait le sous-marin atomique américain Nautilus, au cours d'un voyage qui passionna le monde

Au cours des 21 années qui précédèrent la mise en service commercial de la route polaire S.A.S. les régions polaires ne furent survolées que 6 fois. Le passage Nord-Ouest inauguré par la compagnie en 1957, a nécessité dix années de préparation, au cours desquelles furent effectués des vols expérimentaux qui firent date dans l'histoire de l'aviation

Ce 4è anniversaire a donné lieu à l'émission, par les Postes danoise, norvégienne et suédoise, d'un timbre spécial

A cette même occasion, S.A.S. annonce que le nombre total des passagers transportés sur son réseau polaire dépasse les 150.000, tandis que le fret expédié par le pôle à destination de l'Extrême-Orient atteint en 4 ans un poids de 1.500.000 kilos

Couvrant en 16 heures de vol les 12.900 kilomètres qui séparent Copenhague de Tokyo, par le Pôle Nord et Anchorage, cette ligne est la liaison Est-Ouest la plus rapide du monde. Elle est, à Copenhague, en correspondance avec le réseau Caravelle qui sillonne l'Europe et le Moyen-Orient

S U E D E :

L E R E N F O R C E M E N T S P E C T A -
C U L A I R E D U P O T E N T I E L
T R A N S F O R M A T E U R D E L ' E -
C O N O M I E S U E D O I S E E T
L ' I M P L A N T A T I O N D E S T R U C -
T U R E S I N D U S T R I E L L E S A
H A U T N I V E A U T E C H N I Q U E
D O I V E N T T E N D R E A A C C R O Î -
T R E L E R Ô L E , D E J A I M P O R -
T A N T , A S S U M E P A R L A S U E -
D E D A N S L ' E V O L U T I O N
N O R D - E U R O P E E N N E E T P E U -
V E N T S U R T O U T C O N T R I B U E R
A C O N S O L I D E R L A Z O N E D E
L I B R E - E C H A N G E A U M O M E N T
O U L A G R A N D E B R E T A G N E E T
L E D A N E M A R K S E P R O P O S E N T
D E N E G O C I E R A V E C L E S

S U E D E :

LE RENFORCEMENT SPECTACULAIRE DU POTENTIEL TRANSFORMATEUR DE L'ECONOMIE SUEDOISE ET L'IMPLANTATION DE STRUCTURES INDUSTRIELLES A HAUT NIVEAU TECHNIQUE DOIVENT TENDRE A ACCROÎTRE LE RÔLE, DEJA IMPORTANT, ASSUME PAR LA SUEDE DANS L'EVOLUTION NORD-EUROPEENNE ET PEUVENT SURTOUT CONTRIBUER A CONSOLIDER LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE AU MOMENT OU LA GRANDE BRETAGNE ET LE DANEMARK SE PROPOSENT DE NEGOCIER AVEC LES

P U I S S A N C E S D U M A R C H E C O M -

M U N

L'ampleur et les caractéristiques du mouvement expansif qui anime actuellement l'économie suédoise attire désormais l'attention de la plupart des observateurs européens. A la faveur d'une conjoncture de très haute prospérité, l'évolution des investissements paraît, en effet, confirmer le souci suédois d'accroître considérablement la part des industries de transformation dans l'ensemble de la production nationale

a).- Evolution vers une économie de grande puissance industrielle

Dans le même temps, certaines regressions ont marqué la production de biens de consommation. L'orientation de la politique générale suédoise vers le développement systématique de structures industrielles à haut niveau technique ne semble donc pas relever du simple souci d'utiliser des capitaux et excédentaires que ne suffirait pas à absorber l'euphorie consommatrice. Assurémenet, ces capitaux sont relativement abondants - et le rôle joué à cet égard par l'accroissement record de la production de minerai de fer est décisif -, mais tout paraît se passer comme si cette production avait, entre autres, pour fonction nationale de créér la trésorerie nécessaire à une mutation interne, à une diversification et à un puissant renforcement des structures industrielles

b) Accroissement de l'influence géo-politique suédoise

Si une telle évolution se confirmait, il n'est, en tout cas, pas douteux que le poids propre de la Suède dans le concert européen tendrait rapidement à s'accuser. La Suède bénéficie déjà d'une position charnière exceptionnellement favorable entre l'Est et l'Ouest. Si elle accentuait davantage l'avance technique qu'elle possède sur certains de ses voisins, il ne parait pas douteux que le rôle qu'elle assume dans le complexe septentrional et baltique pourrait devenir dominant. Et si, de son côté, la Norvège ne ralentit pas l'effort spectaculaire, et quasi-parallèle, de renforcement économique qu'elle a entrepris,- c'est, en fait, l'influence de

ce complexe baltique lui-même sur l'ensemble de la conjoncture européenne qui ne manquerait pas de s'accroître

c).- La Zone du Libre-Echange devient spécifiquement scandinave

On conçoit alors que la Suède, comme la Norvège, - et à l'inverse du Danemark - n'envisage pas plus d'engager avec les puissances du Marché Commun une négociation qui risquerait d'entériner d'emblée les thèses organiques du Traité de Rome que de sacrifier à cette négociation la Zone de Libre-Echange, telle que l'a fondée la Convention de Stockholm. De même que le gouvernement d'Oslo, le gouvernement suédois admet le principe, l'intérêt d'une négociation avec les Six, mais à la double condition qu'elle intervienne sur une base d'égalité entre les deux systèmes et qu'elle promeuve un système syncrétique,- plus proche sans doute des structures de la Convention de Stockholm que de celles du Traité de Rome

1.- A la faveur d'une conjoncture intérieure de forte prospérité, la Suède accélère la constitution ou l'équipement d'industries de transformation à haut niveau technique

Le "Norrländska Socialdemokraten" du 18 mai 1961 a publié le tableau, reproduit ci-dessous, comparant les accroissements ou les diminutions de production de l'industrie pour les premiers trimestres 1960 et 1961. On notera que les augmentations principales intéressent l'extraction de minerai, les industries métallurgiques et l'évolution de l'emploi dans les industries mécaniques. Significativement, l'industrie lourde reste stationnaire. Par contre, on observera l'importance des regressions qui affectent les secteurs de la consommation. Il en est de même - contrairement à la Finlande - pour

c).- La Zone de Libre-Echange devient spécifiquement scandinave

On conçoit alors que la Suède, comme la Norvège, - et à l'inverse du Danemark - n'envisage pas plus d'engager avec les puissances du Marché Commun une négociation qui risque- rait d'entériner d'emblée les thèses organiques du Traité de Rome que de sacrifier à cette négociation la Zone de Libre-Echange, telle que l'a logée la Convention de Stockholm.De- même que le gouvernement d'Oslo, le gouvernement suédois ad- met le principe, l'intérêt d'une négociation avec les Six, mais à la double condition qu'elle intervienne sur une base d'égalité entre les deux systèmes et qu'elle préserve un système syncrétique.- plus proche sans doute des structures de la Convention de Stockholm que de celles du Traité de Rome

Le "Norrlandska Socialdemokraten" du 18 mai 1961 a publié le tableau, reproduit ci-dessous, comparant les accroisse- ments ou les diminutions de production de l'industrie pour les premiers trimestres 1960 et 1961. On notera que les augmentations principales intéressent l'extraction de minerai, les industries métallurgiques et l'évolution de l'emploi dans les industries mécaniques. Significativement, l'industrie lourde reste stationnaire.Par contre, on observera l'impor- tance des régressions qui affectent les secteurs de la consom- mation. Il en est de même - contrairement à la Finlande - pour

les industries du bois et du papier,- qui caractérisent davantage une économie nationale à "caractère primaire" qu'une économie à haut niveau de transformation

Type de production	Accroissement ou diminution I,II,III/1960	Accroissement ou diminution I,II,III/1961
Extraction de minerai et industrie métallurgique	+8	+11
Industrie lourde	+8	+ 8
Usines métallurgiques	+8	+11
Emploi dans les industries mécaniques	+5	+6
Industrie de consommation (ensemble)	+7	+3
Industrie alimentaire	+7	-3
Cuir et industrie de la chaussure	....	-3
Industries du bois (ensemble)	+11	+5
Industrie du papier	+19	+6
Dérivés de la cellulose	+16	+9

17 avril Les plans définitifs d'investissements pour 1961 totalisent 4.950 millions de couronnes ($ 990.000.000), dont 3.850 millions pour l'industrie et l'exploitation minière et 1.100 millions pour les services publics. Ces chiffres marquent un accroissement de 11 % sur les pré-

visions initiales et de 24 % sur les investissements réalisés en 1960 par l'industrie

Par ailleurs, l'enquête réalisée au printemps par le Gouvernement sur l'affectation des masses investies montre que si l'industrie a accru celles-ci de 11% sur 1960, l'augmentation des investissements réalisés en machines-outils et équipements à haute caractéristique technique ressortit à 15 % sur les chiffres de 1960

25 mai

Le projet de budget suédois pour l'année fiscale 1961/62 soumis au Parlement début mai fait apparaître un poste "recettes" ressortissant à 17.086 millions/couronnes contre un poste "dépenses" de 16.008 millions/couronnes. L'excédent nominal atteint ainsi 1.078 millions couronnes. Après affectation de 350 millions/couronnes au budget du Fonds d'Egalisation, l'excédent net s'inscrira pour 728 millions/couronnes,- soit une augmentation de 200 % sur les prévisions de janvier dernier

26 mai

Selon les milieux généralement bien informés, la décision prise par la Banque Centrale de Suède de restreindre les facilités de crédit accordées par les banques suédoises viserait essentiellement les crédits de consommation et ne toucherait pratiquement pas les programmes d'investissements. On observe néanmoins que la large part d'initiative accordée aux banques en matière de crédit permettra à celles-ci et à la Fédération Suédoise des Industries d'excercer une influence plus forte sur l'affectation des financements sollicités par l'économie

visions initiales et de 24 % sur les investisse-
ments réalisés en 1960 par l'industrie
Par ailleurs, l'enquête réalisée au printemps
par le Gouvernement sur l'affectation des mas-
ses investies montre que si l'industrie a accru
celles-ci de 11% sur 1960, l'augmentation des
investissements réalisés en machines-outils
et équipements à haute caractéristique techni-
que ressortit à 15 % sur les chiffres de 1960

25 mai Le projet de budget suédois pour l'année fiscale
1961/62 soumis au Parlement début mai fait appa-
raître un poste "recettes" ressortissant à
17.086 millions/couronnes contre un poste "dépen-
ses" de 16.008 millions/couronnes. L'excédent no-
minal atteint ainsi 1.078 millions couronnes.
Après affectation de 350 millions/couronnes au
budget du Fonds d'Egalisation, l'excédent net
s'inscrit pour 728 millions/couronnes,- soit
une augmentation de 200 % sur les prévisions
de janvier dernier

26 mai Selon les milieux généralement bien informés, la
décision prise par la Banque Centrale de Suède de
restreindre les facilités de crédit accordées par
les banques suédoises visérait essentiellement
les crédits de consommation et ne toucherait
pratiquement pas les programmes d'investissements.
On observe néanmoins que la large part d'initia-
tive accordée aux banques en matière de crédit
permettra à celles-ci et à la Fédération Sué-
doise des Industries d'exercer une influence
plus forte sur l'affectation des financements
sollicités par l'économie

27 mai — Selon les indications que vient de donner l'Administration du Travail, l'emploi tend actuellement vers un maximum, - exception faite pour les départements du Norrland. Au 15 mai, la Suède ne comptait que 18.700 chômeurs,- soit moins de 0,2 % de la population

Par ailleurs,- et pour l'année 1960 - les conflits du travail n'ont intéressé que 95 syndiqués (sur les 1.485.000 travailleurs affiliés à la Confédération Générale du Travail) et se sont limités à la perte de 2.370 journées de travail

13 juin — M. Gunnar STRANG, Ministre des Finances, a déclaré qu'avant 1964 interviendrait une extension à quatre semaines des congés payés et qu'à la même époque la semaine de travail se réduirait probablement à cinq jours

2.- L'évolution du commerce extérieur et celle de la production nationale sont conjointement marquées par le rôle accru qu'y jouent les industries de transformation

20 mai — Selon les indications fournies par l'Institut Suédois de Recherches économiques, le volume des exportations suédoises pour le premier trimestre

1961 a dépassé de plus de 1 % les chiffres du trimestre correspondant de 1960. En revanche, les importations ont décru de 2 %

Parmi les exportations, la plus forte augmentation intéresse les machines et instruments. Par contre, des regressions sensibles sont enregistrées dans les exportations d'automobiles (46 %) et de navires (42 %). Les exportations de minerai de fer sont demeurées stationnaires

Du côté des importations, un recul de 15 % a marqué l'entrée en Suède des biens de consommation durables (dont les véhicules étrangers, dont l'importation a diminué de 20 %). Par contre, les importations de biens d'équipement (notamment, machines-outils et produits manufacturés en acier) ont augmenté de 6 %, alors que l'importation de combustibles s'est réduite de 6 %

25 mai — Les constructions mécaniques suédoises bénéficient pour le premier trimestre 1961 du plus fort accroissement de commandes passées par la clientèle étrangère (7 %). La plus forte augmentation (25 %) intéresse les industries électriques, suivies (avec 7 %) par les industries mécaniques légères. Les industries navales sont restées stationnaires, alors que l'industrie lourde enregistrait un recul de 8 %

28 mai — Les statistiques publiées par le Ministère du Commerce établissent que les exportations suédoises en direction de la Zone de Libre-Echange se sont accrues de 19 % pour la période allant de juillet 1960 à janvier 1961, - alors que l'ensemble des exportations suédoises pour

la même période n'augmentait que de 14 %. Les exportations vers le Marché Commun se sont, quant à elles, relevées de 18 %,- l'accroissement relatif le plus fort (36 %) intéressant la France, et le plus faible (4%) la Belgique et le Luxembourg. Les importations suédoises en provenance de la Zone de Libre-Echange sont en hausse de 13 %, alors que le volume total des importations ne s'est augmenté que de 3 %

La balance suédoise pour le premier trimestre 1961 marque une amélioration sur les chiffres correspondants de 1960 : à cette dernière date, le déficit suédois ressortissait à 651 millions/ couronnes alors qu'il se trouve réduit, en 1961, à 470 millions/couronnes

3 juin

Selon l'hebdomadaire financier de Stockholm "AFFARSVARLDEN", la capacité croissante de l'industrie de l'acier en Suède demeure pleinement utilisée et la production de fonte, d'acier brut et d'acier fini durant le premier trimestresde cette année a été d'environ 10 pour cent supérieure à celle de la même période de 1960

Les chiffres de production de janvier-mars sont les suivants : 443.000 tonnes de fonte, 44.000 tonnes d'éponge de fer, 951.000 tonnes d'acier brut et 811.000 tonnes d'acier fini. L'augmentation relative la plus forte par rapport au premier trimestre de l'an dernier (31 %) a été enregistrée pour l'éponge de fer et semble montrer que la longue stagnation de ce type particulier de production paraît avoir cessé. L'acier brut, en augmentation de 11 pour cent sur la période correspondante de 1960, a maintenant at-

teint un tel volume que la production trimestrielle - après un recul saisonnier au cours de l'été - a pour la première fois dépassé 1 million de tonnes pendant les trois derniers mois de cette année

La production d'acier fini - supérieure de 9 pour cent à celle de janvier-mars 1960-présente un aspect plus différencié. Tandis que les tôles lourdes et moyennes marquent une augmentation de 15 pour cent, un recul de 14 pour cent est noté pour les longerons et de 13 pour cent pour l'acier de renforcement

Les exportations d'acier fini avec 127.500 T. ont augmenté de 8 % par rapport au premier trimestre de 1960. Les importations (273.100 T.) ont été très inférieures au chiffre exceptionnellement élevé du premier trimestre de l'an dernier

8 juin Selon"Norrbottens-Kuriren", les niveaux records actuellement atteints par les exportations de minerai de fer des mines du Norrbotten sont appelés à être bientôt débordés par un nouvel accroissement. Les programmes d'aménagement portuaires prévus pour Narvik et Lulea prévoient, en effet, une extension à 23.000.000 T/an de la capacité totale des deux ports,- contre 18.000.000 T. actuellement. L'Allemagne de l'Ouest (45 %),la Belgique (20 %) et la Grande Bretagne (20 %) restent les plus gros acheteurs du minerai exporté par Narvik

Les extensions de la capacité de stockage envisagées pour Lulea, sur le Golfe de Bothnie,

teint un tel volume que la production trimestrielle - après un recul saisonnier au cours de l'été - a pour la première fois dépassé 1 million de tonnes pendant les trois derniers mois de cette année

La production d'acier fini - supérieure de 3 pour cent à celle de janvier-mars 1900 - présente un aspect plus différencié. Tandis que les tôles lourdes et moyennes marquent une augmentation de 15 pour cent, un recul de 14 pour cent est noté pour les longerons et de 13 pour cent pour l'acier de renforcement

Les exportations d'acier fini avec 127.500 T. ont augmenté de 8 % par rapport au premier trimestre de 1900. Les importations (273.100 T.) ont été très inférieures au chiffre exceptionnellement élevé du premier trimestre de l'an dernier

8 juin Selon "Norrbotten-Kuriren", les niveaux records actuellement atteints par les exportations de minerai de fer des mines du Norrbotten sont appelés à être bientôt débordés par un nouvel accroissement. Les programmes d'aménagement portuaires prévus pour Narvik et Luleå prévoient, en effet, une extension à 23.000.000 T/an de la capacité totale des deux ports,- contre 18.000.000 T. actuellement. L'Allemagne de l'Ouest (45 %), la Belgique (20 %) et la Grande Bretagne (20 %) restent les plus gros acheteurs du minerai exporté par Narvik

Les extensions de la capacité de stockage envisagées pour Luleå, sur la côte de Botnie,

mobiliseront un budget de 150 millions/couronnes. Les travaux devraient être achevés pour la saison de navigation 1964. Parallèlement, les dépôts de minerai de Leveäniemi, dans le district de Svappavaarn, seront mis en exploitation en 1964 et, dès 1967, l'on prévoit que la production dépassera 3 millions T./an

9 juin — Le groupe Grangesberg,- dont on sait les positions dominantes qu'il occupe dans la production de fer et d'acier et dans l'armement suédois - annonce, pour 1960, un accroissement de ses bénéfices de 33 % . La flotte du groupe totalisait, fin 1960, 32 navires pour un tonnage de 546.000 T. - auxquels viendront s'adjoindre en 1962/63 quatre autres navires, pour 100.000 T. Par ailleurs, le groupe a décidé de construire une usine de pelletising adjacente aux installations établies près de ses mines de fer de Strassa, en Suède Centrale. L'usine dont l'implantation coûtera 7 millions/couronnes, aura une capacité de 200.000 t./an et sera la seconde de Suède après celle de Malmberget, en Suède Arctique

10 juin — Les trois constructeurs suédois de voitures automobiles et de véhicules commerciaux, Volvo, Scania-Vabis et Saab, annoncent dans leurs rapports annuels pour 1960 une augmentation de la production, des ventes sur le marché intérieur et des exportations

Volvo, de Gotembourg, les plus grands constructeurs d'automobiles de Suède, ont enregistré en 1960 un chiffre d'affaires de 1.079 millions de couronnes, soit 74 millions de cou-

ronnes de plus qu'en 1959. Le nombre des unités produites, voitures particulières, camions et chassis d'automobiles, est passé de 89.062 à 92.134

Les exportations ont augmenté en valeur de 30 millions de couronnes et ont atteint 461 millions de couronnes soit une progression plus que triple par rapport à 1955 . Le nombre des unités exportées a cependant baissé d'environ 2.500 et s'est arrêté à 34.179, diminution dûe, en premier lieu, à des envois moindres vers les Etats-Unis - où les immatriculations de Volvo étaient tombées de 18.533 à 13.926 - tandis que les exportations vers la plupart des autres pays ont progressé

Les ventes de voitures particulières sur le marché intérieur ont marqué une hausse de 1.000 unités et totalisé 40.132, en dépit d'une diminution générale de l'ensemble des ventes de voitures en Suède, - la part de Volvo passant de 23,1 à 25,1 pour cent du total

Scania-Vabis, de Södertälje, constructeurs de de camions, d'autobus et de moteurs diesel et agents généraux en Suède pour Volkswagen, Porsche et Willys-Overland font état d'un accroissement du chiffre d'affaires de quelque 20 pour cent et d'un total de 508 millions de couronnes en 1960. Sur ce total, les ventes des produits de la société ont augmenté de près de 30 pour cent et atteignent 262,5 millions de couronnes. Le chiffre d'affaires du groupe totalisait 575,5 millions de couronnes

Les exportations, vers 40 pays différents, sont

passées de 17 millions de couronnes à une nouvelle pointe de 99 millions de couronnes. Les envois vers les pays européens - en particulier la Hollande, la Belgique, la Norvège et la Finlande - ont augmenté considérablement

Saab, de Linköping, constructeurs d'avions militaires, d'avions d'entraînement, d'équipement électronique, ainsi que de voitures particulières annoncent que les ventes de l'ensemble du groupe ont atteint 520 millions de couronnes en 1960. Les livraisons de voitures particulières sont passées de 18.000 à 23.000 unités, y compris une augmentation des exportations de 8.500 à 9.500 unités. Les ventes sur le marché intérieur ont augmenté de 45 pour cent et se sont élevées à 13.700 unités

16 juin VOLVO vient de mettre en service dans ses usines de Göteborg un laboratoire d'essai et d'épreuve qui est la plus moderne installation de ce type en Europe. Il comporte 18 bancs d'essai dont 10 sont entièrement automatiques. Un seul homme suffit à en assurer le fonctionnement. Les installations permettent de faire subir à un véhicule et en un seul jour des épreuves d'endurance équivalant à un parcours de 15.000 kms. La société allemande SIEMENS a fourni l'équipement en calculatrices électroniques

3.- Les tendances à la concentration qui se

font jour dans l'industrie du bois peuvent entrainer une légère regression de la production mais doivent contribuer à accroître notablement la productivité et la rentabilité de l'exploitation des forêts

4 juillet La récente acquisition par un groupe de propriétaires forestiers du Nord de la Suède de deux importantes usines de pulpe amène certains observateurs à tenir pour prochaine une réorganisation des industries du bois et l'amorce d'un mouvement global de concentration. Le groupe acheteur des usines de pulpe envisage d'ailleurs d'étendre son association à l'organisation de l'abattage. Il disposera alors d'une capacité de production dépassant 450.000 T./an de pulpe, soit presque le dixième de la production totale de la Suède. On note que la moitié à peine des forêts suédoises ressortit à l'appropriation individuelle,- le reste appartenant à l'Etat, aux municipalités ou à quelques grandes sociétés.

5 juillet La première installation automatique suédoise de séchage du bois avec contrôle électronique a été récemment prise en service par Westerviks Trävaru AB, scierie appartenant à l'association de propriétaire de forêts de la Suède du Sud, Skog-

4 juillet La récente acquisition par un groupe de propriétaires forestiers du Nord de la Suède de deux importantes usines de pulpe amène certains observateurs à tenir pour prochaine une réorganisation des industries du bois et l'amorce d'un mouvement global de concentration. Le groupe acheteur des usines de pulpe envisage d'ailleurs d'étendre son association à l'organisation de l'abattage. Il disposera alors d'une capacité de production dépassant 450 000 T./an de pulpe, soit presque le dixième de la production totale de la Suède. On note que la moitié à peine des forêts suédoises ressortit à l'appropriation individuelle, le reste appartenant à l'Etat, aux municipalités ou à quelques grandes sociétés.

5 juillet La première installation automatique suédoise de séchage du bois avec contrôle électronique a été récemment prise en service par Westervik Trävaru AB, société appartenant à l'association de propriétaire de forêts de la Suède du Sud, Skog-

sägarnas Industri AB

Construite et livrée par les grands spécialistes suédois d'équipement de ventilation, Svenska Flaktfabriken, la nouvelle installation à trois rangées parallèles ou le bois de différentes dimensions et de différents types peut être séché simultanément. Le fonctionnement continu de l'installation est commandé d'un tableau de contrôle au moyen d'équipement électronique, comprenant des thermistors

L'installation a une capacité de 20 stds de bois par 24 heures; l'humidité avant le séchage est d'environ 95 pour cent et après de quelque 17 pour cent. L'évaporation de l'eau des trois rangées est d'environ 1,5 tonne par heure

L'arrivée sur les marchés européens de pulpe américaine à des prix inférieurs aux prix scandinaves a amené les usines suédoises à réduire de 3 % les prix de la pulpe exportée. Cette réduction - qui conservera pour le moment un caractère "de facto" - prendra la forme d'un simple escompte des factures. Les milieux spécialisés estiment qu'en cas de nécessité les producteurs scandinaves sont en mesure de rendre leurs tarifs encore plus compétitifs,- et jusqu'au point où l'étroitesse de la marge bénéficiaire risque de décourager les exportateurs d'Outre-Atlantique

4.- Le mouvement d'expansion qui marque l'ensemble de l'économie suédoise pose désormais en termes beaucoup plus favorables le problème du développement des provinces septentrionales

Contribuant à confirmer l'unité d'opinion qui marque sur ce point le comportement des populations des districts septentrionaux, la direction du Parti Conservateur a réclamé de nouveau l'affectation des crédits dont dispose le Fonds monétaire des Minerais à l'équipement du Norbotten

Le "Norbottens-Kuriren", organe conservateur, écrit à ce propos:"L'exploitation des gisements de minerai par l'Etat est, pour le principal, concentré dans le département de Norbotten (...)Il semblerait naturel qu'une partie importante des ressources financières qui en proviennent soit réinvestie dans le département et contribue, notamment, à favoriser l'expansion et la différenciation de sa vie économique"

avril 1961 La 10è session de l'Assemblée des Sames suédois s'est tenue en mars à Wilhelmina. L'ensemble des administrateurs lapons des trois départements y assistaient, ainsi que de nombreuses délégations lapones. Le discours inaugural a été prononcé par le Docent I.RUONG,

qui a souligné l'importance que revêtait la session et a noté que c'était la première fois que l'Assemblée avait à prendre position au cours d'une seule session sur quatre projets gouvernementaux. Intervenant plus tard, le Chef départemental NASLUND a traité du problème des écoles nomades et a fait valoir que le projet de la commission "ad hoc" proposait de donner au groupe ethnique same une instruction étalée sur un cycle de neuf ans, - c'est-à-dire égale à celle que recevaient les autres citoyens suédois."Mais il importe, a-t-il souligné de sauvegarder aussi la culture et la langue des Sames et de ne pas étouffer leur caractère spécifique dans une éducation standardisée"

6 mai

Evoquant la question des écoles nomades au cours d'une réunion d'information consacrée à l'Ecole nomade de Kiruna, le Docent RUONG a affirmé que les écoles nomades étaient absolument nécessaires à la culture Same et à son développement. "Le fait que les Sames disposent d'Ecoles Nomades, a déclaré M. RUGON, n'équivaut pas à une discrimination raciale. En réalité, c'est un privilège. L'enseignement élémentaire doit être donné dans un langue maternelle des enfants, et interdire celle-ci reviendrait à interrompre leur développement naturel propre (...)On accuse souvent l'Ecole nomade d'être inférieure au niveau de l'Ecole communale: mais, en réalité, c'est parce que nombre d'enseignants affectés à l'Ecole nomade considèrent qu'un éleveur de rennes n'a pas besoin d'une formation poussée et souhaitent donc que la scolarisation des Sames

soit aussi expéditive que possible"

L'élargissement du débat sur l'Ecole nomade vient de trouver une illustration dans une prise de position des autorités de la ville de Kiruna contre la spécificité de la scolarité lapone. La direction de l'Ecole nomade de Kiruna, notamment, a proposé la suppression de l'Ecole nomade, - à moins que les Lapons puissent eux-mêmes choisir librement entre celle-ci et l'Ecole Communale ordinaire. La direction de l'Ecole nomade de Kiruna a fait cependant valoir qu'en tout état de cause le lapon ne devrait être conservé qu'à titre de langue d'appoint et n'être utilisé comme langue d'enseignement qu'au niveau de l'enseignement élémentaire ou qu'à l'occasion des leçons de renniculture. Par ailleurs - et toujours selon cette thèse - les Ecoles nomades, si elles étaient maintenues, devraient être rattachées à la direction des Ecoles communales, où les Sames seraient représentés par un délégué

S'inscrivant contre ces points de vue, les instituteurs des régions de Jokkmok, Gällivare et Karesuando se sont prononcés, en revanche, pour le maintien de l'Ecole nomade. Dans une déclaration qui vient d'être publiée, ils observent que, dans de très nombreux cas, l'Ecole nomade constitue la meilleure solution aux problèmes d'adaptation des jeunes Lapons à l'école et à la société. Si ces jeunes commençaient leur instruction dans les classes des écoles ordinaires, il ne paraît pas douteux aux auteurs de la déclaration que des difficultés psychologiques et linguistiques apparaitraient aussitôt

7 avril — Les différents rapports parvenus aux autorités compétentes paraissent établir que le cheptel rennin same est en regression. Le recensement décennal en cours confirme, en effet, que dans de nombreux districts méridionaux les troupeaux ont notablement diminué. Il en est ainsi, notamment, dans les régions de Kaalasvuoma et Rautasvuoma, Sörkaitum, Mellanbyn et Norrkaitum, où les chutes d'effectifs avoisinent ou dépassent 60 %. Dans les districts septentrionaux, les chiffres se limiteraient à des diminutions oscillant de 23 à 40 %

5.- Divers

25 mars — Une conférence européenne visant à répartir les bandes d'émission radiophonique à haute et très haute fréquence s'est ouverte aujourd'hui à Stockholm. Quarante et une nations ont été invitées. L'attribution de bandes pour les émissions de télévision figure également à l'ordre du jour, qui prévoit, en outre, un échange de vues sur la détermination éventuelle d'une définition européenne commune en matière de télévision. La dernière conférence de ce type avait déjà eu lieu à Stockholm en 1952

2 juin — Le Conseil britannique pour l'Esthétique industrielle et l'organisme correspondant suédois ont décidé d'organiser dans le courant de l'automne 1961 un échange d'exposition

FINLANDE :

La LIBRE APPARITION SUR LE MARCHE FINLANDAIS DES PRODUITS EN PROVENANCE DE LA ZONE DE LIBRE-ECHANGE METTRA BIENTÔT A L'EPREUVE UNE ECONOMIE DONT LE DEVELOPPEMENT N'EST PAS ENCORE PLEINEMENT ACHEVE ET QUI RESTE PARTIELLEMENT TRIBUTAIRE DES CONCOURS EXTERIEURS, POUR MENER A BIEN UN IMPORTANT PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

Depuis 1946, la Finlande a consacré chaque année 21 à 23 % de la production nationale à la création ou à la

FINLANDE :

La LIBRE APPARITION SUR
LE MARCHE FINLANDAIS DES
PRODUITS EN PROVENANCE
DE LA ZONE DE LIBRE-ECHAN-
GE MET TRA BIENTÔT A L'E-
PREUVE UNE ECONOMIE DONT
LE DEVELOPPEMENT N'EST
PAS ENCORE PLEINEMENT
ACHEVE ET QUI RESTE PAR-
TICULIEREMENT TRIBUTAIRE
DES CONJONCTURES EXTERIEU-
RS, POUR MENER A BIEN UN
IMPORTANT PROGRAMME D'IN-
VESTISSEMENTS

Depuis 1945, la Finlande a consacré chaque année 21
à 23 % de la production nationale à la création ou à la

modernisation de son équipement productif. Le développement de l'économie -avec un accroissement annuel de 5 % pour la période 1946-1959- s'est, ainsi, révélé un des plus spectaculaires de toute l'Europe.

(On notera à titre de comparaison que, pour la même période, la production nationale a augmenté, en Suède, de 3 %, en Norvège de 2,9 % et au Danemark de 2 %)

1.- Points faibles : prix de revient, niveau salarial, difficultés d'investissement, rétrécissement excessif du secteur rural.

La vigueur d'une telle croissance, toutefois, comporte nécessairement certains éléments de fragilité.

A.- Dans une récente étude publiée par "UNITAS", M.A.WESTPHALEN, du Ministère des Finances, admet que les prix finlandais à la production excèdent, de façon parfois considérable, les prix mondiaux. Si ce débord est seulement de 10 % pour les industries du verre, il atteint 100 % pour les industries alimentaires. Pour les industries métallurgiques, il ressortit à 16 % ; pour les industries textiles à 21 %, -et à 23 % pour les industries chimiques. La compétitivité de la production finlandaise reste encore à assurer.

B.- L'exhaussement du niveau salarial n'a pas suivi l'accroissement de la productivité. Si l'on fixe à 100 l'indice du salaire horaire finlandais en 1959, la valeur correspondante, à la même époque, était de 102 pour la Gde Bretagne, 110 pour la Suisse et le Danemark, 122 pour la Norvège et 145 pour la Suède.

C.- Investissements et ré-investissements ne jouissent pas de toutes les facilités dont ils bénéficient dans d'autres pays.- Avec la Norvège et le Royaume Uni, l'économie finlandaise supporte tout d'abord une taxe sur les sociétés qui figure parmi les plus élevées d' Europe. Par ailleurs, les programmes d'équipement sont grevés d'une taxe de trans mission qui atteint en Finlande 13 % de la valeur du materiel importé, alors qu'elle se limite à 10 % en Norvège, à 4 % en Suède et qu'elle n'existe pas en Gde Bretagne

D.-Bien que les perspectives du développement économiques, pour favorables qu'elles soient, ne se révèlent pas encore pleinement assurées, les transferts de population du secteur agricole et forestier au secteur industriel ont d'ores et déjà revêtu une ampleur qui semble les rendre irréversibles. Si, en 1920, 72 % de la population vivait en économie rurale, ce chiffre tombait, en effet, en 1950, à 46 % et tend, depuis, à se réduire davantage. Une commission "pour le programme économique", récemment créée, vient de conclure que pour maintenir le niveau de l'emploi durant la période 1960-1970 il fallait assurer un accroissement annuel de 4,3 % de la production nationale. Un tel objectif est, indéniablement, ambitieux.

2.- Le sauvetage des industries du bois peut-il menacer les autres secteurs de l'économie ?

A ces divers titres, l'association de la Finlande à la Zone européenne de Libre-Echange et une libéralisation correspondante des tarifs douaniers finlandais est probablement appelée à créer une situation nouvelle. Est-elle sans danger ? La plupart des observateurs estiment, certes, que les industries du bois -élément dominant de l'économie finlandaise- en seront les bénéficiaires. Certains milieux manifestent, en revanche, des inquiètudes pour les autres parties du dispositif économique, -et, notamment, pour les industries à haut degré technique de transformation. Si M.J.VIROLAINEN, Vice-Président du Parlement, a admis (30/IV) que "l'adhésion de la Finlande à la Zone de Libre-Echange était une nécessité pour garantir le marché du bois finlandais dans les pays de l'Ouest", M.VIRKKUNEN, Président de la "Kansallis-Osake-Panki" n'a pas hésité, pour sa part, à soutenir (6/V) que l'accord avec la Zone "signifiait une concurrence d'autant plus grave pour l'industrie finlandaise que rien n'a été fait pour la placer dans une position égale à celle de ses concurrents étrangers". De nombreux observateurs considèrent que l'une et l'autre de ces affirmations contiennent une part de vérité. Ils attachent, dès lors une importance particulière à une déclaration récemment faite par M.KARJALAINEN, Ministre du Commerce, selon laquelle il importait que la Finlande accroisse désormais la recherche de ses débouchés à l'Est. On peut, en effet, ne pas exclure que la Finlande se propose d'accentuer en cette direction l'écoulement de ses produits proprement industriels tandis que ses industries du bois viseraient surtout à améliorer leurs débouchés en direction de l'Ouest.

D.-Bien que les perspectives du développement économiques, pour favorables qu'elles soient, ne se révèlent pas encore pleinement assurées, les transferts de population du secteur agricole et forestier au secteur industriel ont d'ores et déjà revêtu une ampleur qui semble les rendre irréversibles. Si, en 1920, 72 % de la population vivait en économie rurale, ce chiffre tombait, en effet, en 1950, à 48 % et tend, depuis, à se réduire davantage. Une commission "pour le programme économique", récemment créée, vient de conclure que pour maintenir le niveau de l'emploi durant la période 1960-1970 il fallait assurer un accroissement annuel de 4,3 % de la production nationale. Un tel objectif est, indéniablement, ambitieux.

2.- Le sauvetage des industries du bois peut-il menacer les autres secteurs de l'économie ?

A ces divers titres, l'association de la Finlande à la Zone européenne de Libre-Echange et une libéralisation correspondante des tarifs douaniers finlandais est probablement appelée à créer une situation nouvelle. Est-elle sans danger ? La plupart des observateurs estiment, certes, que les industries du bois -élément dominant de l'économie finlandaise- en seront les bénéficiaires. Certains milieux manifestent, en revanche, des inquiétudes pour les autres parties du dispositif économique, -et, notamment, pour les industries à haut degré technique de transformation. Si M.J.VIRKLAINEN, Vice-Président du Parlement, a admis (30/IV) que "l'adhésion de la Finlande à la Zone de Libre-Echange était une nécessité pour garantir le marché du bois finlandais dans les pays de l'Ouest", M.VIRKKUNEN, Président de la "Kansallis-Osake-Panki" n'a pas hésité, pour sa part, à soutenir (6/V) que l'accord avec la Zone "signifiait une concurrence d'autant plus grave pour l'industrie finlandaise que rien n'a été fait pour la placer dans une position égale à celle de ses concurrents étrangers". De nombreux observateurs considèrent que l'une et l'autre de ces affirmations contiennent une part de vérité. Ils attachent, dès lors une importance particulière à une déclaration récemment faite par M.KARJALAINEN, Ministre du Commerce, selon laquelle il importait que la Finlande accroisse désormais la recherche de ses débouchés à l'Est. On peut, en effet, ne pas exclure que la Finlande se propose d'accentuer en cette direction l'écoulement de ses produits proprement industriels tandis que ses industries du bois viseraient surtout à améliorer leurs débouchés en direction de l'Ouest.

1.- L'adhésion de la Finlande à la Convention de Stockholm et les besoins de l'économie nationale en capitaux peuvent inciter des intérêts étrangers à élargir leur position sur le Marché finlandais

Un récent article du "Financial Times" (28 juin 1961) attire l'attention sur la présente situation du budget finlandais. Devant un déficit dépassant 50 milliards de NF, le gouvernement envisage de présenter en automne un budget supplémentaire; bien que l'année 1960/1961 se soit révélée la plus prospère connue par l'économie finlandaise depuis la fin de la guerre , l'organe britannique écrit :" Si le commerce et l'industrie sont disposés à faire face sur le double plan des exportations et du marché intérieur à la dure lutte avec les pays de la Zone de Libre-Echange, on n'en peut malheureusement dire autant du gouvernement. L'explication en est que la Finlande occupe encore le point haut d'une phase de prospérité et que nul ne saurait encore dire à quel moment - et celui-ci peut être proche - une telle conjoncture se renversera (...) Il est douteux qu'un gouvernement qui a tenu le pouvoir durant deux ans et demi s'avise de prendre actuellement des mesures d'austérité qui pourraient lui coûter de nombreuses voix lors du scrutin présidentiel et des prochaines élections générales"

Dynamique, l'économie finlandaise présente donc encore certains traits de fragilité à un moment où il importerait, précisément, qu'elle fut forte et assurée, en tout cas, de satisfaire par elle-même la plus grande partie de ces besoins de capitaux: une telle situation - jointe à la remarquable position-charnière occupée par la Finlande entre l'Est et l'Ouest - peut dès lors inciter certains groupes d'intérêts étrangers à tenter de renforcer leurs positions dans l'économie finlandaise

1.- L'adhésion de la Finlande à la Convention de Stockholm et les besoins de l'économie nationale en capitaux peuvent inciter des intérêts étrangers à élargir leur position sur le Marché finlandais

Un récent article du "Financial Times" (28 juin 1961) attire l'attention sur la présente situation du budget finlandais. Devant un déficit dépassant 50 milliards de NF, le gouvernement envisage de présenter en automne un budget supplémentaire; bien que l'année 1960/1961 se soit révélée la plus prospère connue par l'économie finlandaise depuis la fin de la guerre, l'organe britannique écrit :" Si le commerce et l'industrie sont disposés à faire face sur le double plan des exportations et du marché intérieur à la dure lutte avec les pays de la Zone de Libre-Echange, on n'en peut malheureusement dire autant du gouvernement. L'explication en est que la Finlande occupe encore le point haut d'une phase de prospérité et que nul ne saurait encore dire à quel moment - et celui-ci peut être proche - une telle conjoncture se renversera (...) Il est douteux qu'un gouvernement qui a tenu le pouvoir durant deux ans et demi s'avise de prendre actuellement des mesures d'austérité qui pourraient lui coûter de nombreuses voix lors du scrutin présidentiel et des prochaines élections générales"

Dynamique, l'économie finlandaise présente donc encore certains traits de fragilité à un moment où il importerait, précisément, qu'elle fut forte et assurée, en tout cas, de satisfaire par elle-même la plus grande partie de ces besoins de capitaux; une telle situation - jointe à la remarquable position-charnière occupée par la Finlande entre l'Est et l'Ouest - peut dès lors inciter certains groupes d'intérêts étrangers à tenter de renforcer leurs positions dans l'économie finlandaise

7 juin — Six représentants des banques américaines viennent d'arriver à Helsinki aux fins d'étudier dans quelles conditions pourrait être lancé sur le marché américain un emprunt destiné à financer la construction de centrales hydroélectriques finlandaises. Le gouvernement d'Helsinki souhaiterait que les souscriptions atteignent 3 milliards NF

9 juin — Selon KAUPPA POLIITTISIA TIEDOITUESIA, les investissements suédois en Finlande sont en augmentation notable et l'on considère qu'ils tendront à s'accroître davantage

La société suédoise STORA KOPPARBERGS BERGSLAG A/B et la firme finlandaise OY VUOKSENNISKA A/B viennent de signer un accord aux termes duquel elles construiront en commun une fonderie à Koverhar, entre Tammisaari et Haniko, sur la côte méridionale de la Finlande. Les installations seront achevées en novembre 1961. La capacité de l'ensemble ressortira à 250.000 T/an de fonte

9 juin — La société suédoise ATVIDABERGS INDUSTRIER A/B envisage de fonder une filiale en Finlande. D'ores et déjà, la firme finlandaise OY BILLNAS A/B fabrique du matériel de bureau pour le compte de l'ATVIDAGERGS INDUSTRIER,- notamment à destination de l'Union Soviétique

17 mai — Une délégation commerciale britannique, conduite par Lord EBBISHAM, Président de la Chambre de Commerce de Grande Bretagne visite actuelle-

ment la Finlande. L'objet de son voyage est de savoir par quels moyens peuvent être élargis les débouchés des produits britanniques sur le marché finlandais. Prenant la parole dvvant l'Association Commerciale anglo-finlandaise d'Helsinki,Lord EBBISHAM a déclaré :"L'adhésion de la Finlande à la Convention de Stockholm et la perspective de voir progressivement se réduire les tarifs douaniers finlandais ouvrent d'amples possibilités à la Grande Bretagne sur le marché finlandais"

18 mai La Finlande organisera du 25 août au 3 septembre 1961 une foire-Exposition industrielle à Oslo aux fins d'intéresser les capitaux étrangers aux divers aspects de l'économie finlandaise. La reconduction de la même exposition à Copenhague et à Londres est à l'étude

27 mai Le Président KEKKONEN a inauguré à Helsinki la première foire-exposition industrielle organisée par les Etats-Unis en Scandinavie

29 mai Une délégation de constructeurs allemands d'automobiles est arrivée en Finlande afin de développer le placement de ses véhicules sur le marché finlandais.M.W.HABERMAN, qui conduit la délégation, après avoir noté que l'Allemagne accidentale fournissait près du cinquième des voitures importées par la Finlande et entendait accroître considérablement cette proportion, a laissé entendre que les constructeurs allemands seraient disposés, le cas échéant, à rendre leurs prix encore plus compétitifs

18 mai La Finlande organisera du 25 août au 3 septembre 1961 une foire-exposition industrielle à Oslo aux fins d'intéresser les capitaux étrangers aux diverses aspects de l'économie finlandaise. La reconduction de la même exposition à Copenhague et à Londres est à l'étude.

27 mai Le Président KEKKONEN a inauguré à Helsinki la première foire-exposition industrielle organisée par les Etats-Unis en Scandinavie

29 mai Une délégation de constructeurs allemands d'automobiles est arrivée en Finlande afin de développer le placement de ses véhicules sur le marché finlandais.M.W.HAGERMAN, qui conduit la délégation, après avoir noté que l'Allemagne occidentale fournissait près du cinquième des voitures importées par la Finlande et entendait accroître considérablement cette proportion, a laissé entendre que les constructeurs allemands seraient disposés, le cas échéant, à rendre leurs prix encore plus compétitifs

2 juin — Selon les chiffres fournis par le périodique TALOUSELAMA, certaines regressions auraient marqué en 1961 les exportations réalisées par les industries métallurgiques et mécaniques. Pour le premier trimestre 1961, leur part dans le volume total des exportations finlandaises ressortit à 11 %, alors que cette part, pour la période correspondante de 1960, atteignait à 15 %

2. - Accentuant vigoureusement leur rapide croissance et s'efforçant de combler leur retard sur leurs partenaires internationaux, les industries métallurgiques et minières progressent plus rapidement que l'ensemble de la production industrielle finlandaise

avril 1961 — Selon TALOUDELLISET TAPAHTUMAT, les industries métallurgiques ont accru, en 1960, leur production de plus de 13 % sur les chiffres de l'année précédente,- alors que l'ensemble de la production nationale ne progressait que de 11,5 %. On note, en outre, que la valeur mar-

chande de la production métallurgique pour 1960 a augmenté de 23 %, - confirmant les progrès réalisés par les industries légères;

11 mai — Les experts viennent d'achever la synthèse des divers devis estimatifs relatifs à l'implantation de la fonderie d'Etat de Raache (RAUTARUUKI OY). Le rapport fixe à 11 milliards NF, la tranche comportant réalisation de la seule fonderie et constitution de la trésorerie d'exploitation

7 juin — Durant les quinze derniers mois cinq mines importantes sont entrées en exploitation. Ce sont les mines de KOTALAHTI (nickel); celles de KARVASVAARA (fer); celles de KORSNAS (plomb),- gérées toutes trois par la Société OUTOKUMPU OY; celles de PAUKKA-JANVAARA (uranium),- qui dépendent de l'ATOMIENERGIA OY, et celles de JUSSARO (fer), gérées par la OY VUOKSENNISKA A/B

D'autre part, les mines de pyrites et de fer de PYHASALMI (OUTOKUMPU OY) entameront leur production au printemps 1962. Leur rendement annuel est estimé à 600.00 tonnes et l'on considère que la richesse des gisements permettra trente années d'exploitation

9 juin — A l'initiative de l'Institut Géologique de Finlande une mission finno-suédoise parcourra la vallée de la Tornionjoki aux fins d'étudier les divers emplacements à retenir pour l'implantation d'un port minier sur le Golfe de Bothnie, en territoire finlandais. Tenant

11 mai Les expertes viennent d'achever la synthèse des diverses devis estimatifs relatifs à l'implantation de la fonderie d'Etat de Rauche (RAUTAKUKI OY). Le rapport fixe à 11 milliards NF, la tranche comportant réalisation de la seule fonderie et constitution de la trésorerie d'exploitation

7 juin Durant les quinze dernières mois cinq mines importantes sont entrées en exploitation. Ce sont les mines de KOTALAHTI (nickel); celles de KARVASVAARA (fer); celles de KORSNAS (plomb), gérées toutes trois par la Société OUTOKUMPU OY; celles de PAUKKA-JARVAARA (uranium), qui dépendent de l'ATOMIENERGIA OY, et celles de JUSSARO (fer), gérées par la OY VUOKSENNISKA A/B

D'autre part, les mines de pyrites et de fer de PYHASALMI (OUTOKUMPU OY) entameront leur production au printemps 1982. Leur rendement annuel est estimé à 600.00 tonnes et l'on considère que la richesse des gisements permettra trente années d'exploitation

9 juin A l'initiative de l'Institut Géologique de Finlande une mission finno-suédoise parcourra la vallée de la Tornionjoki aux fins d'étudier les diverses emplacements à retenir pour l'implantation d'un port minier sur le Golfe de Bothnie, en territoire finlandais. Tenant

compte, en effet, des perspectives ouvertes par le proche achèvement de l'axe ferroviaire finlandais Kolari-Kaulinranta, les experts suédois ont repris, dans la vallée de la Tornionjoki, leurs prospections aux mines de Kaunisvaara

12 juin Les examens géologiques viennent d'établir que les spécimens de corundite mis à jour à Inari, près de la rivière Lemmenjoki, étaient aptes à permettre la fabrication de rubis et saphirs. D'ores et déjà, la firme TILLANDER, qui a assuré ces examens, étudie la commercialisation éventuelle des pierres

3.- Les restrictions apportées par la Finlande à l'exportation du bois brut et le recours croissant aux feuillus (dont le bouleau) confirment l'intention finlandaise de développer considérablement les industries de transformation du bois.

7 juin Selon UUSI SUOMI du 7 juin les indications préliminaires rassemblées par les services statistiques finlandais au 31 mai (fin de saison) établissent que les coupes de bois commercialisé ont atteint 47 millions m3, -soit une augmentation d'environ 7 %. Dans ce total la part

12 juin — Les examens géologiques viennent d'établir que les spécimens de corundite mis à jour à Inari, près de la rivière Lemmenjoki, étaient aptes à permettre la fabrication de rubis et saphirs. D'ores et déjà, la firme TILLANDER, qui a assuré ces examens, étudie la commercialisation éventuelle des pierres

3.- Les restrictions apportées par la Finlande à l'exportation du bois brut et le recours croissant aux feuillus (dont le bouleau) conditionnent l'intention finlandaise de développer considérablement les industries de transformation du bois.

7 juin — Selon UUSI SUOMI du 7 juin les indications préliminaires rassemblées par les services statistiques finlandais au 31 mai (fin de saison) établissent que les coupes de bois commercialisé ont atteint 47 millions m3, -soit une augmentation d'environ 7 %. Dans ce total la part

occupée par le bouleau (industrie de la cellulose) est en sensible augmentation, de même que celle du sapin (industrie du papier). On note, par ailleurs, une diminution substantielle des exportations de bois scié : fin avril, celles-ci ressortissaient à 770.000 standards (dont 325.000 pour le Royaume Uni) contre 995.000 pour la campagne précédente (dont 450.000 pour le Royaume Uni), -soit une réduction globale de 20 % (et de 27 % pour les ventes sur la Gde Bretagne).

15 juin — Selon SOCIAL DEMOKRATEN du 15/VI, la production des industries du bois marquera en 1961 une progression générale de 10 % sur les chiffres de 1960, -atteignant ainsi, avec 4 années d'avance, les objectifs d'expansion fixés pour 1965 et réalisant une mobilisation de capital de l'ordre de 150 milliards MF. Ce rythme élevé de progression présuppose un accroissement correspondant des fournitures de bois brut et, par là-même, le recours aux feuillus ainsi que la réduction des exportations de bois scié

17 juin — Les experts finlandais de la Direction des Forêts ont mis en garde les pouvoirs publics contre l'inégalité des abattages de bois dans le Nord et le Sud de la Finlande -où se concentrent la plupart des industries du bois, et font observer que la production des chantiers forestiers du Sud tend à excèder de plus en plus le rythme de reconstitution de la forêt. A ce titre, ils recommandent d'acheminer le bois brut du Nord vers le Sud et de freiner, en conséquence, aussi fortement que possible les exportations de bois scié.

22 juin — Un accord avec l'Union soviétique va permettre à la société ENSO GUTZEIT de construire une importante scierie à Uimahurju, sur l'axe ferroviaire Joensuu-Nurmes, à proximité de la frontière soviétique. La capacité des installations ressortira à 400.000 standards de bois scié et façonné : aux termes du contrat signé en mai 1961, l'URSS assurera une première fourniture de 350.000 m3 de bois brut, à valoir sur des livraisons annuelles de 4.000.000 pieds cubes, -soit le triple du bois brut acheminé sur la scierie par les chantiers forestiers finlandais. La même société ENSO GUTZEIT annonce, par ailleurs, l'achèvement pour cette année, à Kaukopaa, d'une deuxième usine de cellulose, d'une capacité de 150.000 T/an, -portant la production totale de la société à 2000 T/jour.

23 juin — Les statuts de la nouvelle société de production de carton et de cellulose SAVON SELLU OY prévoient que les propriétaires de forêts détiendront la majorité au sein du conseil d'administration.

D i v e r s

19 mai — La société KEMI OY annonce, pour l'exercice 1960, un chiffre d'affaires de 10,5 milliards MF, -soit une augmentation de 20,9 % sur les résultats de l'exercice précédent.

6 juin — La société américaine BAG CAMP PAPER vient d'annoncer la signature d'un accord avec la société hollandaise CHEMISCHE FABRIK NAARDEN et la société finlandaise KEMI OY en vue de la construction d'une raffinerie de résine de pin à Wormer-

veer, aux Pays Bas.

4.- La décision gouvernementale de soutenir par voie pure et simple de subvention la petite exploitation rurale peut être rentable à long terme si elle s'accompagne d'un effort conjoint des bénéficiaires et de l'Etat pour élever le niveau technique et intensifier systématiquement la production.

Tranchant de façon très spectaculaire sur l'orientation actuelle donnée par la plupart des Etats européens à leur politique agricole, le Gouvernement finlandais vient de décider de soutenir par voie de subvention directe les petites exploitations agricoles. La nouvelle loi sur les prix agricoles dispose, en effet, que les déficits enregistrés par les exploitations dont la surface va de 1 à 10 hectares seront pratiquement remboursés à celles-ci sous forme de subvention.

Une telle mesure, certes, vise d'abord à éviter toute répercussion excessive des prix de revient sur les prix des produits agricoles et équivaut, à ce titre, à un contrat global passé entre l'Etat et les producteurs. Mais dans la mesure où les niveaux de prix fixés par le Gouvernement ne permettent pas à un nombre important de petites exploitations de réaliser un bénéfice, la loi sur les prix agricoles revient, en fait, à soutenir inconditionnellement la petite exploitation. Outre certaines considérations d'ordre politique, l'évolution spécifique de l'agriculture finlandaise explique la décision gouvernementale : contrairement à de nombreux pays européens où depuis la fin de la guerre la propriété culturale tend à se remembrer, à se concentrer et à s'accroître, la surface moyenne des exploitations finlandaises s'est, elle, progressivement réduite. Des évaluations récentes fixent à 70 % le nombre des fermes où le déficit des bilans impose à l'exploitant de recourir à des activités d'appoint L'aide que le Gouvernement envisage de leur apporter est, ainsi, considérable puisqu'elle ressortit à plus de 2.500 millions MF. Elle ne constituerait, toutefois, une

charge excessive pour l'Etat que dans la mesure où les sacrifices financiers qu'elle présuppose ne seraient pas mis à profit pour élever rapidement le niveau technique des exploitations et promouvoir le passage à des productions à la fois plus intensives et plus rentables. Des perspectives exceptionnellement favorables peuvent, par exemple, s'ouvrir aux agriculteurs finlandais sur le plan de la semence de pomme de terre.

1 mai M.Hans FROHLICH, expert suisse spécialisé dans le marketing des produits agricoles, après avoir observé que les pommes de terre produites dans le Nord finlandais étaient exemptes de virus a déclaré que cette partie de la Finlande pourrait devenir le fournisseur de semences de pommes de terre pour l'ensemble de l'Europe.

4 mai La société POHJOLAN PERUNA OY (Pommes de Terre du Nord), qui se propose d'encourager l'exportation de semences de pommes de terre exemptes de virus, a commandé au Danemark 80.000 kgs de pommes de terre de semence de race Bintje, -qui seront distribuées aux producteurs de Laponie afin d'améliorer les souches utilisées dans le département. Les récoltes des deux prochaines années seront conservées comme semence et ce n'est qu'au terme de la 3ème année que la production sera livrée au marché

La même société a entamé la construction d'une usine de flocons de pomme de terre. Les installations permettront de traiter 30 millions kg/an de tubercules et fonctionneront 7 mois par an.

9 juin Dans le souci de stopper toute spéculation sur la viande de porc et d'encourager le développement

1 mai M.Hans FROHLICH, expert suisse spécialisé dans le marketing des produits agricoles, après avoir observé que les pommes de terre produites dans le Nord finlandais étaient exemptes de virus a déclaré que cette partie de la Finlande pourrait devenir le fournisseur de semences de pommes de terre pour l'ensemble de l'Europe.

4 mai La société POHJOLAN PERUNA OY (Pommes de Terre du Nord), qui se propose d'encourager l'exportation de semences de pommes de terre exemptes de virus, a commandé au Danemark 80.000 kgs de pomme de terre de semence de type Bintje, -qui seront distribuées aux producteurs de Laponie afin d'améliorer les surfaces utilisées dans le département. Les récoltes des deux prochaines années seront conservées comme semence et ce n'est qu'au terme de la 3ème année que la production sera livrée au marché

La même société a entamé la construction d'une usine de flocons de pomme de terre. Les installations permettront de traiter 90 millions kg\an de tubercules et fonctionneront 7 mois par an.

9 juin Dans le souci de stopper toute spéculation sur la viande de porc et d'encourager le développement

de la production nationale, le Gouvernement vient d'augmenter de plus de 50 % les droits de douane sur les importations de porcins.

5.- Districts septentrionaux

a) Populations lapones

11 juin Au cours d'une assemblée tenue à Jokkmok le Conseil lapon internordique a décidé d'organiser la 4ème Conférence lapone des pays nordiques à Kiruna, en Suède. Le thème proposé sera :" Les minorités et la démocratie".

19 mai Lors de la réunion de printemps de la société d'agriculteurs de Sevettijärvi -région d'habitat des Lapons Skolt- les participants ont décidé de formuler plusieurs demandes à la Direction de l'Agriculture. Parmi celles-ci figurent notamment la prorogation pour 3 ans de la loi relative aux défrichement de terres par les Skolts, l'attribution gracieuse à la société d'un tracteur équipé de sa charrue et de sa herse et l'organisation par le moniteur d'Inari de cours d'initiation à la culture potagère. A l'issue de la réunion, le moniteur agricole qui présidait, M. UUSIHANNU, assisté de M. YLISIRNIO, a fait un exposé sur les possibilités de culture de la pomme de terre et du navet.

b) Renniculture

28 mai Selon POHJOLAN SANOMAT la campagne 1960/61 se soldera par une nouvelle et forte expansion du cheptel rennin : on prévoit, en effet, qu'en fin de campagne l'effectif dépassera 140.000 têtes, - soit quelque 45.000 têtes de moins que le maximum autorisé. Les vêlages de printemps doivent atteindre 80 à 90.000 naissances, soit une augmentation de 10.000 têtes sur le printemps dernier. La consommation de la viande de renne -moins onéreuse que celle de boeuf- s'est notablement accrue à l'échelle de toute la Finlande

2 juin L'assemblée annuelle de l'Association des Propriétaires de Rennes, qui s'est tenue à Rovaniemi, a permis de prendre acte des progrès réalisés par les élevages rennins finlandais à la faveur de de deux années très favorables. M.ALARVIKKA, Président de l'Association, a souligné pour sa part que l'augmentation des abattages (16 % en 1959 et 20 % en 1960) n'avait nullement empêché le cheptel global de s'accroître, et a noté que dans plusieurs districts l'effectif maximum autorisé -correspondant à la capacité des paturages disponibles- a déjà été atteint. Près de 30 % du troupeau devra être commercialisé en 1961-1962.

Une telle expansion pose des problèmes, -notamment celui de l'accroissement des ressources fourragères, qui pose à son tour le problème plus large de l'amélioration de la race et de la production d'animaux à indice de transformation plus élevé. M.ALARVIKKA n'a pas dissimulé que la recherche scientifique en matière de renniculture n'existait pratiquement pas en Finlande. M.Tauno

MAKI, représentant du Ministère de l'Agriculture, a évoqué cette dernière question, -mais pour observer que les crédits dont disposait son Ministère ne permettaient pas d'envisager de plan suffisamment ample. Il a formulé des suggestions tendant à rendre possible le financement d'un programme général d'amélioration des élevages. Parmi ces suggestions figurent l'affectation à la recherche de l'indemnité de 86 millions MF allouée par le Gouvernement aux éleveurs pour les pertes subies pendant la guerre et l'accroissement des loyers payés par les éleveurs à la Direction des Forêts.

N O R D

A M E R I Q U E

E T

A T L A N T I Q U E - N O R D

Canada
+ Groenland
+ Islande

(+) La présentation de ces sections est différée jusqu'à mise en place d'un dispositif suffisant d'information.

Canada

+ Groenland

+ Islande

C A N A D A :

L 'A F F A I B L I S S E M E N T E C O N O M I Q U E A N G L A I S , L E S O U C I D E C O N T E N I R L ' E X P A N S I O N E X C E S S I V E D E S I N T E R E T S A M E R I C A I N S E T L A N E C E S - S I T E D ' A C C E L E R E R S A N S D E L A I L E D E V E L O P P E M E N T N A T I O N A L P E U V E N T I M P O S E R A U C A N A D A U N E R E V I S I O N F O N D A M E N T A L E D E S A P O L I - T I Q U E E C O N O M I Q U E E T L ' - A M E N E R A A C C E N T U E R S A P E - N E T R A T I O N S U R D E S M A R C H E S E T R A N G E R S O U L E S P U I S S A N - C E S O C C I D E N T A L E S N ' O N T P A S E N C O R E R E U S S I A P R E N - D R E P I E D

.

Le budget 1961-1962 présenté au Parlement le 20 juin par M.D.FLEMING, Ministre des Finances, prévoit un déficit de 650.000.000 $, -correspondant à un accroissement de 90 %

du déficit 1960-1961. On note qu'en mars 1960 M.FLEMING avait annoncé que l'année budgétaire à venir se solderait par un bénéfice de 12 millions $. Huit mois plus tard, lors de la présentation d'un budget intérimaire, M.FLEMING était amené, cette fois, à envisager un déficit de 286 millions. Le 17 juin dernier -quelques jours avant la présentation du nouveau budget- le Livre Blanc soumis à la Chambre des Communes confirmait, en l'aggravant, ce pronostic, et évoquait, à titre préliminaire, l'éventualité d'une impasse supérieure à 300 millions $. Les chiffres finaux dont le Parlement vient d'être saisi ressortissent, en fait, presque au double. Une chute spectaculaire du dollar canadien s'ensuivait aussitôt, -amenant la monnaie nationale, pour la première fois en 10 ans, à décrocher du dollar américain. Sans justifier pour autant un alarmisme prématuré la situation globale du Canada parait donc comporter des éléments préoccupants : avec un indéniable sang-froid, mais non sans une certaine inquiètude, les milieux gouvernementaux et administratifs s'interrogent sur l'état présent et sur l'avenir de l'économie canadienne.

1.- L'adhésion de la Gde Bretagne au Marché Commun risque, momentanément, d'isoler le Canada.

Dans le même temps, des données nouvelles, et capitales, marquent l'évolution des rapports entre la Gde Bretagne et l'Europe occidentale : un rapprochement éventuel entre le Royaume-Uni et le Marché Commun ne laisserait, probablement sauves ni les structures constitutives du Commonwealth ni, même, la forme subséquente des relations entre le Canada et l'Europe. La recherche de nouveaux équilibres entre le Canada et les marchés européens impliquera, vraisemblablement, des délais. Pendant une période donnée, l'économie canadienne se trouvera donc plus directement tributaire des débouchés nord-américains, -et en des termes moins avantageux tant que le Canada n'aura pas pleinement rétabli sa position de charnière entre l'Europe et le Nouveau Monde.

2.- Un resserrement encore plus accentué des liens avec les Etats-Unis ne serait pas nécessairement bénéfique pour le Canada.

Or, les observateurs semblant s'accorder à admettre que les perspectives offertes à l'économie canadienne par le marché nord-américain ne sont pas telles que le Canada

puisse prétendre tout fonder sur elles. Le 27 mai, "The Economist" le notait : "Les deux tiers de l'industrie canadienne sont contrôlés par des capitaux étrangers, principalement américains, -et un Canadien pouvait raisonnablement s'écrier :"Nous avons une industrie dont les tableaux de commande sont aux Etats-Unis." Une partie considérable de la production canadienne rémunère, en fait, les investissements étrangers et le rapatriement correspondant des bénéfices contribue, de façon majeure, à l'importance du déficit de la balance canadienne des comptes. En outre, le marché nord-américain, s'il peut être preneur de denrées canadiennes, l'est et le sera, surtout, de matières premières beaucoup plus que de produits finis, qui concurrenceraient sa propre production.

3.- Jusqu'ici charnière entre les Etats-Unis et l'Europe, le Canada, puissance neuve, peut trouver des marchés neufs en assumant le rôle plus ample de charnière entre l'Occident et l'Orient.

"The Economist", déjà cité, écrit :" L'idée que le Canada doit bannir de son économie tous les intérêts étrangers est aussi peu tenable que celle qui consiste à prétendre que son sauvetage ne peut être assuré que par une intégration, tant politique qu'économique, avec les Etats Unis". C'est entre ces deux extrêmes que l'économie canadienne doit tracer la voie de sa prospérité." Assurément, il semble qu'une telle vue -qui correspond, d'ailleurs, à la politique du Gouvernement- propose une direction raisonnable et doive, à long terme, se révéler bénéfique. Résout-elle, toutefois, les problèmes à court et moyen terme, et permet-elle, notamment, de savoir où et comment le Canada trouvera par lui-même et pour lui-même les ressources nécessaires au développement immédiat de son économie, à la diversification correspondante de ses industries et à l'accroissement corrélatif de l'emploi ? Incontestablement, le problème fondamental posé au Canada -puissance jeune parvenue sur les marchés traditionnels avec un temps de retard sur ses concurrents- c'est de disposer d'amples débouchés et de s'y assurer des positions dominantes : progressivement, un tel objectif peut, certes, se révéler accessible à l'exportation canadienne tant vers l'Europe que vers les marchés américains ; mais à l'étape présente il n'est pas exclu qu'un effort canadien vers d'autres marchés, moins "traditionnels", puisse se révéler bien plus rapidement payant. La considérable transaction céréalière récemment intervenue avec la Chine populaire a montré que le Gouvernement canadien était résolu, quand il le fallait, à faire toutes distinctions convenables entre les

réalités économiques et les idéologies politiques : des transactions de même sens, mais intéressant, cette fois, tous les produits du secteur industriel canadien et débordant, par ailleurs, les limites de la seule Chine, sont très vraisemblablement possibles, et il ne parait pas douteux que de Prague à Kharbine le Canada puisse trouver de nombreux marchés où établir l'ascendant de sa production.

1.- Puissance spécifiquement "nordique", le Canada appartient moins au seul ensemble nord-américain qu'au complexe mondial des puissances et des civilisations septentrionales

A un moment où se pose à l'opinion canadienne le problème global de ses relations avec l'économie et la politique des Etats Unis, M.Walter DINSDALE, Ministre Canadien du Nord et des Ressources nationales, a tenu, significativement, à marquer la nature et l'ampleur de la vocation historique et géopolitique propre du Canada

12 juin S'adressant, à Ottawa, à trente éditeurs américains de journaux, invités du Gouvernement canadien, le Ministre du Nord a; notamment, déclaré :" Le Canada est,essentiellement, une puissance nordique, avec une économie nordique et une destinée nordique (...) Si nous nous étendons, comme les Etats Unis, sur un axe Ouest-Est, qui va du Pacifique à l'Atlantique, nous disposons, par contre, d'une autre dimension: les aires immenses des territoires du Nord, qui atteignent au haut Arctique, et dont le potentiel stupéfie l'imagination.

(...) Le Ministère du Nord assume (ainsi) un rôle vital dans le développement national et l'on a souvent dit que c'était par lui que s'ouvriraient les perspectives où se situera le véritable développement de la nation. L'expression "le nord du 60ème parallèle" a une immense signification : ne couvre-t-elle pas, en effet, 1,5 million de milles carrés, soit plus de la moitié de la surface totale du Canada ? "

30 mai

A la suite de récentes observations, le Dr Kenneth HARE, ancien directeur de l'observatoire McGILL, vient de conclure que l'Amérique du Nord entrait dans une longue phase de temps plus froid et de tempêtes de neige de plus en plus considérables .

Le Dr HARE, qui est aujourd'hui Président de la Faculté de Géographie de l'Université montréalaise, considère que la période de 60 ans durant laquelle l'Amérique du Nord a connu une élévation progressive de la température était terminée.

2 juin

A dater du 1er juin 1961, le Canada entreprend le dixième recensement de sa population. Le premier, organisé par le gouverneur français Jean Talon, date de 1666 et faisait apparaitre une population de 3.215 colons blancs.

Le nouveau recensement mettra en oeuvre des moyens considérables et, notamment, une

calculatrice électronique de 2.500.000 $ qui sera alimentée par les informations que recueilleront 27.000 enquêteurs. Les questions qui seront posées à tout Canadien intéresseront 15 rubriques, parmi lesquelles figurent les appartenances confessionnelles et raciales. Tout Canadien, âgé de plus de 15 ans, devra, en outre, indiquer l'origine et l'importance de ses moyens d'existence.

Le recensement est dirigé par M.Omer Adrien LEMIEUX, -qui prévoit que la population canadienne doit actuellement avoisiner 18,2 millions de ressortissants. Si ce pronostic était vérifié, la croissance démographique ressortirait à 4,2 millions de Canadiens en 10 ans, soit un taux, élevé, de 3 % par an, -l'Alberta et l'Ontario représentant les aires où l'augmentation a été maximum, Edmonton et Calgary les villes dont le développement a été le plus fort. Par ailleurs, la base de la pyramide des âges s'est, significativement, élargie : en 1940 les sujets âgés de moins de 15 ans constituaient 28 % de l'effectif national alors qu'ils en représentent aujourd'hui plus du tiers (34 %).

2.- Contrastant avec le haut indice du niveau de vie, le taux anormalement élevé du chômage et l'ampleur du déficit de la balance des comptes amènent à s'opposer des thèses, dont les unes et les autres s'accordent toutefois à admettre que l'excessive pénétration des capitaux et des produits étrangers, notamment américains, dans l'économie canadienne peuvent faire peser des menaces graves sur l'avenir du Canada.

Une controverse nouée entre M.D.FLEMING, Ministre des Finances, et M.J.E.COYNE, Gouverneur de la Banque du Canada, attire l'attention de tous les observateurs internationaux, -et donne une signification toute particulière au déficit record du budget 1961-62. De nombreux milieux estiment que le Canada est à un tournant capital de sa politique économique.

Le ralentissement de l'expansion économique

En 4 ans le taux de chômage a doublé. Pour 1960, il ressortissait à 7 % de la main-d'oeuvre, -et atteignait, à la fin de l'hiver, 11 %, pour ne descendre qu'à 8 % à l'orée du printemps. En avril, il remontait à 9,7 %. La poussée démographique, considérable, que connait le Canada peut se solder, sur les huit années à venir, par un accroissement de 4 % : l'absorption de la main d'oeuvre correspondante présuppose, ainsi, un développement énorme de l'économie. Or, si, de 1949 à 1956, celle-ci a crû régulièrement de 6 % par an, depuis 1956 son indice d'expansion ne dépasse plus 1 %, -et se situe, par là-même au dessous du pourcentage d'augmentation de la population.

La pesée des interêts étrangers sur la conjoncture nationale

Le volume, relativement important, de biens de consommation importés -et qui atteignait, il y a un an, 12 %

2.- Contrastant avec le haut indice du niveau de vie, le taux anormalement élevé du chômage et l'ampleur du déficit de la balance des comptes amènent à s'opposer des thèses, dont les unes et les autres s'accordent toutefois à admettre que l'excessive pénétration des capitaux et des produits étrangers, notamment américains, dans l'économie canadienne peuvent faire peser des menaces graves sur l'avenir du Canada.

du produit national brut- ne parait pas, toutefois, constituer le seul facteur sur lequel il convienne d'agir. En 1960, le déficit sur les échanges de marchandises proprement dites a été réduit de 150 millions $. Par contre, le déficit global -y compris les transactions "invisibles"- ne cesse de s'accroître : de 116 millions en 1949 il est passé, en 1960, à 1.122 millions, -soit une augmentation de 1.000 %. Le rapatriement des bénéfices réalisés au Canada par les investissements étrangers, les mouvements subséquents de capitaux et la part dominante occupée dans la formation du produit national brut par les interêts allogènes semblent jouer ,sur ce plan, un rôle décisif, -qui n'a d'ailleurs cessé de s'accuser. De 1950 à 1955, les capitaux étrangers n'assuraient qu'un cinquième des investissements réalisés au Canada : depuis 1955 leur part dans l'investissement national est supérieure à un tiers. Plus de 66 % des industries canadiennes sont, ainsi, contrôlées par des intérets non-canadiens, -principalement concentrés dans lesautomobiles, le pétrole et le nickel. Une fraction importante du pouvoir d'achat canadien échappe, par là-même, à la gestion gouvernementale et alimente les courants d'importation au détriment de la production nationale, -c'est-à-dire au détriment de l'emploi et au détriment d'investissements qui rendraient possible une diversification plus poussée de l'économie. En 1960 la part des biens manufacturés dans le volume global des exportations canadiennes était inférieure à 11 %

La nouvelle politique financière et monétaire de M.FLEMING

La politique nouvelle envisagée par le Gouvernement et définie par M.FLEMING, Ministre des Finances, se propose, en conséquence, d'accentuer la"canadianisation" de l'économie : mais elle considère qu'il s'agit là moins d'un mot d'ordre immédiat que d'un objectif à long terme et elle se propose d'accroître surtout l'aisance financière de la production canadienne. L'essentiel de son action porte, ainsi, sur la valeur d'échange du dollar canadien et s'assigne de rendre ce dernier moins onéreux. De façon certainement abusive on a parlé de "dévaluation". En fait, M.FLEMING espère qu'une monnaie "allégée" doit faciliter le débouché des produits canadiens sur les marchés extérieurs et stimuler l'auto-consommation intérieure en élevant le prix des marchandises importées, -un assouplissement du crédit et, le cas échéant, une "self-defense" douanière contribuant, par ailleurs, à accroître la vitalité de l'économie nationale.

Les vues du Gouverneur COYNE

A ce schéma, que M.FLEMING tient pour capable de relancer l'expansion, M.J.E.COYNE, Gouverneurde la Banque du Canada, et se bornant, au vrai, à communiquer "ès-qualité" son sentiment, opposerait une politique faisant de la "canadianisation" non un objectif à atteindre mais un moyen d'action immédiat : le freinage, voire le contingentement des investissements étrangers au Canada, la réduction de la consommation des biens d'importation, la substitution de produits canadiens aux produits étrangers, le développement systématique d'industries canadiennes de transformation semblent constituer les points principaux de son programme, -et amènent certains à parler d'"autarchie", de "planisme" et de "nationalisme".

21 juin A la veille de la présentation du budget canadien 1961-62 par le Ministre des Finances, M.COYNE, Gouverneur de la Banque du Canada, a rendu public le memorandum qu'il avait soumis le 16 février dernier à M.FLEMING sous le titre "Les besoins actuels de notre politique économique". Précisant les motifs de son initiative M.COYNE a fait valoir que M.FLEMING "lui avait prêté publiquement des vues qui ne sont pas les siennes et avait qualifié ses thèses de "restrictionnistes" injustement".

"En tant que Gouverneur de la Banque Centrale, écrit M.COYNE, j'ai le devoir de traiter des problèmes économiques dans la mesure où plein emploi et développement national sont liés étroitement au maintien d'une monnaie saine. Et dans cette perspective j'ai le devoir de mettre en garde contre les dangers de toute politique inflationnaire."

Le programme de M.COYNE comporte une surtaxe temporaire de 11 % sur toute transaction, -maintenue durant deux ans et réduite chaque mois après cette période, pour dispa-

Les vues du Gouverneur COYNE

raitre au bout de soixante quatorze mois; il comporte, également, la taxation des pièces de rechange pour automobiles importées des Etats Unis et une taxation importante des véhicules de forte cylindrée en provenance des Etats Unis. Il prévoit une augmentation des allocations de chômage, un accroissement substantiel des droits sur les produits de luxe et un relèvement de l'impôt sur le revenu industriel. De même, l'impôt sur les bénéfices des sociétés serait sensiblement augmenté, -notamment pour les grandes sociétés, qui auraient à acquitter des droits atteignant 60 % pour les bénéfices non-distribués. En outre, des barèmes de taxation permettraient de freiner l'arrivée des produits importés et de favoriser, en retour, la production nationale des mêmes articles. Aux mêmes fins, une taxation plus lourde frapperait le revenu des investissements canadiens à l'étranger, tandis que des mesures variées tendraient à encourager l'épargne privée et les investissements visant à implanter des industries nationales capables de fabriquer tous biens et services qui faisaient jusqu'alors l'objet d'importations. Un Fonds National de Développement, à créer, contribuerait au financement des entreprises nouvelles, et un rôle accru serait dévolu à la Banque de Développement pour les Petites et Moyennes Entreprises, -l'accent restant constamment mis sur la nécessité d'accroître moins le niveau de vie global que la consommation spécifiquement susceptible de stimuler la production nationale. M. COYNE affirme que son

plan doit réduire le taux de chômage de plus de moitié en un an, équilibrer le budget national en deux ans et stopper en trois ans le déficit de la balance des comptes.

14 juin M.FLEMING, Ministre des Finances, vient d'annoncer que le Gouvernement se proposait de demander au Parlement la révocation de M.J.E.COYNE. M.FLEMING a souligné qu'"à de nombreuses reprises M.COYNE avait formulé des thèses rigides et des vues doctrinaires dont la plupart sont ouvertement incompatibles avec la politique du Gouvernement." Le Ministre a ajouté que "l'obstination de M.COYNE à ne pas vouloir desserrer les mécanismes de crédit s'opposait directement à toute politique visant à stimuler les échanges, à accroître la production et à assurer le plein emploi".

De nombreux observateurs estiment, toutefois, que le Parlement accueillera avec réserve la requête gouvernementale de révocation et que si la Chambre basse finit par y consentir la Chambre haute, quant à elle, la rejettera.

18 juin Selon certaines indications circulant dans les milieux politiques canadiens, la controverse entre le Gouvernement et M.COYNE pourrait préluder à une phase appelée à s'achever par la dissolution du Parlement et par des élections générales en septembre ou octobre prochain.

On note que les 4 élections partielles qui viennent d'avoir lieu au Canada ont permis au

Parti conservateur de préserver 3 sièges sur les 4 qui étaient en jeu, mais on observe que les majorités recueillies par les Conservateurs marquent d'importantes pertes de voix sur les élections antérieures et que le total des voix obtenues par les Libéraux est, en fait, supérieur à celui des voix conservatrices. M.PEARSON, leader de l'opposition, a, d'ailleurs, affirmé que les résultats des élections partielles annoncaient un ample renversement de la tendance politique en faveur du Parti Liral.

19 juin

Dans un article publié par la presse américaine, M.DIEFENBAKER, Premier Ministre, écrit :"Il nous importe de pouvoir assurer que les firmes américaines qui disposent de filiales au Canada n'imposent rien à celles-ci qui soit contraire aux intérêts canadiens. (...) Nous n'accepterons pas, en tout cas, de voir des sociétés canadiennes trouver des marchés que viendrait aussitôt accaparer la production américaine.(...) On ne saurait dissimuler qu'en certaines circonstances des sociétés américaines, installées au Canada, n'ont pas hésité à contrarier la politique du Gouvernement canadien. Un rapport, officieux, de 1958 révèle qu'une compagnie canadienne d'automobiles se vit interdire par la maison-mère américaine dont elle dépendait le droit d'honorer une importante commande de véhicules qui lui avait été passée par la Chine populaire."

20 juin

"Le Devoir", du 7 juin, traitant d'un récent reportage sur le Nouveau Québec évoque en ces termes les problèmes posés à la région par les firmes américaines qui y sont établies : " Depuis des années, en fait depuis que les richesses naturelles de la province sont exploitées par des compagnies américaines, l'étranger s'est installé en roi et maître dans ces territoires. Il a amené avec lui ses règlements, ses ingénieurs, sa détermination de développer pour lui tout ce qui pouvait l'être. A tel point que les populations locales font maintenant face à un colonialisme qui n'a rien à envier à celui des peuplades africaines(...) On a pu entendre les explications des dirigeants de l'IRON ORE sur l'utilisation des ingénieurs américains. Il est triste d'apprendre que les gens du pays héritaient des tâches les plus dures et les plus ingrates (...) On a également noté le réquisitoire d'un vieux curé contre l'atteinte faite à la liberté par les grandes compagnies qui se sont approprié jusqu'aux lacs et où il n'est plus possible de circuler sans un laissez-passer."

21 juin

Selon "The Financial Times" du 20 juin, l'opinion américaine suit avec une extrême attention l'évolution actuelle de la situation au Canada et, tout particulièrement, la mise en place d'une nouvelle politique économique. Les milieux spécialisés américains admettent, certes, que la baisse du dollar canadien, favorisée par M.FLEMING,

peut réduire la vente des produits américains sur le marché canadien, mais pensent que cette réduction se révèlera modérée si le Gouvernement DIEFENBAKER applique effectivement sa politique de desserrement du crédit et d'accroissement du pouvoir d'achat. A ce titre, les Etats Unis seraient disposés à approuver les nouveaux objectifs du Gouvernement canadien, -s'il avait la conviction que celui-ci est véritablement en mesure de les atteindre, en faisant, notamment, prévaloir ses vues sur les idées protectionnistes de M.COYNE

22 juin J.TALCOTT, la plus grande firme américaine indépendante d'investissements industriels et l'"Industrial Acceptance Corporation", le plus important groupe canadien privé de crédit et de financement, ont formé une compagnie commune, l'"Industrial Talcot", qui occupera une position de financement dominante dans l'économie canadienne. Le quartier général de la nouvelle organisation sera établi à Montréal. M.RANAHAN a été nommé président de l'"Industrial Talcott", tandis que M.R.R.CAMPBELL, jusqu'ici vice-président de la Talcott à Chicago, devient vice-prési-

dent de la nouvelle société.

3.- La distension des rapports économiques avec le Royaume-Uni, qui caractérise les échanges des derniers mois, n'entraînerait un resserrement des liens avec les Etats Unis que si les exportations canadiennes vers l'ensemble des marchés mondiaux ne marquaient pas un progrès comparable à celui qu'elles enregistrent actuellement à destination de l'Europe occidentale.

De nombreux observateurs considèrent que la visite effectuée en mai dernier par le Président KENNEDY au Canada et le voyage que projette d'y faire en été M.D.SANDYS, Secrétaire britannique aux Relations avec le Commonwealth ne sont sans doute pas sans rapport avec la situation nouvelle que créeraient pour l'économie -et même pour la politique- du Canada le rattachement de la Gde Bretagne au Marché Commun et une distension subséquente des rapports entre Ottawa et Londres.

A ce titre, on note que le Président KENNEDY n'a pas hésité à suggérer que le Canada s'"américanise" davantage, -et notamment en venant s'intégrer à l'Organisation des Etats Américains (ASO). On prévoit, par contre, que M.SANDYS s'emploiera à préserver le caractère privilégié des relations anglo-canadiennes. Selon certains analystes, le Ministre britannique évoquerait même la possibilité d'accroître le rôle et les responsabilités du Canada dans le Commonwealth. En revanche, et selon d'autres informations, il pourrait n'être pas exclu que M.SANDYS s'efforce d'amener ses interlocuteurs à envisager -sous une forme à déterminer- l'éventualité d'une association du Canada au Marché Commun.

22 mai

Dans une déclaration qui vient d'être publiée, l'Association Canadienne des Exportateurs considère que le volume des exportations canadiennes vers le Royaume-Uni subirait une très sensible réduction si une entrée éventuelle de la Gde Bretagne dans le Marché Commun devait entrainer l'abolition des tarifs préférentiels dont elles bénéficiaient.

A cet effet, l'Association propose deux palliatifs. L'un consisterait à ne maintenir les tarifs préférentiels consentis par le Canada aux produits britanniques que dans la mesure où la Gde Bretagne s'emploierait, de son côté, à faciliter l'accès du marché européen aux exportations canadiennes. L'autre présupposerait une extension des tarifs préférentiels canadiens à toutes les puissances du Commonwealth, et équivaudrait, par là-même, avec ou sans la participation britannique, à un fort resserrement des liens entre le Canada et ces puissances.

1er juin

Selon "The Financial Times" plusieurs thèses se feraient jour au sein du Cabinet canadien sur la politique à appliquer au cas où la Gde Bretagne s'intègrerait au Marché Commun. Le Ministre du Commerce, pour sa part, considèrerait qu'une telle intégration semble à peu près inévitable, et se bornerait à recommander la mise au point de propositions canadiennes visant simplement à préserver, autant qu'il serait possible, les accès préférentiels au marché britannique. Par contre,

22 mai

1er juin

le Ministre des Finances préconiserait une attitude plus énergique et, notamment, le recours à des mesures de franches représailles.

9 juin

M.DIEFENBAKER, Premier Ministre, vient de déclarer que la réunion d'une Conférence du Commonwealth "au sommet" se révèlerait nécessaire s'il se confirmait que la Gde Bretagne entend se joindre au Marché Commun. M.DIEFENBAKER a précisé qu'à ses yeux une telle réunion lui paraissait préférable à de simples rencontres bilatérales entre les représentants britanniques et les divers membres du Commonwealth. "Je suis convaincu, a ajouté le Premier Minsitre, que la Gde Bretagne n'épargnera aucun effort pour étudier soigneusement toutes conséquences que pourrait avoir pour les nations du Commonwealth son association au Marché Commun. J'ai d'ailleurs fait savoir à M.McMILLAN -qui m'a déclaré partager ce point de vue- que le Gouvernement canadien tenait pour indispensable qu'une conférence plénière du Commonwealth soit réunie avant que la Gde Bretagne ne décide de modifier la nature de ses rapports avec les nations du Marché Commun

10 juin

Selon l'"Anchorage Daily News", le Président KENNEDY, lorsde son séjour à Ottawa, n'a pas dissimulé combien il souhaitait que le Canada, aux côtés des Etats Unis, joue désormais un rôle beaucoup plus important dans les affaires américaines. "J'ai la conviction, a affirmé M.KENNEDY, que tous les membres de

l'Organisation des Etats Américains accueilleraient avec une profonde satisfaction tout accroissement de l'influence canadienne dans le monde américain. Le Canada et les Etats Unis sont déjà associés dans la zone nord-américaine. Comment ne le seraient-ils pas à l'échelle inter-américaine ? La géographie a fait de nous des voisins, l'histoire des amis, l'économie des partenaires ; la nécessité fait de nous des alliés."

10 juin D'après les indications données par le Bureau Canadien de Statistiques, les importations canadiennes en provenance de la Gde Bretagne ont marqué d'importantes diminutions durant les trois premiers mois de 1961 par rapport aux chiffres correspondants de 1960. Durant le seul mois d'avril, elles se sont, en effet, réduites de 25 %. Dans le même temps, par ailleurs, les importations canadiennes en provenance des Etats Unis fléchissaient elles-mêmes de 7 %

23 juin Des conversations viennent de s'ouvrir entre les organisations professionnelles canadiennes de bois de construction afin d'étudier les possibilités d'accès aux marchés européens, -et notamment au Marché Commun. Les experts estiment, en effet, que les productions canadiennes -qui s'orientaient jusqu'à présent vers la Gde Bretagne et les Etats Unis- ont négligé ce débouché, -dont l'importance pourrait être considérable si l'on observe que le volume de bois de cons-

10 juin

23 juin

truction que le Canada se propose d'y vendre en 2 ans -soit 12 millions $- ne représente que 3,5 % des importations annuelles de bois réalisées par les nations Ouest-européennes, et, d'autre part, que les prix offerts sont sensiblement supérieurs à ceux accordés par les importateurs britanniques et américains.

23 juin M.A.HAMILTON, Ministre canadien de l'Agriculture a annoncé que le Canada venait de signer un second contrat avec l'Organisation nationale polonaise de Commerce portant sur la livraison d'une nouvelle tranche de céréales canadiennes à la Pologne. Les deux livraisons canadiennes avoisinent, au total, 8 millions de boisseaux. On note que la Pologne constitue la quatrième puissance communiste avec laquelle le Canada a conclu, en 1961, une transaction commerciale importante, -les trois premières étant l'Union soviétique, la Tchécoslovaquie et la Chine populaire.

4.- Le programme de développement du Nord canadien mis à l'étude par le Gouvernement peut en faire le principal producteur de pétrole et de minerais de tout l'hémisphère américain et assurer ainsi au Canada une position privilégiée d'arbitrage sur les cours mondiaux de ces produits

8 mai

Le Gouverneur général VANIER, accompagné de Madame VANIER, effectuera du 12 au 28 juin sa première visite officielle dans le grand Nord. L'itinéraire prévu s'étend sur 6.000 milles et conduira le Gouverneur VANIER successivement de Churchill (12 juin) à Uranium City et Fort Smith (14 juin), puis Fort Simpson (19 juin) Norman Wells (21-22 juin) et Inuvik, -point septentrional extrême du voyage, où le Gouverneur général arrivera le 23 juin. Le retour s'effectuera par Yellowknife et Cold Lake. Le moyen de transport retenu est l'avion, -à l'-exception d'un trajet de 12 heures en bateau sur le fleuve du Grand Ours et sur le Mackenzie jusqu'à Norman Wells. Une rencontre avec les Esquimaux aura lieu à Inuvik et des contacts avec les Indiens seront pris tout au long du parcours.

15 mai

Le Bureau d'Etudes du Ministère de la Défense vient d'établir une première carte des des formations marécageuses intéressant le territoire canadien. Si l'on s'en tient à la définition proposée par les experts les terrains marécageux englobent toutes formations où les dépôts de matières organiques dépassent 40 cms d'épaisseur. Dans cette acception, le Canada tout entier -à l'exception de la région des Prairies, des Montagnes Rocheuses et de l'archipel arctique- repose sur un substrat marécageux, qui se révèle particulièrement épais dans la vaste bande de territoires allant de la Baie d'Hudson au Lac du Grand Ours. Un sol de ce type permet la croissance

des arbres, des lichens, des mousses et le développement des baieset de nombreux arbustes, tels le thé du Labrador.

Douze années ont été nécessaires à l'établissement de la carte, -qui est appelée à jouer un rôle important dans la politique de développement minier et pétrolier du Nord canadien et et dans la mise en place de l'infrastructure routière correspondante. Les travaux ont été dirigés par le Dr Norman R.W.RADFORTH, de l'Université McMASTER, Hamilton, qui est considéré comme l'une des plus grandes autorités mondiales en la matière.

30 mai

La Commission Géologique du Canada envoie cette année en expédition 102 équipes géologiques. M.COMTOIS, Ministre Fédéral des Mines a déclaré à ce propos :"C'est de loin le plus vaste programme entrepris jusqu'à présent en matière d'études hors-laboratoire". 400 chercheurs participent aux opérations qui intéressent la presque totalité du territoire canadien.

Parmi les principaux travaux prévus pour 1961 figurent l'"opération Rivière aux Feuilles", dans le nord du Québec, au cours de laquelle 5 géologues lèveront le plan préliminaire d'un territoire de 50.000 milles carrés ; l'achèvement d'un projet de cartographie géologique, en collaboration avec le gouvernement de l'Ontario, dans le district de Patricia (nord-ouest de la province) dans le cadre du programme fédéral des "routes d'accès aux ressources" ; l'"opération Ogilvie", dans les monts Ogilvie (Yukon), au cours de laquelle 2 géologues lèveront des plans préliminaires dans un territoire de

30 mai

La Commission Géologique du Canada envoie cette année en expédition 102 équipes géologiques. M.COMTOIS, Ministre Fédéral des Mines a déclaré à ce propos :"C'est de loin le plus vaste programme entrepris jusqu'à présent en matière d'études boréo-laborotoire. 400 chercheurs participent aux opérations qui intéressent la presque totalité du territoire canadien.

Parmi les principaux travaux prévus pour 1961 figurent l'"opération Rivière aux Feuilles", dans le nord du Québec, au cours de laquelle 5 géologues lèveront le plan préliminaire d'un territoire de 50.000 milles carrés ; l'achèvement d'un projet de cartographie géologique, en collaboration avec le gouvernement de l'Ontario, dans le district de Patricia (nord-ouest de la province) dans le cadre du programme fédéral des "routes d'accès aux ressources" ; l'"opération Oglivie", dans les monts Ogilvie (Yukon), au cours de laquelle 2 géologues lèveront des plans préliminaires dans un territoire de

14.000 milles carrés, et la première phase d'une étude de reconnaissance d'une durée de deux ans dans l'île Axel Heiberg et le nord-ouest de l'Ile d'Ellesmere.

De façon plus générale, le programme comprend des études géochimiques dans les N.W.T., l'Alberta, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Ecosse ; des levés séismiques sur le plateau continental polaire de l'Océan Arctique, au Yukon, dans le Saskatchewan, l'Ontario, le Québec et le Nouveau-Brunswick ; des études hydrogéologiques dans sept des dix provinces, et des essais en vol d'un magnétomètre nucléaire mis au point pour faire des essais magnétométriques en terrain montagneux.

31 mai

Dans le souci de stimuler la mise en valeur pétrolière du Nord canadien, le Gouvernement envisage de prendre une série de mesures appelées à éveiller l'attention des intérêts privés. Le Ministre des Ressources Nationales, M.DINSDALE, avait tenu, auparavant, à souligner que le Gouvernement entendait diriger la production pétrolière venue du Nord vers les marchés mondiaux et non vers le marché canadien où elle risquerait de remettre en question des situations et des équilibres acquis.

Parmi les mesures retenues figurent, notamment, d'importantes diminutions sur les taxes de production et l'octroi de crédits aux entreprises à des conditions nettement simplifiées. On note, en effet, qu'en dépit des permis de prospection et forages accordés jusqu'ici -et qui intéressent plus de 18 millions d'hectares- les compagnies bénéficiaires se

sont bornées à des travaux purement préliminaires. Le Gouvernement souhaite qu'elles fassent preuve d'une activité plus marquée et passent, partout où l'état des prospections le permet, aux forages effectifs. Le Ministre des Ressources a préconisé le recours des firmes à diverses formes d'association et souligné les avantages d'un travail d'exploitation coordonné sur chaque grand gisement. A ce titre, des facilités particulières seont accordées aux regroupements de sociétés.

ler juin

Un article publié le 13 mai par le "Calgary Albertan" formule des réserves et exprime des inquiètudes à propos de la politique de développement pétrolier qu'entend suivre le Gouvernement dans le Nord canadien.

"Nous pensons, écrit l'auteur de l'article, que le Ministère du Nord sous-estime nettement le prix de revient élevé du pétrole arctique lorsqu'il affirme que sa production ne doit pas excèder 1,75 $ le baril (...) Certes, le Gouvernement envisage d'y parvenir en assouplissant les règles imposées jusqu'ici aux sociétés productrices, en réduisant le loyer des concessions et en suspendant les contingentements de production. Mais ceci même signifie que dans son souci de promouvoir à tout prix une production pétrolière arctique le Ministère du Nord n'hésitera pas à y appliquer une règlementation beaucoup plus libérale que celle qui est imposée aux autres provinces du Canada(...) Or, le Canada est déjà capable de produire beaucoup plus de

pétrole qu'il ne peut en vendre. L'Alberta s'est, quant à elle, résolue à retarder l'exploitation du gisement de l'Athabasca, car sa mise en valeur à une échelle rentable aurait pratiquement disloqué l'équilibre du marché pétrolier de la province(...) Dans ces conditions il ne serait pas inutile que le Ministre du Commerce, M.HEES, rencontre le Ministre DINSDALE avant que les responsables du Ministère du Nord aient investi un capital excessif dans une politique pétrolière arctique qui, si elle était réellement appliquée, équivaudrait à liquider la politique pétrolière canadienne."

16 juin

Le Ministère des Ressources nationales va procéder cette année à l'exploration du sous-sol de deux îles situées dans l'Arctique afin d'y découvrir du pétrole ou du gaz naturel. En annonçant la nouvelle aux Communes, M.DINSDALE a précisé que les puits seront forés sur l'île Melville ou sur l'île Bathurst. Si la tentative est fructueuse, a ajouté le Ministre, d'autres opérations de forage seront conduites qui pourraient inaugurer une ère nouvelle de mise en valeur de l'Arctique.

27 avril

D'importantes cargaisons de nickel raffiné seront acheminées, cet été, vers la Gde Bretagne à partir du port de Churchill, -a déclaré devant la Convention annuelle de l'Association de la route de la Baie d'Hudson M.Peter DALGLIESH,armateur à Churchill. M.DALGLIESH a

précisé que deux de ses navires et deux batiments de la Compagnie britannique "City Lines" avaient signé un accord avec l'"International Nickel Company" aux termes duquel 12.000 T. de nickel produit par les mines de la Compagnie, dans le Manitoba seraient livrées, via Churchill, au marché britannique. Des cargaisons ultérieures plus importantes sont attendues.

7 mai

Intervenant devant la Chambre des Communes, M.DINSDALE, Ministre du Nord, a annoncé que le Gouvernement envisageait la mise en oeuvre d'un plan de développement routier à l'usage des installations minières de la zone du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Un budget de 100,000 $ y sera affecté. M.DINSDALE a ajouté que tout le programme gouvernemental de voies de communication pour le Nord visera prioritairement à permettre la mise en exploitation des secteurs miniers, ou à desservir ceux qui existent déjà. Le "Bay Street Journal", de Toronto, précise à ce propos -en ce qui concerne le territoire du Yukon- que durant l'année fiscale 1961-62 110 milles de nouvelles routes seont réalisés, intéressant les axes routiers Flat Creek-Eagle Plain, Watson Lake-Ross River et la route de la chaîne Nahanni

10 mai

Sur le thème "Les Ingénieurs contribuent au développement du Nord", les délégués au Congrès régional de l'Institut canadien des Ingénieurs ont organisé un débat traitant de l'établissement d'un port à Moosonee, sur la baie James.

Président de la Commission des T ansports septentrionaux de l'Ontario, le Colonel C.E. REYNOLDS a déclaré :" En tant que plus courte route vers des centres à haute densité démographique et industrielle, un port à Moosonee permettrait de desservir les 4.000 milles de côtes des baies d'Hudson et de James qui sont actuellement sans accès. J'ai la conviction que lorsqu'un port de mer aura été réalisé à Moosonee la population du nord-est de l'Ontario s'accroîtra de 100.000 habitants." M.REYNOLDS a souligné, par ailleurs, que contrairement à Churchill le permafrost était inconnu à Moosonee et que les environs, bien boisés, offraient un emplacement excellent pour une implantation urbaine. Il a rappelé, d'autre part, que,dès 1812, la Compagnie de la Baie d'Hudson s'était vivement intéressée au site, qu'elle avait étudié et cartographié. Il a souligné, en outre, que les draguages des fonds jusqu'à 10 mètres ne présentaient aucune difficulté majeure. "Le port de Moosonee, a affirmé enfin M.REYNOLDS, offre une issue naturelle au minerai de l'île Belcher et de l'île de la Gde Baleine, -qui constituent l'un des plus grands gisements du continent nord-américain."

Succédant au Colonel REYNOLDS, M.W.K.BUCK, Chef de la Division des Ressources minérales au Département des Mines, a longuement insisté sur les perspectives de son ressort. "Une des raisons essentielles qui justifie la mise en oeuvre du développement minier de la région de la baie d'Hudson, c'est l'accessibilité évidente des marchés. Certes, l'industrie canadienne est en mesure d'absorber une part

importante du minerai, -mais, en fait, c'est l'Europe qui peut constituer le marché le plus interessant pour les minerais de la baie d'Hudson, à la condition quedes installations portuaires convenables permettent d'acheminer la production à des prix appropriés sur les ports européens."

Selon des déclarations faites le 11 mai par le Ministre canadien des Travaux Publics, M.WALKER, un nouvel examen technique des possibilités d'implantation d'un port à Moosonee a été décidé et sera terminé cet été. Il portera sur la fraction de la zone d'embouchure qui n'avait pas été étudiée lors des recherches de l'été dernier. Ul térieurement, les diverses enquêtes seront regroupées dans un rapport final et ce n'est qu'après cette phase qu'une décision effective sera prise à l'échelle gouvernementale.

12 mai

M.DINSDALE, Ministre du Nord, a annoncé à la Chambre des Communes que la cérémonie offielle marquant l'inauguration de la nouvelle ville arctique d'Inuvik, sur la mer de Beaufort, aurait lieu dès la fin de la session parlementaire. Inuvik remplacera la ville d'Aklavik, dans le delta du Mackenzie, dont le sol s'affaissait progressivement et dont le sous-sol gelé ne permettait pas le drainage.

Sur les perspectives d'une agriculture arctique

Un numéro spécial de la revue de l'"Imperial Oil Company", édité au début du printemps et consacré aux divers aspects du grand Nord, traite, en particulier, de l'agriculture arctique et conclut que l'"Arctique canadien, aux dires des experts, peut être dans un siècle en mesure d'assurer le ravitaillement de six millions d'êtres humains."

Une telle thèse contraste trop avec le point de vue récemment exprimé, sous l'égide du CENTRE D'ETUDES ARCTIQUES, de la Sorbonne, à Paris, par des chercheurs français, pour ne pas reproduire les arguments, ou les affirmations, mis en avant par le numéro spécial de la revue. "Le fait qu'il n'y ait pas d'exploitation agricole dans cette région de légende, autrefois considérée comme un simple amas de glace et de neige, est, certes, surprenant. Mais -note l'auteur de l'article- il le sera encore plus de savoir que les quantités de produits végétaux, d'oeufs, de volailles et de viande nécessaires à l'alimentation de 6 millions de personnes pourraient y être produites, -même si ce doit être dans un siècle. D'ores et déjà, diverses techniques, dont certaines sont à l'essai dans les stations expérimentales arctiques du Gouvernement, peuvent contribuer à rapprocher le jour où deviendra possible une agriculture de masse dans l'Extrême Nord(...) Parmi ces techniques, figurent

Sur les perspectives d'une agriculture arctique

Un numéro spécial de la revue de l'"Imperial Oil Company", édité au début du printemps et consacré aux divers aspects du grand Nord, traite, en particulier, de l'agriculture arctique et conclut que l'"Arctique canadien, aux dires des experts, peut être dans un siècle en mesure d'assurer le ravitaillement de six millions d'êtres humains."

Une telle thèse contraste trop avec le point de vue récemment exprimé, sous l'égide du CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES, de la Sorbonne, à Paris, par des chercheurs français, pour ne pas reproduire les arguments, ou les affirmations, mis en avant par le numéro spécial de la revue. "Le fait qu'il n'y ait pas d'exploitation agricole dans cette région de légende, autrefois considérée comme un simple amas de glace et de neige, est, certes, surprenant. Mais -note l'auteur de l'article- il le sera encore plus de savoir que les quantités de produits végétaux, d'oeufs, de volailles et de viande nécessaires à l'alimentation de 6 millions de personnes pourraient y être produites, -même si ce doit être dans un siècle. D'ores et déjà, diverses techniques, dont certaines sont à l'essai dans les stations expérimentales arctiques du Gouvernement, peuvent contribuer à rapprocher le jour où deviendra possible une agriculture de masse dans l'Extrême Nord(...) Parmi ces techniques, figurent

le recours à des fertilisants phosphatés spéciaux qui parviendraient à fondre le permafrost, l'usage de l'irrigation par aspersion contrôlée thermostatiquement et l'emploi de brise-vents(...) Sans doute, la pauvreté des sols et le caractère très accusé des conditions climatiques limiteront-ils les perspectives agricoles, en particulier fans la partie orientale de l'Arctique et dans les îles de l'extrême nord, mais les oeufs, la volaille et les produits végétaux devraient pouvoir y être produits. Déjà, des serres de matière plastique y sont utilisées et bientôt les techniques de culture sans sol y seront introduites. A Ottawa, des expériences s'efforcent de sélectionner des plantes susceptibles de croître sur du gravier et les savants soviétiques auraient même mis au point des espèces se développant sur de simples plaques d'amiante..."

Compagnie de la Baie d'Hudson

Le Rapport général annuel de la Compagnie, qui vient d'être publié et qui couvre l'exercice 1959/1960 fait apparaitre une notable progression des ventes. Celles-ci, -avec un total de 223.694.000$(exercice arrêté le 31/I/60), sont en accroissement de 4,3 % sur la période correspondante de 1958/59. Par contre, les bénéfices bruts (avant imposition) sont en moindre expansion : 13.866.000 $, soit

1,1 % de plus qu'en 1958/59, -et les bénéfices nets (6.986.000 $) sont en régression sur les résultats de l'exercice précédent.

Accroissement des frais d'exploitation

Commentant le bilan, M.W.J.KESWICK, Gouverneur, écrit :" Les ventes effectuées par nos magasins de détail se sont révélées plus fortes que l'année précédente, mais la décroissance des bénéfices nets montre que les frais d'exploitation ont augmenté (...) C'est dans l'Ouest du Canada que l'activité commerciale, depuis cinq ans, a été la plus forte, et nous y avons pris une part importante : tous nos magasins ont réalisé des progrès et nos bénéfices s'y sont développés de 50 %." Puis, M.KESWICK note que l'exercice 59/60 a été surtout marqué au Canada par un développement des industries primaires et -en conséquence- par l'expansion d'agglomérations éloignées où la Compagnie a pu établir, ou accroitre, ses installations. Il en a été ainsi, notamment, aux Sept Iles(minerai de fer), à Chibougamau (cuivre), Sarnia (pétrochimie), Vernon (Colombie britannique).

Renaissance
du commerce de la fourrure

M.KESWICK, par ailleurs, a souligné que c'était dans les magasins de la Compagnie dans le Grand Nord et par le négoce de la fourrure qu'avaient été enregistrés les niveaux de vente et de bénéfices les plus élevés. A cette occasion, M.KESWICK s'est félicité que le commerce

de la fourrure paraisse marquer une reprise vigoureuse et ne plus se limiter au seul vison. Les ventes de la Compagnie à Londres, New York ou Montréal ont, à cet égard, témoigné d'une ampleur toute nouvelle.

Légère régression du bilan pétrolier

Les perspectives sont moins favorables en ce qui concerne les activités pétrolières de la Compagnie. Le Rapport annuel souligne d'ailleurs que les excèdents mondiaux de brut ne peuvent pas ne pas avoir un effet dépressif sur les industries pétrolières canadiennes, -qui tournent, en fait, à la moitié de leur capacité. L'"Hudson Bay Oil and Gas Company" -gains nets et crédits spéciaux d'aide additionnés- enregistre, en 1959/60, un bénéfice de 3.764.000 $ contre 3.788.000 $ sur l'exercice précédent : les dividendes distribués régressent donc de 1.313.000 $ à 1.263.000 $.

de la fourrure paraisse marquer une reprise vigoureuse et ne plus se limiter au seul vison. Les ventes de la Compagnie à Londres, New York ou Montréal ont, à cet égard, témoigné d'une ampleur toute nouvelle.

Légère régression du bilan pétrolier

Les perspectives sont moins favorables en ce qui concerne les activités pétrolières de la Compagnie. Le Rapport annuel souligne d'ailleurs que les excédents mondiaux de brut ne peuvent pas ne pas avoir un effet dépressif sur les industries pétrolières canadiennes, -qui tournent, en fait, à la moitié de leur capacité. L'"Hudson Bay Oil and Gas Company" -gains nets et crédits spéciaux d'aide additionnés- enregistre, en 1959/60, un bénéfice de 3.764.000 $ contre 3.788.000 $ sur l'exercice précédent : les dividendes distribués régressent donc de 1.313.000 $ à 1.263.000 $.

P A C I F I Q U E

N O R D

Alaska
+ Japon
+ Corées
+ Chine du Nord

(+) La présentation de ces sections est différée jusqu'à mise en place d'un dispositif suffisant d'information.

Alaska

+ Japon

+ Corée

+ Chine du Nord

A L A S K A :

L A R E D U C T I O N D E S
D E P E N S E S M I L I T A I R E S
A M E R I C A I N E S D A N S
L ' A R C T I Q U E O B L I G E R A
L ' A L A S K A A A C C R O I -
T R E C O N S I D E R A B L E M E N T
L A C O N S I S T A N C E D E S A
P R O P R E E C O N O M I E E T
L U I I M P O S E R A D E
T R O U V E R T R E S R A P I -
D E M E N T L E S C O N C O U R S
F I N A N C I E R S D O N T D E -
P E N D L E D E V E L O P P E -
M E N T D U N O U V E L
E T A T

L'inclusion legislative de l'Alaska dans l'Union des Etats américains n'a pas complètement résolu -tant s'en faut- le problème concret des rapports entre l'Union et le nouvel Etat. Un moindre développement économique, l'éloignement, des conditions très particulières d'existence tendent, déjà, à isoler l'Alaska du reste de la fédération. Sa mise en valeur présuppose, en outre, des investissements qu'il n'est pas en mesure de réaliser par lui-même et qui impliquent donc d'importantes contributions, publiques et privées, à prélever sur les disponibilités de l'Union. Son potentiel principal renvoie, par ailleurs, à des ressources

ALASKA :

qui ressortissent les unes -pétrole et minerais- à des marchés mondiaux en voie de saturation qu'elles risquent d'alourdir davantage, et les autres -hydroélectricité- à des fournitures dont la production et l'acheminement ne concurrenceraient qu'avec difficulté le courant électrique produit au Canada.

a) La réduction des dépenses militaires américaines en Alaska

Certes, l'Alaska a présenté jusqu'ici une importance stratégique indéniable pour les Etats Unis : ce facteur, vraisemblbalement, a joué un rôle non négligeable dans le consentement du Congrès américain à la promotion législative de l'Alaska en Etat, -et il n'est, d'autre part, pas douteux que dans une large mesure le budget alaskien est alimenté par les ressources "invisibles" venues des dépenses militaires américaines. Rien n'assure, toutefois, que ces données favorables puissent faire l'objet d'une reconduction quasi-permanente. Non seulement -on le verra plus loin- les dépenses militaires en Alaska ont décliné, entre 1953 et 1956, de quelque 500 %, mais il suffirait, surtout, que les doctrines stratégiquesaméricaines s'orientent encore plus nettement vers les engins téléguidés propulsés à partir de bases mobiles pour que le socle alaskien perde une substantielle partie de sa valeur militaire.

b) L'Alaska, état nord-américain ou nord-Pacifique ?

Les mimieux dirigeants de la politique et de l'économie alaskiennes parviendront-ils à convaincre l'opinion américaine que l'Alaska constitue bien un "Etat", égal et semblable à ceux de l'Union proprement dite ? Ou bien le sentiment -le préjugé- que l'Alaska représente, telle une lointaine Thulé, "the last frontier", marginale plus que consubstantielle au monde américain, continuera-t-il à prévaloir ? Mais dans ce sentiment, ou ce préjugé, n'y a-t-il pas une certaine part de vérité ? Ne serait-il pas contraire aux intérêts alaskiens d'oublier que la distance qui sépare Anchorage du centre des Etats Unis est, au total, plus grande que celle qui sépare l'Alaska du Japon ou de la Chine ? Si la position très périphérique du complexe alaskien par rapport au continent, visiblement, n'est pas favorable, cette même position devient, en effet, indéniablement forte et presque exceptionnelle si on la rapporte au vaste système du Pacifique-Nord : toute la question est

de savoir sans quelle mesure l'Alaska ne gagnera pas à tenir compte d'une telle évidence dans la recherche des axes de sa future expansion économique.

1.- L'ampleur du croît démographique et une aspiration accrue au développement économique contribuent à rendre plus sensible à l'opinion alaskienne la position défavorisée qu'occupe encore l'Alaska par rapport aux autres états de l'Union.

25 avril Le Bureau de la Population a publié ses statistiques pour la période s'étendant d'avril à juillet 1960, qui établissent que la démographie du nouvel Etat, en accroissement de 2000 unités sur la période précédente, ressortit à une population totale de 229.000 personnes.

Le Bureau communique en même temps les niveaux de population au Ler juillet de chacune des dix précédentes années. Les chiffres pour l'Alaska sont les suivants : 1950...138.000 ; 1951... 164.000 ; 1952...196.000 ; 1953...212.000 ; 1954...218.000 ; 1955...221.000 ; 1956...222.000 1957...228.000 ; 1958...213.000 ; 1959...220.000 et 1960...226.000. Ces totaux englobent la population civile et les effectifs militaires. Une défalcation de ces derniers montre que le croît de la population purement alaskienne est encore plus élevé, ainsi que l'indiquent les chiffres correspondants ci après : 112.000, 126.000, 146.000, 162.000, 169.000, 171.000, 175.000, 180.000, 178.000, 186.000, 192.000.

17 avril

Au cours d'une importante intervention devant le Sénat des Etats Unis, M.GRUENING, Sénateur de l'Alaska, a attiré l'attention de l'assemblée et celle de l'opinion américaine sur le caractère nettement discriminatoire de la législation relative aux coûts des frets de marchandises américaines en provenance ou à destination de l'Alaska. "Transporter une voiture américaine à Tokyo, a, notamment, révélé M.GRUENING, coûte 7,83 $ le quintal pour acheminer le véhicule jusqu'à Seattle, tandis que l'acheminement de la voiture sur le même port à destination ultérieure de l'Alaska revient à 10 $ le quintal."Et le Sénateur a, successivement, saisi ses collègues de chiffres et de discriminations tarifaires de même ordre relatifs au matériel agricole, aux cables électriques, aux produits alimentaires et boissons, aux tabacs, aux textiles, aux produits industriels. "...La raison de ces discriminations a déclaré, alors, M.GRUENING, réside dans le fait que pour des motifs administratifs qui ne tiennent pas compte des évidences géographiques l'Alaska se trouve exclu d'une zone de tarifs préférentiels import-export qui s'étend pourtant à tout le Pacifique, à une partie de l'Atlantique et dont bénéficient des points aussi distincts que le Mexique, la Chine communiste, l'Amérique du Sud, les îles Hawaï et des centaines d'îles du Pacifique."

M.GRUENING a observé qu'une telle situation, proprement incompréhensible, contribuait, à la fois, à freiner le développement économique de l'Etat qu'il représente, à rétrécir le marché que l'Alaska offre à la production américaine et à accroître les charges imposées au Gouvernement des Etats Unis par le fret militaire à destina-

tion de l'Alaska. Il a souligné que les demandes nombreuses et insistantes faites auprès des organismes compétents -notamment de la Commission fédérale du Commerce- étaient restées sans effet. Il a annoncé, en conséquence, qu'il se proposait, en son nom propre et en celui du second sénateur de l'Alaska, M.BARTLETT, de déposer un projet de loi amendant le § 1b de la section 3 de la loi fédérale de commerce et permettant d'inclure l'Alaska dans la zone couverte par les tarifs privilégiés.

27 avril

A l'occasion du débat sur la législation du travail devant le Sénat des Etats Unis, communication a été donnée aux sénateurs de statistiques récentes établies par le Département du Travail et permettant de comparer entre eux les prix de revient de la main d'oeuvre dans les différents Etats de l'Union. Les extraits ci-dessous permettent de noter la position défavorable occupée par l'Alaska.

ETATS	BENEFICIAIRES	SALAIRE MIN. HORAIRE
Alaska	Ts travailleurs	1,50 $
Arizona	Femmes et mineurs	0,46 $
Californie	" " " "	1 $
Connecticut	Ts travailleurs	1 $
Hawaï	" " " "	1 $
New Jersey	Femmes et mineurs	0, 30 $
Ohio	" " " "	0, 25 $
Pennsylvanie	" " " "	0, 65 $
Washington	Ts travailleurs	1 $

11 mai

Une étude globale recensant les divers éléments du potentiel économique alaskien et inventoriant les besoins correspondants en équipements et transports sera très prochainement soumise au

Congrès américain au nom de la Commission ferroviaire et routière pour l'Alaska, que préside le sénateur démocrate du Wahington, M.W.MAGNUSON.

Le rapport joint estime que la mise en valeur des ressources naturelles, la croissance démographique et le développement du tourisme peuvent entrainer une expansion économique considérable. Il souligne, toutefois, que ces perspectives dépendent, pour l'essentiel, de la mise en place d'un vaste système de transports, et il recommande, en conséquence, l'ouverture d'un compte spécial de 325 millions $ permettant de relier, par rail et route, l'Alaska aux Etats Unis à travers le Canada.

De son côté, le sénateur démocrate de l'Alaska, M.BARTLETT, a révélé que la Commission sénatoriale des Travaux Publics avait chargé le Corps des Ingénieurs de l'Armée d'étudier la possibilité d'améliorer par draguage la viabilité et la capacité de trafic des systèmes de chenaux du littoral de l'Alaska sud-oriental.

12 mai

Selon les déclarations faites par M.HICKEL, homme d'affaires d'Anchorage, les milieux financiers de la côte Est des Etats Unis portent un intérêt croissant aux perspectives d'investissement à long terme en Alaska. M.KEESLER, vice-président de la "First National Bank", de Boston, notamment, a fait savoir que la Banque qu'il représente envisageait dès maintenant avec faveur de participer activement au développement économique de l'Alaska. MM.KIRWIN, vice-président de la "Crawford Housing Service", de New York, et H.HARRIS Jr, vice-président d'un groupe financier de Louisiane sont, par ailleurs, arrivés à Ancho-

rage début mai aux fins d'examiner sur place les diverses possibilités d'interventions financières qu'ils pourraient proposer aux sociétés dont ils sont les mandataires. Les milieux économiques et industriels d'Anchorage et de Fairbanks rappellent que depuis plusieurs mois des pourparlers sont en cours entre des firmes alaskiennes et d'importants intérêts japonais, eux-mêmes désireux de contribuer, par voie d'investissement, à la mise en valeur du territoire et des ressources nationales de l'Alaska.

2.- La création rapide de réseaux de transport ou l'accroissement de leur capacité constituent le préalable essentiel à toute exploitation des ressources naturelles alaskiennes.

24 avril

Prenant la parole devant le Sénat des Etats Unis pour souligner la nécessité d'accorder à l'Alaska d'importants crédits additionnels destinés à développer l'infrastructure aérienne du nouvel Etat, M.GRUENING, qui en est un des deux sénateurs, a fait un large exposé sur le rôle décisif quepeuvent jouer les transports aériens dans le développement économique de l'Alaska. Il a, tout d'abord, souligné que l'Alaska était l'Etat américain où le trafic aérien par tête était, de loin, le plus élevé de toute l'Union. "Les Alaskiens volent 30 à 40 fois autant que les autres citoyens des Etats Unis et sont plus entièrement tributaires des

transports aériens que n'importe quel Américain (...) C'est un fait unique dans toute l'Union que la grande majorité des agglomérations ne soient pas, en Alaska, reliées les unes aux autres par route ou rail. Cinq des plus grandes villes d'Alaska, y compris Juneau, la capitale, ne disposent pas de système routier qui les fasse communiquer entre elles. Une douzaine d'autres n'ont ni accès routiers, ni accès ferroviaires. Le rail, en Alaska, se réduit au seul axe qui va, sur 480 milles, de Seward à Fairbanks. Une telle situation, en 1959, était celle des autres Etats de l'Union en 1850 (...) La raison, au vrai, n'en est pas mystérieuse : jusqu'en 1956 l'Alaska a été entièrement exclue du bénéfice de l'aide fédérale aux transports ferroviaires. Et si, depuis 1956, il n'en est plus de même, la part qui lui est dévolue s'avère pratiquement insignifiante. En fait, le nouvel Etat reste exclu des programmes ferroviaires nationaux d'intérêt fédéral ou local, -à cette réserve près que le budget alaskien est, néanmoins, tenu de verser sa quote-part au système de taxes qui finance ces programmes(...) On ne saurait s'étonner que dans ces conditions les Alaskiens caressent l'espoir d'obtenir, en matière d'assistance fédérale au développement de leurs transports aériens, une aide qui, pour le moins, soit de même ordre que celle consentie aux autres Etats et rompe, ainsi, avec la législation actuelle qui réduit cette aide au montant déjà accordé à Porto-Rico et aux Iles de la Vierge. Plus précisément, et pour l'exercice budgétaire 1961-1962, l'Alaska souhaiterait bénéficier d'une assistance atteignant 3.994.844 $, -soit un million de plus que l'aide obtenue cette année

et pouvoir cumuler ces crédits avec l'octroi éventuel de fonds administratifs discrétionnaires."

29 avril

M.T.SCHWAM, directeur de l'aéroport international d'Anchorage, a dressé le bilan de gestion de l'aéroport pour les douze mois précédents et a souligné le stupéfiant développement de son activité. En un an le trafic passagers est passé de 21.161 à 243.581 unités, tandis que l'effectif des passages en transit montait de 16.014 à 64.209. Le fret, de son côté, est passé de 2.691.130 livres à plus de 40 millions de livres.

19 mai

La presse alaskienne a entamé la publication d'une série d'articles rédigés à l'initiative de la Commission du nouveau port d'Anchorage et visant à souligner l'importance du rôle que peuvent jouer les nouvelles installations portuaires dans le développement économique alaskien. Les documents probatoires proposés au public comportent les tarifs/docks élaborés par la Commission et font ressortir à un coût moyen de 5,57 $ la tonne/marchandise les frais d'utilisation des installations d'Anchorage. On note que des tarifs préférentiels ont été consentis aux produits métallurgiques (4,75 $), au ciment et matériaux de construction (4,70 $) et aux engrais (4,70 $).

3.- Potentiel hydroélectrique et production pétrolière figurent en tête des programmes de développement

Les milieux dirigeants alaskiens attachent une importance particulière à un exposé récemment fait devant la Chambre de Commerce d'Anchorage par le Colonel Chr.HANBURGER, chef du Corps des Ingénieurs militaires en Alaska, -et au cours duquel ce derbier a brossé un large tableau des perspectives économiques qui s'ouvrent à l'Alaska. Des indications qu'il a données, INTER-NORD détache les passages suivants

"En vingt années, les dépenses effectuées par les forces armées américaines en Alaska ont dépassé 2 milliards de dollars. Une telle somme ne peut pas ne pas avoir une incidence favorable sur n'importe quelle économie nationale, -qu'elle soit prospère ou non. Entre 1950 et 1953, le budget militaire affecté à l'Alaska a oscillé autour de 96 millions $/an, -avec une pointe de 150 millions en 1953. Mais si l'année dernière le niveau s'établissait encore à 95 millions $, -pour 1961/62 il tombera, en fait, à 27 millions. Le problème posé consiste donc à savoir quelle sera l'incidence sur l'économie d'une réduction aussi sensible des dépenses militaires. En tout état de cause il est clair que l'Alaska devra trouver d'autres moyens d'assurer désormais son existence. Et il semble tout aussi clair que l'importance de ses richesses inexploitées, le dynamisme de sa population doivent lui permettre d'y parvenir.

Mon expérience des problèmes alaskiens m'amène à penser que l'avenir de l'Alaska dépend à

peu près entièrement de l'exploitation de ses ressources naturelles et que faute de les exploiter au plus vite aucune voie de survie ne s'ouvrirait à l'Alaska (...) Sur ce plan, une grande partie du travail préliminaire a déjà été réalisée et je puis, je crois, en parler avec une certaine autorité. C'est, en effet, dès après que l'Alaska, en 1867, soit passée sous l'autorité américaine que le Corps des Ingénieurs militaires entama, en explorant la région toute entière, en parcourant ses pistes et ses cours d'eaux un premier recensement des ressources naturelles. Cette oeuvre ne s'est jamais interrompue. Elle continua tout au long de la fin du XIXème siècle, et avant que la seconde guerre mondiale n'éclate ce sont les ingénieurs militaires qui avaient aménagé dans les eaux alaskiennes les chenaux empruntés par la navigation internationale, créé, exploité et développé tous les ports du territoire. De 1939 à 1949, la guerre imposa, certes, aux ingénieurs de faire face à d'autres tâches. Mais, dès 1949 ils recevaient l'ordre de reprendre leur contribution au développement économique alaskien et l'interprèterent dans le sens le plus large : ils s'attachèrent, en particulier, à dresser, à la demande du Congrès américain, la carte hydrographique du pays. Le formidable potentiel hydroélectrique qu'ils allaient faire apparaitre excède, et de loin, les possibilités économiques qu'ouvrit, naguère, la découverte des champs d'or alaskiens."

2 mai A cours du même exposé, le Colonel HANBURGER a donné des indications concrètes sur les principaux projets hydroélectriques à l'étude. Il a,

notamment, révélé que les services qu'il dirige étudiaient de près un secteur à propos duquel il a déclaré : "Il s'agit de la partie du Yukon au nord-ouest de Fairbanks, dite Rampart Canyon. Le projet présente une telle ampleur que sa réalisation mettrait les installations -d'une capacité de 5 millions KW- à égalité avec les géants hydroélectriques du monde (...) Le dossier n'est pas à échéance indéterminée. Les enquêtes menées par les Ingénieurs militaires concluent que Rampart Canyon pourrait entrer en production dès 1971 si les autorisations et le financement correspondant sont rapidement accordés. Dès maintenant, d'ailleurs, nous pensons pouvoir annoncer qu'une firme de réputation mondiale va entamer l'étude globale des incidences qu'aurait la réalisation du projet sur l'économie de l'Alaska et celle des Etats Unis dansleur ensemble. D'autre part, et sous la direction des Services américains des Eaux et Forêts, des recherches s'emploient parallèlement à évaluer les conséquences qu'exercerait l'implantation du barrage sur la faune du secteur (...) S'il est décidé d'y donner suite, le projet ressortirait à un budget de 1.300 millions $."

5 mai

Commentant devant le Sénat des Etats Unis les indications ci-dessus, données par le Colonel HANBURGER, M.GRUENING, sénateur de l'Alaska, a, de son côté, déclaré : "L'Alaska n'est pas seulement le boulevard stratégique naturel dont dépend la défense de tout le continent nord-américain et même celle du monde occidental, -mais aussi le plus grand réservoir d'énergie dont disposent

les Etats Unis (...) Le Colonel HANBURGER a souligné que le barrage de Rampart Canyon pourrait produire de l'électricité avant 10 ans si les autorisations etle financement nécessaires sont accordés...Je peux dire que le Président KENNEDY a marqué son accord avec le projet qu'il estime conforme à sa politique de développement des ressources américaines."

25 mai — MM.BARTLETT et GRUENING, sénateurs de l'Alaska, ont saisi le Sénat américain d'un projet de résolution autorisant la construction d'un barrage qui récupererait les eaux du Crater Lake et du Long Lake, à 30 kms au sud de Juneau. Leur exposé des motifs fait valoir les éléments suivants :"La région du Canal Gastineau, qui inclut la ville de Juneau, ne dispose pas des quantités de courant électrique requises pour le développement des industries minières et forestières (...) Il en est, d'ailleurs, de même pour la région d'Anchorage, alimentée par le seul barrage public réalisé en Alaska, celui du Lac Eklutna. Et les zones de Fairbanks, Cordova, Ketchikan -cette liste pourrait s'allonger- sont dans une situation identique."

Développement pétrolier

19 mai — M.H.G.VESPER, Président de la "Standard's Western Operations, Inc." a annoncé que la "Standard Oil of California" allait commencer la construction d'une raffinerie près de Nikiski, sur la péninsule de Kenai, à 10 milles au nord de la ville du même nom. La capacité des installations sera de 20.000 barils. M.VESPER a indiqué que la

production de la raffinerie serait essentiellement destinée au marché alaskien et qu'elle suivrait donc la courbe d'expansion de la consommation. Tous les types de dérivés pétroliers seront produits.

25 mai

M.S.L.UDALL, Secrétaire d'Etat américain à l'Intérieur, a informé le Sénat que ses services venaient d'approuver un plan quinquennal de recherches et d'équipement pétroliers, intéressant près de 300.000 ha. dans la région de Band Inlet, qui sera mis en oeuvre par la "Pan American Petroleum Corporation", -et un plan analogue, portant sur 120.000 ha.sur la côte du Golfe d'Alaska, au sud-est d'Anchorage, confié à la "Standard Oil of California". On note qu'il s'agit là des 9ème et 10ème contrats pétroliers de grande ampleur. D'ores et déjà, près de trois millions d'hectares sont sous prospection.

26 mai

La mise aux enchères par le Gouvernement alaskien de permis de prospection pétrolière vient de rapporter 7.000.000 $ au budget de l'Etat, - soit le triple des rentrées escomptées. La région intéressée couvre 30.000 ha. dans la zone de Tyonek, à l'est de Cook Inlet. L'"Oil Company of California" et la "Pure Oil Company" ont figuré parmi les enchérisseurs les plus importants. Le dépassement des prévisions confirme l'intérêt nettement accru que portent les diverses firmes pétrolières à la région prospectée.

4.- Divers

A.- Pêche, océanographie et ressources naturelles

12 mai — Déposant devant la Commission sénatoriale du Commerce, M.D.L.McKERNAN, Directeur du Bureau américain des Pêcheries, a affirmé que l'Union soviétique avait accru les effectifs de ses flotilles de pêche en Mer de Behring et avait même entamé des campagnes d'exploration des eaux aléoutiennes. M.McKERNAN a précisé que le poisson de fond et le crabe King constituaient l'essentiel des prises russes et a ajouté qu'à sa connaissance les pêcheurs soviétiques ne paraissaient prendre aucune mesure de préservation de la faune.

Commentant les déclarations de M.McKERNAN, M.W.MAGNUSON, sénateur démocrate du Washington, a formulé le souhait qu'un traité international portant contingentement des prises et assurant la conservation des zones de pêche couvre tout le Pacifique-Nord. Il a, néanmoins, reconnu qu'un tel traité serait inopérant si l'Union soviétique n'en était pas partie et il a exprimé, alors, l'espoir que des négociations "ad hoc" permettent de promouvoir une telle forme de coopération Est-Ouest dans les eaux arctiques.

2 juin — M.BARTLETT, sénateur démocrate de l'Alaska, a souligné devant le Sénat l'importance que les milieux alaskiens attachent à la proposition de loi récemment déposée par le sénateur MAGNUSON et tendant à la mise en oeuvre d'un programme

national à long terme de recherches océanographiques. M.BARTLETT a, notamment, déclaré :" Avec 38.904 milles, le littoral alaskien représente près des deux tiers du littoral total développé par les 49 autres Etats de l'Union. L'Alaska est le seul Etat américain jouissant du contact de deux océans et baigné par trois mers. Les eaux alaskiennes, riches en poisson, constituent, en outre, un facteur majeur de l'économie de l'Etat. L'Université de l'Alaska serait donc en mesure d'apporter une contribution considérable au projet du sénateur MAGNUSON. La Chambre alaskienne des Représentants a voté d'autre part le 27 mars une résolution dans laquelle elle déclare que le projet du sénateur MAGNUSON est d'une importance vitale pour l'Alaska."

Traitant du même problème, le journal alaskien "Fairbanks Daily News-Miner" écrit, par ailleurs, le 4 avril :"Le sénateur MAGNUSON en présentant sa proposition de loi a déclaré que les spécialistes s'accordaient à reconnaitre les carences déplorables qui ont marqué l'organisation de la recherche scientifique américaine dans l'Arctique et admettent qu'il n'en a certainement pas été de même pour l'URSS en Mer de Behring. L'Institut maritime de l'Alaska pourrait, à coup sûr, contribuer notablement à pallier ces carences."

9 juin

Intervenant devant la Chambre haute des Etats Unis, M.SAYLOR, sénateur républicain de Pennsylvanie, a demandé au Gouvernement de prendre toutes mesures propres à assurer une meilleure protection le l'ours polaire, du morse et de la loutre de mer. "La chasse, a précisé M.SAYLOR, détruit annuellement deux fois plus de morses qu'il

national à long terme de recherches océanographiques. M.BARTLETT a, notamment, déclaré : "Avec 38 000 milles, le littoral alaskien représente près des deux tiers du littoral total développé par les 49 autres Etats de l'Union. L'Alaska est le seul Etat américain jouissant du contact de deux océans et baigné par trois mers. Les eaux alaskiennes, riches en poisson, constituent, en outre, un facteur majeur de l'économie de l'Etat. L'Université de l'Alaska serait donc en mesure d'apporter une contribution considérable au projet du sénateur MAGNUSON. La Chambre alaskienne des Représentants a voté d'autre part le 27 mars une résolution dans laquelle elle déclare que le projet du sénateur MAGNUSON est d'une importance vitale pour l'Alaska."

Traitant du même problème, le journal alaskien "Fairbanks Daily News-Miner" écrit, par ailleurs, le 4 avril :"Le sénateur MAGNUSON en présentant sa proposition de loi a déclaré que les spécialistes s'accordaient à reconnaitre les carences déplorables qui ont marqué l'organisation de la recherche scientifique américaine dans l'Arctique et admettent qu'il n'en a certainement pas été de même pour l'URSS en Mer de Behring. L'Institut maritime de l'Alaska pourrait, à coup sûr, contribuer notablement à pallier ces carences."

9 juin

Intervenant devant la Chambre haute des Etats Unis, M.SAYLOR, sénateur républicain de Pennsylvanie, a demandé au Gouvernement de prendre toutes mesures propres à assurer une meilleure protection le l'ours polaire, du morse et de la loutre de mer. "La chasse, a précisé M.SAYLOR, détruit annuellement deux fois plus de morses qu'il

n'en naît et l'ours polaire est en voie de disparition." Le sénateur de Pennsylvanie a soutenu, en outre, que la législation appropriée devait être fédérale puisque, selon lui, ours polaire, morse et loutre vivent essentiellement dans ou sur les eaux internationales.

B.- Education et culture

10 avril

Au terme de nombreux débats devant le Sénat américain, la loi d'aide à l'enseignement a été votée après que l'action des deux sénateurs de l'Alaska ait, largement, contribué à y inclure des clauses d'exception favorables à l'Alaska et tenant compte des conditions matérielles particulières qui y prévalent. M.GRUENING a déclaré à ce propos :" Mon collègue alaskien, le sénateur BARTLETT a suggéré -et la Commission compétente y a consenti- que le coût des constructions scolaires soit utilisé comme référence générale servant à déterminer le coût de l'enseignement pour chaque Etat (...) En conséquence, dans les Etats où le coût de l'enseignement excède la moyenne de ce coût dans les autres par référence au prix des constructions, des crédits additionnels seront alloués. Le résultat en est que les crédits globaux initialement prévus pour l'Alaska se trouvent dès maintenant doublés."

\+

\+ \+

Sous le n° 200, le Sénat américain a voté une loi modifiant les limitations budgétaires appor-

tées jusqu'ici à la formation professionnelle des Indiens et Esquimaux. M.GRUENING, sénateur de l'Alaska, a commenté le vote en ces termes :" J'estime qu'il s'agit là d'une des plus importantes mesures prises au cours de la session, et susceptible de se solder rapidement par des conséquences économiques pour l'Alaska. En aidant les Indiens et les Esquimaux à s'aider eux-mêmes, la loi votée peut contribuer à leur permettre de subvenir eux-mêmes à leur propre existence en tant que parties intégrantes de la communauté alaskienne. Certes, le nouveau plafond se limite encore à 3.500.000 $: j'espère que dans une étape ultérieure -et je m'y emploierai-l'on pourra faire davantage."

18 avril

M.BARTLETT, sénateur démocrate de l'Alaska, a déposé devant le Sénat un projet de loi visant à permettre l'archivage et le microfilmage des registres paroissiaux tenus par l'Eglise orthodoxe russe en Alaska. "Ces registres, a précisé M.BARTLETT, qui sont actuellement en la possession de la Bibliothèque du Congrès, représentent des centaines de volumes qui contiennent les actes de naissance, de baptême, de mariage et de décès de tous les fidèles alaskiens. Ils couvrent, en général, une période s'étendant de 1816 à 1933, mais certains documents remontent à 1772. Pour beaucoup d'Alaskiens, ces documents constituent les seuls éléments d'état-civil et lorsqu'ils en ont besoin ils doivent s'adresser à la Bibliothèque du Congrès, à Washington, -où ils ne sont d'ailleurs pas archivés (..) En outre,ils intéressent une longue ère d'histoire de l'ancien Alaska sous contrôle russe, et la phase ultérieure durant laquelle l'Alaska n'avait pas de gouvernement organisé. Si ces matériaux n'étaient

pas préservés nous perdrions des sources inestimables d'information, -et, en fait, les seules qui existent."

========

INDEX DES NOMS CITES

(Noms de personnes en capitales)
(Noms de sociétés en minuscules)

ALARVIKKA,57
AMUNDSEN,24
ANDERSON (W),23
A/S Ardal og Sunnal-
Verke,17
Atvidabergs Industrier,47

Bag Gamp Paper,53
BARTLETT,96,97,104,106,107,108
109.
BJERVE (P.J.),14
BUCK (W.K.),85

CAMPBELL (R.I.),73
Chemische Fabrik Naarden, 53
City Lines,84
Compagnie de la Baie
d'Hudson, 85, 88-90
COMTOIS, 80
COYNE (J.E.),66,68,69,70,73
Crawford Housing Services,97

DALGLIESH (P.),83
Det Norske Nitridaktielskap,16
DIEFENBAKER, 71,73,76
DINSDALE, 63,81,83,84,86

EBBISHAM (Lord)47,48
Enso Gutzeit,53

First National Bank,97
FLEMING (D.),60,61,66,67,68,70,72
FOUGNER (S.),15
FROHLICH (H.),55

GETZ-WOLD (K.),10
GRANGESBERG,34
GRAY (L.) 21
GRUENING, 95,98,103,104,108,109

HABERMANN(W),48
HAMILTON(A),78
HANBURGER(Chr.)101,102,103,104
HARE(K),64
HARRIS,97
HEES,83
HICKEL,97
HOLLER(I.C.)19

Imperial Oil Cy.,87
Industrial Acceptance Corp.,73
Industrial Talcott,73
International Nickel Cy.,84
Iron Ore,72

KAMPMANN(V),6
Kansallis Osake Panki,45
KARJALAINEN,45
KEESLER, 97
KEKKONEN,48
Kemi Oy,53
KENNEDY(J),74,76,104
KESWICK,89
KIRWIN,97
KRAG,2,6,7

LEMIEUX(O.A.),65
LIPPMAN(W),9

McGILL,64
McKERNAN,106
McMILLAN(H),76
MAGNUSON(W),97,106,107
MAKI(T),58
MALTERUD (O.C),11
MICHELSEN,11
Mosjoen Aluminium A/S,17

INDEX DES NOMS CITÉS

(Noms de personnes en capitales)
(Noms de sociétés en minuscules)

ALARVIKKA,57
AHUNDSEN,24
ANDERSON (W),23
A/S Ardal og Sunnal-
Verko,17
Atrikabergs Industrier,47

Bay Camp Paper,53
BARTLETT,96,97,104,106,107,108
109.
BUERVE (P.J.),14
BUCK (W.K.),85

CAMPBELL (R.I.),73
Chemische Fabrik Naarden, 53
City Lines,84
Compagnie de la Baie
d'Hudson, 85, 88-90
CONTOIS, 80
COYNE (J.E.),66,68,69,70,73
Crawford Housing Services,97

DALGLIESH (P.),83
Det Norske Nitridaktielskap,16
DIEFENBAKER, 71,73,76
DUNSDALE, 63,81,83,84,86

DREISHAM (Lord)47,48
Dieso Gutzeit,53

Dixet National Bank,97
DUKING (D.),50,61,66,67,68,70,72
DUNNER (S.),15
DROULICH (H.),55

DEWY-WOLD (K.),10
DRANGESBERG,34
DRAY (L.) 21

GRUENING, 95,98,103,104,108,109

HABERMANN(W),48
HAMILTON(A),78
HANBURGER(Chr.)101,102,103,104
HARE(K),64
HARRIS,97
HEES,83
HICKEL,97
HOLLER(I.C.)19

Imperial Oil Cy.,87
Industrial Acceptance Corp.,73
Industrial Talcott,73
International Nickel Cy.,84
Iron Ore,72

KAMPMANN(V),6
Kansallis Osake Panki,45
KARJALAINEN,45
KEESLER, 97
KEKKONEN,48
Kemi Oy,53
KENNEDY(J),74,76,104
KESWICK,89
KIRWIN,97
KRAG,2,6,7

LEMIEUX(O.A.),65
LIPPMAN(W),9

McGILL,64
McKERNAN,106
McMILLAN(H),76
MAGNUSON(W),97,108,107
MAKI(T),58
MAUTERUD (O.C),11
MICHELSEN,11
Mosjoen Aluminium A/S,17

NÄSLUND,40
Norconstruction,12
Norconsultants,13
Nordisk Aluminium Industri AS,18
Norelektro,12
Noreno,12,13
Noreno Brasil,12
Norskaluminium Comp.,16,18
Norsk Hydro,19,20
Norsk Jenverk AS,19
Norteknik AS,12

Oil Cy.of California,105
OSTBYE(R),19
Outokumpu Oy,50
Oy Billas A/B,47
Oy Vuoksenniska A/B,47,50

Pan American Petrol.Corp.,105
PEARSON(L),71
PEDERSEN,16,17
Pohjolan Peruna Oy,55
Porsche, 35
Pure Oil Cy.,105

RANAHAN, 73
Rauta Ruuki Oy,50
REYNOLDS(C.E),85
RIISER-LARSEN,23
ROCKFELLER,11
RUONG,38

Saab, 34,36
SANDYS(D.),74
S.A.S.,23
Savon Sellu Oy,53
SAYLOR,107
Scania Vabis,34
SCHWAM(T.),100
Siemens,36
SKAUG(A.),9
Skogsägarnas Industri A/B,38
Skolts(Lapons),56
Standard Oil of California,104, 105
Standard Western Oper.,104
Stora Kopparbergs Bergslag,47
STRANG(G),30
Svenska Flaktfabriken,38

TALCOTT,73
TALON(J.),64
TILLANDER,51

UDALL(S.),105
UUSIHANNU,56

VANIER,79
VESPER,104
Vigeland Brug A/S,16
VIRKKUNEN,45
VIROLAINEN,45
Volskwagen,35
Volvo,34,35,36

WALKER,86
Westerwiks Trävaru A/B,37
WESTPHALEN, 44
Willys Overland,35

YLISIRNIO, 56

Siemens,36
SKAUG(A.),9
Skogsägarnas Industri A/B,38
Skolts(Lippons),56
Standard Oil of California,104,105
Standard Western Oper.,104
Stora Kopparbergs Bergslag,47
STRANG(G),30
Svenska Plastfabriken,38

TALCOTT,73
TALON(J.),64
TILLANDER,51

UDALL(S.),105
UUSIHANNU,56

VANIER,79
VESPER,104
Vigeland Brug A/S,16
VIRKKUNEN,45
VIROLAINEN,45
Volskwagen,35
Volvo,34,35,36

WALKER,86
Westerwiks Trävaru A/B,37
WESTPHALEN,44
Willys Overland,35

YLISIRNIO, 56

INDEX DES LIEUX CITES

Aklavik,86
Alaska,24,92-110
Alberta, 65,81
Allemagne Ouest,1,3,6,33,48
Anchorage,24,93,97,98,100,101,
104,105
Ardal,17
Arizona,96
Assab,13
Axel Heiberg(Ile),81
Band Inlet,105
Bathurst(Ile),83
Belcher(Ile),85
Belgique,32,33,36
Bonn,6
Boston,97
Bothnie (G.de),50
Brésil,12
Calgary,65
Californie,23,96
Canada,12,18,60-90,93,97
Chibougamau,89
Chicago,73
Chine,62,63,71,78,93,95
Churchill,79,83,84,85
Cold Lake,79
Connecticut,96
Cook Inlet,105
Copenhague,3,23,24,48
Cordova,104
Crater Lake,104
Danemark, 2-8,10,25,27,44,55
Dunderland,19
Eagle Plain,84
Edmonton,65
Eklutna(Lac)104
Ellesmere(Ile),81
Etats Unis,34,61,62,63,73,77,93,
95,97,98,103,104
Ethiopie,13
Eydehavn,16
Fairbanks,98,99,104
Finlande, 27,36,43-58
Flat Creek,84
Fort Simpson,79
Fort Smith,79
France,32
Gallivari,41
Gastineau(Canal),104
Gotenbourg,34,36
Gde Baleine(Ile),85
Gde Bretagne,3,7,9,25,33,44,47,
48,51,61,74,75,77
Haniko,47
Hawaï,95,96
Helsinki,47,48
Hollande,36,54
Hönestrand,18
Höyanger,18
Hudson(Baie d'),83,84,85,86
Inari,56
Inuvik,79,86
James(Baie),84,85
Japon,93
Jernverk,19
Joensun,53
Jokkmok,41,56
Juneau,99,104
Jussaro,50
Kaalasvuoma,42
Karesuando,41
Karvasvaara,50
Kaukopaa,53
Kaulinranta,51
Kaunisvaara,51
Kenai,104
Ketchikan,104
Kharbine,63
Kjeller,21
Kiruna,40,41,56
Kolari,5
Korsnas,50
Kotalahti,50
Koverhar,47
Kristiansand,16
Laponie,55
Lemmenjoki,51
Linköping,36

INDEX DES LIEUX CITES

Long Lake, 104
Londres,6,7,48,79
Louisiane,97
Lulea,33
Luxembourg,32
Mackenzie,79,86
Malmberget,34
Manitoba,84
Mellanbyn,42
Melville(Ile),83
Mexique,95
Mo-I-Rana,19
Montreal,73
Moosonee,84,85
Mosjoen,17
Nahanni,84
Narvik,33
New Jersey,96,97
Nikiski,104
Norrbotten,33,39
Norrkaitum,42
Norrland,30
Norvège,3,8-24,26,27,36,44
Nouveau Brunswick,81
Nouveau Québec,72
Nouvelle Ecosse,81
Nurmes,53
N.W.T.,81,84
Ogilvie,80
Ohio,96
Ontario,65,81,85
Oslo,7,48
Ottawa,88
Paris,6,7
Patricia,80
Paukka Janvaara,50
Pennsylvanie,96,108
Pologne,78
Porto Rico,99
Prague,63
Pyhasalni,50
Québec,80,81
Raahe,50
Rampart Canyon,103,104
Rautasvuoma,42
Ross River,84
Rovaniemi,57
Sarnia,89
Saskatchewan,81
Seattle,95
Sept Iles,89
Sevettijärvi,56
Seward,99
Södertalje,35
Sorkaitum,42
Stockholm,42,46,48
Strassa,34
Suède,3,5,25-42,44,56
Suisse,44
Sunndalsöra,17
Tammisaari,47
Tchecoslovaquie,78
Tokyo,95
Tornionjokki,50,51
Tyonek,105
Tyssdal,16
Uimahurju,53
Uranium City,79
URSS,12,53,78,106,107
Vernon,89
Vierge(Iles de la), 99
Vigeland,16
Washington,96,109
Watson Lake,84
Wilhelmina,39
Wormerver,53
Yellowknife,79
Yukon,80,84

Pyhasalmi,50
Québec,80,81
Raahe,50
Rampart Canyon,103,104
Rautaruukki,42
Ross River,94
Rovaniemi,57
Sarnia,89
Saskatchewan,81
Seattle,95
Sept Iles,89
Sevettijärvi,56
Seward,99
Södertälje,35
Sorkaitum,42
Stockholm,42,46,48
Strassa,54
Suède,3,5,25-42,44,56
Suisse,44
Sundalsöra,17
Tampellaari,47
Tchécoslovaquie,76
Tokyo,95
Torsionjokki,50,51
Tyonek,105
Ysaadai,16
Ulmabur,53
Uranium City,79
USSR,12,53,78,106,107
Vernon,89
Vierge(Iles de la), 99
Vigeland,16
Washington,96,109
Watson Lake,84
Wilhelmina,39
Wormerver,53
Yellowknife,78
Yukon,80,84

INDEX DES MATIERES

I.-EUROPE SEPTENTRIONALE ET BALTIQUE

Agriculture, 3,6,45,54-56
Aluminium, 16-18
Armement, 22,34
Atomique(Indust.),20,21
Automobile,34,48
Bois(Indust.du),36-37,45,51,52
-bois brut,52,53
-cellulose,53
-papier,pulpe,38
Chimie,20
Commerce extérieur,30,31
Consommation
-développement,4
-régression,5,9,15,27,29
Corundite,51
Emploi,30
Emprunt d'Etat,14
Engeenering,12,36
Exportation,31,35,49
Fer(minerai de),33,39,50
Hydroélectricité,20
Importation,4,31
Investissement,15,28,29,44,46,47,48
Lapons,56
Marché Commun,2,6,7,9,10,11
Nickel,50
Pêche,23
Plomb,50
Ports,50
Pouvoir d'achat,4,5,9,14,16
Recherche économique,11,12
Renniculture,57-58
Revenu national,4
Sames(populations),39-42
Sidérurgie,19,32,33,49,50
Transformation(Indust.de),26
Transports aériens,23-24
Uranium,20,50,
Zone de Libre-Echange,8,9,10,11,25,27,31,43,46

II.- NORD ATLANTIQUE ET NORD PACIFIQUE

Agriculture, 87,88
Bois,77
Budget,60,92,93
Cartographie,79
Climatologie,64
Commerce int.& ext.,66,88,95
Démographie,64-65,94
Emploi,62,66,69
Enseignement,108
Etat-civil,109
Exportation,62,74,75,78
Fourrure,89
Géologie,80-81
Hydroélectricité,101,102-103,104
Importation,77
Indigènes(populations),79,109
Investissement,62,66-67,68,69,71,72,73,97
Main d'oeuvre,96
Marché Commun,61,75,76,77
Matières premières,62
Minerai,78,85
Nickel,83
Océanographie,106-107
Pêche,106
Pétrole,78,81-82,83,90,104-105
Ports,83,84-85,86,100
Production industrielle
-développt.,62
-financement,67,68-69,73
Pouvoir d'achat,66,68
Routes,84,97
Transports, 97,98,100

INDEX DES MATIERES

I.- EUROPE SEPTENTRIONALE ET BALTIQUE

II.- NORD ATLANTIQUE ET NORD PACIFIQUE

CENTRE OF ARCTIC AND ANTARCTIC STUDIES

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
VIe Section : Sciences Économiques et Sociales
SORBONNE

DLP 19-10-65 425204

INTER NORD

Bulletin of Economic and Cultural Information for the Northern Regions

ENGLISH EDITION
S. E. V. P. E. N.
(Ministère de l'Education Nationale)
13, rue du Four
PARIS VIIe

December 1961 - No. 3

Directors

Jean-Noël MALAURIE,
Director of the Centre of Arctic and Antarctic Studies, E.P.H.E. Paris

Daniel NAT,
École Pratique des Hautes Études. Paris

Correspondents

Alan COOKE (Dartmouth, N.H. - U.S.A.)

Andri ISAKSSON (Rekjavik)

Bertel W. KARSTEN (Copenhagen)

Eila KIVEKÄS (Helsinki)

Camille LAVERDIÈRE (Montreal)

Robert PARÈS (Stockholm)

Secretary

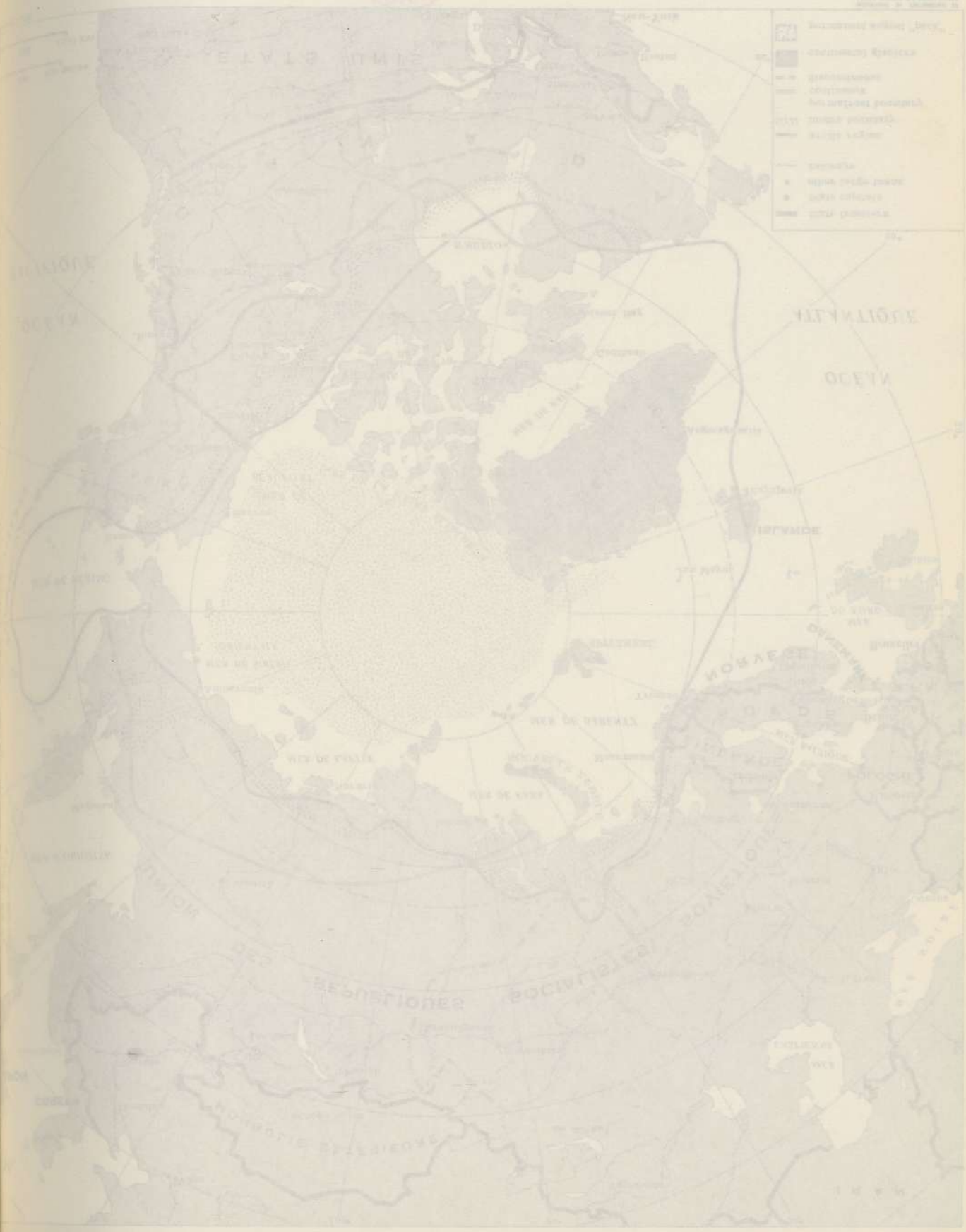
Jillian NIZARD

INTER NORD, *a trimestrial bulletin, is published by the Centre of Arctic and Antarctic Studies of the École Pratique des Hautes Études (Sorbonne), 54, rue de Varenne, Paris (BABylone 48-60).*

For subscriptions, sole agent and administration: S.E.V.P.E.N. (Service d'Édition et de Vente des Publications de l'Éducation Nationale), 13, rue du Four. Paris VIIe.

Annual subscription: 40 NF, $10

UNION DES RÉPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIÉTIQUES
MONGOLIE EXTÉRIEURE
IRAN
CORÉES
JAPON
Pékin
Scoul
Moukden
Oulan Bator
Kharbin
Chita
Irkoutsk
Lac Baïkal
Novosibirsk
Krasnoyarsk
Omsk
Tachkent
Lac Balkhach
MER CASPIENNE
Sverdlovsk
Stalingrad
MER NOIRE
Gorki
Moscou
Odessa
Kiev
Yakoutsk
MER D'OKHOTSK
Magadan
KAMCHATKA
Dikson
MER DE KARA
NOUVELLE ZEMBLE
Arkhangelsk
Léningrad
Varsovie
POLOGNE
Prague
Nordvik
MER DE LAPTEV
Mourmansk
Helsinki
FINLANDE
MER BALTIQUE
Stockholm
SUÈDE
Berlin
R.D.A.
R.F.A.
Copenhague
Oslo
Trondheim
NORVÈGE
DANEMARK
Bruxelles
Paris
Londres
MER DU NORD
Dublin
MER DE BARENTZ
Tromsö
SPITZBERG
Ambarchik
MER DE SIBÉRIE ORIENTALE
MER DE BÉRING
Jan Mayen
ISLANDE
Reykjavik
Nome
Barrow
MER DE BEAUFORT
ILES DE LA REINE ELISABETH
GROENLAND
Thulé
ALASKA
Fairbanks
Anchorage
Inuvik
MER DE BAFFIN
Angmagssalik
TERRE VICTORIA
TERRE DE BAFFIN
Coppermine
Cambridge Bay
Fort-Norman
Grand Lac de l'Ours
Godthaab
Juneau
Yellowknife
Frobisher Bay
OCÉAN PACIFIQUE
OCÉAN ATLANTIQUE
Prince Rupert
Grand Lac des Esclaves
D'HUDSON
Churchill
CANADA
Vancouver
Edmonton
Calgary
Winnipeg
Québec
L. Supérieur
Montréal
Ottawa
L. Ontario
Boston
ETATS UNIS
San Francisco
Salt Lake City
L. Michigan
L. Huron
Détroit
Chicago
L. Erié
New-York
600 miles
1000 km
State frontiers
State capitals
other large towns
railways
arctic region
tundra boundary
permafrost boundary
continuous
discontinuous
continental glaciers
permanent august "pack"
LABORATOIRE DE CARTOGRAPHIE DE L'ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES



I N T E R

N O R D

Bulletin of economic and cultural information for the Northern regions.

SUMMER/AUTUMN 1961

NORTHERN AND BALTIC EUROPE

Denmark
Norway
Sweden
Finland
Poland +
Germany +

pp. 1 - 56

NORTH AMERICA AND NORTH ATLANTIC

Canada
Greenland
Iceland

pp. 57 - 98

NORTH PACIFIC

Alaska
Japan +
Korea +
North China +

pp. 99 - 131

(+) The presentation of these sections is deferred until sufficient information is available. A combined number entitled U.S.S.R.-SIBERIA will be issued later.

I N T E R

N O R D

By July 1961 it was clear to all observers that Great Britain and Denmark's requests to join the Common Market would affect more than the applying powers and the Six Common Market countries. Immediately afterwards, in fact, Norway, followed by Austria, Portugal and, finally, nearly all the Free Trade countries sought admission to the Common Market or requested that discussions should be opened with a view to finding special forms of association. In this way a vast mechanism of multilateral negociations was more or less set up, and it is now clear that it covers all Western and Northern Europe and will henceforth have an organic effect on the concert of world powers.

1) Beyond the Common Market ?

Those who considered that the Treaty of Rome would never be able to set up a working system have been sharply answered by the course of events. But those who wondered, on the contrary, if the very success of the Six's undertaking might not precisely entail for the Six a partial loss of their control may not have been so mistaken. A powerful industrial and agricultural bloc, created in less than three years, with a population of 80 million more than the United States is important for Europe as a whole, and Europe might come to be dependent on this bloc. So striking a situation would almost inevitably have given rise to a number of obvious dangers - not the least of which would have been an accentuation of divisions in Europe - had a new movement not progressively made it clear that there was an increasing need for the establishment of new relationships between the chief Western economies through and beyond the Common Market. The previous issue of Inter-Nord gave readers to understand that such an extension would take place and expressed the view that its scope would soon make the Treaty of Rome, in its present ideological framework, incapable of handling such negociations for long. The position adopted by Sweden - and it would have been an unlikely one had the Government of Stockholm not considered that the original terms laid down by the Six would gradually be modified as more and more parties were involved - has confirmed this trend so clearly that Mr. SPAAK, the Belgian Foreign Minister, finally declared that "the association of neutral countries in the Common Market might soon prove a hindvance". But in the meantime, and outwith Europe, a development was taking place in Canada which gives us good reason to believe that Canada herself will take the initiative

towards joining the Common Market, all the more so as President KENNEDY asked the American Congress at the end of January for the necessary powers to negociate with the Common Market.

2) Economics first

In the light of such a probability implying as it does either a medium or long-term regrouping and overall getting-together, is it likely that such an organization should not be valid for all ? Can one imagine that special conditions should be imposed or maintained to exclude certain countries ? The case of Finland, like that of Iceland, would require special attention were it not evident that the problems these countries raise have in fact a much wider significance. Is it certain, in fact, that the political considerations or ambitions put forward by some of the Six ought really to condemn to isolation nations whose geographical situations are primitive or special ? Do they wish to maintain by the device of simple "association", other countries in an inferior position in a general agreement of co-operation and equality ? The desire to tighten political links, more keenly felt in Western Europe than elsewhere, is admittedly a major and positive characteristic of our time. But more important still is the world-wide movement which obliges surplus economies to reconcile their expansion by better adaptation among themselves. No doubt the two tendencies will prove more or less complementary in later years. Yet the chances of both would be seriously threatened were it not immediately granted that each has its own priorities and hierarchies. National production everywhere is tending to increase by 4 to 6% every year - the rate being faster than the rise in population or market expansion. A stifling atmosphere or situation could soon develop a prelude to highly dangerous regressions - if it were not clear and not commonly agreed that this is where all our common efforts should first be concentrated.

3) Development of Northern Economies

To a remarkable degree, it is the rapid development of Northern economies and the increasing stress they have brought to bear on Western markets which seem to have precipitated this evolution. If one notes that the Northern powers possess all the means of increasing and exploiting their own potential wealth, it is evident that this economic fact has undoubted significance on the international level. But it is first and foremost a historical fact whose importance will appear considerable once appropriate agreements enable the Scandinavian and Northern powers to make their presence and influence felt in Western Europe. Such a union is more than the mere addition of a peripheral zone to Europe, more too than the establishment of purely fortuitous links - it is (and we must admit it) the

restoration of an ancient situation and the reintegration into a civilization, itself synthetic, of one of its essential and original components.

1) South and North

In this light the incorporation of the North American regions in the world field of mining prospection is of great importance.

It seems that the development of these regions, which is encouraged by the State in often very favourable conditions, can only be appreciated within the framework of a national marketing policy. If the North, whose economy is structurally in deficit in this pioneering period when a modern infrastructure is being created, depends considerably for its development on the public and private investments of the South (the cases of Greenland and Alaska are here to the point), the South, within the framework of a national marketing policy may also depend for some of its raw industrial materials on the development of its Arctic extensions. Canada, so far as oil is concerned, is particularly interesting from this point of view.

NORTHERN AND BALTIC

EUROPE

Denmark	PP 2 - 5
Norway	pp 6 - 21
Sweden	pp 22 - 38
Finland	pp 39 - 56
Poland +	
Germany +	

(+) These sections will be represented when sufficient material is available.

D E N M A R K

LOGICALLY COMPELLED BY HER OWN EXPANSION TO WIDEN HER MARKETS, DENMARK CONSIDERS THAT HER AFFILIATION TO THE COMMON MARKET MUST AND CAN BRING ABOUT A PROGRESSIVE UNIFICATION OF ALL EUROPEAN MARKETS.

Of all the Western European countries, Denmark seems to have the most clear-cut and logical position in relation to the Common Market. In a recent article published in the "FINANCIAL TIMES" on November 27th 1961, Mr J.O. KRAG, the Danish Foreign Minister, forcefully declared that if ever Anglo-Danish solidarity were harmed, this would mean purely and simply that nearly half of Denmark's agricultural exports would be deprived of a market ; in which case, there could be no question of Denmark's European policy being different from that of Great Britain.

1) - An economy which is dependent on all European markets.

If this is, properly speaking, one of the absolute data, it is not the only one that influenced the Danish government. Danish trade is almost unique in Europe, in that it is almost equally divided between the Treaty of Rome area and the Stockholm Convention zone. About 70% of total Danish exports go to these two areas of which 40% go to the Seven and more than 30% to the Six. 90% of all Danish farm produce go to the Seven and to the Six : 40% going to the Common Market countries and 50% to the Free Trade Area, of which Great Britain alone receives 46% or more.

The balance of payments situation for the first seven months of 1961 amply illustrates this fact. Danish exports to E.F.T.A countries slightly increased from 2.46 billion crowns to 2.47 billion crowns while imports went from 2.56 to 2.74 billion crowns. On the other hand, exports to the Common Market countries slightly declined, from 1.65 billion crowns to 1.60 billion crowns, whereas imports from the Six increased from 2.87 billion crowns to 2.96 billion crowns. In other words, Denmark's deficit was at its highest in the Sector where she has the least tariff privileges, and is even higher than it could be, since Danish import taxes are among the lowest in Europe.

2)

2) - The Free Trade Area no longer meets the dynamic requirements of its members.

There is no doubt that exports to E.F.T.A countries have recently increased : increases are small, if one considers all exports, and even smaller if one deducts farm produce, which has declined in the total export volume. But could this increase be maintained, if development in other E.F.T.A countries, and especially in the Scandinavian countries, continues at the same rate ? The time may come, when the E.F.T.A countries production capacity could be superior to their absorption capacity.

If this should come about, Denmark's specific situation could cause considerable anxiety, especially if Europe should remain divided into separate tariff blocs. Wage readjustments and price changes which have taken place since last Spring, are so great that national income for 1961-1962 will no doubt increase by 10%. If the widening of outside markets proceeded henceforth at a much slower rhythm than that of an increasing home purchasing power, a serious menace of "over-pressure" would certainly weigh upon the entire Danish economy, - and this would especially hit prices - in which case, the competitiveness of the Danish output would also be affected.

3) - Denmark's policy concerning Scandinavian unity.

Certain Scandinavian observers fear that Denmark's determination to join the Common Market may be harmful to the unity of the Northern Powers. For this reason, certain objections and even some reproaches have been expressed. In actual fact, it appears that Denmark's position with regard to the Common Market is just as clear and as convincing as her attitude towards other issues. By adopting the same policy as that of Great Britain, Denmark's objective is not to leave one tariff bloc for another, but to help to widen and unify the various fields necessary for the well-being of her economy. The motives which explain her request to join the Common Market, are those , which sooner or later will strengthen her links with the Scandinavian countries even more. To a large extent Copenhagen would probably consider that Denmark's new European policy will be only partially sucessful if the phase now opening did not end in a multilateral agreement grouping the Six and the Seven. In this respect, the Danish attitude is very similar to the Norwegian attitude. Therefore, when one considers that Portugal, Switzerland and Austria have seemed to have already admitted the considerations of the economic sense of London, Copenhagen and Oslo, the mere rule of the majority in democracy illustrates the attitude E.F.T.A should adopt on this issue.

31st July - When it learnt of the British decision to request affiliation to the Common Market, the Danish Government published the following official communiqué :"the Government has just examined the situation created by Great Britain's decision to apply for membership of the European Economic Community. The Government, which has already been informed for some time, that such a request might be made, considers that Britain's initiative is a means of overcoming the growing economic divisions in Western Europe, in favour of the economic strengthening and cohesion of our countries. In view of these considerations, and after consulting both the Parliamentary Committee for Foreign Affairs and other E.F.T.A countries, the Government has decided to ask for negotiations to be opened, concerning Denmark's affiliation to the European Economic Community, in terms which respect the particular requirements of the different Danish economic sectors, and those of the Danish community in general, including Greenland and the Faroe Islands. The Government intends to carry out negotiations, which will fully respect her Free Trade Area partners' interests, as well as Northern co-operation. As it did in all former negotiations concerning market problems, the Government will keep in close contact with the different Danish organizations concerned. Before formally contacting the European Economic Community, the Government will submit the issue to Parliament".

5th October - The Organization for European Economic Cooperation has recently published a report on the present Danish economic situation. The report underlines the importance of wage adjustments in 1961, the extremely high increase in national revenue, and the change in the balance of payments situation (which will show a deficit in 1961-1962). The report does not consider that these negative factors can be compensated for by a corresponding increase in productivity ; it therefore foresees that the combined increase in demand and in prices, may jeopardize the home situation.
The O.E.E.C. advocates a strenghtening in restrictive measures. But the need to preserve the well-being of the balance

of payments situation, and thus the rate of investment, leads it to recommend fiscal rather than monetary measures. The report insists that whatever happens, Denmark should pursue her industrialization policy, which should be financed by reducing consumption expenses.

15th October - Members of the British Industries Federation from the London Chamber of Commerce and from the Board of Trade, received a delegation of Danish industrialists and exporters, who had come to Britain to discuss means of developing Anglo-Danish trade.

18th October - In 1962, Great Britain will present the largest textile exhibition ever to have been organized outside Britain by British manufacturers, in Denmark. A certain number of goods designed by Danish specialists and manufactured by British firms, will be exhibited.

19th October - Mr D. HEATH, the British Minister charged to negotiate with the Common Market, declared, on his arrival in Copenhagen, that "It is possible for Britain and Denmark to have a common agricultural policy".

5th November - The Swedish firm SVERIGES OLJEKONSUMENTERS RIKSFORBUND, a Danish firm and certain Danish users associations have created the company NORDISKE OLJEKONSUMENTERS INKOBSFORRETNING, to supply Danish imports of mineral oils on a co-operative basis.

N O R W A Y

NORWAY's REQUEST TO JOIN THE COMMON MARKET, AND HER EAGERNESS TO INCREASE THE SCOPE OF HER NATIONAL DEVELOPMENT, ARE EXAMPLES OF THE PRESENT PARTICULARLY HIGH RATE OF DEVELOPMENT OF HER ECONOMY.

At the opening session of the new Parliament, the Speech from the Throne stressed the heights the country had reached in one of the most prosperous periods of her history. On the other hand, however, some observers have sounded the warning that the present movement of economic expansion could slow down, and stated that certain economic sectors are already showing unhealthy symptoms, which could easily deteriorate even further. Both these opinions seem equally sound.

There is no doubt whatever, that the present Norwegian economic situation is extremely comfortable, and has reached what one might call its "maximum" state of well-being.

Gross national production rose by 6% between 1959 and 1960. It continued to increase in 1960, and by the end of the year had increased by nearly 5% compared with 1959 figures. This rate of increase was practically maintained in 1961. As far as Europe is concerned, this is a record. In the first six months of 1961, the Merchant Navy increased by 18 thousand tons, which gave it a total of 12 million tons by June 30th, 1961. There is full employment in Norway ; in many districts the labour supply is even insufficient.

A) - Expansion tends to be nearing its ceiling

There is however no doubt that the recent high rate of development of the Norwegian economy over the last two years is now tending to slow down in a certain number of sectors.

Some reasons which might explain this slowing-down process are, among others, the wide expansion of consumption, the stiffness of home prices, and the Government's counter-measures (which came into force first in February, then in July). This was accentuated even further by a decrease in the foreign demand for wood, which until then had been favourable for the Norwegian wood industries. The rise in home prices was indeed spectacular. Taking a 1949 index of 100, prices reached index 164 by last February, which means there had been an average monthly increase of 0.44. By September 1961, the price index had reached 172, and

will no doubt be at 175 by December. This means there has been an average monthly increase of 1.1. Since March 1961, the price of bread has increased four times. Compared with 1960 prices, this means a total increase of 13%. The wage increase, which appears to be practically general, confirms the breadth of the labour demand and the over-functioning of the economy. It is evident that the corresponding readjustment of prices, in line with the increase conceded to farm producers, is at the root of the general rise in prices. But on the other hand, the Government's resistance has already influenced the economic situation, as a whole : industrial output only moderately increased in the summer months, whereas the demand for investment goods (with the exception of shipbuilding) slowed down. Even retail trade did not reach the figures expected for July and August.

B) - The need to widen the economy's horizons.

In its article of 10/11/61 under the heading "Major inflation comes to Norway", the Financial Times writes that "Revenues are now increasing more quickly than productivity". This possibly means that the Norwegian economy, in its expansion period, has reached the level where neither the home market, nor foreign markets are sufficient for its own dynamism. It is no doubt still possible to create a provisional phase of stabilization, as the Government is trying to do at the moment, but sooner of later development will push forward, in which case it is essential that markets and foreign trade increase correspondingly. In this perspective, Norway is absolutely obliged to favour all efforts whose aim is to widen and unify the European markets. This is the reason why the Norwegian Government's decision to associate Norway with Great Britain and Denmark's negotiations with the Common Market Executive, is a sign of the strength, and not of the weakness of the Norwegian economy today.

1) - Norway's affiliation to the Common Market contributes to strengthen Great Britain's and the Free Trade countries' position in regard to the Six, and confirms that the progress towards the unification process may be a stage towards an even wider harmonization, affecting all inter-European trade.

Norway has never considered the Free Trade Area as being a "counter-market" opposed to the Treaty of Rome area. Norway's membership in E.F.T.A corresponded with a certain period and stage of her national economic development, and therefore complied fully with all the constitutional and situational factors which had to be taken into account at the time. If Norway is now joining the Common Market, this does not mean a change in her past

policy, but an adaptation of her policy to meet new needs and wider markets, as a result of the maturing of her economy.

C) - On the way to Western Economic co-operation

There is no doubt, as Mr MALTERUD, the Director of the Export Council pointed out on June 17th, 1961, that Norway would have prefered negotiations with the Common Market Executive to have been led by the Free Trade Area as a whole. It is, however, also true, that since then, the drawbacks and the difficulties arising from such an approach, have become more manifest. It has appeared that the adjustments needed for E.F.T.A countries to become associated with the Common Market often vary considerably from country to country, according to the particular problems of each country in question. Despite this fact, the Norwegians are most eager, that the different bilateral agreements concluded should diverge into a vast multilateral agreement, where both the Six and the Seven would be reunited.

But even these considerations, which aim at setting up a more integrated European Market, are not the final objective for the Norwegian Government. For if the Free Trade Area represented a certain historical phase, which is now nearly completed, the Common Market composed of thirteen or fourteen Members, may only be a further stage towards an even more extensive system of agreements.

The structure of Norway's foreign trade in 1960 reveals that the United States is both the 4th customer and the 4th supplier for Norway - after Great Britain, Germany and Sweden. Norwegian imports from Canada come next after those from the United States. Norway has heavy deficit accounts both with the United States and with Canada. In the first six months of 1961, big efforts on the part of Norwegian exporters succeeded in reducing the corresponding 1960 deficit by almost half. If medium or long term tariff adjustments and agreements cannot be reached between the Common Market and the American markets - and this is one of the O.E.C.D.'s main objectives - both Norwegian foreign trade and her Merchant Navy will become increasingly dependent upon Europe, and especially upon Norway's powerful partners, such as Western Germany.

D) - European unification and Northern unity.

Some observers have expressed the opinion that Norway's and Denmark's eagerness to enter the Common Market could harm Northern unity. These ideas prevailed particularly at the Voksenasen meeting, near Oslo, where it was thought that Norway and Denmark's entry into the Common Market would be incompatible with Sweden's neutrality, and with Finland's most particular position. Nearly all Norwegian commentators on this point, strive to show that such reasoning lacks consistency, as nearly all Scandinavian foreign trade is directed towards Great Britain and Western Europe, and if Western Europe and Britain agree to work together it seems almost impossible for the Scandinavian countries to oppose this trend. It therefore seems that Inter-

Northern relations would be endangered, if the Scandinavian powers act differently one from another or disperse their efforts. Certainly Finland is in a very particular position, but this was also so when she negotiated her entry into the Free Trade Association. At that time, is is possible to have a special agreement for Finland, so why should it not be possible to conclude the same type of agreement within an enlarged Common Market ? What is important, is that inter-northern unity should be proteted and it is therefore important that Oslo, Stockholm and Copenhagen all come to an agreement concerning the European economic organization.

The new situation is sure to create a certain number of problems, particularly concerning the interpretation of the Treaty of Rome : does this implicate Members' foreign policy in any way, or not ? The answer to this question will come gradually ; time will tell. There is however every reason to think, that the more the Common Market tries to regroup Western and Northern European countries, the more it seems likely that economics will override politics, and realism will replace ideology. It remains to be hoped, that arrangements and compromises which may appear difficult to achieve at present, will be reached in the long run - especially if the easing of the international situation, to which EFTA aspires, continues to influence Western policy.

12th August - A reasonable arrangement for a common trade area comprising the greater part of Western Europe would be entirely in line with the fundamental principles of the Labour Movement, said the leader of the Norwegian Labour Government, Prime Minister Einar GERHARDSEN, speaking at a party rally last Sunday.

The Labour Movement has always regarded it as one of its main aims to develop international co-operation and to remove barriers between nations, said Mr GERHARDSEN. He emphasized, however, that the future possible organization, in order to be acceptable to Norway, would have to meet her requirements in the main, and allow her to continue to work for Norwegian interests and to express Norwegian views.

Norway joined the European Free Trade Association because the Government regarded a link-up with the greater market as necessary, if she were to reap the full benefits of modern technical developments. EFTA was considered as a road to an increased productivity and standard of living.

However, EFTA comprises a limited area of Western Europe - an area of only 90 million inhabitants. The primary goal for

Norway, and the solution which is thought to give the highest material standards, is a joint market comprising the whole of Western Europe, said Mr GERHARDSEN.
He pointed out, that the Government had been engaged in studies of what would be the effects of a Norwegian affiliation to a European common market, for a long time. These studies had been carried out in close consultation with the industrial organizations.

26th August - The Norwegian Government will not decide upon its attitude to the question of a possible application for membership to the Common Market until after the General Election on September 11th., said Prime Minister Einar GERHARDSEN this week. Detailed information clarifying the various alternatives is now being collected, and will in time be put before the various industrial organizations and the new Storting (Parliament).
Mr GERHARDSEN said that Sweden's statement that she will not apply for membership, came as no surprise. Apparently, he said, Sweden attaches more importance to the political side of the question, than Norway does, but with the Swedish policy, of strict neutrality, this is understandable.
Asked whether he agreed that the Rome Treaty did not make it impossible for countries with dissimilar foreign and defense policies to join, Mr GERHARDSEN replied that he personally could see no objection to such an interpretation of the Treaty.
The questions which have to be clarified before the Government can take any decision are, said the Prime Minister, the effect on Norway's fisheries and fisheries limits, on her agriculture and on her trade with countries outside the Market, and what consequences the Treaty's provisions for a free capital movement and rights of establishment would have.
In reply to a question, whether the matter would be referred to the people before any decision were to be made, Mr GERHARDSEN said that in his personal opinion, the problem was not one that was very well suited for a referendum.

2nd September - "In our view, based on detailed analyses of the Rome Treaty, carried out by Norwegian experts, a country can well be a Member of the Common Market, while following a neutral course in its foreign and defense policies", said the Norwegian Minister of Trade, Mr Arne SKAUG, at a Press Conference last weekend. "The Rome Treaty is in form and content primarily an agreement for economic cooperation. Admittedly, extensive tasks and authority have been vested in the organs of the Common Market, but the transfer of sovereignty in the economic field goes no further than what we already are used to in other international organizations, of which we are members," said Mr SKAUG.

18th November - Norway should not remain aloof from the co-operation which is now developing in Western Europe, said Foreign Minister Halvard LANGE in a talk to the Oslo Commercial Association last week. Considering the choice between full membership and association with regard to the Common Market, Mr LANGE said that it is impossible through an association to secure all the benefits of a great market and at the same time avoid all the responsibilities.
The Foreign Minister considered that the possibility of gaining understanding for and acceptance of the special economic and social problems that the Common Market would raise for Norway, would be greatly enhanced by applying for full membership. to obtain
If during the negotiations it proved impossible such special arrangements as Norway considered necessary, her application could be converted into an application for an associate status. Presumably negotiations for such association would take place in a more favourable atmosphere if Norway had shown initially that she had been prepared to take part in the co-operation as far as her resources would allow her to.
Mentioning the political side of the question, Mr LANGE said that although the Rome Treaty itself was purely an agreement for economic co-operation, it was set against a political background. The challenge from the dictatorship States in the East necessitates a closer co-operation in Western Europe,

and the six Common Market countries are in the process of developing such co-operation, quite independently of the Treaty.

How far this political co-operation will go, is not clear. So far there is nothing supra-national about it, and there are indications that also in the future it will go no further than the sort of international co-operation, which is already known from the O.E.E.C and N.A.T.O. In any event, said Mr LANGE, if Britain and Denmark join as full members, it is doubtful whether Norway could remain outside without this having the most undesirable political consequences.

2. - Plans aiming to make Norway's aluminium industry the most powerful in Europe, oblige Norway to reinforce her hydro-electric infrastructure to a great extent, and to look for new markets capable of absorbing her aluminium products.

29th November - Norway's aluminium industry, whose capacity has almost doubled in five years (1), is expanding further. Norway hopes to become the biggest producer of the metal in Europe.

According to a report in the "Financial Times," the present output of about 185,000 tons per year will rise to some 250,000 tons by 1965. By the end of the decade the figure may reach 650,000 tons. The government would like to see a speed-up in the present plans, claiming that between 700 and 800,000 tons per year should be produced in 10 years' time. Such a policy has been contested by some sectors of the industry. Mr MONRAD-AAS, President of the Norwegian Federation of Industries has queried whether such an output could be sold at profitable prices, and is of the opinion that such an expansion would be detrimental to the development of other industries. Other industrialists have expressed disinclination

(1) See INTER-NORD (2) Pages 16-18.

to go ahead with their expansion schemes until Norway's relations with the E.E.C. are defined.
At Ardal, the ARDAL and SUNNDAL VERK Company is completing a 35,000 tons per year smelter which will go into full production in Spring, 1962. They also intend to double the capacity of the Sunndalsøsra plant to 100,000 tons per year and plan a new 100,000 tons-per-year smelter somewhere in western Norway.
Mosjøen Aluminium A/S is developing its smelter at Mosjøen to produce 50,000 tons by 1963. When additional power can be obtained - probably in 1967-68 - the smelter's capacity should be 100,000 tons per year.
NORSK HYDRO and ELEKTROKEMISK also plan to enter the aluminium field with Smelters producing a 100,000 tons per year.

22nd August - The first 100,000 KW. aggregate in the world was started by Norwegian Prime Minister Einar GERHARDSEN. This marked the opening of the first stage of the gigantic TOKKE hydro-electric scheme, TOKKE I, which when completed will yield 400,000 KW., and be the largest power station in Northern Europe. It was also the first time in Norway that electric current of 300 KW. voltage was sent through the wires direct to consumers.
The opening was celebrated with a Luncheon for 1,700 guests, engineers, technical leaders and workers, who were in five different localities miles apart, but all joining in through radio inter-communication. Mr GERHARDSEN in his speech, said that the occasion marked the first step in a project, which when completed, would be of decisive importance to the economy of Norway.
The TOKKE scheme, comprising a large area in the county of Telemark in the middle of South Norway, is a Government enterprise, and was adopted by the Storting (Parliament) in April 1956. The completion of the first step of TOKKE I has taken five years, and present investment amounts to 15 and 1/2 million pounds sterling. When finished by the end 1962, TOKKE I will yield 400,000 KWh., of which will give an annual output of 2,130 million KWh.

The whole project, however, calls for another four power stations to be built, which together with the one just opened will have a total capacity of approximatively 1,000 million kilowatt. The total cost is calculated to be in the region of 50 million pounds sterling and completion is expected before the end of 1965.

The subsequent stations TOKKE II, III, IV and V will have an annual capacity of 920 million KWh, 475 million KWh, 175 million KWh and 70 million KWh respectively. In addition, comes a smaller station producing 4,000 KW which has already been built for constructional purposes and which will remain in use.

The whole project includes the building of 30 dams and the blasting of over 60 miles of tunnels through rock. Already nearly 2 million kilos of dynamite have been used. TOKKE I alone will produce power worth 3&1/2 million pounds sterling yearly.

The scheme is partly financed through a 50 million dollar loan from the World Bank.

3. - Tariff openings to the Common Market could help to overcome the state of depression, which the Norwegian wood industry is going through at present. They could also offer these the vast markets necessary for their future rapid development.

19th September - The export market for woodprocessing products, particularly paper pulp, has caused some anxiety among Norwegian producers, since last Spring, on account of falling sales and shrinking profit margins. This situation is accentuated by the fact that exporters had already agreed to make considerable price concessions for the Third Quarter. Economic observers note that stocks are increasing both on British and Scandinavian markets, whereas American competition is increasing. Production costs have also increased considerably in Norway, and add to difficulties already arising from a wage-increase agreement concluded in the Spring.

For these reasons, Norwegian producers of woodprocessing products will pay particular attention to the course of events resulting from any form of negotiations with the Common Market. They consider that consumption of woodprocessing by-products is increasing within the Common Market, and note that if the present state of affairs were to continue, Norway could have more immediate access to these markets than Sweden, Canada, the United States, and above all, Finland. For this reason, the Norwegian woodprocessing industries seem prepared to speed up concentration, in order to increase the quality of their products and to establish competitive prices. As a result of this policy, attention may be called to the fact that FOLLUM FABRIKER, near Honefoss, has taken over a plant from A/S VIUL TRESLIPERI, and is also negotiating a co-operation agreement with HOFSFOS TRAESLIPERI OG PAPIRFABRIK and A/S HEEN DAMPSAG. A/S BORREGAARD SARPSBORG, Norway's biggest industrial concern, is shortly expected to take over AND.H.KIAER and Co. Ltd., Fredriksstad.

25th November - In the view of the wood-processing industry, Norway should make very far-reaching efforts to get behind the external joint tariff wall of the six Common Market countries, according to a report submitted by a delegation from the industry to the Storting (Parliament).
It may be expected that the Common Market countries, possibly in future including Britain and Denmark, will make decided efforts to develop their own wood-processing industry behind the shelter of the common tariffs wall. If Norway remains outside, this could lead to an adverse development in the Norwegian industry away from the production of highly finished and fully manufactured products, back to the delivery of semi-manufactured goods and raw materials. Although it points out that it is well aware of the many serious problems connected with membership of the Common Market, the conclusion of the delegation is that Norway should apply for full membership.
15)

28th November - NORDENFJELDSKE TREFOREDING A/S, a company formed by forest owners to build a paper mill, with an annual 100,000 ton output capacity, has offered shares for public subscription. Various forest owners' organisations have already subscribed nearly half of the capital. Plans under project estimate that the annual output capacity of the plant could shortly reach 200,000 tons.

Miscellaneous News

28th November - The Government has announced an increase of 600 Kr. in the special import tax on new cars. The increase takes effect immediately, in place of the petrol tax increase. The reason for this measure is the Government's desire to curb excessive imports of foreign cars, and subsequently to protect the country's balance of payments.

29th November - The new atomic reactor at the Institute of Atomic Energy at KJELLER, outside Oslo, was formally inaugurated. The reactor, which is an experimental one, designed to yield valuable information about the construction and running of power-production reactors, has been tested and works quite satisfactorily. The inauguration was attended by representatives of the International Atomic Energy Agency in Vienna, which will cooperate with the Norwegian Institute in a reactor physics programme.

4. - The spectacular development of the Norwegian Merchant Navy has contributed to founding Western Europe's supremacy in international shipping.

There is some difficulty in fixing the exact tonnage of the Norwegian Merchant Navy. It has been increasing constantly at a considerable rate and for October 1961 alone, it increased by about 17,300,000 d.W.T., which means there was an increase of nearly 13% compared with October 1959 figures. 16)

Norwegian ship-owners have been remarkably skilful in making use of the tariff reductions and payment facilities, granted by shipyards in 1961. These favourable conditions have enabled them to overcome certain difficulties caused by the surplus in international shipping, and by the decrease in freight rates. 80 ships were delivered to Norwegian ship-owners in the first nine months of 1961 ; they represented a total d.w.t. of 1,200,000. For the same period, orders were placed with foreign shipyards for 24 super-tankers totalling 1,200,000 d.w.t., and for 44 cargo boats, totalling 500,000 d.w.t., whereas Norwegian shipyards received orders for a large number of ships, including a giant tanker of 100,000 T to be completed in 1965 by the ROSENBERG Company of Stavanger for BERGESEN & Co. Western Germany and Spain are among the foreign builders. The importance of shipbuilding for the national economy is illustrated by the fact that nearly 35% of total foreign currency that Norway receives comes from transport carried by the Merchant Navy.

With tonnage that Great Britain has already put into action, the spectacular expansion of the Norwegian Navy highly accentuates Western European supremacy in shipping. One should, however, note that this supremacy is almost entirely monopolized by E.F.T.A. countries, and there is no doubt whatsoever, that this fact will be of considerable importance at a time when negotiations are due to take place between members of the Common Market and of the Stockholm Convention. A closer co-operation on the technical and tariff planes between Western European fleets could therefore come about at a time when the United States Navy is doing everything in its power to consolidate its own position and to wipe out competition. Sooner or later, the chief naval powers of the Western world are bound to have to confront each other and negotiate. And it will be easier to come to overall agreements if a certain number of regroupings and preliminary co-ordinations have meanwhile been established. In this respect, any tightening of the links between the different European economies would no doubt have a favourable influence.

12th October - Mr Jorgen JAHRE, Chairman of the Norwegian Shipbuilders' Association, firmly condemned the present policy of American owners , and their flag discrimination trend. He was speaking at the Association's yearly Congress, of which he was chairman. He did not hide the fact that he considered that such a policy contradicted the principle of co-operation among Nations of the Free World ; he hinted that the time would soon come, when it would be necessary to discuss this problem frankly with the United States.

13th November - The "Norwegian Journal of Commerce and Navigation" evokes the possibility of tightening links between the naval powers of Europe, within the framework of the Common Market ; it states that this would be a means of reacting more efficiently against present protectionist policies of American shipping. As the newspaper itself states : "It is highly improbable that the naval powers will sit back and take American owners' behaviour. . Measures should be taken against the United States, even if these appear unpleasant to naval nations".

18th November - Stateless sailors on Norwegian ships will now be considered domiciled in Norway, if they have sailed 600 days under the Norwegian flag, but they cannot apply for Norwegian citizenship until they have sailed for 8-10 years under the Norwegian flag, according to an announcement from the Ministry of Justice. The normal residence requirement for foreigners seeking Norwegian citizenship is seven years.

2nd September - FISHING

New regulations covering the extension of Norway's fishery zone from 6 to 12 nautical miles, went into effect on September 1st. The extension applies to waters west and north of Lindesnes. On April 1, 1961, the Norwegian fishery zone was extended from 4 to 6 nautical miles.

Under the new regulations, Norwegian trawlers will be permitted to operate within the 6-12 mile zone. In specified waters and at certain times, fishing with gear other than lines, handlines and nets will be prohibited up to the 4-mile limit.

In accordance with the Norwegian-British fishery agreement of November 17th 1960, British vessels will be permitted to fish in the 6-12 mile zone until October 31st 1970. The ban against gear other than lines, handlines and nets in certain areas also applies to British fishing vessels.

Until further notice, Danish, Swedish and Faroese fishing vessels will also be allowed to operate within the 6-12 mile limit, subject to Norwegian fishery laws and Norwegian jurisdiction.

25th November - Negotiations between the Soviet Union and Norway concerning permission for Soviet vessels to continue to fish within the new Norwegian fisheries limits between 6 and 12 miles, took place in Oslo this week. No agreement was reached.

According to the official communiqué, the Soviet negotiators claimed that there is a fundamental difference between the Russian 12-mile territorial limit and the Norwegian 12-mile fisheries limit. They offered an undertaking to buy Norwegian fish products over a number of years, in return for fishing rights.

The Norwegian view is that the principle of mutual concessions applied in negotiations with other countries, would imply rights for Norwegians to fish within the same limits outside the Russian coast. As far as fishing rights are concerned, it is irrelevant whether the restricted zones are called territorial limits or fishing limits.

Miscellaneous News

10th October - King Olaf V of Norway has just received the Nansen Medal from the United Nations High Commissioner for Refugees, in recognition of the Royal family's contribution to the World Refugee Year.

15th October - Following the decision reached by the Northern Council, a sub-committee, composed of Governmental representatives from Norway, Denmark, Iceland, Sweden and Finland has met to discuss means of improving Northern technical assistance and co-operation in favour of "under-developed' countries. They agreed upon the idea of creating a Northern Centre of Education in an African country.

25th November - Norwegian official aid programmes to under-developed countries should be increased to reach a total of at least one quarter%of the gross national income, as soon as possible, according to a Government report submitted to the Storting (Parliament). The sum allocated on next year's budget

for this purpose, 38 million Kr. approximately one eigth% of the national income, is regarded as the first step towards this short-term aim.

The amounts proposed for 1962 as Norwegian contributions to United Nations programmes, will put Norway among the largest contributors reckoned on a proportional basis.

5. - Northern Districts.

a) Population

According to the Sorvaranger Avis of 19/8/61, the population of Finnmark had reached 72,500 inhabitants. The Lofotposten of 23/8/61 notes that there have been relatively few demographic changes in Northern Norway in 1960 : it appears that the total population increased by less than 1000 inhabitants, from 437,182 inhabitants to 438,085.

b) Employment

Mr Holger JENSEN, of the FINNMARK OG NORDSTROMS FISKEINDUSTRI, declared to the Lofotposten on August 16th 1961, that Finnmark was suffering from a considerable lack of labour during the summer fishing season ; he added that if workers could come from Western Norway, which is at present suffering from unemployment, this would help to solve the problem.

The new Narvik steelworks will open in January 1964. The works will absorb both coke from Mo, and the entire coal production from King's Bay, Svalbard. Starting with a yearly 80,000 ton output, the works will eventually yield 200,000 tons annually.

8,000 new jobs have been created since 1951 in Nordland - including 4,500 for industry ; the total number of posts has increased from 41,510 in 1951 to 49,338 in 1961. There is barely any unemployment in this province. In August 1961 unemployment touched only 280 workers.

c) Agriculture

The newspaper Fremovir printed a study on agriculture in its number of 7/8/61. This study, concerning the agricultural situation in Northern Norway, reveals that industrial expansion, which is taking place there at present, is of direct benefit to farmers. The development of consumption markets stimulates the milk production, as well as that of meat and vegetables ; this helps to improve the standard of living in a farm area.

Slaughter-houses and refrigerator equipment are being built at Skipagurra, on the River Tana, to deal with 30,000 reindeer.

d) F i s h i n g

The State Fund for provincial economic development may be used for building small tonnage fishing boats for Finnmark and Trömso, which in addition to trawlers, would provide fish for the frozen fish factories. It has been decided that 20 experimental boats will be built. The State Fund has also just opened a 775,000 crown credit account to extend and rationalize the Trömso frozen fish factory.

S W E D E N

SWEDEN, A MAJOR SCANDINAVIAN POWER, IN A PRIVILEGED STATE OF EXPANSION, WILL ASSERT BEFORE THE NATIONS OF THE COMMON MARKET THAT SHE IS NO LESS ATTACHED TO NORDIC UNITY THAN TO HER OWN PROSPERITY.

Though the index of consumption has remained practically unchanged since the last quarter of 1960, there has been a spectacular reabsorption of the deficit in the balance of accounts. Taken together, those two facts clearly show the privileged position which Sweden occupies at the present time in the concert of Scandinavian countries. Whereas for some of these countries, the curve of good fortune, which has marked the evolution of Northern Europe for more than two years, is tending to fall, Swedish economy remains undeniably on the upgrade. Forecasts for the months to come lead one to suppose that this tendency will be modified hardly at all and that the possible "subsidences" of the future will preserve a minor character.

From January to September 1961, the deficit in foreign trade was reduced by half, as compared with the corresponding period of 1960 : for this period it reached a total of 1,209 million crowns, as against 613 million crowns for the first three quarters of 1961. But it is most important to note that this reabsorption is due both to the remarkable increase in exports (+8%) and to the very slight growth in imports (+2%). Besides, as far as imports are concerned, the portion of goods incorporated in national production is considerable : if, on the other hand, imports of wool and raw cotton, not to mention those of metallurgical products have decreased, imports of machinery have increased by 22% in 1960/61.

These favourable factors help to explain the very healthy structure and the clearly dynamic character of the general situation in Sweden. The probable developments of national production, of exports and of consumption for the whole of 1961, particularly, are clearly very closely linked and thus exclude the possibility of distortions in the evolution of the economy. According to the information supplied at the beginning of September by the Federation of Swedish Industries, the industrial production compared for the first 6 months of 1960 and 1961 will in all probability show an improvement of from 5%

to 6%. In terms of the prognostics of the Swedish Institute for Economic Research, an almost identical increase will mark the expansion of consumption, - on the basis of an increase in individual revenues in the region of 7%. As for exports, the figures for 1961 ought, it is thought, to show an increase of 5%. If, moreover, it is observed that the industrial investments will be increased from 13 to 15% on 1960, the entire movement of expansion appears all the more remarkable since it seems to be essentially directed towards foreign markets. In the case of Sweden, it is not so much the prosperity, however undeniable it may be, which draws one's attention, as the clear growth of her national economic strength.

- The Leading role of iron ore.

The structure of exports is very significant on this point. In fact the proportion of finished goods of a high technical quality grows unceasingly, - and the indications given on this subject in the second number of "INTER-NORD" are all the more revealing. From the first three quarters of 1960 to the corresponding period of 1961, exports of machinery expanded by 23% (of which nearly 9% consists of electric motors). As the bulletin of the Swedish International Press Office remarks : "More than half the increase in exports is represented by machinery, cars and ships." Indeed, exports of iron ore and of semi-manufactured metallurgical products constitute, in pure money value, the largest fraction of Swedish foreign trade, but it is to be noted that from 1960 to 1961 their expansion swings only from 6 to 12%. To a very large extent, it seems that they help above all to finance the varied industrialisation of Swedish economy and that, from now on, they will constitute the means, rather than the end of national expansion. Doubtless - as witnesses an article published on 27th August 1961 in NORRKENS FLAMMAN under the title :"Swedish industry stagnates" - it is possible that the launching of the general process of development has been slightly slower in Sweden than elsewhere. But what importance can be given to this fact, if one observes besides the exceptional trump cards which Swedish economy holds, occupying simultaneously a position of increasing importance on the level of finished industrial goods, and a leading position in the world market for iron ore ? It is to be imagined that on account of this Sweden is remarkably well armed, and in any case better armed than other countries, to undergo without danger the slumps which could affect certain sectors, - such as the timber industries, for example, whose position is tending to decline.

1. - The points of view or the conditions which Sweden would be led to formulate in negotiations with the powers of the Common Market can contribute to a re-organisation of inter-European relations just as

the more direct initiatives taken by Great Britain, Denmark and Norway, may do

Aiming at polyvalence - which constitutes a factor of consolidation and of national independence - and possessing the means of achieving this goal, Swedish economy is, without doubt, less subject than others to variations in market trends. But on the other hand, - as possessing a complete and complex economy, Sweden is in process of assuring for herself a preponderant position in the geographical zone of which, in fact, she occupies the centre. The clinging of Sweden to her neutrality, the extreme importance which she attaches to the support and even the tightening of Scandinavian unity constitute, in this respect, two major facts which one must be convinced mark permanently her attitude and which therefore seem bound to exert an influence on the behaviour of Sweden with regard to the Common Market.

Certainly, it was almost impossible for Sweden to adopt a negative attitude with regard to the new situation created by Britain's demand for entry into the Common Market. On the other hand, one could foresee - and this prognostic can be maintained - that the Swedish Government might strive harder than some of her neighbouring States to take into consideration the factors affecting in its entirety the Nordic question as such. The direct and insistent allusions made by Swedish spokesmen in the case of Finland are but one expression of it. The emphasis placed in the official Swedish declaration quoted below on the role past and present of the Free Trade Area, and the invitation extended to its members to remain united and loyal to the terms of the Convention of Stockholm provide further examples.

It would appear hardly tenable to claim that these are merely rhetoric and that after all Sweden will find herself forced to reunite - Volens nolens - with her other partners in the E.F.T.A. within the Common Market. In reality, on the level of the political implications of the Treaty of Rome, as much as on that of the economic cohesion of the Nordic area as such - it seems necessary to exclude the possibility that Sweden may not determine on negotiations to impose on the Six limits and conditions. Is it probable - and, above all, is it possible - that the nations of the Common Market are prepared to take absolutely no notice ? Could it be, in this case, that the other nations of the E.F.T.A. might not support Sweden, if such support provided the means of obtaining from the Six certain arrangements of the Treaty of Rome and the possibility of preserving the "zonal" groupings already in existence, of which Benelux is already an example and of which an inter-Scandinavian association, still more closely linked, might be another ?

31st July - The Swedish Government made public the following declaration :

"For a long time now, Sweden, in its commercial policy, has taken the line of endeavouring ceaselessly to keep up commercial relations with every country and of working for a general liberation of world trade. That is why Sweden has actively collaborated in the search for a solution to the commercial problems of Europe and considers that her adhesion to the Free Trade Area comes within the framework of this collaboration. The Swedish Government hopes that the British initiative, now made public, will open up new perspectives of unification of the European market for which we have worked for a long time and which constitutes one of the principal objectives of the E.F.T.A Now, as before, Sweden is ready to participate in negotiations to this effect. The declaration published today in Geneva (1) confirms the decisions taken in June at the meeting in London concerning the principles from which there is every reason to draw one's inspiration for these negotiations - the countries of the Free Trade Area must co-ordinate their actions and remain united from start to finish of the negotiations. The reciprocal pledges taken by the member States must be maintained at least until the negotiations have ended in a settlement which satisfies the legitimate interests of all the members of the E.F.T.A. and allows all of them to participate from the same date in an integrated European market. At the same time, Sweden is working for the development and reinforcement of the Free Trade Area. All the countries which make up this area agree on this point. The Swedish Government therefore gives its assent to the declaration published today in Geneva by the E.F.T.A. . of which Mr KREISKY, Austrian Foreign Minister and President of the E.F.T.A. Council, is to inform the European Economic Community. We hope that this declaration will arouse positive reactions within the Community".

(1) Declaration published at the end of the meeting of the ministers of the E.F.T.A. Council held in Geneva on 28th July 1961.

25th October - According to information collected by the "FINANCIAL TIMES", the Council of the Scandinavian States, summoned to sit at Hanko (Finland) on the 11th and 12th November, will be called upon to consider a project aiming at a much closer union of the Nordic States and even tending to establish between them links which would make them an organic association, - similar to the Benelux.
In the terms of the project to be submitted to Heads of Governments, the signatory nations would be considered as a single territory in which the citizens of the States concerned would share identical rights in many domains. Production, and settlement movements of capital would enjoy increased liberty. Customs barriers would be progressively abolished. The clauses would relate to cultural and social questions (it is known that exchange of labour has been for some time the object of agreements between the Nordic States)- as well as to foreign policy. The initiators of the project esteem that this last can contribute to the promotion of a Nordic Union and assert besides that such a union would be competent to negotiate, as such, with the powers of the Common Market.

2. - The probable increase in the world demand for iron ore must assure for Sweden the time and means to develop her industries whose expansion is already impressive.

Although Sweden only produces 6% of the world's supply of iron ore, almost a quarter of the iron ore exported throughout the whole world comes from Swedish mines. The high grade of this ore (60 to 70% as against 55% for Canadian ore) explains the eminence of the position occupied by Sweden on this plane, and makes manifest the fact that the resources from which she draws are not near to dwindling. If one considers in particular, the beds of Central Sweden (not to mention those of Swedish pumice) that the reserves must probably exceed 3,000 million tons, and supposing that the present rate of extraction is maintained, Sweden has still before her nearly two centuries of production.

The prognostics unanimously agree, besides, on a great increase in the international demand for steel. This will increase

by 115% from now until 1975 and if the present rates of extraction of ores are maintained, Sweden will be called upon to cover one fifth of these needs. European consumption will notably grow considerably (35 million tons of ore more from now to 1975), and the experts note that Swedish ores have the advantage, on this plane, of being within easiest reach.

12th October - The GRANGESBERG group will develop the installations of its steelworks at Oxelösund to increase its rolling capacities. The construction of a new blast-furnace of 150 tons, notably, is conjectured ; this will permit an increase of 30% in the production of steel ingots, which will thus be enlarged to about 560,000 tons a year. The new blast-furnace will go into action in 1967.

21st July - A starch factory, which will be without doubt the most modern in Europe, will be put into service at the beginning of Autumn at Backartog, near Kristianstad. It will replace 13 starch factories which belonged to the Swedish Association of Starch Producers. The factory will operate day and night throughout the season. Its automation will be such that 11 people will suffice to assure its working.

9th August - The firm E.J. DU PONT DE NEMOURS will construct at Märsta, near Stockholm, an important factory for the fabrication of paint products, called upon to supply the whole of Scandinavia. The installations will be finished by the end of 1962 and the production will specialise initially in lacquer for vehicles, and a high quality finish for industrial products.

19th September - Mr E. SVENSSON, assistant director of the firm ELECTROLUX, provided information on comparable wages paid by the firm in its different European factories. If one takes the piece-work wages paid by ELECTROLUX in its Stockholm factory as equalling 100, the wages paid by the firm in France stand at 60, those paid in the Berlin factory at 45, and those in Milan at 35. In taking into account the subsidies formed by family allowances in France and the premiums generally granted by Italian

or German employers, these figures remain at 75.5 and 50. On the other hand, if one compares - all the equipment being considered as identical - the cost price of the firm's products in the different European factories, taking as basis Stockholm = 100, France stands at 90, and Berlin and Milan at 85.

31st October The firm, INTERNATIONAL BUSINESS MACHINE, is preparing to open a new factory established at Vällingby, near Stockholm. The factory will constitute one of the principal European units for the fabrication of IBM perforated cards.

AUTOMOBILE INDUSTRY

21st July - According to the statistics of the Association of Swedish Car Manufacturers, the sales of new cars reached 90,383 units during the first half of 1961, an increase of 15% on the period, January to June 1960. During June alone, sales reached 19,242 units, nearly 4,600 more than in the corresponding period of the previous year.
Volvo heads the list with 22,087 units, nearly 4,000 more than the previous year. Then come Volkswagen, Opel and Saab.

6th September - According to Mr Benkt ROSENQUIST, president of the National Federation of the Swedish Car Trade, the sales of new cars will reach a new level this year with 172,000 units. A forecast made at the beginning of 1961 estimated a number of 165,000 units, whereas the figures for 1960 stood at nearly 160,000.
108,586 cars were registered during the first seven months of this year, say nearly 17,000 -or 18%- more than during the months January to July 1960, according to the statistics of the Swedish Car Manufacturers.
Sales of lorries increased from 8,281 to 8,468 units, of which nearly three quarters were the products of Scania-Vobis and Volvo.

PAPER INDUSTRIES

28 th November - Confirming the information to which INTER-NORD refers in the section of the bulletin devoted to Finland, the FINANCIAL TIMES announces that the Scandinavian producers of chemical pulp have agreed to reduce their production by a fifth, say 1 million tons. This reduction will affect pulp, as such no, and will have influence on the production of paper. As far as Sweden is concerned, it has been noted that the export of different types of pulp, during the first ten months of 1961 diminished, in proportion to the products, by 2 to 15%, say an average bordering on 8%. On the other hand, exports of news-paper, for the same period, increased by 6.2% and those of different kinds of paper and cardboard by 7.2%.

22nd September - The largest factory of kraftliner in Europe, and one of the largest in the world, Munksund, was opened on the occasion of the centenary of the installations of Munksund, belonging to the Swedish Firm of Cellulose, near Pitea, on the Gulf of Bothnia. The new unit has a capacity of 100,000 tons per annum and a potential reaching 200,000 tons. 90 million crowns have been invested in the factory. The paper machine (an American Beloit) is 420 feet long and 23 feet wide. The factory began production last June, about 8 months sooner than forecast. It will operate night and day and will only employ a supervision personnel of 10 units.

NAVAL CONSTRUCTIONS

27th October - From the point of view of current orders, Sweden henceforth takes third place among the world ship-builders with 2,4 million tons of orders, as against 2.9 million for Great Britain and 2.7 million for Japan.

15th November - Confirming the above information, Mr WOLLERT, director of the Association of Swedish Dockyards, pointed out that the order-books of the ship-builders at present total 2.5 million tons net. The entire annual capacity of the Swedish dockyards adding up to 800,000 tons gross, these

therefore dispose of three years' work. Tankers constitute 65% of the total construction and ordinary cargo-boats 20%. Norway, is, by far, the chief buyer. "Ad valorem", Swedish naval construction represents 1,675 million crowns, of which 850 million crowns destined for export, accounts for 6.5% of the total of Sweden's foreign trade.

3.-The quality of her production and the high level of her supplies allow Sweden to consolidate rapidly her international position on the plane of technical equipment.

8th August - The Swedish steel-works AB AKERS STYCKEBRUK concluded important contracts for the utilization of a Swedish method of production of cast-iron underground pipes with Japan and India. In Japan, the firm SHIN-NIPPON-KOKI Co Ltd., belonging to the YAWATA group, purchased the licence and right of manufacture for the production of cast-iron underground pipes by means of centrifugal casting machines according to "Akers" Patents, while the Hindu firm of PRAKASH ENGINEERING and ROLLING MILLS Ltd. will produce pipes on the basis of royalties, using Swedish machinery.

10th August - The two Swedish companies, SKANSKA CEMENTJUTERLET and WIDMARK & PLARER have just begun in Ceylon the preliminary works for the construction of a hydro-electric station which was the subject of a 35 million crowns contract. Swedish technicians assure the realisation of a tunnel 6 kilometres long, covered with concrete, and a generating station for a fall of 220 metres. Given the name of "Phase II B" by the Cingalese Hydro-Electric Plan, the factory, of 50 MW, will be situated on the River Kehelgamu, a few miles below the Castlereagh Dam. The job obtained in spite of keen competition from Swiss and German firms, ought to be finished in two and a half years.

6th September - The principal firm of electrical construction in Sweden, ASEA, has just obtained from the New Zealand Direction of Electricity an order for convertor equipment for the transmission of continuous current at high tension - 600 MW at a tension of 500 KV - to link the North and South islands of New Zealand. Of a value of about 90 million crowns, this contract constitutes the largest foreign order ever obtained by ASEA.

The contract includes the delivery by the Swedish firm of convertor material for a hydro-electric station at Benmore, in South Island, for the conversion of the tension of the generator of 16 KV, 50 periods, into continuous current, as well as for a sub-station at Haywards in the vicinity of Wellington, where the continuous current will be reconverted into alternating and directed into the network of 110KV, 50 periods.

The total distance of transport is 617 kilometres, comprising 540 kilometres of line in South Island, 42 kilometres of submarine cable across Cook Strait and 35 kilometres of line in North Island.

The line transmitting energy will begin functioning in 1965, when the hydro-electric station at Benmore, which is already in process of construction, is ready.

In 1954, the first transmission of commercial energy at high tension and continuous current according to the ASEA system was put into use between the Swedish mainland and the Island of Gotland, in the Baltic. This ensemble functions on 100 KV, 20 megawatt, for a distance of 100 kilometres, with a sub-marine cable, the sea serving as return. This project which made a great impression on the international level, was followed in 1958 by an order which the Central Electricity Board and Electricity of France placed in the hands of ASEA, comprising convertor equipment for the line of energy joining France and England, running beneath the Channel. Executed towards the end of this year, the line will function on 160 Megawatt 200 KV, with transmission both ways.

11th October - One of the largest factories in Europe for freezing fish, which will be constructed in the new fishing port of Pedrouços, near Lisbon, will be supplied with Swedish refrigerating equipment. An order of 2.2 million crowns to this effect was recently concluded with STAL REFRIGERATION AB, at Norrköping, which belongs to the DE LAVAL LJUNGSTROM group, the leading Swedish manufacturers of installations of this type.
The order, obtained in the face of competition from 23 manufacturers of refrigerating equipment throughout the world, will include 11 Stal compressors of a total capacity of 1,800 CV and factory using automation for the continuous production of ice. The production rate will be 300 tons of ice every 24 hours and the factory will have a storage capacity of 1,300 tons.
The refrigerating factory will deal with the cargoes of the high-seas trawlers operating in the open sea off the west coast of Africa. So as to assure a rapid handling of the fishing yield, which includes sardines as well, the factory will be able to receive 10 tons every 24 hours for freezing and to store 25,000 cubic metres.

16th November - A contract worth 160 million crowns for the complete equipment of 17 slaughter houses was signed by TECHNOPROMIMPORT, the Soviet Purchasing Centre, and AB SEPARATOR, a Swedish company affiliated to the ALFA LAVAL group. This order is the most important ever obtained by SEPARATOR. At a press conference announcing the signing of the order, Mr Hans STAHLE, director of ALFA-LAVAL declared that the 17 slaughter houses will have an annual output of 425,000 tons, altogether, more than the total meat production of Sweden. Each unit, costing nearly 10 million crowns, will comprise the factory for the production of meat, and the refrigerating installation, as well as a section for the making of by-products, such as edible and industrial fats, the preparation of hides and skins, etc... The capacity of each slaughter house is around 100 tons every 24 hours.

4. - Miscellaneous information

The development of Atomic Research in Sweden

In the terms of a report submitted to Parliament by a specialised Committee, the construction of an atomic centre of 105 MW at Marviken may constitute the next stage in the Swedish programme of atomic research development.

Yet it is known that certain divergent groups oppose the National Commission for Energy and the mixed organisation for atomic research ATOMENERGI, on this point. The first consider that atomic energy will be unable to supply sufficient revenue before 1975 and that for this reason, the centre at Marviken has no economic justification. On the other hand ATOMENERGI asserts that the Marviken project, whose experimental character is not contested, will allow research people and Swedish technicians to obtain knowledge, indispensable for the final realisation of energy equipment capable of producing a worthwhile revenue. The report presented to Parliament admits the legitimacy of this argument.

5. - While the opportuneness of "Nordic unity" is being evoked, the currents in favour of a tightening of the links uniting the northern parts of the Scandinavian States are tending themselves to grow stronger.

The preceding number of INTER-NORD remarked that the movement of expansion which at present characterises Swedish economy would doubtless contribute to conferring an increased importance on the various questions which the development and equipment of Norrland raise (1). If one notes that the economic evolution in Norway and Finland follows an ascensional movement identical with that which prevails in Sweden, and that each of these three nations possesses, besides, important northern territories, one cannot therefore be surprised that these currents should take shape - tending to lay stress on the similarity of the problems and interest from one end to the other of the Nordic Ice-Cap and consequently to assert the advantages of closer co-ordination.

The European context

Undeniably, this tendency, as great in Finland as in Norway and Sweden, seems to be gathering force, - at a time and in a perspective, furthermore, when on most planes the nations of Europe themselves feel the need to tighten their bonds and to accommodate their economies to those of each other. On this

(1) INTER-NORD, N° 2, p. 39.

subject the diverse information coming from "Northern Scandinavia" in its entirety merits attention - and not uneasiness. Certainly, the various aspirations brought to light are bound to pose real problems, of which some are delicate and many complex, but of which none seems to be really insoluble. The growth of the economic weight proper of the Nordic States in the concert of Europe, which has become manifest, must assure them of a regular raising of the standard of living and a parallel strengthening of their investment capacities : the under-development of the Northern confines - whether economic, cultural or ethnical - would constitute in this movement of progress and expansion an anomaly and even an anachronism which would injure the whole group of the interested nations as much as the local populations. It is evident that Northern Scandinavia is a future reality.

10th May - The cultural association TORNEDALSFORBUNDET, which affects the peoples inhabiting the banks of the river Torne and is centred in a region whose relations with North Norway were formerly close, decided to publish a quadrilingual periodical which will be devoted to the study of the specific problems of the Ice-Cap. Its Swedish and Norwegian title is "Nordkalotten", its Finnish title, "Pohjois-Kalotti", and Lapp, "Nuorita Kalotta". The publication is directed by Mr K.G. MALMBERG, professor of the Popular High School of Overtornea, and will be politically neutral.
A state grant has been accorded for the issue of the first number which deals with tourist questions. The next two numbers will tackle cultural and political problems, respectively.

7th June - A meeting is anticipated at Tornea, between Swedish and Finnish experts, for the purpose of discussing the various eventualities relative to the exploitation of the iron-ore beds at Kaunisvaara. The problem of the Finnish port for transit and export of the ore - whether it be Kemi or Roytta - has occupied the centre of exchanges of views; the experts will then go to Kolari, then to Kaunisvaara itself.

22nd June - Norway denounced the Swedo-Norwegian Convention of 1919 which accorded to the Lapp reindeer breeders in Sweden the right to summer pasturage in Norwegian territory, - the Norwegian Lapps possessing, in return, equivalent

rights in winter on Swedish territory. The denunciation takes effect from the end of 1962. Swedish circles have greeted this decision with regret, - since many of the Lapp breeders of Norbotten risk having to give up the breeding of reindeer if they are deprived of summer pasturage in Norway. The Norwegian argument claims that the Convention of 1919 (modified in 1949) imposes more encumbrances than advantages on Norway.

5th July - The second conference of the Polar Ice-Cap which gathered together representatives from Finland, Norway and Sweden, has just ended at Hammerfest. A permanent working group of 6 members (2 for each country) was established and will remain in function until the next conference which will take place in 1962 at Kiruna or Pitea.
The business of the meeting at Hammerfest dealt essentially with the structure of the communications to be established throughout Northern Scandinavia. A priority attention was accorded to the road to Graddis. The resolutions made on this subject stress the necessity, for Sweden and Norway, to strengthen their connexions North of Saltfjellet and express the desire that the project of Graddis may be "realised as soon as possible". The project known as the "Road Circuit of the Sames" - which aims at ameliorating the network of communications in the Cap for the twofold benefit of the Sames and of the tourist industry - was also brought up. The Conference, besides, approved the circular route which, starting from Enontekiö will return to the same point via Kautokeino, Karasjokk, Kaamanen and Inari, and stressed the importance of this plan for the amelioration of relations in the Cap. Air communications have equally been the object of extensive exchanges of views. Mr CARLSEN, of Oslo, indicated, particularly, that the Norwegian Parliament had already ratified the project for the creation of aerodromes at Kirkenes and Tromsö. One will recall, on this subject, that the Conference of Torne had expressed the desire that aerodromes be built on the territory of the Polar Ice-Cap.

8th August - The railway line uniting the Swedish mining fields of Kiruna and the Norwegian port of Narvik, on the Atlantic, is at present being submitted to reconstruction, and a strengthening aimed at incerasing its transport capacity. When the work is finished, the line will be able to take trains in with a load of 25 tons per axle, instead of the present 18 tons. This means that the amount of ore loaded on each train can be increased by 50%.
It will be necessary to rebuild some 60 bridges and to reduce the space between the sleepers so as to have 2 sleepers every metre. The work, which must be carried out during the short Arctic summer, will be finished in 1964 according to the programme.

23rd August - The first permanent station in the world for glaciological research was solemnly opened by the University of Stockholm at Tarfala, in the group of the Kebnekaise Mountains, in the Swedish Arctic. Among the 60 or so guests was Sir Vivian FUCHS, the famous British Antarctic explorer. Attached to the Geographical Institute of the University of Stockholm, the station of Tarfala will be open both to Swedish and international research people and will also serve education. It is situated in the valley of Tarfala, in a completely Arctic setting and at an altitude of 1,300 metres above sea level. There are about half a dozen glaciers in the district.
The subjects of research at Tarfala will above all concern the study of glaciers and their behaviour during the actual period of climatic changes, so as to throw new light on the transformations of the continental ice which covered the larger part of Northern Europe 10,000 years ago. Since the beginning of the twenties, one of the glaciers of the Kebnekaise, known by the name of the Great Glacier, has retreated about 400 metres, in consequence of less abundant snowfalls in winter and an increased thaw during summer. Other projects of research comprise the study of the internal movements of the glacial bed, of sedimentation, as well as

of the formation and movements of moraine. For this purpose a tunnel 150 metres long is opened at the end of the glacier. In his opening speech, Professor Håkan NIAL, Dean of the University of Stockholm, rendered homage to Professor AHLMANN, the celebrated Swedish glaciologist, the inspiring force behind the base at Tarfala since the forties. The present station, whose implantation has been rendered possible above all by the financial assistance provided by the Wallenberg Foundation, is directed by the resident professor, Walter SCHYTT, pupil of Professor AHLMANN and himself a renowned glaciologist.

23rd August - According to NORRBOTTENS-KURIREN, Sir Vivian FUCHS, who is preparing a new expedition to the Antarctic, has asked two Sames to accompany him.

10th October - The GÖTEBORGS-HANDELS announces the imminent appearance of a work by Albert VIKSTEN of a clearly controversial character which criticises, under the title of "New inhabitants in the barbaric forest", the policy of the Swedish government with regard to Swedish Norrland. Mr VIKSTEN insists very particularly on the damage which he believes to be irreparable inflicted on the great natural units of North Sweden and vigorously denounces the depredatory action of the Direction of Roads and Waterways(VATENFALL).

14th October - The Swedish press announces that a Same reindeer-breeder of the region of Arjeplog, Anders Anderson BLIND, was thinking of emigrating with his reindeer to Greenland and of organising reindeer-breeding there. Mr BLIND, who has already been to Greenland, has 1,200 animals and had in vain tried to establish himself in Iceland. Yet, Mr ROSENBERG, Service Chief of the Danish Ministry for Greenland, thought it doubtful that the Greenland Assembly - on whom depends the grant for an authorization - would encourage such enterprise.

MISCELLANEOUS.

According to the SVENSKA DAGBLADET of 11.9.61, the Swedish Institute for cultural relations with foreign countries has asked for a grant of 436,000 Kr. for the year 1962/63. In the previous financial year the Institute received 249,685 Kr. out of the 406,685 it requested.
The increase foreseen in the budget will be devoted to the scholarships awarded by the Institute.
There is apparently a growing interest in exchanges between Sweden and Russia. In those with the Soviet Union the increase is likely to pass from 35,000 to 75,000 Kr. whilst the improvement of conditions for assistants in Europe and the United States will cost only an extra 15,000 Kr. rising from 33,400 to 48,400 Kr.

The NORRBOTTENS-KURIREN of 7th October, 1961, announces that a Lapp sacrificial ground, dating probably from 1100 A.D., has been discovered near Dundret in the Gällivare commune. It will be recalled in this connexion that in a book on old Gällivare there is a report by Per Högström, the first priest in the community, who arrived about 1740 and who stated that there must be a sacrificial ground near Dundret though it has never been located.

The SVENSKA DAGBLADET of 26th October announced that the Docent Stig Lindholm of the University of Uppsala, chief postulant to the bishopric of Västerås (one of the most important in Sweden), has left the Lutheran Church and become a Catholic.

F I N L A N D

THE ECONOMY OF FINLAND, NOW AT ITS MAXIMUM WITH JOBS FOR EVERYONE, WILL NOT, WITHOUT SERIOUS RISK, BE ABLE TO SUPPORT SEPARATION FROM A UNIFIED WESTERN-EUROPEAN MARKET IN WHICH HER RIVALS WOULD POSSESS SPECIAL TARIFF PRIVILEGES.

The experiment of joining Finland to the Free Trade Area will probably last for a very short time. Less than a month after the coming into effect of the agreements linking Helsinki to the Seven, Great Britain, the leader of the group, announced, followed by Denmark, her intention of seeking admission to the Common Market. Three weeks later, representatives of the Scandinavian powers meeting at Voksenasen near Oslo were forced to admit that inter-Nordic unity was likely to be put to the test. And, moreover the arguments that adhesion to the Treaty of Rome need not necessarily entail diplomatic implications were , from October onwards to fit in badly with the various initiatives taken by the Soviet Union which concerned, all of them, the Northern states.

One must, however, bear in mind that through these various stages, the Finnish question has constituted a preoccupation undisguisedly and constantly shared by all parties concerned, and even considered by each of them as of major importance. And indeed, this fact is important proof that practically no differences of opinion concerning economic or political unity in Scandinavia are likely to injure the moral and psychological solidarity of the northern states. But it is, at the same time, the confirmation of a very general identity of opinions on the particular situation of Finnish economy, and on the nature of the factors on which its future depends.

a) - The advantages and drawbacks of rapid economic growth. Finland, oscillationg between two very different groups of world markets, and determined not to rely for supplies either on the one or on the other, has, for the past ten years, been aiming at providing herself with a complex and complete economy. An exceptional rapidity has marked this development. For example, from 1952 to 1960 - at the very same time as the export of wood products increased by 75%- exports concerning the metallurgic industries, including finished products, rose by330%:during the same period the imports of manufactured goods themselves increased by 180% as against a 77% increase in the importation of raw materials, and only 54% for fuel and lubricants. Based on the index of 1954 =100, national production-of which 20/23% is spent each year on equipment- reached the index of 140 in 1960, and 149 in the first six months of 1961, and at the same time employment, last May, covered 99% of the total number of workers. Such a rhythm of development is remarkable, but an economy on to which such a rapid

growth has been forced runs the risk, much more than any other, of showing itself as a whole to be at the mercy of even the slightest modification of circumstances.

b) - Signs of slowing-down

In this connection, the available information for the first seven months of 1961 even before the machinery joining Finland to E.F.T.A had begun to function properly - is undeniably worrying. The strong decline of industrial exports-not taking into account the wood industry - attracts attention straight away. From the last six months of 1960 to the first six months of 1961 they fell in fact by more than 45% and the phenomenon seems to have been engendered much more by natural development than by force of circumstances, since in reality it seems to have started in 1959. Moreover, since 1960 the exports pertaining to wood and its industries have been progressing only feebly, if indeed they have not diminished. During the last six months of 1960, for example, the average monthly paper-export was 11,700 million FM : with 11,916 million FM for the first six months of 1961, they increased therefore by only 2%, while for its part the export of wood products, for the first six months of 1961 decreased, and greatly, by 43%, when compared with the last six months of 1960.

c) - Interior stability depends on the dynamism of foreign trade

On the other hand there has been a very appreciable rise in imports. Consider, for example, Finland's importation of consumer goods : from the last six months of 1960 to the first six months of 1961 the increase was 31% and almost 71% if one compares it with the first six months of 1959. But at the same time, and this confirms the state of hyper-equipment of the principal industries, the import of manufactured goods from the last half of 1960 to the first half of 1961 increased by only 5.8%. The bulk of credits granted to the home market has noticeably increased : it rose by more than 10%, from January to August 1961, whereas the sum of short term and long term deposits for the same period increased by only 6%. Indeed - and the methods of subsidising agriculture as well as the speed attained by the economy have contributed largely to this - the index of wholesale prices and the cost of living have remained stable. But will it remain so for long if there should be a change in the relation established until now between the foreign and home markets, and if the economy should quickly show itself more dependent on the latter? The extraordinary extent of investments granted by Finland in the last twelve years notably to her timber industries, confirms that national richness and production tend, in fact, to identify themselves with an idea entirely dominated by dynamism, the rapidity of exchanges between Finland and the world outside. Even a relative obliteration of the movements of international transaction would seriously affect Finnish economy as a whole - for the home market, in this case, could provide a substitute for a period which without doubt could only be limited.

d) - Finland has become economically dependent on West-Eropean Markets.

The very special characteristics of Finnish economy, and the country's equally important geographical and geopolitical position have rendered it impossible that her case should not occupy a major place in the inter-Scandinavian exchanges of opinions which necessarily followed Britain's demand for admission to the Common Market. Besides, the recent developments effected in Russo-Finnish relations have largely confirmed that the preoccupations of the Nordic powers are not altogether wi thout object in this respect.

The change in Finnish foreign trade during the last two years seems indeed significant. The exports to American and Canadian markets have decreased by 1.6% for the period 1959-1960 and by 2,6% for the period 1960-1961. In the same ways although more definitely, Finnish exchanges with the Soviet bloc have themselves decreased by 17% for the period 1959-1960 and by 12% for the period 1960-1961 - the U.S.S.R. proper and Eastern Germany bearing the principal weight of this. On the other hand, Finnish exports have shown definite progress in the direction of Western Germany, Italy, Holland, Norway, Sweden and Switzerland; a progress clearly superior to that which they have registered in the direction of the sterling area and the United Kingdom. At the same time, Finnish imports from West European countries have risen by 10.8% between 1959 and 1961, whereas those coming from the sterling area and the United Kingdom have declined by 2%. In other words - and Finland's adhesion to the Stockholm Convention is a logical result of this - it is above all to West European markets that Finnish economy is gradually tending to link itself, to the very nations which a general regrouping in an enlarged Common Market would in fact put out of the reach of Finnish production.

e) -Finnish prosperity is one of the factors of European balance.

To imagine, in this event, the possibility of a serious isolation of Finland would be inadequate. At a moment when the world prices of wood and its by-products are tending to fall because of the great increase in the supply, and when the margins of revenue are relatively reduced, the problem of tariff privileges takes on such a great importance that, in any event, it predominates any other consideration. What would be the effect on Finnish economy if the wood and pulp of Finland's Scandinavian rivals, and those of North America were, in various ways - some by virtue of an integrated economic organisation and others by means of the OCDE - to have access to the European markets, with conditions less burdensome than those imposed upon Finnish wood products. In the case of such a collapse which might be rapid, could the political balance of Finnish relations with the Soviet Union be maintained ? And, negatively, would the consequences concern only Finland or all the Baltic lands as a whole, that is all of Northern Europe ?

For this reason, it seems neither probable nor possible that the Scandinavian neighbours of Finland can imagine or accept the strengthening of their economic links with the powers of the Treaty of Rome without firmly incorporating the case of Finland into the general mechanism of their exchanges of opinions. The following information confirms, with regard to this question, the real anxiety of Sweden and the extreme attention given to this problem by Great Britain. According to the information recently received by INTER-NORD in French non-official circles, this particular aspect of the negotiations to come - in conjunction with similar matters - has by now already been raised, and in terms which contribute to show more clearly that the economic adaptation of the West and North-European nations to the mechanisms and obligations of the Common Market requires perhaps a certain political adaptation of the Treaty of Rome to situations concerning the signatory powers.

1. - The Northern powers are unanimous in considering that the progress of European integration must not be realised to the detriment of Finland.

10th August - Noting Britain's and Denmark's demands for admission to the Common Market, the Finnish government has published the following communiqué : "The Finnish government has attentively followed the change which has taken place in the last few months with a view to an agreement between the members of E.F.T.A. and the European Economic Community. The members of E.F.T.A. have kept the Finnish government informed of the developments both before the ministerial talks of the E.F.T.A. countries at Geneva on the 28th July 1961, and of the decisions taken following this meeting. The Finnish government has noted these developments with satisfaction, as a manifestation of the desire of the E.F.T.A. countries to co-operate with Finland, notably in the field of Northern economic co-operation.

The government will continue to observe carefully the situation created as a result of the initiative taken by certain members of E.F.T.A. for the opening of negotiations with the European Economic Community. It is determined to safeguard the interests of the Finnish national market, of her export industries and of her agriculture, at the same time bearing in mind her neutrality status and her international obligations". 42)

23rd August - Dealing with the problems raised by the possible adhesion of Norway to the Common Market, the ARBEIDERBLADET of Oslo said on the 22nd August : "Norway must reflect before joining, in one form or another, the European Economic Community. The North has always been more than a simple geographical fact - and it is essential that it should preserve its importance."

25th August - In a declaration replying to criticisms directed by certain Swedish newspapers against the present European policy of Denmark, Mr KRAG, the Danish foreign Minister, protested against the assertion that the attachment of his country to inter-nordic co-operation was inadequate, and he quoted in this connection the case of Finland : "It is not even necessary to say that it is in the context of inter-nordic solidarity that we must combine to maintain and strengthen the possibility for Finland of trading with Western Markets.

31st August - During the course of an interview granted to the Swedish Radio by both the Swedish Prime Minister, Mr T. ERLANDER, and the Danish Foreign Minister, Mr KRAG, the Swedish Premier said that Sweden intended to take the interests of Finland into consideration if the E.F.T.A. countries either as a whole or separately, should enter the Common Market. Moreover, Mr ERLANDER admitted that Finland's participation, in one way or another, in an integrated West-European market would be highly desirable. Replying to Mr ERLANDER, Mr KRAG emphasised that he agreed with his interlocutor on this last point, but he added that the possibilities of action in this domain would be greater if the three Northern powers adopted an identical position with regard to the Common Market.

Commenting on the exchange of ideas between Mr ERLANDER and Mr KRAG, the Stockholm newspaper DAGENS NYHETER, in its edition of 1st September, agreed with the views expressed by the Danish Foreign Minister : "Mr ERLANDER", it says, "considers that the case of Finland figures among the factors

which can prevent Sweden from joining the Common market. But surely there are many reasons for thinking that it is precisely by doing this that Sweden will put herself in the best position to watch over Finnish interests.

2nd September - At Rovaniemi, the Finnish president of the judicial committee of the Nordic Council, Mr Harras KYTTÄ, declared that Sweden and Finland together should study the possibility of a customs union between the two countries. He added that such a creation could improve the capacity of both countries for negotiations with the West-European markets now being established.

19th October - Mr D. HEATH, the British Minister responsible for negotiations with the Common Market, who had come to Copenhagen for interviews with the Danish government alluded to the very special position of Finland, and said in this connection : "Suitable connections between Finland and the Common Market could be arranged but they would not necessarily be formal ones.

26th September - Speaking before the Association of Finnish businessmen, Mr Olavi MUNKKI, head of the Commercial Policy Department of the Foreign Office, made this point : "Exportation is vital to Finnish economy. The principal aim of our commercial policy must be to preserve our markets in all directions - without prejudicing the purely national tasks which devolve upon our industry and our agriculture. If we should fail in this aim or if we limit ourselves to the purely passive role of exporters of raw materials and semi-manufactured products, we shall never be in a position to guarantee even a medium level of employment.

f) - A free Zone at Hanko-Hangö.

Until now no free zone or free port existed in Finland. Two attempts to do this failed - the first ending by the construction of Hanko and the second (1919) by the creation of the Free Port of Hanko Company. The third attempt, however, has just succeeded. On the initiative of the Chamber of Commerce of Western Nyland, the town council of Hanko had indeed, submitted to the Ministry of Finance a plan for the creation of a Free Port in Finland. An enquiry commission created to draw up a report

concluded that the project was acceptable, apart from certain necessary amendments with regard to the Finnish customs legislation, and has ratified the proposition to establish a free port at Hanko.

Therefore the Town Council of Hanko has already undertaken the realisation of its plan. For this purpose a plot of land of ten hectares has been rented for fifty years and is at the moment in the process of being prepared. There are rail and road communications; warehouses installed with refrigerators are being built. An administrative company - HANGON YLEINEN VAPAAVARASTO OY - has been formed. The originators of the project point out the free zone opens up considerable possibilities for foreign companies wishing to have at their disposal convenient warehouses for goods in transit and destined ultimately for Scandinavian, Baltic and Russian markets. And, in the terms of a recently published declaration they envisage even wider perspectives as they write : "The situation prevailing in the world today permits us to hope that a development in exchange between the West and the East may be effected through the intermediary of Finland. It is possible that Hanko and its free port which remains unfrozen the whole year round may be called upon to constitute the pivot of this development - it is with this hope in mind, moreover, that the town was founded".

2. - The project for 1962 representing an increase of 15% on the budget of 1961, confirms the strong increase of home needs at a time when the total economic activity is tending to slow down.

UUSI SUOMI of the 12th September 1961 has furnished preliminary information on the 1962 budget. The importance of the increase on the figures for 1961 constitutes the essential characteristic of the government project. The large sums of money involved, rising from 406 million FM to 469 million FM show an increase of 15% on 1961, while the estimates limit to 4% the probable development of national production. The government, fully aware of the dangers implied by such a gap between financial and economic expansion, has, nevertheless, taken the appropriate precautions by "fiscalising" both the proposed increase in the general budget and the expected development of the nation's raw materials : taxes, augmented by 19%, will cover 65% of the expenditure, as against 63% in 1961.

In a press conference, Mr SARJALA, the Finance Minister, admitted that the new budget was based on the hypothesis that the favourable circumstances would continue into 1962. But he made it equally clear that it was perhaps less a question of a hypothesis than of a sort of wager, not excluding the possibility of a recession; in that case the cohesion of the budget might be threatened - unless one resorted to a tightening of fiscal pressure.

The information contained in the appendix of the proposed budget, and supplied by the department of Political Economy of the Ministry of Finance, confirms, moreover, that the estimates or the hypothesis of the government tend to be dependent on confidence and hope rather than on figures alone. To a certain extent the budget seems to be aimed more at averting or neutralising a slowing-down of the economic movement than at supplying new methods of expansion.

> Exports, for example, having increased by 14% in 1960, rose by only 10% in 1961 : the estimates for 1962 have fallen to 5 or 6%. The same is true for the salaries, which increased by 7% in 1960, by 6% in 1961, but which will be limited to 4% in 1962. With regard to nationa. production, which in 1960 surpassed by 9% the figures for 1959, its estimated progress for 1962 will be, as we have already stated, 4%. And one must emphasise that these forecasts themselves are based, in the terms of the Finance Minister's report, on the hypothesis "that the commercial position ofFinland will not change in 1962".

Remarking, on the other hand, that employment for 1962 has gone up by 1% as against the 4% increase in the total sum spent on salaries - one is led to reflect on the change in the interior demand, and the pressure that it could exercise on prices. On 1960 consumption had increased by 8% in 1959, and by the same amount in 1961. In deciding to increase greatly (34%) its subsidy to agriculture in 1962, the government seems indeed resolved to preserve the stability of the home market. The whole question depends however on knowing whether a fairly important fall in foreign trade threatens to reverse the terms of the problem, and on knowing what would happen to the relation between supply and demand if a reduction of the exports were balanced by a decrease in employment.

In this respect, the structure of the new budget indicates the great courage and the vitality which the Finnish leaders intend to show. Even more than in other years, it is less upon Finland alone than upon the behaviour and friendship of her neighbours that the destiny of the financial programme drawn up by the government seems most of all to depend.

> Following is a table comparing the main points of the budgets of 1961 and 1962. Noticeable are the important grants made for cultural expenses and communications.

POST	1961 budget in FM	1962 budget in FM	% of increase on 1961
President	44 635 100	46 519 200	4,2
Parliament	561 075 000	597 345 000	6,4
Government	151 742 800	167 616 100	10,5
Government Secretariat	40 104 800	52 402 700	31
Foreign Affairs	1 236 744 200	1 554 274 000	25
Justice	3 163 065 100	3 396 496 200	7
Home Affairs	31 744 056 900	36 906 568 300	16
Finance	6 461 399 300	7 650 974 700	18
National Defence	16 894 398 200	18 345 226 900	8
Cultural Affairs	39 443 164 860	47 963 735 700	22
Agriculture	20 783 051 600	27 839 310 000	34
Communications	15 034 913 500	18 012 832 700	19
Industry and Commerce	8 069 737 200	9 239 977 800	15
Social expenditure	63 678 269 500	64 126 323 400	0,7
Pensions	9 219 337 000	10 190 652 000	10
States credits	7 161 932 000	7 418 519 000	-
State Commerce	808 474 900	862 724 900	6,6
Investment Yields	81 640 506 300	89 370 033 300	10
Non Yielding Investments	46 929 478 400	60 434 258 800	29
Various	53 088 244 500	53 088 244 500	-
T o t a l	406 184 331 160	469 781 503 900	-

3. - Called upon to approach, two years from now, the maximum limit of industrial exploitation of its timber, Finnish economy would find itself, at that time, in a difficult situation if its tariff opportunities in the markets of Western Europe were not absolutely sure.

On August 9th 1961 the World Bank granted Finland a loan of $ 25 million, all of which will be devoted to the starting up of a fourth phase of development of the timber industries. The third phase, which will end in 1962, united 9 Finnish companies and had the task of increasing by 45% the 1959 production of pulp and paper. The fourth -which begins even before the third has been accomplished - concerns 7 other companies and contains a programme which must be completed for certain in 1964. At that moment the production of pulp will reach almost 6 million tons - an increase of some 50% on the figures of 1959 - and the production of varied papers, 32 million tons or 60% more than in 1959. If these extra products are sold, the third phase must increase the returns by more than 110 thousand million FM and the fourth by 20 more thousand million FM . The co-operation granted by the International Bank covers about 22% of the estimated realization of the last phase. The share of both State and long term Finnish banking credits will reach 36%. The 7 companies concerned supply the remaining 42%. The whole project results in 36 thousand million FM.

As the FINANCIAL TIMES of 24th August 1961 observed, the realization of this third stage will carry the timber industries to a level of development approaching the limit fixed by the amount of wood which Finnish forests are capable of supplying. The problem of exterior openings will then assume a decisive importance. International experts foresee, certainly, a regular growth in the consumption of paper in Western Europe. But the figures provided above show that for a part of 1961 Finnish exportation of paper has only very slightly progressed and that the exportation of other products of the timber industry has, for its part, decreased. Without doubt, this is a case of "subsidence" depending on circumstances and the competitive ability of Finnish production does not seem to be threatened. On the other hand, everything would be challenged if tariff discriminations came into effect - and such would be the case if, as the British Minister HEATH said, Finland "by some means or other" did not find herself part of an integrated West-European market, where Norwegian, Swedish and even American pulps and papers would, under various titles, dispose of the privileged opportunities.

The very thought of considering such a probability - which would, in practice, exclude from the world market the wood-

3. - Called upon to approach, two years from now, the maximum limit of industrial exploitation of its timber, Finnish economy would find itself, at that time, in a difficult situation if its tariff opportunities in the markets of Western Europe were not absolutely sure.

On August 9th 1961 the World Bank granted Finland a loan of $ 25 million, all of which will be devoted to the starting up of a fourth phase of development of the timber industries. The third phase, which will end in 1962, united 9 Finnish companies and had the task of increasing by 45% the 1959 production of pulp and paper. The fourth -which begins even before the third has been accomplished - concerns 7 other companies and contains a programme which must be completed for certain in 1964. At that moment the production of pulp will reach almost 6 million tons - an increase of some 50% on the figures of 1959 - and the production of varied papers, 32 million tons or 60% more than in 1959. If these extra products are sold, the third phase must increase the returns by more than 110 thousand million FM and the fourth by 20 more thousand million FM. The co-operation granted by the International Bank covers about 22% of the estimated realization of the last phase. The share of both State and long term Finnish banking credits will reach 30%. The 7 companies concerned supply the remaining 42%. The whole project results in 36 thousand million FM.

As the FINANCIAL TIMES of 24th August 1961 observed, the realization of this third stage will carry the timber industries to a level of development approaching the limit fixed by the amount of wood which Finnish forests are capable of supplying. The problem of exterior openings will then assume a decisive importance. International experts foresee, certainly, a regular growth in the consumption of paper in Western Europe. But the figures provided above show that for a part of 1961 Finnish exportation of paper has only very slightly progressed and that the exportation of other products of the timber industry has, for its part, decreased. Without doubt, this is a case of "subsidence" depending on circumstances and the competitive ability of Finnish production does not seem to be threatened. On the other hand, everything would be challenged if tariff discriminations came into effect - and such would be the case if, as the British Minister HEATH said, Finland "by some means or other" did not find herself part of an integrated West-European market, where Norwegian, Swedish and even American pulps and papers would, under various titles, dispose of the privileged opportunities.

The very thought of considering such a probability - which would, in practice, exclude from the world market the wood-

products of a nation which has sacrified so much and has so struggled and hoped attain its ambitions - is improbable. The consequences of a frustration of this sort would be such that it is difficult to see in the interest of what power it would be to impose it.

23rd August - The available information about the total sales of cut wood for the first 8 months of 1961 shows a decline in comparison with the corresponding period of 1960. The financial year ending in August 1960, indeed, was balanced by 1,025,000 standards sold while in August 1961 the sales were limited to 925,000 standards - or a decrease of nearly 10%. The experts estimate, in general, that the raising of the established rate of discount in Great Britain and the existence of stocks is enough to explain the fall. On the other hand, the bulletin 6-7 KUUKAUSIKATSAUS (1961) of KANSALLIS-OSAKE-PANKKI gives importance to the fact that the sales of American wood to Europe have increased considerably.

24th September- The annual sale of wood from the State forests, which has just taken place at Aulanko has made it possible to establish the slackening of the market. The cubic foot is negotiated on the average, at 135 FM or 4 to 5% less than in 1960. The same applies to the volume of the transactions, which affected only 45% of the offered timber, as against 60% the year before. According to the information supplied by UUSI SUOMI, it is in the North and in the forests of the West that the demand has shown itself weakest, while in the Centre and East the average price per cubic foot has reached the lowest level.

11th October - On the occasion of President KEKKONEN's journey in the U.S.S.R. during November 1960, the principle of the renting to Finland of the Saimaa Canal, which is in the South-East part of the Finnish territory which had been yielded to the U.S.S.R. by the terms of the peace-treaty, was the object of an agreement. Before the war, the Canal served above all, for the transport of wood. During the war, it had been partially destroyed. Mr KLEEMOLA, Finnish Minister

of Communications, has just held a press conference in the course of which he discussed the negotiations taking place between the two governments. The total estimate for repairs and improvements came to 14.37 million FM of which 6.4 is for the Finnish part of the canal and 6.6 for the Soviet part. The cost of dredging at Varkaus and Joensuu is estimated at 1 thousand million FM, while the construction of the roads and bridges which will serve the canal will cost 370 million FM. Finland will bear the entire weight of this expenditure. The calculations of revenue are based on the hypothesis of a traffic of 1 million tons per year - saving 700 million FM on the equivalent tonnage-kilometer by road or rail. The cost of exploitation comes to 213,000,000 FM and the tolls to 230,000,000 FM. The redemption of and the interest on the credits engaged are 700 million FM. The balance would then be very slightly favourable. But it is advisable to point out that the projected plans confirm the importance of this water-way since boats 65 meters long, 9,7 meters wide and drawing 4.2 meters of water, will be able to use it. If the financial problems were solved the work could be finished in 1965. Moreover, and according to the POHJOLAN SANOMAT of October 15th 1961, Professor P. KAITERA has just suggested, in a study devoted to water-ways opening into the Gulf of Bothnia, the possibility of joining the Kalajoki River to the Saimaa and the Päijänne by means of a canal. Professor KAITERA emphasised the fact that the canal of Saimaa and that of Kalajoki would share the same climatic conditions, but that, on the other hand, the latter would serve a very much greater region. The new canal which is planned would involve a sum of 30 thousand million FM.

1st December - UUSI SUOMI of November 29th 1961, confirming the importance of the depressive tendencies which characterise the international timber market at the present time, corroborates the information supplied by TALOUSELÄMÄ (I. XII. 1961) by revealing that the majority of Nordic

producers of paper-pulp have agreed to reduce their production by 30% in order to preserve the level of prices. Only the RISOR and SOFIENHAM companies, whose links with the British BOWATERS are well known, a Finnish company which is controlled by the English DICKSON group, and the Norwegian factories of VAFOSS, have refused to sign this agreement.

4. - Industry and commerce

29th November - At Moscow the Soviet Union and Finland signed a commercial agreement determining the average levels of exchange between the two countries for the four year period, 1961-1965. It is admitted on both sides that the volume of traffic will be graded on the evolution of the general economic situation of each of the signatories.
In 1962 the U.S.S.R. will import about 57 thousand million FM's worth of Finnish goods and will export to Finland goods of a total value of 53 thousand million FM. Finnish exports will contain enlarged quantities of metallurgical products (60% of the total). The products of the timber industry will come to 35% of those sent to the U.S.S.R. On the other hand the Soviet exporters will increase the quantities of wheat and fuel they send.

15th September

October - The Federation of Finnish Employers has submitted a report to the National Commission on the situation of employment during 1961, and on the steps to be taken in anticipation of the winter 1961-1962. The report concluded that if the economic activity did not give way it would be possible to preserve the present situation of full employment. It states equally that the demand for specialized workers is constantly increasing, and hopes that the creation of professional schools will be encouraged. On 28th October 1961 14,780 posts were available as against 10,470 in 1960. Work in the forestry industry concerned 75,000 employees. In the course of the second half of 1961, men's average hourly pay came to 262 FM as against 172 FM for women.

9th August - According to the information supplied by Mr H. HAAVISTO, managing-director of the RAUTARUUKKI company, the present day production of iron ore in Finland comes to 300,000 tons per year, giving 200,000 tons of iron. From the time when the mines of Pyhäsalmi, Raajärvi and Jussarö have begun to produce the figures will reach 800,000 tons per year for iron ore and 500,000 tons per year for iron. It is stated that Finland needs, at the present time, more than 600,000 tons of steel a year.

A G R I C U L T U R E

16th August - The annual report of the Commission of Agricultural Prices dealing with the 1960-61 campaign, evaluates the raw material agricultural produce at 158.2 thousand million FM and the cost of production at 170.5 thousand million FM. It foresees that this deficit cannot be made up in 1961-1962 and that the growth of production will be balanced by an increase of costs. The aims of the campaign for 1961-1962 fixing the value of production at 161.5 thousand million FM, the deficit will then reach 173.8 thousand million FM and the Commission proposes that the excess expenditure of 3.3 thousand million FM be covered by the pure and simple means of a subsidy for small holdings of 1 to 10 hectares.

25th August - According to UUSI SUOMI the number of small holdings of 3 to 15 hectares is constantly growing, and has notably increased between 1950 and 1960 by 23,000. At the present time they represent 87% of Finnish farming exploitations - or 248,000 out of a total of 285,000.

19th September - The 1960-61 financial year balances the Finnish farming of reindeer by a strong development of livestock and of slaughtering. On August 31st 1961 160,979 adult head of reindeer were counted as against 139,281 a year earlier - or an increase of 15.5% and 45,000 calves as against 41,798 - or an increase of 7.7% 45,952 reindeer have been

slaughtered during this financial year as against 33,200 for the preœding one - namely an increase of 38.4% : this strong increase in slaughtering is the result of the increase in numbers of reindeer - the government having warned the breeding associations that in numerous sectors, the maximum number of reindeer authorized was being approached.

4th November - The managing -director of KARJAPOHJOLA, the most important Finnish organisation for buying reindeer meat, confirms that reindeer live-stock exceeds at this moment 200,000 head - of which 50,000 are slaughtered for nearly 2 thousand million kg. of meat. Commercial sales account for nearly 1,5 thousand million kg.

5. - The problem of the industrial equipment of Lapland is henceforward placed on a national scale and the proposed solutions must contribute to the fourfold increase, in three years, of the volume of employment there.

The Committe for the industrialization of Lapland whose mission was to study the possibilities of industrial development of the parts of the department (especially the Kemijärvi region) where the natural resources appear sufficient, has postponed its second report until sometime in August. A first report had preceded the installation of a wood factory at Kemijärvi.

The under development of Lapland.

The new document devotes its Introduction to general information on the economic situation of Lapland. It observes that if one takes into account the proportion of workers employed in industry as compared with the total population, Lapland is the most underdeveloped region of Finland. On the other hand the demographic expansion there is double the national average : from 1950 to 1970 the increase in population for the whole of Finland will come to 21% - as against 50% for Lapland, where the work market swells by 2 000 men each year. Lapland's figures for unemployment equal twice the national ones. In 1950, the average level of income per person in Lapland was, at least, 15% less than the income per person for the whole of Finland. Moreover, the industries of Lapland depend essentially on wood - that is to say, on a product which is extremely sensitive to the variations of supply and demand.

The natural resources of the Department.

The report recalls, next, the nature and importance of the principal natural resources of the department :

- The most important reserves of wood are in the East and North of Lapland.

- The mining areas could help to limit the instability caused by a combination of events, which is to be found in the wood industries. The principal mining areas are : Kärväsvaara, near Kemijärvi, where iron ore was until now worked in open pits and whose reserves (1,350,000 T.) should last till 1968 ; Raajärvi, near Kärväsvaara, which works deposits of good grade ferrous magnetite (45 to 47%) the reserves of which reach 4.5 million T., and which would be completed by annexed deposits of equal importance ; Kolari, where the deposits, whose grade is varied and which are quite scattered, would render 50 million T. of iron ore ; Kalkkimaa, near Alatornio, where there are dolomite mines : lastly Akäsjoensuu, near Kolari, which works lime alone.

- The hydro-electric resources of the Kemijoki area have been the object of an exploitation which comes to 48% of the available potential. The report states, however, that the unfavourable natural conditions can make more extensive exploitation very onerous.

The Commission's proposals.

a) Timber industries.

The report notes, first of all, the favourable effect produced on the labour market by the extension of the activities of the KEMI OY - whose annual production comes to 100,000 tons of cellulose. Since the enterprise does not require special co-operation nor a State budget to finance it, the report does not consider it necessary to outline its future.

With regard to the VEITSIIVOTO OY, a State Company, the report specifies that it has begun the construction of a newsprint factory, whose annual capacity will be 200,000 T. and which will be finished in 1963. The investments will reach 10,500 million FM in 1966 of which the contribution from the national budget will be able to supply up to 3,400 million FM.

The plan concerning the KEMIJÄRVI OY involves an annual production of 70,000 T. of Kraft paper and 35,000 tons of birch cellulose. The programme will cost from 1962 to 1965 8,200 million FM, of which the State would produce 75%.

The report recommends, in addition, the application of an important forestry programme - aimed at insuring supply to the timber industries, - which would provide work for 1300 to 1700 foresters until 1963, and then, after that year, would concern the annual employment in the forests of 2300 people. The budget which is foreseen comes to 11,100 million FM.

b) Mines

The report recommends the working of the deposits of Raajärvi and of Rautuvaara near Kolari, with OTANMAKI OY as intermediary, on the basis of a budgetary credit of 4,400 million FM over a period from 1961-1967. The project envisages the construction of a railway starting at Kolari, to be finished in 1964, and the establishment by 1967 of a mining harbour at Röytta : railway and harbour involving state finances to the extent of 4,100 million FM for one and 135 million FM for the other. The report recommends equally the installation of a cement factory at Ädäsjoensuu, for which the private company PARAISTEN KALKKIVUORI OY will be responsible.

c) Hydro-electricity

The report refers to the plan concerning the KEMIJOKI OY. This plan foresees that the harnessing of the Kemijoki and its tributary, the Raudanjoki, should be completed for 1971, whereas that of two other tributaries, the Luiro and the Kitinen, which will be started in 1963 will be finished in 1970. The harnessing of the Ounasjoki, to be begun in 1967, will be completed by 1977. The need for external finances (in addition to what they supply themselves amounts to 84 million FM, the State contributing annually 2,500 million FM, the rest being met by the Post Office Savings Bank, Social Security and foreign contributions.

d) Employment

The realization of these various projects must cause a very strong tension in the sphere of employment which will rise from 3,500 posts in 1961 to 12,000 in 1964 - or an increase which is considerably greater than the demographic increase of workers -. Opposedly, and not taking into consideration the expenditure to be predicted from 1970 onwards, the proposed plans altogether come to 53,000 million FM.

8th September - Commenting on the recommendations of the Committee for the industrialization of Lapland, TALOUSELÄMÄ writes : "The report gives the impression that too many natural riches are demanded of Lapland. The estimates concerning the supplies of wood seem doubtful. The economic exploitation of the mines of Otanmäki is uncertain. The hydro-electric harnessing envisaged by the KEMIJOKI plan must take into account the new perspectives which a collaboration between the Nordic countries on the subject of atomic energy could open up. And, more generally the risk remains that the industrialization of Lapland is conceived on a scale which is greater than the natural potential of the department - so that economic difficulties which would

result from it become a burden as much for Lapland as for Finland as a whole".

4th September - Finland has floated an obligatory loan of 30 million Swiss francs on the Swiss market at a rate of 5%. The Federation of Swiss Banks will ensure the financing operations relating to the floating. Bought at par the shares - which will be quoted at Basle, Zurich, Geneva, Berne and Lausanne - will be repayable over a period of fifteen years. This is the first loan floated abroad by Finland. The funds obtained will be devoted essentially to hydro-electric equipment, notably in North Finland.

9th November - The second phase of the construction of the research station of Kevo, in the commune of Utsjoki, has been finished. A seismographical station, which will be one of the best equipped in Finland, has been attached to it and will begin operations from January 1962 onwards.

N O R T H A M E R I C A

A N D

T H E N O R T H A T L A N T I C

Canada pp 57 - 78
Greenland pp 79 - 91
Iceland pp 92 - 98

C A N A D A

CANADA'S OBVIOUS ECONOMIC RECOVERY IMPOSES ON HER THE DUTY TO PRESERVE HER TARIFF AGREEMENTS IN ALL FOREIGN MARKETS AND REQUIRES HER ENERGETICALLY TO ENCOURAGE EVERY EFFORT WHICH WILL TEND TO EXTEND THE FORMS OF COOPERATION ALREADY WORKING IN EUROPE TO THE LARGEST POSSIBLE NUMBER OF WESTERN NATIONS.

The last two quarters of 1961 confirmed the frankly spectacular, and, to some, unexpected nature of the recovery of Canada's economic situation.

From April-May, moreover, figures already allowed a forecast of an impending reversal of the depressive trend which had weighed down upon the preceeding period : the overall index of industrial production in April was up by 3.2% on March - as against 3% in the United States : manufacturing industries increased production by 2.7%, mines by 6%,gas and electricity by 3.2%. In May, retail sales [illegible], which had slackened by 5.5% in April, increased by 3.6%, showing that improvements had been affected on the labour market. The steel industry produced 554,000 tons in May, 13% above the level for May 1960.

The provisional balance-sheet drawn up at the end of August established that the new trend was growing firm. Industrial production in June, with an index of 172.5 had passed the record index of 172.4 for January 1960, and had advanced by 3.2% on May - while manufacturing industries advanced by 2.8% on the previous month. In July, the steel industry was working at 95% of its capacity, building was 25% over the corresponding figure for 1960, and the number of unemployed in January-February 1961 had been almost reduced by half. In September, Mr POPKIN, one of the directors of the "SUN LIFE ASSURANCE Co. OF CANADA" expressed the view held by most economists that the year 1961 would balance out with an increase of 4 to 5% in the gross national product and that this increase would certainly reach 5 to 6% in 1962.

a) - The policy of Mr. FLEMING, instigator of this recovery.

It would be impossible for us to separate this brilliant recovery from the implementing of the government's policy over several months. It will be seen below that in oil, however bold the policy of expansion announced in February 1961 by Mr HEES, appeared then, the Canadian authorities can now flatter themselves on real victory. As far as the general economic development is concerned, it seems also beyond doubt that the financial and monetary measures passed in June 1961 by Mr FLEMING - and on this issue we know the extent of the reserves with which Mr COYNE, then director of the Bank of Canada had to offer to back them - have had

a really decisive effect on the formation process of the new trend. On the foreign exchange front, the organized set-back of the Canadian dollar, and its autonomy so far as the U.S. dollar is concerned were actually offset by an immediate and considerable rise in Canadian exports. On the home market, the freeing restrictions on credit (the added circulation in summer of 1,000 million Canadian $ compared with the corresponding period in 1960) and the corresponding increase in employment immediatly re-established the balance of transactions, but without offsetting this by an excessive increase in imports. Mr FLEMING promised, last June, "to stimulate trade exchanges, to increase production, and to ensure full employment". If the successful fulfilment of a contract is judged on its immediate effects, it would be difficult to deny that the Minister of Finance seems to have held to what he promised.

b) - Will this recovery last ?

Of course, one may wonder about the future and ask whether the long-term prospects will prove as favorable as the short-term. Factors of good fortune have undeniably contributed towards the success of the government undertaking. The recovery effected in the United States by the increase in military spending should not be neglected in this respect. Yet, the stimulation which benefited the home market had already from that moment been offset by a hardening of prices, which will probably be accentuated by the increase in the price of imported products. On the other hand, - and here is the really striking feature - the set-back operated on the national currency has rapidly found its limits, since a mere 3% separates it from the U.S. dollar. Though a "floating" currency, the Canadian dollar does not seem to remain any the less firm, or even less "resistant" for this, and the "Financial Times" of 1 Nov. 1961 confirmed that Canada's currency reserves had been put to considerable use to maintain the "distance" established since the summer between the Canadian currency and the U.S. dollar. The narrowness of such a margin of exchange - just enough to favour exports - will explain, perhaps, the fact that the influx of foreign capital to Canada was but slightly reduced. In the latter case, certain of the problems of structure peculiar to the Canadian economy, notably the development of secondary industries and the increased diversification of production, remain still to be solved. In fact the June financial and monetary measures have had their most obvious effect on the rhythm rather than the direction of economic development. So must we really fear that the rectification of the situation cannot last ?

c) - The success of the new policy depends upon the development of Canada's foreign trade.

To reply in the affirmative would be, it seems, to misjudge the great importance of the modifications undergone between times by the requirements of the circumstances which the government had to take into consideration. The policy of Mr FLEMING - which is in many ways similar to that adopted in France by Mr Edgar FAURE in the mid 1950's - would have probably had only a very temporary influence if it had been aimed solely at improving Canada's position in the traditional framework of exchanges with the United States and Great Britain. In fact, to increase by mere currency manipulation

the ability of Canadian products to enter the American and British markets would be, in all, to condemn themselves to paying more for the goods imported from these countries, and the operation would have risked drawing a blank or affecting, in the longer term, the commercial relations with major customers. A forecast, on the other hand, that Canada's foreign trade was then able to blaze a third trail between her two "classic" partners, and to appear suddenly in force in other markets, provided a working hypothesis which allowed the problems to be posed in different terms. Without really upsetting the structure of trading rates with the U.S.A. and the United Kingdom, a slight readjustment of the national currency, and a certain amount of "spoon fooding" the home market could then help towards starting the economy off in the new direction whilst still keeping open the usual working channels. Far from appearing as measures of real emergency, the monetary and financial decisions of June sprang from wider preoccupations. To a large degree, it seems that Mr COYNE, is mentioning at this point the danger of inflation and the new requirements, which are created by a policy of enlarging the markets for foreign trade exchanges. The extent of the progress made in 1961 by Canadian exports to world markets other than those of the United States and Great Britain constitutes in this field, a remarkable fact, and thus allows us to think that the June decisions may have marked a major turning point in Canada's economic development.

d) - The problem of the Common Market.

Hence the importance which the Canadian authorities are from now onwards forced to attach to the developments which, in Western Europe, could be caused by the extension of the Common Market to all or some of the nations of EFTA -of which the United Kingdom is a member. Not only, if such a bloc were to be formed, would Canada see a change, and to her disadvantage, in the terms of her trade with Great Britain, but also, at the same time, a change in her tariff conditions of access to almost all the Western European markets. Besides, the agreement recently reached at Brussels between the Six on the operation of a single agricultural policy, and above all the setting up of a common fund for financing the export of surplusses, would leave Canadian agriculture neither indifferent, not yet in a safe position. The gravity of these perils, certainly excludes the possibility that Canada could claim to conspire against them by restricting herself to refusing to recognize them, or opposing them with a negative attitude. Last October, Mr E. KIERANS, president of the Montreal Stock Exchange, forecast, purely and simply that Canada would join the Common Market, remarking that even a slight increase in Canada's sales amongst the Six would be enough to ensure complete Canadian economic development and also the full employment of Canadian workers. Without any doubt, Canada's adhesion to the Treaty of Rome would solve some of her problems, but would more evidently pose others, which would be no less difficult. As soon as Canada finds herself committed to the tariff discipline of the Common Market, what would happen to her relations with the other Commonwealth countries, and above all, what would happen to Canada's relations with the United States ? Certainly a similar point is raised with regard to certain Scandinavian countries, but it is

obvious that, on the scale of Canada's potential, and in as much as the United States is much more intimately concerned, the question this time assumes such an importance that it ends up by concerning far less those nations which form part of the Common Market, than those who do not. In fact, the moment may have come when an extension of the Common Market would prove a phenomenon which concerns the West as a whole so directly, that it would seem an impossibility that the Six alone should, unilaterally, establish its scope and decide on its own terms. And with such an outlook, for however long a term it might be, the main factor would be less the form and size of the new groups coming in, than, for each nation, the variety, the quality and the competition of future production. And, in this respect, Canada has more reason to hope than to fear.

1. - Whilst still maintaining, or improving upon the terms of her exchanges with the United States and Great Britain, Canada is visibly increasing the volume of her exports to European markets, and is preparing a considerable expansion of her trade outlets in the Far East.

A strong reaction in the balance of payments situation constitutes undeniably the salient feature of Canada's economic progress during the first ten months of 1961. Certainly, good months were followed by less good ones, and as from June it is right not to omit the incidence of accounts brought about by the change in the rate for the Canadian dollar. But at the end of the month the Statistics Bureau was able to announce that the overall deficit, which came out a year before at $ 203.4 million, had been brought down, for the first half year of 1961 to $ 96.9 million - or a resorption of more than 50%.

Besides, certain significant changes have affected the trade trends . Imports from the United States from January to July were reduced in all by 1% - whilst exports to the American market were reduced even more sharply by 3.4%. Exports to Great Britain eased by a very similar amount : 3%, whilst imports from the United Kingdom were up only by 3.2%. The main characteristic of this commercial progress refers us to a remarkable development in trade between Canada and markets other than Britain and America: from January to July, the volume of Canadian exports to these places in fact moved from 18.6% to 24.6% whilst for the same period the goods sent by Canada to the Commonwealth nations were reduced by 6%. In July especially, Canadian exports, other than those destined to the United States and the Commonwealth, had gained 37.4% on the figures for 1960.

23 July-Mr D.L. KINSMAN, President of the Canadian Exporters' Association, whilst on a visit to Japan enphasized the very rapid expansion of Canadian-Japanese trade. "Trade between our two countries", he argued, "is developing at a faster rate than between any other two countries". Mr KINSMAN remarked that such a development was taking place despite the restrictions which hit certain Japanese products in Canada. He recalled that Canadian exports to Japan had gone up in 1960 to $ 178 million - as against $ 133 million for imports from Japan. Thus the balance is greatly in Canada's favour (1). Mr KINSMAN in the end confirmed that the two countries are required to export on a massive scale in order to live, and should oppose all discriminatory measures with regard to customs tariffs.

16 September - Mr G. HEES, Minister of Trade and Commerce, announced the conclusion of talks between the commercial representatives of the U.S.S.R. and Canada. These consultations followed the exchange of notes which accompanied the protocol signed in Moscow on 18th April 1960, and renewed the trade agreement of 1956 between Canada and the Soviet Union. The notes provide for an annual review of the Commercial results obtained. The soviet delegation was led by Mr V.A. KAMENSKY, Minister's adviser on foreign trade, and included as well Mr A.I. IVANOV and Mr A. DAVIDOV, of the foreign trade Ministry in the U.S.S.R. and Mr V.N. PLATONOV commercial attaché to the Russian Embassy in Ottawa.

(1) The structure of Canadian-Japanese trade in 1960 in finished products and raw materials

1. - Canadian exports to Japan :	(tons)
Iron ore	1,000,000
Coal	600,000
Steel and bulk iron	142,000
Aluminium	20,000
2. - Canadian imports from Japan :	**($ million)**
Machinery and spare parts	108,750
Machine elements	9,375
Cars and spare parts	16,000

The representatives of Canada and the Soviet Union noted an increase in trade both ways, and have recognized the possibility of doing even more, to the advantage of both sides. The Soviet delegation announced its country's intention to take part in the International Fair at Montreal and to exhibit a large number of products. The Canadian delegation welcomed this initiative which would tend to stimulate trade between the two countries.

7 October - A Japanese trade mission led by Mr YOSHIZANE IWASA, assistant director of the FUJI BANK Ltd, is now studying the means of increasing further the trade between the two countries. Mr GODO, commercial director of the Japanese firm "JAPAN STEEL & TUBE Corp.", especially declared : "We already buy from Canada large quantities of iron ore and coal. We are disposed to buy more. In return, we hope that Canada will increase her orders with our heavy industry." The Financial Post, in Toronto, notes that on this matter the Japanese seem to wish to develop their sales of sheeting and steel tubes on the Canadian market - made from ore and raw materials bought from Canada. The Japanese mission is also studying the possibility of making certain investments in the Mining industries of Western Canada.

For his part, Mr M. IBUKA, chairman of the SONY Corp. revealed that Canada represented the second largest world market for Japanese electronic materials. "One third of our exports of this type is taken up by Canadian consumers."

11 October - A commercial delegation from Communist China arrived in Canada. Mr HEES, Minister of Trade and Commerce, declared on this occasion, "The government is determined to increase imports from Communist China. We sell to her large quantities of grain, and trade is an activity which must work both ways."

Mr CHEN MING , leading the Chinese delegation, mentioned the sale of Canadian cereals to China. "We agree that Canada should remain one of our grain suppliers after the expiration of our agreement in 1963."

Mr FORSYTH-SMITH, Canadian commercial attaché in Hong-Kong is with the Chinese mission. He indicated - all deliveries of cereals being taken into account - that Canada's exports to Communist China were expected to increase five fold between 1960 and 1961, and would pass from $ 22 million to $ 150 million.

14 october - Mr E.L.HARRISON, President of the Vancouver Chamber of Commerce declared, "Our exporters should look to the East and to the South of our traditional markets, America, Great Britain and the Common Market. But it is important for them not to forget the West : India, Malaya, Hong-Kong, China, Japan and South America, which are expected to become our great markets of the future, despite ideological and political considerations.

18 October - The Insurance Company dealing with export loans published a brochure establishing that henceforth the Canadian exporter can compete with his foreign rivals as regards payment facilities offered to buyers. The insurance company to which the Federal government has entrusted the financing of credit sales to foreign parts exercises its activity through paragraph 21 A of the law concerning the insurance of export loans . A special division, called the Export Finance Division treats directly with the Canadian exporter. It rests with the latter to obtain orders on the export markets and then to come to an agreement with the company on financial matters. The company pays him the cost of materials immadiately, and the exporter is in the same position as if he had made a cash sale. This type of official financing is solely reserved for the export of goods and equipment for which the sale requires a period of payment of over five years. These periods can be as long as fifteen years, and even longer if necessary to allow the Canadian exporter to beat his foreign competitors. Banks and other commercial enterprises do not finance credit on such a long term.

19 October - Mr HEES, Minister of Trade and Commerce, told the Canadian Exporters' Association that the government had decided to send out in 1962 24 commercial missions to study the right

means of increasing Canadian exports. These missions will represent the different sectors of economy, and will be going to Europe, Latin America, India, Australia, New Zealand and the Middle East. A special mission will deal with South-East Asia.

2. - Whilst still disposed to allow Great Britain all liberty of action to conclude the terms of her eventual entry into the Six, the Canadian authorities are methodically studying the different possibilities which could possibly be afforded to Canada, and they do not exclude the possibility that compromise solutions might be progressively negociated with an enlarged Common Market.

The last issue of "INTER-NORD" (1) gave the impression that a "realistic" view was dawning in the Canadian Cabinet advocating that it should adapt itself to the new situation which Great Britain's eventual entry into the Common Market would create, rather than trying to prevent this.

The developments of the last month seem to establish that such a trend has now gathered impetus, and that Canada would from now on be inclined to concentrate on finding solutions than on drawing attention to the problems. But, to deduce from this that Canada's attitude towards the Common Market is evolving in the same direction as the British attitude would be wildly premature. Certainly many more voices are raised in Canada to recommend nothing more or less than her entry into the community of the Six. Yet the government is not losing its "sang-froid" because of this, and it stresses - through the mouth of Mr HEES - the evident conplexity of the factors to be taken into consideration. Generally, if Canada is exceptionally aware of the need for the entire West to revise and integrate its economic structures more completely, Canada, it seems, would favour large re-groupings, flexible mechanisms that tend rather to include than to exclude. One cannot, on this subject, forget that for some weeks Mr FLEMING, Minister of Finance, "father" of the new financial policy and whose position as to the Common Market is said to be less flexible than that of some of his colleagues, is president of the O.C.E.D. whose function is precisely to harmonize the economic relations between Europe and America. In this there is certainly a symbol - but there may be as well, for Canada, the means and the starting point of a policy with which the Six will have to reason..

(1) INTER-NORD N° 2. pp. 75-76

3 August - The specialist Canadian Review "THE NORTHERN MINER" dealing with the problems posed for the mining industries by the Common Market writes, "At the present time, 30% of Canada's mineral production, worth $ 4 million, is sold to the European nations of the Common Market. In some of these countries these exports enter free, and in others they are placed under various duties (...) So, Canadian magnesium, of which exports are rapidly developing, is hit by a tax of 28% in Italy, whilst it enjoys free access into the Benelux countries, and into Western Germany. The dispositions of the Treaty of Rome forecast that in the near future one unified tariff will be imposed, common to all the Six, of 10%. The cumulative effect of this duty in all the Six will penalize Canadian mineral exports much more severely than the imposition of a higher duty by any one nation of the Six, which, like Italy, takes but a small part of these exports".

26 September - Speaking at Calgary, Mr L. PEARSON, leader of the Liberal Party affirmed that trade ought to benefit in the long run by the entry of Great Britain into the Common Market. According to Mr PEARSON, it would be better for Canada to stop criticizing British policy, and moreover to start busying herself convincing the members of the Common Market, to help to promote an Atlantic Free Trade Zone. "The trend towards economic integration", he added, "is one of the essential factors on which the solution of present international problems depends"

12 October - According to the "Winnipeg Free Press" the rumour is going round in specialized Canadian circles that Great Britain would be willing to extend for another 5 year period her cereal agreement with Canada, to compensate fot the difficulties that Britain's membership of the Common Market would cause to Canadian interests". This organ of the Canadian press makes it clear that the quantities of grain which such an agreement would involve would be greater than the various large markets recently found by Canada - notably Communist China.

18 October - Mr HEES, Minister of Trade and Commerce, admitted before the Canadian Exporters' Association that some national industries, like the paper-pulp industry, would reap an immediate benefit from Canada's entry into the Common Market. "But", he added, "we must consider the Canadian economy as a whole, and it is in relation to this alone that the advantages and disadvantages of Canada's membership of the Six must be evalued". "If Canada was to join the Common Market", he continued, "she would have to combat production at a high technical level, low wages, and the ability of the European employers and Trade Unions to work together".

25 October - In an address to the Men's Canadian Club, Mr KIERANS, president of the Stock Exchange in Montreal, strongly took sides in favour of Canada's immediate entry into the Common Market. "Now is the time" he affirmed "when we must join the Common Market, now, before the Six nations that compose it - and their expansion is rapid - are in a position to invade the Canadian Market". Mr KIERANS added that European producers have now to meet so great an increase in home demand that they have no time to interest themselves in the Canadian Market." The present development of European requirements is so great that we will never again be able to reap the benefits from markets so open to our products. Even a slight increase in our sales in that part of the world would be enough to solve our economic development and unemployment problems..."

31 October - Mr HEES, Minister of Trade and Commerce, argued that an economic union between Canada and the United States could prove a useful counter-balance to the Common Market. "Some people", Mr HEES said, "think that the two nations should integrate their economy. But the United States need only increase her production by 10% to satisfy all our needs. In that case, what would become of our own industries ?"

23 November - Once again dealing with relations between Canada and the Common Market, Mr HEES revealed that the government was methodically studying, throughout every branch of the economy, the advantages and disadvantages that Canada's entry into the

Common Market could imply. The Minister admitted that certain industries whose products were not able to compete with the prices that are in force within the Six, could rapidly be brought to improve their competitive power if they were required to practise the tariffs in force within the Common Market. Some observers consider that the latter declaration shows a change of attitude towards the Common Market, and allows one not to exclude the possibility that the Canadian government is disposed to seek an agreement with the Six.

Autumn 1961 - In "LA REVUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCAISE AU CANADA", N° 561, Mr Louis COLLARD, under the title "Towards an Atlantic Common Market", envisages the possibility of going beyond the purely European phase of the Common Market, and of extending the forms of economic cooperation perfected by the Six to all Western Powers. He writes notably : "The West can no longer be permitted to be composed of insular Englishmen, barrack-bound Frenchmen, Americans, slaves of their way of life, or Canadians, occasionally dazzled by their own potential resources (...) Such a policy would end up by isolating Canada. So, it is comforting to see that the Press and public opinion have taken the other side in stressing that if Britain's membership of the Common Market poses serious problems, this circumstance should be regarded as inevitable, and in the end, profitable (...) This need for levelling out on a national and international scale, as it is applied in Europe, applies to Canada too, and at the same time the stability of prices, of production and of personal income should be looked into again (...) In the need for a new order of things (...) the fusion of Young America now growing up, and a rejuvenated old Europe is indispensable in the immediate future (...) Such a fusion can only be the Atlantic Market built on a prosperous international trade, as well as on a renewed social basis".

3. - The sharp recovery of the iron and steel industry, the spectacular success of the expansion policy for the petroleum industry and the decrease in unemployment confirm that it is not so much its own functioning as a contingent or tariff restriction on the part of foreign markets which could in future put Canadian economy into difficulty.

In an interview granted on December 21st, 1961, to the French daily paper "LE MONDE", the Finance Minister, Mr D. FLEMING, fairly protested against the pessimism of certain views expressed on the present state of the Canadian economy. "Our economy", he said, "is now responding to the vast programme of measures put into effect by the Government in the course of the last twelve months". The information relating to the large basic sectors of Canadian production lead any impartial observer to subscribe without reserve to such an affirmation. The effects of the downward trend suffered by the steel industries in 1960 seem to have been completely overcome and production has, undeniably, resumed its upward trend. And to the observers who doubted that the almost revolutionary objectives imposed by the Government on the petroleum societies would be within their reach, the figures bring, as will be noted later, a surprising reply. In increasing measure, the future of the Canadian economy seems to depend less on its own working capacities than on its ability to gain entrance into foreign markets.

a) Steel Industry.

August 25th - Mr SCOLLY, president of STEEL OF CANADA, the most important Canadian steel firm, has stressed the importance of the progress realised by national production. Fixing 100 as the production index for the years 1957-1959, this index came out, in August 1961, to 134, as against 108 for the corresponding period of 1960, - and the prognostics for the months to come suggest the maintenance of the trend. Indications of the same import are given by ALGOMA STEEL CORPORATION, the second steel company in Canada, - which has just undertaken the construction of a factory where the largest rolling-mill (95 inches) of all Canada will be operated ; its efficiency will make possible an increase of more than 40% in the firm's production.

b) - Petroleum.

Autumn 1961 - A study drawn up by GREENSHIELDS INC. and published by ~~la Revue de la Chambre de Commerce~~ française au Canada strikes the balance of the first eight months' realization of the petroleum policy announced last February by the Minister of Commerce, Mr HEES. The following passage is taken from this document :."The industry has succeeded in reaching the first objectives set by the national petroleum policy, objectives which, at the outset, seemed precisely the most difficult to realise.

They comprised three successive stages of production : the first was an average of 625,000 barrels per day for June 1961 (crude petroleum and liquid natural gas), the second 640,000 barrels for the year 1961 as a whole, and the third 800,000 barrels for the year 1963. In June the extraction was, on an average, 613,000 barrels per day ; this is a little below the set quota, but the improvement has none the less been significant. In addition, if one considers the results recorded up to now and the plans for treatment of the refineries for the latter months of this year, it is probable that the second objectives will be realised. Taking into consideration the fact that the Government announced its petroleum policy only at the beginning of February, these results may be considered very satisfactory.

The realization of the 1961 objective, that is a daily production of 640,000 barrels of crude petroleum and liquid natural gas, will represent an increase of about 90,000 barrels per day or of 16% over 1960. The analysis of the results available up to the present time reveals, and it is very significant, that the export trade has benefitted from about two-thirds of this increase, the rise of domestic consumption representing only one third of it. It is in the region of Puget Sound that exports increased the most, Canadian crude petroleum there replacing overseas imports (and not American petroleum). They have equally increased in the district of Detroit-Toledo and have probably remained

fairly stationary in that of Minnesota-Wisconsin. A consumption increase in the East of Canada - which has compensated for a slight decrease in the West - and a certain substitution in Ontario of Canadian products for imported crude petroleum and petroleum products have permitted an increase of sales on the Canadian market.

If one considers the outlook for 1962, it is advisable not to count on a rise of sales abroad comparable to that of this year. Such a large increase of exports to the United States would be carried out in a large measure at the expense of American production and would lead Washington to reconsider the imposition of quotas on Canadian imports. In the future the realization of the national petroleum policy's objectives will therefore depend in a large measure on the replacement of imports, in Ontario, by Canadian products. In this connection it is advisable to stress that, in this province, the present refinement capacity is limited. The factor nevertheless is only a temporary one. There are indeed certain refineries which have expansion programmes for the next two years ; and in another connection Shell Oil plans to construct for 1963 a new refinery at Trafalgar, Ontario, especially equipped for Western crude petrcleum and which will have a capacity of 31,000 barrels per day.

From authoritative sources, it is estimated that in 1962 the production of crude petroleum and liquid gases will approximate to 700,000 barrels per day. A great part of the increase will be absorbed by the companies which produce condensed natural gases in Alberta, whose production must be stimulated by the construction of the natural gas piping which will serve San Francisco. As the condensed products are able to compete with the crude petroleum, the increase of their production in Alberta will be to the detriment of that of the province's crude petroleum. The completion of the pipe-line linking up Vancouver will be favourable to the crude petroleum producers of British Columbia, whilst those of Saskatchewan have seen their future prospects improve as a result of the increased interest in Eastern markets for average crude petroleum".

c) Wood and Paper

26th September - The MONTREAL STAR published a study prepared by the Canadian Pulp and Paper Association dealing with the probable situation of Canadian wood industries when the tariff incidences of the Common Market on the traditionally exporting powers of wood products appear to be extended on the international scale. From this study the following conclusion is drawn, - which has no less significance for Canada than for Finland:

"... Since 1945, pulp and paper have formed the object of a generally free world commerce and have not had to come under a tariff obstacle. Today, in addition to the Common Market, regional economic blocks are in process of development or formation, - and many of them consider increasing their own production of pulp and paper. In so far as the Common Market has established the precedent of tariff frontiers it is probable that these different blocks will do the same, - whether it concerns South America, Central America, Asia or Africa. And, on this score, such a protectionism by zone is destined to become a general rule whose practice can only operate to the complete detriment of Canadian exports.

One can consider without doubt that the division of the Western World into closed economic areas represents a danger. But much as it seems impossible in the future to reverse such a trend, it only remains to be hoped that certain products at least may benefit from a privilege of free circulation between the different zones. It would be difficult not to admit that paper and its derivatives do not constitute the same type of merchandise capable of preserving and maintaining an essential tie from zone to zone".

d) Employment

In April 1961, INFORMATIONS CANADIENNES returned a worrying balance sheet, from which it was brought out that in February of the same year 11.3% of the active population had no employment, - that is 719,000 people. The information which follows confirms the clearness of the interposed amendment to this plan.

15th November - According to the Canadian Bureau of Statistics, unemployment in October reached 318,000 people, - that is 50,000 less than the corresponding figures for 1960. In October 1960, unemployment affected 5.7% of the active population, - as opposed to 4.9% in October 1961.

21st December - In the interview mentioned above published by the French newspaper LE MONDE, the Finance Minister Mr FLEMING, discussing the problem of unemployment, provided the following information : "This year, unemployment has considerably decreased in Canada. The number of people with jobs in 1961 is higher than it has ever been before. There has been, in addition, much exaggeration of the views held in Europe on the subject of unemployment in Canada. It is advisable not to lose sight of the fact that Canada has recorded the largest percentage increase of labour of all the industrial nations of the world. I believe it is true that during the period 1956-1960, this percentage was 3% in Great Britain, 4% in Federal Germany, 4.5% in the United States : in Canada it was 10.5%."

e) Agriculture

5th September - The information available on the 1961 grain campaign establishes that drought has reduced the volume of crops by 48% over 1960 and the returns will be the weakest known in Canada since 1937. In the Prairie, properly so called, the number of bushels anticipated is 231 million as against the 470 million of last year. Saskatchewan is the most affected, with 121 million as against 308. Manitoba will dispose of 30 million bushels as against the 62 of last year and Alberta of 80 as against 100. Is is estimated that internal consumption will absorb half of the 1961 harvest, - which will doubtless not exceed 260 to 280 million bushels :the realization of the export programme will therefore depend on the condition of former stocks and will contribute, at any rate, to reducing them considerably.

4. - In spite of the doubts expressed about the possible profits the economic resources of the Great North really offer, the Government energetically pursues its policy of equipment and development of the Canadian Arctic

The year 1961, and the summer in particular, was a period of great achievment in the Canadian Arctic.

- Creation of a capital in the Western Arctic : in July, INUVIK was inaugurated by Mr DIEFENBAKER. In addition FROBISHER (1,500 inhabitants of whom 650 are Eskimo), the large centre of the Eastern Arctic, has been endowed with a town-planning scheme spaced over four years and whose cost will be $ 12,500,000.

- Sinking of the first petroleum wells (September) on Melville Island (Winter Harbour). This is the most Northern petroleum well in the world. It is likely to develop the great petroleum basin of the Queen Elizabeth Islands.

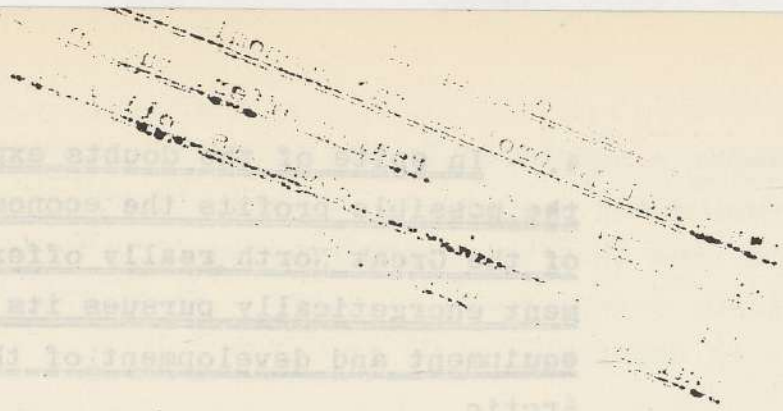
- The plan to construct a railway linking, through the Mackenzie, Pine Point to Edmonton, by Grinshaw (Alberta) has been approved by the Government. This project - the second great railway project in the Canadian North - will contribute, without doubt, to the economic awakening of the north of Alberta.

- Tangible increase in the tourist trade in the N.W.T. The latest figures indicate that the number of tourists was 25,000.

a) Different positions concerning the economic development of the North.

The scope of these realizations, the important incidences that they have on the Canadian budget, and that they can exercise on the national economy, increasingly draw attention to the general problem of Canadian Arctic development.

At the time of a colloquy held in June 1961 by the Royal Society at McGill University, the conclusion of a debate in which 75 Northern specialists took part, principally university professors, was the advocation of caution in this matter. Professor Trevord LLOYD, in particular, emphasized that the principal resources of the North were not renewable. "The North", he declared, "constitutes an economic colony of the industrial South. It does not seem to be a question of economic support. for a permanent population from the South." Another expert considered that the presence of minerals, even in a large quantity, in a given zone could be taken into consideration only with regard to the investments and cost-prices. relating to their exploitation, Professor DUNMAR noted that, in his opinion, the Greenland experiment had been principally turned towards sea-fishing and sheep-raising. At the close of the debate, the impression which prevailed on the



whole was that the anticipated economic remuneration of Canadian Arctic development risked disappointing the hopes placed in it.

Assuredly, governmental circles show greater confidence. On July 21, Mr DIEFENBAKER, who is the first leader of a Canadian government to have crossed the Polar Circle, declared, when he inaugurated the town of Inuvik : "Inuvik has taught us many things. (...) It is possible that thanks to all these issues, Canadians are becoming more conscious that they belong to a country washed by three Oceans". However on the occasion of the Second National Conference for the development of the North, held during the summer of 1961, Mr DINSDALE, Minister of Northern Affairs and National Resources, having emphasized that Canada was the second Arctic power in the world, confirmed that the Government is fully aware of the problems raised while keeping in mind that the economic development of the North would be pointless if they did not succeed in exporting its mineral products at competitive prices.

In this connection - and under the joint heading of petroleum wells and the Pine Point railway project - the following indications may be given.

1. Petroleum Wells.

At the Twelfth Annual Congress of the Petroleum and Natural Gas Division of the Canadian Institute of Mines and Metallurgy, held at Edmonton, Mr A.T. DAVIDSON, leader of the division of natural resources in the Department of Northern Affairs, insisted on the great petroleum possibilities that the N.W.T. offers. The geological study of this area will be completed in 1970. Ottawa has decided to subsidize each year up to 20 teams of prospectors to the amount of 50% of the cost. The conditions of petroleum exploitation in the Lower Mackenzie area would make possible, according to Mr DAVIDSON, the sale of petroleum on the Japanese market for example, at the price of $ 2.15 per barrel f.o.b.

The exploitable petroleum basins, in addition to Melville Island, are the Liard Valley and the Eagle Plain region. The transportation of the crude petroleum by sea (sub-marine tankers with atomic propulsion) and an easing of the mining legislation in force (notably article 32) would perhaps make it possible to obtain prices which are more competitive than those of the Prairies(1).

(1) In its previous number INTER-NORD noted the reservations and concern expressed by the petroleum circles of Alberta as to the development policy that the Government intends to follow in the North. From an article in the CALGARY ALBERTAN of May 13, the following passage is taken ; "We think that the Ministry for Northern Affairs clearly under-estimates the high cost-pricesof Arctic petroleum (...) Certainly the Government considers reaching it by easing the rules imposed up to now on the producer companies, reducing the rent of the concessions, and suspending the production quotas. But this in itself means that in its concern to promote, at all costs, an Arctic petroleum production, the Ministry for Northern Affairs will not hesitate to apply much more lenient regulations there than those imposed on other Canadian provinces... Now Canada is already capable of producing much more petroleum than she is able to sell. Alberta, as far as she is concerned, has resolved to slow down the exploitation of the Athabasca oil-field, for its development on a profitable scale would practically upset the balance of the province's petroleum market... In these conditions

it would not be unprofitable for the Minister of Commerce Mr HEES, to meet Mr DINSDALE before those responsible in the Ministry have invested an excessive capital in an Arctic petroleum policy which, if it were actually applied, would be tantamount to liquidating the Canadian petroleum policy."

---

2. The Pine Point Project.

Last June the Government authorized the construction of the PINE POINT railway line. 438 miles in length, this line will go 78 miles beyond the IRON ORE Co OF CANADA 's line, in Labrador. THE PINE POINT RAILWAY will make possible the exploitation of the great zinc and lead veins of PINE POINT. One brings to mind that Canada imports yearly 6 million dollars worth of these metals from South America. The line, which will be built by the C.N.R. Company, will be aided in its installation (purchase of land and construction) by a federal subsidy of 86 million dollars. The contribution of PINE POINT MINES (principal shareholder : CONSOLIDATED SMELTERS) is $ 12,500,000. It will be paid in 10 years, after the completion of the line. It is estimated that the latter, to be completed in 1966, will awaken the economic life of the Peace River and Fort Vermillion area (agriculture and forests). It will equally make possible the development of fisheries on the south cost of Great Slave Lake.

b) Scientific Activities and Indigeneous Population

Fifteen cartographical expeditions and four large geographical expeditions were undertaken during the summer of 1961, in the North of Canada.

The cartographical expeditions, which are associated with the Department of Mines, continue the map begun in 1960 on the scale of "1 inche per 4 miles". The survey will, in principle, be completed in 1968.

The four geographical expeditions are :

- Polar Continental Shelf Project (Director : Dr E.F. ROOTS, $ 1.5 million per year).
- Devon Island Project (Director : Dr Sp APPOLONIO. Expedition of about 25 investigators subsidized by the Arctic Institute of North America).
- Jacobsen McGill University Arctic Research Expedition (Director : Dr. Fritz MUELLER. Subsidized by McGill University and Dr G. JACOBSEN).
- Lake Hazen Expedition (Director : Dr G. HATTERLEY-SMITH, financed by the Defence Research Board).

The object of these expeditions is first of all of a geographical, glaciological and oceanological order. Moreover, nearly 30 geological expeditions may be counted through the N.W.T. and Yukon, - and a good number of missions having different objectives : anthropology, archeology... under the patronage of the National Museum of Canada, of the Northern Research Coordination Center, of the Ministry of North and of Universities.

c) Eskimo Cooperatives

The new char fishery of Cambridge Bay and a salmon fishery in Ungava Bay bring to 5 the number of Eskimo fishermen's cooperatives. The Georges River and Port Burwell cooperatives, in Quebec, dispatched 50,000 pounds of Arctic char to Montreal in the course of the summer of 1961. It seems, subject to certain conditions, that the cooperative formula offers more encouraging prospects for the future of the Eskimo communities.

1. An Eskimo point of view.

Abraham OKPIK, a 32 year old Eskimo, and Programme director of the Eskimo formation centre of Frobisher Bay, recently declared at Edmonton in the course of the National Conference on Northern development : "The Eskimo is now able to have a stable revenue and the security which is derived from it... We hope that the price to pay will not exceed the benefits to be expected. The cost is his independence, his customs, his culture, and in some cases, his pride."

2. A Common Eskimo Working Language

A common language merging, in order to render them intelligible to all, the different Eskimo dialects, stood its first test, this summer at Churchill. This effort to standardize the dialects was undertaken several years ago by Mr GAGNE and Mr SPALDING, of the North and National Resources Ministry. It now rests with the Ministry to decide on the best occasion for the diffusion of this common language, the basic principle of which is questioned in certain circles. It is known that the use of syllabic writing - very convenient and in wide use among the Canadian Eskimos - dates from 1885.

3. Eskimo Review.

An Eskimo quarterly review, INUKTIKUT, written in Eskimo and edited by the Eskimos in Ottawa, with the cooperation of the Ministry of Northern Affairs, has 4,000 copies distributed without charge in the N.W.T. The Eskimos, for lack of a newspaper in their own language, bring out at irregular periods, small bulletins edited by the Roman Catholic and Anglican missions.

) Miscellaneous

29th July - A Centre d'Etudes Nordiques was created at Laval University under the direction of Mr L.E. HAMELIN. It will be endowed, in 1961, with a 25,000 dollar subsidy according to a common declaration of the Quebec Ministry of Natural Resources and the Rector of the University.

August - Five isolated posts of New Quebec are now linked by telephone by the Alama network, to the South : Fort Chimo, Fort Harrison, Povungnituk, Fort George, Rupert House. In Alberta, at Hay River, the telephone system has been equally extended.

Whitehorse, August 20, Mr DIEFENBAKER presided over the inauguration of a "micro-wave" system, valued at 25 million dollars, which will permit improved commercial communications in the Canadian North-West and also improve those of North American defense (NORAD). Whitehorse is one of the 42 radio-phonic relay posts under the jurisdiction of the C.N.T. on a distance of 1,200 miles from Grand Prairie in Alberta to the Alaskan border.

The Nordair company, formed in 1956 by the amalgamation of two lines has considerably increased its activity in the North. Working principally in the Canadian North-East, Nordair works especially under contract of the Dew Line (F.E.C.). Nordair's total revenue in 1960 was $ 5,500,000. In this total are included the operations assured in the south of Canada. (Montreal-Windsor). Nordair is the third most important company of Canada.

G R E E N L A N D

Greenland, which has been incorporated in Denmark since 1953, has received a considerable number of investments. However large these investments may be, they are not making any headway at the level of the overall budget, in diminishing the considerable gap which exists between resources and new needs.

Greenland, the largest island in the world, (of which 85% is covered by ice) being far away from her parent State, as is the case with the Central Sahara, has presented very delicate socio-economic problems since her incorporation in the Danish nation in 1953. These are all the more important considering that Greenland is the most advanced Arctic territory inhabited by a majority of Natives, who are rapidly evolving.

The main industries of the rapidly growing population (21,000 inhabitants in 1945, 30,000 today), Eskimo in origin, are dependent on fishing and hunting. Being incorporated in Denmark, and consequently entitled to rapid development, Greenland no longer benefits from the monopoly she held while isolated, and which protected her so well. The prospect of Denmark, now a member of the A.E.L.E., becoming part of the Common Market, accentuates difficulties even more. The saving clauses, which have been obtained for this territory, will not be maintained much longer.

The principal source of wealth is still fishing. Mining products (cryolithe, lead) are also of considerable importance. Other export products include furs, (fox and bear skins) and ivory.

The overall budget for 1961 amounted to 77 109 000 Kd, which represented a 0.10% increase compared with the 1960 budget. The overall budget had already increased by 2.5% between 1959 and 1960. There is no comparison between annual increase rates in 1959 and 1961, despite the fact that these rates are relatively low : between 1958 and 1959, net State expenditure for current accounts increased by 27%. The following table describes annual investments :

In Thousands

Total annual investments in Greenland	1958	1959	1960	1961 (Budget Bill 61/62)
I Usual programme for public works and investments	21 998	20 700	29 116	32 000
II Other works	3 438	6 414	8 081	6 180
III Public works in terms of the 5/6/59 Bill of Law for the building of industrial fishing establishments and ports	-	5 402	4 610	7 270
Total State investment expenditure (Ministry of Greenland) (Not including investment expenditure by Kgl. Grønlandske Handel) (Greenland Trade Department)	25 436	32 516 + 27%	41 807 + 28%	45 450 + 8,71%
Loans, following bills of 29/6/53 and 28/2/59 concerning help for housing construction in Greenland :				
Loans	6 439	9 210	7 103	10 000
+ Partial Payments +	822	696	1 064	1 050
Net Expenditure	5 617	8 514	6 039	8 950
Loans following bill of 6/6/53 concerning Loans and Help for Industrial and commerce Enterprises :				
Loans	1 994	1 342	1 281	3 800
+ Partial Payments +	1 108	1 226	1 880	1 300
Net Expenditure	886	116	+ 599	2 500

Even though the year was not good for the transport of 30,000 T. of mining products (lead and zinc) from the East coast during the usual six months of navigation (no boats could get through to Danmarkhavn because of the heavy ice), people are still optimistic about the investigations of molybdenum that are being actively conducted on the East coast, near Mestervig in the surroundings of the Schuchert and Arcturus glaciers. The working of this ore by the Danish-American company, "Arctic Mining", will make up for that of lead and zinc, which shows a deficit and which, it is thought, will cease at the beginning of 1962.

The gradual incorporation of this territory, whose economy is still insufficiently balanced, into the world circuit, thus presents problems which are really not new : the adjusting of resources to population needs, which includes a sharp rise in the standard of living and corresponding needs ; the necessary and correlative increase in productivity ; particular local interests and concerns : the problem of getting the local labour force to bring about the principle of equal wages for equal labour, with no racial discrimination, compared with salaries earned by foreign executives in the country.

Within the framework of this still insufficiently balanced economy, recent years have not been easy. Plans to remedy this situation are all the more necessary on a long term basis, as the population is rapidly increasing. In a recent speech on November 25th 1960, Mr Mikael GAM, Minister of Greenland, reported that the plans which are in process of being developed entail an increase in the population of 300 to 400%. According to existing plans, the town of Godthaab, the administrative capital of Greenland, can count 12,000 to 25,000 inhabitants. Is it possible to calculate the total necessary corresponding investments ? A newspaper in Copenhagen stated that such a plan would require considerable annual investments, which could be estimated at about 100 millions crowns.

Greenlanders are beginning to endure the inevitable weight of this financial burden. While this territory, which has no direct taxes, is responsible to the Danish customs bureau, foreign products, save for rare exceptions may be imported tax free ; henceforth, taxes will be increased for such as sugar, chocolate, tobacco, wine and spirits ; receipts are expected to amount to an increase of 2.5 million crowns.

1) - Participation in the Association of Free-Trade provokes reserves.

Since July 1st 1961, according to a statement issued by the Danish Government, Greenland has been theoretically included in the Free-Trade Zone. Denmark has the right, as an outcome of the Stockholm Convention, to stretch the clauses of the agreement, by a simple proclamation, in order to include Greenland. Special provisions, agreed upon by the seven members of the A.E.L.E., allow for the maintenance in Greenland of capital for adjusting trade in order to maintain the standard of living of Greenland producers and to control the establishment and development of foreign enterprises in this territory. In the realm of business Greenland will remain, as in the past, reserved for Danish people and permanent residents only. Denmark reserves, until July 1st 1970, the right to include Greenland in her custom domain, with the condition, nevertheless, that claims and restrictions be reduced and eventually eliminated, in keeping with articles 3, 10, and 11 of the agreement.

Last June, Mr J. O. KRAG, Denmark's Foreign Secretary, fully endorsed Greenland's entry into the Free-Trade zone. He said that primitive customs go hand in hand with the advances of the Atomic Age, and that he endorsed Greenland's wise entry into the A.E.L.E. would open an era when the gradual economic development of the Seven will be reflected in the Industry and Commerce of Greenland Communities.

The "Grönlanske Landsraad" has just officially consented to Greenland's becoming involved in the negotiations which Denmark is conducting for admission to the Common Market.

Public opinion in Greenland indicates, nevertheless, the same uneasiness that exists in Iceland. Greenland, being a country with still relatively few means and a small qualified labour force, cannot apparently run the risk, without taking great precautions, of encouraging in her own territory foreign competition which is better equipped and more powerful.

2) - Fishing, now in full development, is still the main industry of the population of Greenland. This industry is still insufficient. In the year 1959-60, the 5.666 Greenland families covered only 18% of the cost of imports with the proceeds from their fishing hunting and farming activities.

Proceeds from fishing (essentially salted, dried and smoked fish) represent by far the essential part of the country's industry : 74% in 1959, 75% in 1958. When exported, fish represents a little more than 20 million crowns. In 1959, total purchases by the Royal Department of Commerce for Greenland came to 11,366,400 crowns. In 1959 proceeds from the fishing industry came to 8,158,300 crowns (74% of the purchases) ; in 1954, 76.9% of the purchases - cod holding the most important place - (5,945,100 Kr) ; proceeds from the hunting industry made up 15.5% (1,759,800 kr) ; 17,5 % in 1954. Proceeds from agriculture 3.7% (420,700 kr), 5.5% in 1954.

Purchases by the Royal Department of Commerce for Greenland
(excluding mining activities)

	Proceeds from fishing	Proceeds from hunting	Proceeds from agriculture	Total in Kr.
1959	74%	15,48%	3,7%	11,366,400
1958	75%	15,46%	3,54%	10,606,100
1957	82,1%	14,09%	3,76%	9,066,800
1955	81,8%	14,31%	3,8%	7,428,000
1954	76,9%	17,54%	5,51%	5,527,800
1953	75,1%	18,31%	6,51%	5,368,000

A slight decrease (of 1%) can be noticed in the importance of fishing in the traditional overall industry of the country. On the other hand, there is a slight increase in the role of agriculture which does not allow it to come up nearly to the level it was at 7 or 8 years ago.

The rôle of hunting, in decline since 1953, remained fairly constant in the years 1958 and 1959. It is disturbing to note from the sales account of the Department of Commerce that the 5,666 families concerned in fishing, hunting and farming industries in the year 1959-60 would cover only 18% of the cost of goods imported by the Department, a value coming to 61,861,800 Kr.

April 1, 1959 - March 31, 1960

The totals for animals hunted in Greenland

No. Of Greenlanders	No. of Hunters	No. of families (5 people)	White whales
28,332	3,743	5,666	312

Phoca Hispida	Phoca groenlandica	Cytophora cristata	Fox Black	Fox White	Reindeer	Bear
51,786	9,019	1,511	3,088	1,431	4,015	66

Meat (Kgs per family of 5)	Shark meat (Kgs per family of 5)
410	50

If these figures are compared to those of former years, one can observe that the percentage of hunters has altered very little since 1954-1955. In 1954-1955 there were 3,258 hunters for 23,816 inhabitants, or 13.67% In 1959-60, it was 13.21%. Productivity seems to have increased. The percentage of reindeer hunted has thus greatly increased (178%) since 1954-55. It is true that this observation is based on a small stock of game, the herds being still in the process of re-establishment. From the year 1958-59 to the year 1959-60 a hundred% increase in the capture of blue fox and a 25% increase in that of white fox can be noticed. The fact that seal hunting (phoca hispida) has become more active is an equally encouraging factor ; captures have increased from 48,092 (1958-59) to 51,786 (1959-60), an increase of 7.68% in one year. On the other hand, the hunting of phoca Groenlandica has greatly decreased : 17,095 (1958-59), 9,019 (1959-60), a decrease of 47.5% In spite of the increase in productivity, the consumption of meat per family has decreased. In 1954-55 23,816 inhabitants consumed 2,272,140 kg , or 95.41 kg per person. In 1959-60 there was a decrease of 14% (81.35 kg per person). The consumption of Greenland sharks (somniosus microcephalus) is also decreasing, from 52.15 kg per family in 1954-55 to 46.85 kg per family in 1959-60.

Since Greenland is a member of the Free-Trade Union, it is important to locate, within this economic structure, the status of the market in 1960. Norway, the principle exporter of the A.E.L.E., contributes nearly 50% of all the fish exported from the countries belonging to the A.E.L.E., Denmark's contribution being only 22%. The United Kingdom is the principle importer : 65 to 70% of all fish imported by all the countries of the A.E.L.E. If only for this reason, Greenland must carefully take into account Great Britain's candidature in the Common Market.

1960 - Fishing Trade in the A.E.L.E.

Fish imports percentages in proportion with all other imports		Imports in millions of $ 1959		1960
United Kingdom	1.2	United Kingdom	180.1	157.6
Sweden	1.2	Sweden	23.1	29.9
Denmark	0,9	Norway	13.4	13.3
		Denmark	11.2	11.3

Fish exports percentages proportion with all other exports		Exports in millions of $ 1959		1960
Norway	15	Norway	133.7	131.7
Portugal	12	Denmark	61.1	58.1
Denmark	4	United Kingdom	20.3	21
Sweden	0.7	Sweden	15.3	16.7
United Kingdom	0.2			

It is true that people are turning more and more to cod fishing. But no matter how developed the fishing industry is, it is far from sufficient, as we have seen, to cover the cost of imports. Insufficiently equiped and organized, Greenland fishermen bring in less than 10% of the fish caught along the W. coast in the Davis Straight, than is brought in by British, Portuguese and Spanish trawlers. Under the chairmanship of Mr Hans C. CHRISTIANSEN, head of the Department of Commerce for Greenland, a committee was set up last July to study the possibilities of development and modernization in the fishing industry of Greenland. A greater amount of productivity should be obtained. Net fishing has not produced the anticipated results. But is fishing in itself a profitable enough industry ? Mr Alibak JOSEFEN, head of the Greenland Fishermen's Union in Grønland Udvalget in 1960, a committee that was in charge of examining political, economic, and administrative conditions in Greenland, expressed his fear that an increasing number of Greenland fishermen were giving up fishing, the only real industry in Greenland, for wage-earning jobs on land.

July 14th - Since the failure of the Danish enterprise KNUD SCHRODER & CH VENO, not one Danish fisherman is working in Greenland. The establishment of a new Danish-Greenland company, Greenlandia Fish, with a 300,000 Kr capital would create certain competition which would be an advantageous cooperation between Danish and Greenland fishermen, and have consequences in the realm of productivity. 85)

17th July - A commercial delegation made up of English and American representatives visited, under the direction of Mr MALMQUIST from the Greenland government, the ports of Julianehaab, Narssak, Godthaab, Sukkertoppen, Holsteinborg, Egedesminde and Christianshaab, in order to study health and production conditions.

23th November - Last year "Det Gronlandske Fiskeri Konpagni A.S." sold a world total of 7,012,704 Kr worth of frozen fish products from Greenland. The total quantity of products sold came to 4.5 million pounds, 3.9 million of which were exported to the United States. The total gains of the company are established at 209,802 kr of which 4/5, 172,278 Kr are returning to Den Kongelige Gronlandske Handel (the Department of Commerce).

8th December - The establishment of a new company with a capital of 6 to 7.5 million Kr is planned. Part of the funds will come from Greenland and the Faroe Islands, partfrom Denmark. The aim of the company will be to contribute to the development of the fishing industry in Godthaab.

3. - The deficit in the budget is partly absorbed by the mining industry. Will the working of molybdenum compensate for the deficit in that of lead and zinc ?

First of all, it is foreseen that the working of coal at Qutdligssat which dates from 1923 and which had increased from 7,000 to 30,000 T. in 1959, will not be able to be continued beyond the next 25 years, at the rate of 40,000 T. according to Dr DINSDALE, the most qualified expert in the field. Mining in the peninsula near Nugssuak, however, may have surprises in store. Recent experiments have established that 1,000 kg of Greenland lignite would correspond to about 900 kg of Welsh anthracite, from a caloric point of view.

Mr Mikael GAM has just proposed to the Provincial Council a bill authorizing the establishment of a new mining company

"Arctic Mining Company" which would take in "Nordisk Minerals Aktiebolag". This company, on a fifty-year grant, with a capital in stocks of 6,000,000 Kr, one half of which are American, will prospect and work the molybdenum mines in the region of Mestervig, on the east coast. They do not anticipate beginning the work before 1966-67.

A new process for extracting uranium has been perfected at Risø, the Danish Centre of atomic research. Put into practice, this process would make possible and profitable the working of uranium ores and thorium, which are very abundant in Greenland.

The Committee of geological research in Greenland has emphasized the value of layers of magnetic iron in the district of Thulé.

4. - Problems in salaries and in the consolidation of administrative powers. Examples of Trade Union action in Greenland.

The effort of the Administration, while associating ever more closely the labour force of Greenland with the effort towards better equipment, is to aim, thanks to an accelerated technical training programme towards the realisation of the principle : equal work for equal pay. Although everyone accepts this principle, it is evident, according to a statement made last August by Mr Ebbe GROES, President of the Administrative Council of the Department of Commerce of Greenland, that it will be difficult to carry out as long as the development of Greenland requires technical workers from Denmark.

Mr Victor GRAM, Deputy President of the Greenland Committee, stated in November 1961 that any satisfactory evolution in Greenland could not depend on a 30 or 40 million crowns investment alone; but must attempt to set up a commercial and industrial movement, whose production could be competitive. A healthy relationship between the work provided and the standard of living is therefore preferable, and additional jobs make for additional earnings.

Greenlanders are not indifferent to this development. The vitality in cultural and political life bears witness to this. This vitality finds its expression in many newspapers : 24 newspapers, bilingual or in the language of Greenland, of which "Atuagagdliutiutit/Gronlands Posten" has just celebrated its 100th anniversary. Mimeographed

or typed, these newspapers, edited for the most part on a non-profit basis and financially independent of the Administration, have an overall distribution of 125 to 660 copies for even those that are least read.

July-August "Det Gronlandske Landsraad"

At the time of the tenth annual meeting of the Det Gronlandske Landsraad, Mr Erling HOEGH proposed a plan that would aim to protect by law Greenlanders at home from the consequences of strikes in Denmark. Last Spring, these strikes proved detrimental to the yearly summer work. At the same time, Mr HOEGH hoped to have Greenlanders accepted as man-power on American bases. 1000 Danish workers would be called to participate in the management of radar stations.

In the course of this session it was decided that henceforth members of the Councils in the districts of Thule on the north-west coast, the most recent districts to have been incorporated into the general administration, and in Scoresby and Angmassalik on the East coast, would be elected by secret ballot, with only the residents of Greenland participating in the elections. Danish notables who are now members of the councils will thereby be replaced by Greenland deputies. Landsraad has accepted the offer of the Secretary of the Army to enlist 15 Greenland volunteers. It can be pointed out that Danish mobilisation does not extend to Greenland.

August 17 - A new wage settlement, effective until September 1, 1963, was drawn up between the Danish State and the Society of Greenland workers (G.A.S.) The main point of the agreement is a reduction of working hours from 48 to 45 hours per week, starting October 1, 1962. This reduction of working hours will be compensated by a salary increase of 6.7% Taking

into consideration this increase of a supplementary 0.20 Kr for the basic salary, the wage hour will be established at 0,75 Kr for non-specialized workers under 14, 1.17 Kr for those between 16 and 18, 1.55 Kr for those over 18. taking into account of the various financial advantages Greenlanders have, "Berlinske Tidende" remarked that salaries in Greenland are but half those in Denmark.

5. - Miscellaneous Data.

During the year the number of cases of gonorrhea in Greenland increased by 20% : 2976 cases.

According to recent polls, Greenlanders are drinking less and less. During the period 1954-1959 the consumption of alcohol dropped by 20%. A temperance organization was formed in 1949. It has 3000 members, most of whom are young people.

July 1961 - Botanist Dr Simon LAGARD succeeded botanist Dr HOPNER-PEDERSEN, as director of the Arctic post of Godhavn (on the island of Diskò).

July 22 - The Budget Committee of the Chamber of Deputies voted a grant of 5.7 million Kr for the modernization of the port of Sukkertoppen which should be finished in 1965.

August 13 - Mr WESTERGAARD-MADSEN, Bishop of Copenhagen, has just returned from a trip to Greenland. He said he hoped to see the re-establishment of the Association of Christian godliness and mutual help, "Peqatigingniat". Me WESTERGAARD-MADSEN observed a certain slackening in religious activity in the cities and, on the other hand,

an intensification in small, isolated localities. The religious community of Greenland, remarked Mr WESTERGAARD-MADSEN, feels very much attached to that of Denmark. It is to be remarked that, owing to new legislative provisions, various sects have been established in this essentially Lutheran country : Seventh Day Adventists, Latter Day Saints, Roman Catholics. The Roman Catholics represented by the Missionaries of the Law Brothers of Mary the Immaculate (an American Province) celebrated symbolically their first wedding ceremony in the ruins of the medieval Cathedral of Halsöja.

August 16 - The Ministry of Greenland asked the Budget Committee for an allocation of 19 million Kr for the establishment of a telecommunications network (telex) between Copenhagen and Sondre Stromfjord via Godthaab.

August 13 - Mr Jorgen MELDGAARD, of the National Museum of Copenhagen, has just made possible the discovery of the foundations of the oldest church (a very small church : 5x6) and of 16 skeletons, at Kagssiarssuk, on the south-west coast of Greenland. This church, undoubtedly Viking and the first to be discovered on the big island, was probably built not long after the year 1000 by TJOKHILDE, wife of Eric the Red.

August 18 - Through the work of the Danish zoologist Mr Christian VIBE, 12 young musk oxen have been introduced into the region of Scoresby-Sound in order to insure the replenishment of herds on the west coast. It was noticed that the sex ratio of musk oxen under observation was extremely unbalanced after the hard winter : 75% were bulls. Twenty years ago there were about 5,000 musk oxen. Today there are less than 6,000.

November 5 - Air traffic increased 20% from one summer to the next.

December 3 - At the international airport of Sondre Stromfjord a project to enlarge the terminal hotel, which will need 150-160 beds in 1964-1965, was investigated. This will require credits of 6 to 8 million Kr.

I C E L A N D

ICELAND, WHICH PRACTISES A LARGE SCALE INVESTMENT POLICY (5.5% INCREASE OF TRAWLER TONNAGE COMPARED WITH THE PRECEDING YEAR) PURSUES, BY MEANS OF A PLAN FOR THE COMMERCIALISATION OF FISH, - ITS PRINCIPAL INDUSTRY - ITS TRADITIONAL POLICY OF TRADING WITH EASTERN AND WESTERN POWERS. IT IS NOT WITHOUT ANXIETY THAT SHE VIEWS THE PROSPECTS OPENED UP BY THE A.E.L.E. AND THE COMMON MARKET. ARE THEY NOT GOING TO FORCE HER TO CHOOSE SIDES IN ORDER TO AVOID A DANGEROUS ISOLATION ? BUT A CHOICE MAY SEEM PREMATURE. DO NOT THE DIFFICULTIES BROUGHT UP BY THE APPLICATION OF THE PRINCIPLES OF THESE TWO GREAT EUROPEAN ECONOMIC GROUPS CONTAIN THE VERY BEGINNINGS OF A DEVELOPMENT TOWARDS THE EAST OF THE WESTERN EUROPEAN MARKET ?

Iceland, the smallest of the Nordic nations, whose budget is balanced with difficulty by the sale of its principal resource, fish (cod and herring), at once to the Western and Eastern countries, lays down strict conditions to its entry into the Common Market which however it cannot avoid, without risking a dangerous isolation.

It is at the moment when Iceland assured its authority over the twelve miles of its territorial waters that the problem of its economic isolation arises, made greater by the prospects of a closer understanding between the great blocs of the Common Market and the Free Exchange Area.

a) Iceland is a member of neither of the two great European groups, although its principal clients, Germany, Great Britain, the Nordic countries, the U.S.S.R., belong to apparently opposing groups.

b) A small country, Iceland, which cannot remain aloof for long, fears for its independence because of the clause in the Treaty of Rome relating to the free movement of capital and men. A clause which cannot fail to produce a most reserved attitude on the part of the small nations conscious of economic realities.

c) Iceland must take account of a hesitant feeling towards any idea of economic or political Association which it might envisage.

1) - Iceland's fears faced with prospects of the Common Market.

Dr GYLFI Th. GISLASON, in a speech to the Chamber of Commerce at Reykjavik on the 11th of July 1961, stressed that Iceland belongs to neither the Common Market nor E.F.T.A., though the Six and the Seven represented respectively 37% and 14% of Iceland's fish exports in 1960.

In the case of Great Britain's having to join the European Community, alone or not, "the position of our fish exports to Western Europe would be more precarious than before, being virtually excluded from this market, unless we join this community or unless its import duties on fish are greatly reduced."

The first problem according to Mr GISLASON : a delay to allow Iceland to adapt itself is necessary. The fishing industries, which are the means of livelihood of 5 to 6% of the working population, would not be able to survive without protection. Moreover, added Mr GISLASON, it would be a good thing to allow us to continue the bilateral trade with Eastern Europe. Finally in case "we arrived at Iceland's participation or association with the European Economic Community, we would have to maintain the point of view according to which the general clauses of the Treaty are not applicable to the fisheries..." "Reserves of fish are a unique natural resource ... and Iceland cannot share with other nations the exploitation of its fishing grounds inside its fishing limits." Similarly, "We cannot possibly allow foreigners to land their fish and to develop industrialization in Iceland".

It is noticeable that the Greenland administration faced with the prospect of a Danish association with the Common Market, feels the same anxiety to protect fish resources for the benefit of its people.

19th August - The Icelandic Labour Federation declared that it considers Iceland's candidature to the Common Market as being out of the question, Iceland's participation in this economic pool being a serious menace to the independence of the country. On account of the clauses of the Treaty of Rome, foreign capital could easily dominate the country. This statement was made after a meeting of the consultative committee appointed by the government to deal with this important question.
The clause in the Treaty of Rome according to which there is a free movement of capital, services, and workmen within the Community could be, according to the statement, an

immense danger to a small nation.

1st September - The Farmers' Federation protested unanimously against any possible participation by Iceland in the Common Market. It is out of the question, it declared, to give foreigners trade rights equal to those of the Icelanders.

Icelandic exports -1960- (in million Kr.)

COMMON MARKET	Million Kr.	E F T A	Million Kr.
Federal Repub. and Germany	177.9	Great Britain	386
Holland	87.4	Norway	162.3
Italy	68.2	Sweden	157.6
France	29.6	Portugal	89.4
Greece	25.3	Denmark	87.1
Belgium	1.6	Finland	75.5
	390.0		957.9

Trade with the Eastern countries (U.S.S.R. ; Czecho-Slovakia; the German Democratic Republic ; Poland represents 24.2% of the total transaction.

2) - A second mediocre fishing season : 404.547 tons of cod and herring.

As much because of bad weather as because of strikes and the rarity of fish, the fishing this summer (1961) has been mediocre. In all, according to a report of the FISKIFELAG ISLANDS, in the period January to July a little more than 400,000 tons were caught (404,547 tons, of which 178,000 tons were herring), in other words 10% more than the preceding year 1960 (January to July) which was a bad year : 2,262.6 million Kr in 1960 (corresponding to a total catch of 513,744 tons) compared with 2,638.4 million Kr. in 1959.

The trawler fleet has seen rise in tonnage of 5.5% compared with the preceding year. The State herring factories have planned to construct large herring warehouses on the eastern fiord in which to preserve the fish which can only be transported with difficulty to the North coast herring factories during the very active summer fishing period. This was the case this summer.

2nd August - The whale hunting season has been mediocre. 175 whales have been caught compared with 220 in the preceding year.

18th August - The Coast Guards (3 in number), estimate that 77 foreign trawlers among which 50 Russian "Tinquarts" operate off the Icelandic coast.

30th August - Captain Alfred WHITTLETON, captain of the British trawler Prince Philip was ordered to pay a fine of 28,000 dollars by the AKUREYRI court in Northern Iceland, for having infringed the fishing laws.

18th October - According to TIMINN, hundreds of Russian fishing boats, coming from the North coast of Iceland, followed the herring shoals off the Faroë Islands.

3) - A certain development of agricultural productivity.

The latest statistics (1960) show a development in agriculture compared with the previous year. The number of sheep has increased by 5% (840,000 head), cattle by 4% (53,000 head). The production of potatoes has greatly increased (110,000 to 120,000 "TUNNUR", 60,000 in 1950). One notes however that there has been a slight falling off in the use of manure, and that there has been less land clearance (3,700 hectares) than last year.

4) - A 2% rise in production, but at the same time, a 19 point rise in the cost of living since March 1959 and an 11.6% devaluation of the crown.

There has been, since 1945, an annual rise in production of 4%. The population having grown by 2% during this time, the annual increase in production is in fact no more than 2%.

At the same time (1960-1961), the salary index has risen from 17 to 28%, the index of salaries for women showing the biggest rise.

3rd August - Mr Olafur THORS, the Icelandic Prime Minister, announced that his government has decided to devalue the crown by 11.6%. This decision was motivated by the desire to put the currency on a sound basis, at a time when it was being threatened by the "unrealistic" policy of the trade unions, who

favour high salaries. The preceding devaluation (February 1960) was one of 23 %. 43 Kr. is roughly equivalent to one dollar.

28th October - Mr Gdylfi Th GISLASON, the Icelandic Minister of Commerce, stated in Parliament that there had been a rise of 14 points in the cost of living index since the 1st July 1961, the index being 119 points. It was 104 in August 1961 and 100 in March 1959. Thus there is a risk of social agitation starting again. For example DAGSBRUN, the Reykjavik trade union threatened the employers that it would consider the conditions of work as being null and void from the 25th November, if the buying power of the salaries was not made equal to that of the 1st July. The Iceland Development Bank gave out in July the latest surveys of the production index since 1946.

Year	Annual increase of fixed price	Annual increase of fixed price per head
1946-50	2.7%	0.1%
1951-55	5.5%	3.4%
1956-58	4.1%	1.9%
1946-58	4.1%	2.0%

5) Trade in 1960 : Fish (and by-products): 89% of total exports. The agreements with the U.S.S.R. remain essential : the Eastern countries represent 24.2% of the total trade in 1960.

The latest published statistics (1960) show that fish still constitutes 80% of the total exports, wool, sheep-skin and sheep represent 11% of this commerce.

The export trade represents a total, in millions of crowns, of 2,532.2 Kr.

This year (1961) successive commercial agreements have been made with the U.S.S.R. In July 5,000 tons of frozen fish fillets were sold for about 75,000,000 Kronnur CIF. The price is about £ 140 per ton, a rise of 11.5 on last year's price. In October, the U.S.S.R. agreed to buy 2,500 tons of frozen fish on a basis of £ 140 per ton of "coalfish fillets" (500 tons). The Herring Fishers' Union has ensured its usual sales to the U.S.S.R. (60,000 barrels from the North coast in July) ; to West Germany (6,000 barrels from the North coast),

230,000 barrels to the Nordic countries. It was seen during the course of the summer, that the price of herring (herring meal) had risen on the world markets from 11 to 17 shillings per proteinic unit.

6) - The census of 1st December 1961 : an increase of 2% in two years.

	1st Dec. 1961	1st Dec. 1959
T o t a l	177,292	173,855
Reykjavik (inc. of 2%)	72,407	71,037
Akureyri	8,835	8,589
Hafnarjordur	7,160	6,881
Kopavogur	6,213	5,611
Keflavik	4,700	4,492

7) - Miscellaneous.

18th May - The American Admiral DENNISON, in a Press conference, emphasised the importance of Iceland in the N.A.T.O. defence system. However no submarine base has been planned for Iceland.

31st June - 31 Icelanders and 11 Danes have been consulting since 1925 a collection of 1749 Icelandic manuscripts which has been claimed from the University of Copenhagen as the property of the Icelandic state. With this in mind, a motion has been voted by the Danish Parliament, at the end of its session, which states that a decision on these manuscripts will be carried over to the next session.

22nd July - The United States ambassador, J.K. PENFIELD handed over to Mr Benjamin EIRIKSSON, Director of the Iceland Development Bank, a cheque for 5 million Kr. on account of a loan of 10 million Kr. Guaranteed to the Icelandic government for the construction of a road between Hafnarfjordur and Koflavik.

5th October - Mr Jôrgen JORGHENSEN, Danish Minister of Education, stated at Reykjavik that, quite probably, the scheme for the restoration of the 1749 ancient manuscripts which Iceland claims, will be act before the Danish Parliament without amendment, after the elections.

7-8th October - The University of Iceland celebrated its fiftieth anniversary. In his speech, the Rector, Mr Armann SNAEVARR, recalled that the University had had a total of 4,435 students since 1911, 1,600 of whom had won degrees : women only account for 5% of this total.
During the past year 780 students envolled. The teaching is organised by 36 professors, the teaching staff totalling 90. On the occasion of this anniversary celebration 24 professors were named Doctor Honoris Causa. 13 professors from 13countries were present representing the Universities of their respective countries.

10th October - The solemn return of the 60 deputies to the Alpingi (Althing) took place today. It is the 82nd legislative assembly since the restoration of the Althing in 1845.

13th October - Iceland's share in the United Nations effort in the Congo is 1,000,000 Kr.

19th October - An important eruption of the Askja volcano. Great geysers of mud and stones have been seen to reach a height of 300 feet.

23rd October - The Icelandic government has put a plan for the foundation of a National Institute of Manuscripts before Parliament.

7th November - Three new craters have been observed on the slopes of Askja.

N O R T H P A C I F I C

Alaska pp 100 - 131

Japan +

Korea +

North China +

(+) Treatment of these sections has been deferred until sufficient information is available.

A L A S K A

Alaska is a clear country today. In bygone times, she was nothing but a colony; until recently, she was a mere territory : but today, she is a State, whose infrastructure is constantly broadening. This is why Alaska is continually searching public or private financial aid, the only means of accelerating her most urgent industrialization a solution to the upkeep of general activities brought about by military occupation immediately after the war. Such an economic situation was therefore necessarily artificial.

On August 29th, 1961, Senator GRUENING asked the Senate to insert an article, published in "U.S. News and World Report", in the Senate "Record". This article painted a most relevant picture of the situation in Alaska today : a population of 228,000 inhabitants in 1960 (0.5 persons per square mile, compared with 5.1 persons per sq. mile for the whole of the United States : refer to "Inter-Nord" II, p. 62 ; a relatively underdeveloped transport network and industrial setting ; insufficient capital ; a mediocre economic life compared with the possibilities which exist as far as resources are concerned ; a high unemployment rate.

A. PRICES ARE TOO HIGH

Over the past 10 years, the population of Alaska has increased by 10%. General prices are between 19 and 48% higher than those in the rest of the United States. Building costs, for example, are double or treble those in the United States. The average wage rate is 23% higher in Alaska than in the other States. Isolation and hard working conditions are a handicap to development: it is a known fact that in Alaska, it costs twice as much to exploit the oil as in California. Alaska is also faced with tariff discrimination. So long as the transport network remains stationary, as the energy system remains the same, as discriminatory tariffs make transport prices rise, and as no new facilities are offered to the growing economy of this young State - which has such particular living conditions - prices will remain higher in Alaska than in any other American State.

B. OIL INVESTMENTS ARE APPARENTLY SIGNS OF SECURITY AND PROMISE.

Up till now, efforts towards industrialization have brought reward;natural gas from the new pipe-line, which links Kenai to Anchorage, is now sold at a price favourably comparable with Seattle prices.

The great oil companies are bound by contracts which compel them to spend not less than 300 million dollars in Alaska, between 1960 and 1970. These contracts will undoubtedly bring in 50 million dollars to the State of Alaska. Is it therefore not reasonable to think that if these great companies have agreed to invest such high capital, then they must have reasons to believe that such investments will entail definite long-term profits ?

1. - Cost prices are too high. Decrease in military expenditure will have to be compensated by other economic activities. A more active trade policy between Alaska and Japan could be one solution to this problem.

1°) Cost prices and the cost of living are too high.

In its quarterly report, the University of Alaska's Agriculture Extension Service, reported that the average price for a "market basket" containing forty food items was 22.03 dollars in Alaska in May 1961 ; the same food items sold for 17.51 dollars in Seattle, whereas the U.S. "basket" averaged 16.53 dollars, for the same period.

June 17th 1961 - In view of freeing nearly 3 million dollars for investments in the building industry, in difficulty, the Federal Home Loan Bank of San Francisco - which has branches in Anchorage, Fairbanks and Juneau,- has decided to reduce its bank-rate from 4% to 3.5%.

July 27th - Senator GRUENING declared in the Senate that the average yearly per capita income in Alaska had reached 2,724 dollars in 1960-61. Per capita taxation reached 60,79 dollars for every 1000 dollars, in 1960.

These figures are the lowest in the United States.

August 18th - Figures for Alaskan imports in 1960 have just been published ; they show an increase of 84% compared with 1959 figures and reach the sum of 5.7 million dollars. The following are Alaska's chief imports :

- steel products from Great Britain = 1.7 million $
- steel products from Japan = 850,000 $
- radar equipment from Canada
- transistor radios and other radio equipment from Japan.

August 4th - The Statistics Bureau has just published its first report on consumption index costs for Anchorage and Fairbanks. The report reveals that the average price of goods and services is 27% higher in Anchorage than in Seattle, and 36% higher in Fairbanks. Compared with October 1960 prices, food goods have decreased in price in Anchorage, whereas they have increased in price in Fairbanks ; rents have gone down 4% in Fairbanks and 1% in Anchorage ; prices for clothes have remained unchanged in Anchorage, but have risen 3% in Fairbanks. The Statistics Bureau also stated that from 1962 onwards, the towns of Juneau and Ketchikan will also be included in the survey report. If one compares indexes for 1951 with indexes for October 1960, there is an evident decrease in the average cost-of-living index.

	Seattle	Anchorage	Fairbanks
1951	100	140	147
October 1960	100	127	136

August 25th - The Alaska Federal Programme for the 1962 Financial Year reached 105,738,517 dollars,

according to statistics published by Senator BARTLETT.

May-October 1961 - Certain economic sectors have suffered from a severe unemployment crisis, in Alaska. Each month, the number of unemployed persons was higher that that in the corresponding months of 1960. Authorities believe this crisis is partly due to the present crisis in the building industry.

December 2nd - The State Department of Labor reported Alaska's insured unemployment rate, per area, reached the following figures by June 24th : Anchorage 8.1%; Fairbanks 13,8% Juneau 4.9%; Ketchikan 7.1%; Petersburg 8.8% and Sitka 5.8%. By October 12th, figures were the following : Anchorage 5.4%; Fairbanks 4.9%; Juneau 4%; Ketchikan 8.2%; Petersburg 10.5% and Sitka 3.3%.

September 6th - Mr R. DOWNING, Alaskan Public Works Commissioner, declared at a Congress for representatives from British Columbia's Chamber of Commerce, that in a none too distant future, a railway will link Alaska to the United States. This would reduce Alaskan prices by one third, he declared.

The 1962 fiscal year appropriations for Alaska, according to statistics published by Senator E. BARTLETT's Bureau, on September 28th 1961, amount to a grand total of $ 363,029,372. The main departments and agencies are the following :

a) Interior Department : $ 26,782,008 of which
- The Bureau of Land Managment received $ 4,362,700
- The Bureau of Mines $ 393,700
- The Geological Survey $ 2,755,000
- The Fish and Wildlife Service $ 4,202,240
- The Bureau of Indian Affairs $ 13,791,625

b) Commerce Department : $ 7,343,200

c) Labor Department : $ 3,513,250

d) Agriculture Department : $ 6,788,266

e) Post office Department : $ 6,369,000

f) Federal Aviation Agency : $ 38,260,483

g) Treasury Department : $ 13,042,900

h) Justice Department : $ 879,600

i) Judiciary Department : $ 295,000

j) Health, Education and Welfare : $ 28,341,805

k) Defense Department : $ 177,670,100

It is interesting to note that the United States employed 12,556 Federal Civilians in Alaska on December 31st 1960. Eleven other States had fewer Federal workers than this. The Air Force and Agencies of the Interior Department accounted for the bulk of Alaska's total.

2°) Alaska's trading situation

a) Western Germany's interest in Alaska's economic possibilities.

August 17th - Western Germany is becoming increasingly interested in Alaska's natural riches, as may be seen by two official visits to Alaska by German civil servants. Mr ROST, who is Western German Consul in Seattle, declared that he was extremely impressed by the abundance of Alaska's natural resources. The main difficulties concerning future trade between Western Germany and Alaska were both high transport costs and high labour costs in Alaska, Mr ROST stated. The other visitor to Alaska was Mr W. KOEHLER, West German Embassy Attaché in Washington, responsible for agricultural and forest affairs.

b) The complementary characteristics of trade between Alaska and Japan: Alaska main trading possibilities are in the Pacific.

July 10th 1961 - Senator BARTLETT declared in a television programme that trade between Alaska and Japan would considerably increase between now and the end of 1963. He stated that efforts were being made at present to develop trade between Alaska and other Asian countries. One reason for trade optimism between Alaska and Japan is the considerable abundance of natural riches in Alaska, together with Japan's production of goods which Alaska needs.

August 11th - Mr P.R. HOLDSWORTH, Commissioner for Natural Resources in Alaska, has just left for Japan, where he will join members of the firm ARTHUR D. LITTLE, which had already been sent to Japan with a view to market prospection. Mr HOLDSWORTH intends to find out which goods Japan desires to buy from Alaska, and which quantity she requires.

July 20th - Senator GRUENING discussed tariff discrimination in the Senate, and especially that affecting Alasko-Japanese trade, which he described as intolerable. He protested against the Transpacific Congress which had taken place in Japan in April 1961 which had agreed upon a compulsory 30% surtax on freight charges between Alaska and Japan. This tax had therefore endangered budding trade between the two countries, which at that time was developing rapidly.

c) Canadian-Alaskan relationships : British Columbia requirements

July 3rd 1961 - The final discussions preceding an important trade agreement between Alaska and the Peace River Region have just taken place. The agreement consists in exchanging for farm products (meat, corn and potatoes) with Alaska fish products.

3° - Military expenditure has been reduced, but Alaska remains an essential strategic point for the United States.

August 2nd 1961 - Lieutenant General MUNDY made the following statement at his first Press Conference following his arrival in Alaska :

"It is baseless to think of a cut in military strength here, but at the same time, the extent of expansion is unknown. Any student of warfare knows that Alaska is important strategically. Even with space vehicles, the

manned bomber is still an integral part of the U.S. military system. Alaska, which is closest to any potential enemy, would be important as a fueling and jump-off spot, in case of war."

October 1st - Clear Station, designed to detect rockets and ballistic missiles has just opened. It is built as a warning system, and is part of a programme which costs the North American Air Defense Commond roughly a thousand million dollars. According to the 1st of October number of the "New York Times", this "Ballistic Missile Early Warning System" is the most important since the atom bomb itself. Clear Station is one of the three stations included in the program. The other two are in Thule (Greenland) and Flylandsdale (Yorkshire, England).

2. - Transport is still the stumbling block for modern budding economies in the Arctic region.

High prices cannot be reduced until a better transport network and cheaper source energy are produced. Most goods that Alaska imports must be transported by boat over long distances, which immediately causes prices to rise. But this factor is reinforced by the fact that Alaska exports low quantities of goods only, and cargo boats often return half empty. Alaska also has to pay discriminatory tariff rates on freight, in many cases, which increase transport costs. In order to overcome such difficulties, a 5 year Federal Programme has been drawn up, with a view to increasing the road network. Federal Aid will pay for 95% of investments which ensue. Congress is in the act of discussing the 328 million dollar programme which would entail the linking up of the Alaskan road and rail network with the other American States. An 18 million dollar ferry-system, financed by the State has just been started. At present, Alaska possesses only 470 miles (762 Km) of railroad, 4,250 miles (6,800 km) of roads.

Even if the problem of tariff discrimination remains entirely unresolved at present, the project to build a railway joining Alaska to the rest of the United States is

making good headway. Tourist possibilities and expanding economic possibilities are aspects which could encourage such a project. Air transport is developing rapidly, and has even become a source of high revenue for the State.

1°) The way in which transport problems affect commerce and industry.

July 3rd 1961 - The two Alaskan Senators, GRUENING and BARTLETT, are trying to fight against tariff discrimination legislation. They have just taken back the amendment bill they had put before the Senate, on account of a certain number of promesses they received from the Senate Commission formed to study this problem. Present legislation provides for dual-rate shipping contracts, which enable members of the "steamship conferences" to use preferential rates among themselves. In April 1961, Senator BARTLETT declared that the "Transpacific Freight Conference" had imposed a surtax of 30% on tariffs for freight from and to Alaska, which prevented Alaska from having a normal economic development. Senator GRUENING also declared that trade between Alaska and Japan was hindered by those who practiced surtax tariffs. Congress has agreed to carry on present legislation until September 30th 1961. The Amendment which the two Alaskan Senators were to present, would have enabled State Governors to protest against preferential tariffs before the Federal Maritime Board. The latter would have had the power to suspend such tariffs over 90 days, following which they could have completely suspended them, if they had come to the conclusion that such tariffs were really discriminatory.

July 27th - Congress delegations for Alaska and the State of Washington were present at a meeting which took place in the office of Sen. W.A. MAGNUSON (Democrat for Washington). Mr MAGNUSON is Chairman of the Senate Trade Commission. Representatives of the four transcontinental rail

companies, Great Northern Northern Pacific, Union Pacific and Milwaukee Railroad were also present. Representatives from the New York Barge firm MC LISTER Brothers also took part in the meeting. The object of the meeting was to form a joint company, with a view to lengthening the trans-continental railroad as far as Alaska. If this should come about, freight tariffs comparable with those charged in the other American States could be charged. The new service would eventually consist of a boat-train system between Seattle and Tacoma. The representatives at the meeting declared that they had studied Alaska's recent economic evolution in detail, and that they considered that economic progress would be rapid from now onwards. They realized that their project would cost 4 million dollars, but declared that they would have no difficulties whatsoever in finding the necessary funds. They declared that the new firm could come into action within 6 to 8 months.

July 27th - Senator GRUENING declared in the Congress, that the Alaska ferry-system which will start being built in 1961 by the State of Alaska, is most important for Alaska. He described the system in the following terms : "The State of Alaska is embarking this year on a venture, which in many respects is unique in State undertakings. It is inaugurating a fast ferry service, which will tie together the many communities of the rugged coast of South Eastern Alaska, and will link them with the main part of the State. After these ferries are in operation, which they should be by next summer, travelers will be able to take their cars on a swift schedule from Prince Rupert (British Columbia) to Ketchikan, Wrangell, Petersburg, Juneau, Haines, Skagway and Sitka. The vessels will make the entire trip from Prince Rupert to Skagway in 3 hours, with a capacity of 100 autos and 500 passengers.

I am sure the result will be lower travel and freight costs, greater convenience for our citizens, and many more visitors."

September 29th - State Republican B. KENDALL declared that the building of the State Ferry System would cost 10 million dollars more than had been expected, and more, moreover, than had been voted by Alaskan electors. The latter had voted 18 million dollars for the ferry system construction, but the total construction cost would amount to 28,337,853 dollars. A road costing between 10 and 12 million dollars will have to be built, to give Sitka inhabitants means of reaching the ferry.

2°) Aspects of tourist fluctuations.

June 6th 1961 - Lt. Governor T. BABCOCK of the State of Montana, declared at a Montana-Alaska banquet that more American visitors would go to Alaska, if the Alaskan rail and road network were improved.

June 13th - The following represents the final apportionment of Federal aid highway funds authorized for fiscal year 1962 :

Alaska : Total = 36,974,837 dollars

Texas : Total = 148,280,528 dollars

	Highways	Secondary roads	municipal roads
Alaska	22,091,082	14,764,171	119,584
Texas	22,811,515	15,071,201	12,554,875

These figures prove that aid for construction and maintenance of highways and secondary roads is practically the same in the two States.

June 29th - Experts believe that the decrease in the tourist industry, which caused so much anxiety in 1960, will disappear in 1961. In 1959, tourism greatly expanded, and this fact can no doubt be explained by Alaska's incorporation within the Union. Nobody, however, expects tourist figures for 1961 to reach the 1959 record figures. Experts predict the following tendencies : more elderly tourists, travelling in organised groups, will come to Alaska in 1961 ; there will be a considerable increase in air traffic between Minneapolis and Anchorage, where 5% more tourists are expected than in 1960. The leading airlines have announced a considerable increase in the number of passengers stopping in Alaska (at Anchorage).

September 23rd - Mr M. FORD, State Director of Tourism, declared at a dinner that the Alaskan tourist industry had already increased by 9%, compared with 1960 figures. The final figures are not yet available, but it is already possible to state a 23.6% increase in the number of passengers on the Alaskan railroad, compared with the 1960 tourist season.

3°) Air Transport is rapidly developing.

June 1st 1961 - The first J.A.L.polar flight, Tokyo-New York, via Anchorage, has just taken place. Several official took part in the flight, which could later have important consequences for Alaska, since Alaskan-Japanese trade relationships are undergoing development.

June 23rd - Mr M. ROGUSZKA, declared that air transport has become one of Anchorage's main industries. The helicopter industry alone brought in more than one million dollars to Anchorage city in 1960. Fuel for jet planes, sold at International Airport, Anchorage, brings in

200,000 dollars per week, at present, amounting to over 10 million dollars per year.

July 7th - Senator BARTLETT has announced that a Senate Trade Sub-Commission has recently approved a Federal Aid Programme for Airports, which would give Alaska a yearly subsidy amounting to 3,994,000 dollars. This is the first time that Alaska is included in such a subsidy programme on the same basis as the other American States. According to present legislation, each State has to provide 37,5% of the total sum, in order to benefit from the 62,5% Federal subsidy, provided by the programme. Alaska will therefore have to provide 2,398,906 dollars to receive nearly 6 and a half million dollars in Federal aid in 1962. It should be remembered that, in previous years, Alaska has received less than 2 million dollars per year in Federal airport subsidies.

July 24th - Alaska Airlines has just ordered 5 Lockheed 60 aeroplanes, specialized in desert region transport. They have been specially built for use in Arctic and Northern regions.

August 28th - News has just been received from the Civil Aeronautics Board in Washington, that it has approved CORDOVA AIRLINE's request to reduce rates on its flights between Anchorage and the Kenai Peninsula. Reductions will amount from 30 to 50% on passenger flights and from 20-30% on freight tariffs. The Airlines expects to operate two circular flights per day. There is no doubt whatsoever that these new reduced rates will favourably affect air transport in this region.

September 11th - Senator GRUENING has declared in the Senate that he intended to support Bill S.1703, which aims at extending present legislation as far as Federal subsidies to airports are concerned. Senator GRUENING's declaration is in line with Senator BARTLETT's attitude before the Senate Trade

Sub-Commission, on July 7th. Senator GRUENING hailed the more liberal attitude adopted by Democrat Administration, which consists in giving greater subsidies to airports . . than the previous Administration.

November 19th - It is quite likely that the 7 million dollars credit voted by Alaskan citizens for improvement works on Fairbanks and Anchorage airports, will favour the request Pan American Airways has submitted to the Civil Aeronautics Board, asking for permission to put in a stop at Fairbanks, on New-York-Tokyo flights. Readers will no doubt remember that Pan American Airways had already made a similar request, which was refused by the Eisenhower Administration in January 1960.

3. - Hydroelectric possibilities and the output for gas and oil, principal basis for industrialization in Alaska, are being rapidly exploited in Alaska.

A pipeline network has just been built, and plans are being elaborated to build an oil refinery. Great world oil companies are attracted by Alaskan possibilities. In 1962 fiscal year, Federal appropriations for Alaska (Bureau of Mines and Geological Survey) amounted to 393,700 + 2,755,000 dollars. The fact that great private companies like STANDARD OIL OF CALIFORNIA and PURE OIL C° have invested great sums in Alaska's oil industry, proves that they hope Alaska will soon undergo rapid development in local oil consumption, and that the transport network will be rapidly improved. In this case, output costs will become lower. Secondly, the Federal project to build the greatest barrage in the world at "Rampart Canyon", across the Yukon River, is being widely discussed at present. If it were to come about, this would mean that electricity could be produced for only 5% of present electricity rates in the Fairbanks region. The project would cost over a billion dollars to build. On September 6th, Senator GRUENING declared before the Senate, that he estimated it would cost 1 and a half billion dollars. If permission to go ahead with plans is granted rapidly, "Rampart Canyon" could start operating by 1971.

1°)Congress has already voted part of the sum needed to build the giant dam at Rampart Canyon.

September 8th 1961 - Senator GRUENING made the following declaration in the Senate : "Rampart Canyon is a project which most Alaskans believe would attratct the tremendous industrial complexes necessary to realize the potential of the State's mineral resources, and to transform the economy of Alaska from one dependent upon the exportation of raw materials to one permitting the manufacture of pure metals, machinery, coal tar derivatives, petroleum and chemical products, wood products, and all manner of finished goods... Rampart Canyon is the hope of an end to seasonal employment... It has captured the imagination of members of the U.S. Congress, who have seen similar gigantic hydro-electric projects under construction in Soviet Russia... With this in mind, Congress has already appropriated 274,000 dollars for engineering surveys at Rampart Canyon. An additional 626,000 dollars will be required during the next few years before surveys are complete, and the project is ready for authorization and construction".

2°) Oil prospection and production are rapidly expanding

July 12th - The State of Alaska has published a certain number of figures concerning Alaska's revenue from oil, natural gas and coal resources between October 1958 and May 30th 1961. Revenue totaled 23,496,112 dollars, of which 23,107,010 dollars were from mineral lease rentals and bonuses. Total royalties from gas and oil for the same period amounted to 349,411 dollars. The survey states that oil production started in October 1958 whereas gas production started in December 1960 only. Oil production has increased as follows :

1958 : 29,328 barrils
1959 : 179,033 barrils
1960 : 559,154 barrils

January-April 1961 : 1,123,618 barrils

August 25th - The Interior Department for exploration and oil and gas development in Alaska has just approved the 11th big oil contract with the PAN AMERICAN PETROLEUM CORPORATION for the so-called TOLSONA DEVELOPMENT AREA. The contract binds the Company to drill at least three exploratory wells, and to invest not less than 950,000 dollars in the affair. The 9th and 10th big contract were signed on May 25th 1961, with the PAN AMERICAN PETROLEUM CORPORATION and STANDARD OIL OF CALIFORNIA, respectively for the Band Inlet region and on the coast of the Golf of Alaska. (See Inter-Nord, I, p. 69)

September 12th - Senator BARTLETT declared that the State of Alaska will receive a total of 2,474,229 dollars in Federal oil, gas and coal leases for the first six months of 1961.

October 2nd - Mr D.D. BRUCE, chief of Alaska petroleum branch, describes recent progress in the oil industry, and estimates prospects for the future in the following terms : "During 1959 and 1960, a total of 62 million dollars was spent on oil and natural gas investments. It is possible that an equal figure will be reached in 1961 alone. In revenue other than land-leasing, the State will realize about 13 million dollars in royalties and taxes from oil and gas production from the Swanson River and Kenai fields. A large refinery will be built by STANDARD OIL OF CALIFORNIA and a smaller topping plant by WESTERN FRONTIER OIL AND REFINING COMPANY has been definitely planned".

October 5th - The Bureau of Land Management has presented the State of Alaska with a cheque for 2,492,730 dollars - Alaska's share representing 90% of revenue from leases on Federal sites for the first six months of 1961.

October 10th - STANDARD OIL OF CALIFORNIA has just bought a 800 acre site from the State of Alaska, on the Kenai Peninsula, for 250,000 dollars. This is a potential site for the construction of an oil refinery. The site was sold according to a State development programme. The refinery is due to have a daily production of 20,000 barrils; production is essentially supposed to supply Alaskan home consumption. STANDARD OIL is bound by the deal to respect regulations concerning the purchase of the site and to proceed toward orderly development, within 5 years. Falling this, the Company will be obliged to give back the site to the State, and lose its 250,000 dollars deposit. The site is adjacent to the STANDARD OIL oil terminal at Nikiski on Cook Inlet. The refinery will use raw oil from the Swanson River and Soldotna Creek oil fields where STANDARD OIL and RICHFIELD are majority interest holders. The purchase of this site corresponds to Mr H. VESPER's declarations on May 19th 1961 (See Inter-Nord II, p.89).

3°) The most important event in the Third Quarter of 1961, is the finishing of the natural gas pipeline, built by the Alaska Pipeline Company, between Kenai and Anchorage.

June 8th - Senator BARTLETT put Bill S2020 before the Senate asking authorization for the Navy Department to sell natural gas belonging to the Naval Petroleum Reserve N° 4, in Northern Alaska, to Alaskan citizens living in this region.

August 3rd - DELTA ENGINEERING CORPORATION has just finished its high pressure tests on the Kenai-Potter section of the Kenai-Anchorage pipeline. No fissure was to be found. ANCHORAGE NATURAL GAS CORPORATION has also just announced that gas distribution for consumption has been extended, and 2000 gas pipes have already been laid.

September 29th - "The Anchorage Daily Times" published an important article concerning the pipeline, which belongs to ALASKA PIPELINE COMPANY and ANCHORAGE NATURAL GAS CORPORATION. The pipeline is 81 miles (128 km) long and joins the gas fields exploited by UNION OIL COMPANY, CALIFORNIA and OHIO OIL COMPANY in Kenai, to Anchorage. The pipeline starts on Kalifonsky Beach ; it carries natural gas -practically pure methane - and was contrived and built by DELTA ENGINEERING CORPORATION of Houston. ALASKA PIPELINE COMPANY and ANCHORAGE NATURAL GAS CORPORATION intend to extend the pipeline in 1962. 3000 service lines have already been laid in order to supply commercial customers or private homes with natural gas. 50 new customers obtain natural gas each week, and new customers are expected to apply for gas pipes all through the winter. Gas prices charges by the two Alaska Companies may be favourably compared with those charged in Seattle.

September 30th - THE ALASKA TRADE SUPPLY COMPANY is sponsoring the only wholesale booth at the 3-day "Gas-O-Rama" in Fifth Avenue and G Street. Space has been given by the Company to each of its retail outlets, so that these can exhibit their wares to the public. The Company, which handles several major lines of gas fire space heaters, water heaters and boilers, also supplies gas and oil field producers with much of the equipment needed to bring natural gas to consumers.

4. - Fishing, Game-hunting, forest research and agriculture.

The whole of this period is marked firstly, by an improvement in the salmon and seal industries - the result of conservatory measures in recent years concerning the salmon industry -; secondly, the caribou herd has increased ; thirdly, there has been considerable controversy over the "Wilderness Bill", by which industrialists hope to obtain greater scope.

A - Fishing

In a recent article (September 4th 1961), the "U.S. News and World Report" summed up the evolution of the Alaskan fishing industry in the following terms : "Fishing, the old mainstay, seems to be chronically depressed, despite recent improvement. But the stage is being set for a come-back in fishing. New conservation measures have been taken to strengthen salmon runs, now only a third of their former size, and new products such as Alaskan king crab". The most important events of the 1961 fishing season were the high salmon takings. This can be explained by State measures to protect salmon runs, and research work carried out in this field.

June 16th - A bill to give fishery States more than 5 million dollars annually in additional federal research funds, won endorsement from Alaskan representatives in the Senate. The Bill, presented by Senator E. GRUENING and 22 other Senators, would allocate to the Secretary of the Interior for distribution to the States ,30% of customs receipts on imported fishery products. This would be in addition to 30% such customs duties now turned over to the Interior Secretary under the Saltonstall-Kennedy Act for fishery research and promotion. Senator GRUENING explained that the proposed new distribution for the fishery States would not disturb the existing programm provided by the Saltonstall-Kennedy Act. He remarked that 38 States would receive grants under the Bill. Alaska salmon fisheries, he said, "were wrecked through deliberate non-feasance and mal-feasance of the federal government in territorial days". As for Mr R.W. GREEN, Maine Commissioner of Sea and Shore Fisheries, he stated that the present bill would mean much to the entire commercial fishing industry.

July 28th - State makes salmon plant.

The State Division of Commercial Fisheries in Alaska reported that it had recently planted 700 mature red salmon in Fraser Lake, in an effort to start a new run of fish in the South Kodiak Island area.

July 27th - The U.S. Forest Service has declared that artificial pink salmon spawning beds, the first of their kind in Alaska are being prepared on two streams - Indian Creek and Harris River - approximately 42 miles west of Ketchikan. The experiment is a joint effort of the Forest Service and of the KETCHIKAN PULP COMPANY, and is supported by the Fish and Game Department. Mr BRUCE, chief of the resource department for the Forest Service in Alaska, declared : "We realized that commercial fishing is very important for the economy of Alaska, and we wanted to find out what we could do on forest streams, through a controlled environment, to increase the productivity of the streams. This is essentially a pilot project to determine if this type of work can be successful on a small scale in South-East Alaska. If it is, we will encourage further work, and the Forest Service is prepared to cooperate financially.

August 14th - The University of Washington has been awarded 250,000 dollars by the Interior Department to accelerate North Pacific salmon research, in order to obtain information for the U.S. members of the North Pacific Fisheries Commission. This 250,000 dollars award is an addition to the 117,000 dollar contract with Washington University in April 1961. The fisheries treaty, to which Canada, Japan and the United States are parties, may be opened for revision in 1963.

August 22nd - The Fish and Game Department has announced a special closure of the salmon season in Indian River, near Sitka, in a move to increase the pink salmon run in the stream in future years. There have been poor runs in Indian River for several years, but 1961 was a good year.
The weekly statistics published between June 25th 1961 and October 8th 1961 by the Fish and Game Department reveal an

evolution throughout the 1961 salmon season. There was a final increase of 724,857 packs of salmon over 1960 figures. There was a total of 3,296,013 packs in 1961, compared with 2,571,156 packs in 1960. South East Alaska had the hightest total with 1,221,999 packs ; Western Alaska had 1,065,678 packs and Central Alaska 1,008,336 packs.

SALMON INDUSTRY (Fish and Game Department Statistics)

Number of packs of salmon

Date	Region			Total 61	Total60
	Central	South-East	Western		
June 61	88,359	940	86,514	175,813	155,800
July2nd	120,265	33,662	356,822	510,749	431,853
July9th	175,752	90,356	818,756	1,084,864	900,000
Aug.13th	917,128	749,249	1,065,678	2,735,099	2,330,703
Aug.20th	966,142	1,919,549	1,065,678	2,949,946	2,426,617
Sep.3rd	993,023	1,150,925	1,065,678	3,209,626	2,516,568
Sep.10th	999,612	1,189,121	1,065,678	3,254,411	2,530,275
Sep.17th	1,005,355	1,204,399	1,065,678	3,275,432	2,545,650
Sep.24th	1,008,336	1,213,982	1,065,678	3,290,996	2,551,532
Oct.8th	1,008,336	1,221,999	1,065,678	3,296,013	2,571,156

Total for 1960 : 2,571,156 packs

Total for 1961 : 3,296,013 packs.

August 9th - Mr C. MEACHAN, regional supervisor for the State commercial fisheries division, stated that the 1961 pack of red salmon in Bristol Bay is the largest since 1948.

August 19th - The Mayor of the Prince William Sound Community of Cordova estimated that the 1961 salmon season has been one of the best for years. He estimated that the catch is worth over one million dollars of which 700,000 dollars will say in the locality.

But despite the encouraging results of the 1961 fishing season, some concern has been expressed about Alaska's grievances towards Japan and the Soviet Union as regards territorial fishing rights.

June 13th - On June 12th, the "Wall Street Journal" describes the recent competitive activities of Japanese and Soviet fishing fleets, which many American experts believe will threaten the American crab industry. In 1960, there was a total 5 million king-crab catch in the icy waters of the Alaskan coast : the Soviet catch was estimated to be 1 million, the Japanese catch to be 1,9 million, and the American catch totaled 2,1 million king-crabs. King crab was packed for the first time ever at Kodiak, in winter 1960-61, by the ALASKA PACKERS ASSOCIATION, a big salmon packer controlled by the CALIFORNIA PACKING CORPORATION. Not only are the United States Companies already facing stiff competition in domestic markets, on account of imports from Japan, but they may soon face newer and stiffer competition since the United States Government has recently lifted the 1951 ban on imports of crab meat from the Soviet Union.

July 1st - Governor EGAN has requested the 17th Coast Guard District to assign more ships and planes to patrol work in the Behring Sea, off Alaska's Western coast, in order to prevent encroachment on Alaska's territorial waters by Russian and Japanese whalers and fishing boats. Japan is barred by the North Pacific Fisheries Commission from taking salmon closer to America than 175 degrees West longitude.

August 10th - Dr W.F. ROYCE, Director of the University of Washington Fisheries Research Institute, had declared that landings by Japanese ocean fleets may have been responsible for the sudden break-off in the Bristol Bay red salmon runs. He estimated that the Japanese could have caught as many as 10 million mature reds, on their way to Alaska spawning grounds.

SEAL INDUSTRY

July 13th 1961 - The fur seal industry, conducted on the Pribilof Islands, by the federal government, under terms of the U.S.-Canadian-Japanese Treaty, inspires hopes of a good year in 1961. It is estimated that 60 000 hides will be taken in 1961, against 40 000 in 1960, and 35 000 in 1959. This means a 50% increase between 1960 and 1961. Under the treaty, the United States receives 70% of the hides, and Canada and Japan 15% each. Alaska has a vital concern in the se ling operation, since under her statehood legislation she receives 70%of US. takings just over a million dollars in 1960 and 813,000 dollars in 1959. She can therefore hope for a share of 1 &1/2 million dollars in 1961. The industry by-products are blubber oil, carcass oil and meat, which are sold at Seattle. Governor EGAN stated that one of the problems facing the seal industry was the sinking prices of by-products.

B - Game-Hunting.

Two main problems have caused some controversy among Alaskan inhabitants and their parliamentary representatives in the June-December 1961 period : that of the active legal pursuit against eskimos hunters who violated prohibited hunting grounds, and their act of protest ; that of the differing views on the Wilderness Bill S.174.

For the first time, furthermore, the caribou decline which has caused so much anxiety over past years, has been apparently brought to a halt in all parts of the American Arctic and in certain region of Alaska, namely in Brooks Range, the caribou herd has even started to increase again.

1°) The right for natives to hunt migratory waterfowl for food, at any time of the year and the pressure groups in favour of Indian and Eskimo demands.

June 23rd - In reply to a petition signed by some 300 Barrow Eskimos on May 29th 1961, asking President KENNEDY to issue emergency regulations permitting them to take

migratory fowl for food at any time of the year, and thus to seek a change in the 1916 and 1936 Treaties between the United States, Great Britain and Mexico, which prohibits migratory waterfowl hunting on the North American Continent from March 10th until September 1st, each year. The Interior Department stated that the Government was not unsympathetic to the native problems of Alaska, but responsible for the protection of a great natural resource.

June 30th 1961 - In an effort to help harrassed natives of Alaska hunt ducks and geese for food, Senator GRUENING adressed a formal request to Secretary of State Dean RUSK, that the treaties of 1916 (with Great Britain) of 1936 (with Mexico) on migratory birds be interpreted as not barring the hunting of these fowl by Natives, for their own use. He explained that he was disturbed at the sudden prosecution of Eskimos and Indians in Alaska, under the migratory bird laws for hunting ducks and geese, which since time immemorial have formed an essential portion of the Eskimo and Indian food supply. In reply to Senator GRUENING's request, Secretary RUSK has stated "that should it be determined that inequities do exist, the Department would interpose no objection to the correction of these inequities."

August 2nd - Assistant Interior Secretary CARVER announced that as jurisdictional head of the Bureau of Indian Affairs, he was concerned about sudden enforcement of migratory waterfowl regulations in Northern Alaska, and disturbed at what seems to be an abrupt change of policy to Eskimos.

December 3rd - A conference, sponsored by the American Bureau for Indian Affairs in New York has united Alaskan Eskimos at Barrow, with a view to organizing a protection of their aboriginal rights. The conference has stated that the Eskimo's rights to hunt should not be subject to any international treaty without Eskimo consent, and that the Interior Department should immediately withdraw from the public domain in Alaska, tracts of land around all native villages pending the establishment of reservations or other settlement of Alaskan native claims.

31st December - The State Department of Fish and Game has reported that 155 polar bears were taken during the season which ran from October 5th 1960 to May 7th 1961 ; approximately 80% were males.

Are profits expected from mining prospections so high that they justify the abandon of traditional policy which consists in protecting natural life ?

2°) The pro's and con's of the Wilderness Bill S174

The controversy concerning Wilderness Bill was started in February 1961, when Governor EGAN addressed a letter to Senator BARTLETT on February 25th, stating his concern about this Bill, which would mean that 46 million acres of national forests, parks, monuments, wildlife refuges and game ranges in Alaska could be committed to the wilderness system by administrative action of the Secretaries of the Interior and of Agriculture. Governor EGAN expressed his desire that a cooperative study and classification of the land on the local state level should take place, prior to the subject being committed to Congress and to the President.

Also on February 24th 1961, Mr J.A. WILLIAMS, Director of the Department of Natural Resources, Division of Mines and Minerals, of the State of Alaska, expressed his opposition to Senate Bill S.174 in the following terms, in a letter to Mr Clinton P. ANDERSON, Chairman of the Senate Committee on Interior and Insular Affairs : "In Alaska, where we are particularly desperate for the establishment of industry to support an economy which Federal defense spending has largely created, and is now apparently leaving, we stand to lose much by such legislation. Over 80 million acres are already withdrawn or highly restricted to the development of mineral resources in Alaska ; this legislation would tighten the restrictions in these areas, and add more areas to the same category, not even allowing for prior evaluation of the areas to learn if mineral possibilities exist..."

September 6th - At a time when Senate Bill 174 "The Wilderness Bill" comes up for discussion in its amended form at the Senate, Senator GRUENING expresses his views upon it in the following terms : "I am unqualifiedly in favor of establishing a National Wilderness Preservation System, to set aside and preserve, in their primeral state, some of the Nation's superb natural areas. But there is a legitimate fear on the part of various interested

groups, that natural resources needed by the Nation - timber, waterpower, minerals, oil, etc... may be locked up in such a way by the Wilderness Bill, that they may not be available when the Nation needs them. For this reason, an escape clause in the Bill provides that in that situation, the President of the United States may move to release such resources. In Alaska, a total of virtually 19 million acres have been withdrawn for wildlife refuges and game ranges. Alaska alone has been subject to wildlife and game-range withdrawals almost double those in the entire rest of the Nation, an area almost 5 times larger. It is my belief that when the program is finally completed, an enduring foundation for Alaska as a vacation land will have been laid, making possible a tourist industry that could become world famous."

In order that the people themselves may be consulted in regard to what kind of utilization is to be made of these wilderness areas, Senator GRUENING puts forward an amendment advocating the creation of a "Land Use Commission" composed of 5 persons appointed by the President, not more than 3 of whom shall be members of the same political party, and 3 of whom shall be residents of the State concerned. The Commission shall advise and consult with the Secretary of the Interior, as to how the federally owned land can best be utilized, developed, protected and preserved.

November 12th - Recent information from Dr Brina KESSEL, Head of the Biological Science Department of Alaska University, has been published in the New York Times, and states that it seems that the continuous and most alarming decrease in the American Arctic caribou herd, is now almost at a standstill. In Canada, the caribou herd had also decreased by over 10% in half a century.

Dr. BENSFIELD was recently in charge of counting the herd. Dr. KESSEL has carried out a survey on this matter and considers that according to information she has collected the caribou herd sharply increased in the North of Brooks Chain, over the past six years. She had noticed that contrary to what was happening in Canada, the death rate at birth was only very low.

C - Forest Research

July 18th 1961 - Senators GRUENING and BARTLETT strongly protested against the Budget submitted by the administration for the Department of the Interior, which included 387,000 dollars for the management of two game ranges in Alaska : "Arctic Wildlife Range and Izembek Wildlife Range". This budget was described as a "folly" and the establishment of these ranges had been consistently opposed by Alaskan State legislative bodies.

July 21st - A Compromise Bill has been passed by the Congress for the Interior Department and its related agencies, deleting 356,000 dollars from the original House Bill for the Arctic Game Range and the Izembek National Wildlife Range and provides 350,000 dollars to set up a forest research station at Fairbanks, an addition to the original Bill.

D - Agriculture

An apparent development in agricultural activity is taking place. A recent economic study of Alaskan agriculture, a census of the 1959 situation just concluded and analysed by the Agriculture Department, states that farming is apparently growing in comparison with 10 years ago. Alaskan agriculture, however, still only supplies 10% of the contry's needs in food. Cropland now totals 23,000 acres, but the census of 1959 reveals that there are more than 1 million acres of land suitable to clearing and cropping while an additional 3-5 million acres of range land, mainly in South-West Alaska, could be used for year-round grazing of cattle

and sheep. Much of the land suitable for agriculture is in small, scattered acreage, remote from present markets.

These conditions constantly retard development at present. Secondly, the high cost of clearing the land and of building materials and farm implements and other farm supplies, which must be imported, is another handicap to the rapid development of Alaskan agriculture.

The census revealed that there are at present 367 farms in Alaska, with an average value of land and buildings per farm of about 43,000 dollars. This represents an increase of 12,500 dollars since 1949, when the average value of farm holdings was about 31,500 dollars.

Milk is the State's leading farm produce. Farm sales in 1959 totalled about 3,5 million dollars, less than 5% of the revenue from the fishing industry.

Most Alaskans market their products through a farmers cooperative, or else sell them directly to retailers, consumers, or the Armed Forces.

As far as the future is concerned, the Agricultural Department prescribes that most growth will occur through the enlarging of existing farms, rather than in the development of new farms. Unless there is a greater influx of new residents than is now anticipated, the additional cropland required during the next ten years will not exceed 10,000 acres. A gradual increase in beef and sheep is predicted during the next decade. In time, it may become feasible to export grass-fattened feeder lambs as well as wool to the West coasts and possibly Japan.

July 11th 1961 - The 1959 Census of Agriculture has revealed that the number of Alaskan farms declined from 525 in 1950 to 367 in 1960, while the number of acres per farm increased from an average of 803 4 acres in 1950 to 2,363 acres in 1960. Total land in farms amounted to only 0.2% of the total 365,481,600 land area of Alaska.

August 23rd - The Bureau of the Census has stated that Alaskan farmers sold total products valued at 3,214,299 dollars during 1959, compared with 1,571,931 dollars worth of products in 1949. In 1959, the average value of products sold per Alaska farm was 8,758 dollars against 2,994 dollars in 1949. The distribution of 1959 products was as follows :

Dairy products	: 1,634,700	dollars
Field Crops	: 581,273	"
Vegetables	: 187,975	"
Fruit	: 1,800	"
Forest products	: 76,030	"
Poultry Products	317,266	"
Livestock	: 415,255	"

September 1st 1961 - Statistics recently released by the Census Bureau show that farm products sold in Alaska jumped 104% from 1949 to 1959, from 1,571,931 dollars to 3,214,299 dollars.

October 18th - Recent discoveries in plant science prove that the North-Western States, British Columbia, the Yukon and Alaska could be the food basket of the Western world, the Pacific Northwest Trade Association has been informed. The vastness of the Northwest and the diversity of the areas which compose it, make almost any kind of agriculture feasible. There should be no lack of consumers either, since it should be remembered that the 200,000,000 inhabitants of Canada and the United States will have reached about 400,000,000 in 35 years.

5. - Miscellaneous.- Education and culture

A bureau of Indian Affairs has been introduced in the 1962 Budget with a view to developing arts and crafts. The following sums have been allotted to each sector : $ 16,790 + $ 5,803,67 for Education ; 1,493,525 dollars for Welfare ; $ 113,700 for Managment of Indian Trust Property.

June - A recent publication by "Nuclear Information" (Volume III n° 4-7) estimates the probable gains and risks of the "Atomic Energy Commission's plowshare project in Alaska". The explosion of 5 atomic bombs (one of 200,000 tons and four of 20,000 tons each) will dig "a hole about

1500 feet in diameter and a channel about 2,000 feet long to connect the hole to the sea" at Cape Thompson (Oguturuk region), South of Point Hope. The project has both practical (the construction of a port) and theoretical intentions. A recent publication of the News Bulletin, Alaska Conservation Bulletin, in March 1961, supplied well-founded biogenic and biographical commentaries, developing these remarks by Dr. Paul SEARS, the noted Ecologist : "the folly is that because something is technically possible, any and all of its implications are therefore justified, and the consequences can be left to work themselves out".

June 12th -"PIONEER PETE'S ESKIMO STUDENT LOANS INCORPORATED", an educational fund for Alaska natives, has received a large contribution from Max W. HOFMEISTER of "MOBILE HOME AGENCY, GRAND RAPIDS, MICHIGAN". The fund goal of 60,000 dollars will provide Eskimos, Indians and Alents with a possibility of higher education. The money will be loaned without interest, but natives returning to their villages will receive discounts on their repayments. Loans will be limited at first to students seeking to become teachers, since the foremost need of the native is education.

June 15th - The U.S. office has received 706,995 dollars in federal funds for school construction projects at 4 Alaska points : Kenai, Tok, Nenama and Ninilchik.

July 14th - According to a report in the Juneau State Department of Public Safety, which was published in the "Anchorage Daily News", native cemeteries near Cordova, and in other areas of the State, have been disturbed, apparently by persons seeking artifacts.

July 26th - Anchorage area voters will be asked to approve 5 million dollars in general obligation bonds, for school construction in accordance with the Anchorage master plan for a school construction program in 1959. The money is required on account of an expected jump in school enrollments from 12,000 in 1960 to 23,000 in 1965.

July 28th - The Senate Appropriations Committee has added 250,000 dollars to the 1962 fiscal year budget for operation of the Arctic Health Research Centre in Anchorage. The Senate Committee has reported that this Centre is the only permanent installation outside the U.S.S.R. that conducts definite investigations of health and sanitation problems in a low-temperature environment. The additional funds will enable the Centre to expand its projects concerning with water-storage facilities, physiological adaptation to cold and the epidemicology of low-temperature areas.

August 3rd - The well-known Swedish botanist, Dr. Eric HOLTEN, believes that the wild Alaskan flore is of Asian origin. According to the "Anchorage Daily News" : "Botanists have still never examined the wild plants in the Chugach Mountains, the Bering Sea shore from the Yukon River North, the Kuskowin Area, the Alaska Range from Lake Clark to Mount Mc Kinley".

August 4th - Senator BARTLETT's Bill, authorizing the appropriation of 15,000 dollars for Library of Congress indexing and micro-filming of Alaskan records compiled by the Russian Orthodox Greek Catholic Church, was signed into law by President KENNEDY this week (See Inter-Nord II p.72).

September 18th - A new postal route was inaugurated on September 15th 1961. A Garrison Fast Freight Truck Trailer rig, carrying 22,300 pounds of second, third and

fourth class mail, completed the run over the Alaska Highway from Seattle to Fairbanks in 83 hours. Previous to this, non preferential mail for all of Alaska had been dispatched only twice a week, by ship from Seattle. For mail to reach Fairbanks, it used to take 7 days, whereas magazines and newspapers destined for interior points in Alaska, would generally arrive 2 or 3 weeks after issue. Trucks will now make 4 round trips per week and greatly improve the regularity of service. Though Fairbanks is the primary beneficiary, the delivery of mail will be generally improved by this new system, within Alaska.

December 11th - The archeological site in Krusenstern, North of Kotzebue, which was discovered by Dr. J.L. GIDDINGS in 1958, and which is pendant to the famous Cape Denbigh site, has been subject to heavy excavation over the past three summers. According to "The New York Times" : it appears that the site consists of 114 raised beaches, some of which are 15 miles long. Ten cultural periods have already been discovered in the different layers. It appears that there is an even more ancient one atop palissade like cliffs, further inland which may have flourished during the last ice-age.

INDEX OF NAMES

(Names of people in capitals)
(All other names in small letters)

AB Akers Stykebruk,30
AB Separator,32
AHLMANN (Prof.),37
Alaska Pipeline Company,116 117
Alaska State Ferry System, 110
Alfa Laval Group,32
Algoma Steel Corporation,69
American Bureau for Indian Affairs,123
Anchorage Natural Gas Corporation,116,117
ANDERSON,(Clinton, P),124
And. H. Kiaer & C° Ltd.,15
APPOLONIO (Dr. Sp.),76
Ardal and Sunndal Verk C°, 13
Arctic Health Research Centre,130
Arctic Institute of North America,76
Arctic Mining C°,81,87
Association of Swedish Dockyards,29
A/S Borregaard Sarpsborg,15
A/S Heen Dampsag,15
A/S Viul Tresliperi,15
A.S.E.A. (Electrical construction),31
Atomenergi,33
Atomic Energy Commission's Plowshare Project in Alaska 128

BABCOCK (Lt.Governor),110
Bank of Canada,58
Federal Home Loan Bank of San Francisco,101
Federation of Swiss Banks,56
Fuji Bank Ltd.,63
Iceland Development Bank,96 97
World Bank,14,48
BARTLETT (Senator),103,105,108, 112,115,116,124,126,130
BENSFIELD (Dr.),126
Bergesen and Co.,17
BLIND(A.A.),37
Bowaters Co.,51
British Industries Federation,5
BRUCE (D.D.),115,119

Canadian Bureau of Statistics,73
Canadian Exporters' Association, 62,64,67
Canadian Institute of Mines and Metallurgy,75
Canadian Pulp and Paper Association,72
CARLSEN,35
CARVER,(Assistant Int. Sec.),123
1959 Census of Agriculture (Alaska),127
Central Electricity Board,31
Centre d'Etudes Nordiques,77
Chamber of Commerce of Western Nyland,44
CHRISTIANSEN(H.),85
Cinglese Hydro-electric Plan,30
Civil Aeronautics Board,112,113
C.N.R. Company,76
COLLARD (L.) 68
Cordova Airlines,112
Conference of the Polar Ice-Cap, 35
Conference of Torne,35
COYNE,58,60

Dagsbrunn (Trade Union),96
Danish Centre of Atomic Research, 87
DAVIDOV (A.),62
DAVIDSON,75
Defense Research Board,76
De Laval Ljungstrom Group,32
DENNISON (Admiral),97
Det Gronlandske Fiskeri Kompagni A/S,86

Devon Island Project,76
Dew Line,78
DIEFENBAKER,74,75,78
Dickson Group,51
DINSDALE Dr.,86
DINSDALE Mr.,75,76
Direction of Roads and Waterways (Vatenfall),37
DOWNING R.,103
DUNMAR (Prof.),74

EGAN (Governor),121,122,124
EIRIKSSON B.,97
E.J. du Pont de Nemours,27
ERLANDER,43
Electricité de France,31
Electrolux,27
ERIC THE RED,90

FAURE (Edgar),59
Federal Maritime Board,108
Federation of Finnish Employers,51
Federation of Swedish Industries,22
Finnmark og Nordstroms Fiskeindustri,20
Fiskifelag Islands,94
FLEMING D.,58,59,65,69,73
Follum Fabriker,15
FORD M.,111
FORSYTH-SMITH,64
FUCHS (Sir Vivian),36,37

GAGNE,77
GAM M.,81,86
GERHARDSEN E.,9,10,13
GIDDINGS (Dr. J.L.),131
GISLASON (Dr. G.T.),93,96
GODO,63
GRAM V.,87
Grangesberg Group,27
GREEN R.W.,118
Greenland Fishermens' Union 85
Greenlandia Fish,85
Greenshields Inc.,70
GROES E.,87
Kgl. Gronlandske Handel,80, 83,85,86
Gronlandske Landstyre,81
GRUENING (Senator),100,106,108,109,112,113,114,118,123,124,125,126

HAAVISTO T.,52
HAMELIN L.E.,77
Hangon Ylemeri Vapaavarasto Oy,45
Hanko Company,44
HARRISON E.L.,64
HEATH,5,44,48
HEES,58,62,63,64,65,67,70,75
Herring Fisheries Union,96
HOEG E.,88
HOFMEISTER M.W.,129
Hofsfos Traesliperi og Papirfabrik,15
HOLDSWORTH P.R.,105
HOLTEN (Dr. Eric),130
HOPNER-PEDERSEN (Dr.),89,90

IBUKA M.,63
Icelandic Labour Federation,93
Institute of Atomic Energy,16
"Inter-Nord",23,29,33,42,65,75, 100,103,106,115,116,130
International Atomic Energy Agency,16
International Fair, Montreal,63
Iron Ore Company of Canada,76
IVANOV A.I.,62
IWASHA (Yoshizane),63
Izembek Wildlife Range,126

JACOBSEN (Dr. G.),76
Jacobsen Mc Gill University Arctic Research Expedition,76
JAURE J.,17
J.A.L.,111
Japan Steel and Tube Corp.,63
JENSEN H.,20
JORGENSEN J.,97
JOSEFEN A. 85

KAITERA (Prof.),50
KAMENSKY V.A.,62
Kansallis-Osake-Pankki,49
Karjapolijala,53
KEKKONEN (President),49
Kemijoki Oy,55
Kemijoki Plan,55
Kemi Oy,54
KENDALL, State Republican,110
KENNEDY (President),122,124,125, 130
KESSEL (Dr. Brina),125,126
Ketchikan Pulp Company,119
KIERANS E.,80,67
King OLAF V OF NORWAY,19

KINSMAN D.L.,62
KLEEMOLA,49
Knud Schroder & Ch. Veno,83
KOEHLER W.,105
KRAG J.O.,2,43,82
KYTTÄ H.,44

LAGARD (Dr. Simon),89
Lake Hazen Expedition,76
Land Use Commission - Wilderness Bill,124,125
LANGE M.,11,12
LINDHOLM (Docent Stig.),38
Arthur D. Little C°,105
LLOYD (Trevor D.),74

MAGNUSON (Senator W.),108
MALMBERG K.G.,34
MALMQUIST,85
MALTERUD,8
MATTERLEY-SMITH (Dr. G.),76
Mc. Lister Bros.,109
MEACHAN C.,120
MELDGAARD J.,90
Milwaukee Railroad,109
MING (Chen),63
Montreal Stock Exchange,60,67
MONRAD-AAS,12
Mosjoen Aluminium A/S,13
MUNDY (Lt.General),106
MUELLER (Dr. Fritz),76
MUUKKI O.,44

National Federation of the Swedish Car-Trade,28
National Institute of Manuscripts,98
National Museum of Canada,76
National Museum of Copenhagen,90
North Pacific Fisheries Commission,119,121,122
N.A.T.O.,12,97
NIAL (Prof. Häkan),37
NÖGSTROM Per,38
NOMAD (North American Defense),78,107
Nordair C°,78
Nordenfjeldske Treforeding A/S,16
Nordisk Minerselskabe,87
Nordiske Oljekonsumenters In Forreting,5
Norsk Hydro & Elektrokemisk,13
Northern Council,19,44
Northern Research Co-ordination Centre,76

O.C.E.D.,65
O.E.E.C.,12,41
OKPIK A.,77
Opel,28
Oslo Commercial Association,11
Otanmaki Oy,55

Pacific Northwest Trade Association,128
Pan American Petroleum Corporation,115
Paraisten Kalkivuoki Oy,55
PEARSON L.,66
PENFIELD J.K.,97
Pine Point Railway Project,75,76
Pioneer Pete"s Eskimo student Loans Inc.,129
PLATONOV V.N.,62
Polar Continental Shelf Project, 76
POPKIN,58
Prakash Engineering and Rolling Mills Ltd.,30
Pure Oil C°,113

Rantarnukki Company,52
Richfield Oil,116
Risor & Sofienham C°,51
ROOTS (DR. E.K.),76
ROSENBERG,37
Rosenger Company of Stavenger,17
ROSENQUIST B.,28
ROST,105
ROGUSKA M.,111
ROYCE W.F.,121
RUSK (Dean),123

Saab,28
Sames Project,35
Saltonstall-Kennedy Act,118
SARJALA,45
Scaniavobis,28
SCHYTT (Prof. W.),37
SCOLLY,69

SEARS (Dr. Paul),129
Shell Oil,71
Shin-Nippon-Koki C° Ltd.,30
Skanska Cementjneterlet,30
SKAUG A.,11
SNAEVARR A.,93
SPALDING,77
Society of Greenland Workers (G.A.S.),88
STAHLE H.,32
Standard Oil of California, 113,115,116
Sunlife Insurance Company of Canada,58
Sunndalsosra,13
SVENSSON E.,27
Sveriges Oljeconsumenters Riksforbund,5
Swedish Association of Starch Producers,27
Swedish Firm of Cellulose 29
Swedish Institute for Economic Research,23
Swedo-International Press Office,23
Swedo-Norwegian Convention of 1919,34,35

Technopromimport,32
THONS O.,95
TJOKHILDE,90
Tokke (I,II,III,IV,V),13,14
Tolsona Development Project,115
Tomedabforbündet,34
Transpacific Freight Conference,108

Union Oil Company,117
Union Pacific Railroad,109
United Nations,19,20
University of Alaska,101, 125
University of Iceland,98
Laval University,77
Mc Gill University,74,76
University of Stockholm, 36,37
University of Uppsala,38
University of Washington, 119,121
U.S. News & World Report,100,118

Vancouver Chamber of Commerce,64
Varfoss Factory,51
Veitsiivoto Oy,54
VESPER H.,116
VIBE C.,116
Vikings,90
VIXSTEN A.,32
Voksenasen Meeting,7
Volkswagen,28

Wallenberg Foundation,37
Western Frontier Oil & Refining C°,115
WHITTLETON (Captain A.),95
Widmark & Plarer,30
WILLIAMS J.A.,124
WOLLERT,29

Yawata Group,30

INDEX OF PLACE NAMES

Alaska,78,99,100-131
Alatornio,54
Alberta,71,73,74,75,77,78
Africa,19,32,72
Äkäsjoensen,54,55
Akureyri,87
Anchorage,101,102,103,111,
112,113,116,117,130
Angmagssalik,88
Aulanko,49
Antarctic,36,37
Arctic,74,75,76,77,79,107,
112,122,125
Arjeplog Region,37
Asia,72,105
Athabasca,75
Australia,35
Austria,3

Baltic,31
Barrow,122,123
Basle,56
Behring Sea,121,130
Belgium,94
Benelux,24,26,66
Benmore,31
Berlin,27,28
Berne,56
British Columbia,71,128
Bristol Bay,120,121
Brooks Range,122,126

Calgary,86
Canada,8,15,26,41,57,102,
106,119,122,125,126
Cambridge Bay,77
Cape Thompson,129
Central Sahara,79
Ceylon,36
Channel,31
Christianshaab,86
Chugach Mountains,130
Churchill,77
Commonwealth,60
Communist China,63,64,66
Cook Inlet,116
Cook Strait,31
Copenhagen,3,5,9,44,81,89,
90
Cordova,120,129
Czechoslovakia,94

Danmarkshavn,81
Davis Strait,85
Denmark,7,8,12,15,18,19,24,39,42,
43,79,82,84,85,86,88,89,90,93,94
Detroit,70
Dundret,38

Eagle Plain Region,75
Eastern Europe,11,99
Eastern Germany,41,94
Edmonton,74,75,76
Egedesminde,86
Enontekio,35

Fairbanks,101,102,103,113,126,131
Far East,81
Faroe Isles,4,18,86,95
Finland,8,9,15,19,24,26,29,33,34,
35,39,40,41
Finnmark,20,21
Flylandsdale,107
Fort Chimo,77
Fort George,77
Fort Vermillion,76
France,27,28,31,42,94
Fredrikstad,15
Frazer Lake,118
Frobisher Bay,74,77

Gällivare,38
Geneva,25,42,56
George River,77
Godhavn,89
Godthaab,81,88,90
Graddis,35
Great Britain,2,3,4,5,7,8,12,14,
15,17,18,24,25,29,31,36,39,41,59
60,61,64,65,66,68,84,85,92,93,94
102,107,123
Great Slave Lake,76
Greece,90
Greenland,4,37,57,74,79-91,93,107
Grimshaw,74
Gulf of Alaska,115
Gulf of Bothnia,29,50

Hafnarfjördhur,97
Haines,107
Halsöja,90
Hammerfest,35

Hanko,26
Hanko-Hangö,44,45
Harris River,119
Hay River,77
Haywards,77
Holland,41,94
Holsteinsborg,86
Honefoss,15
Hong-Kong,64
Houston,117

Iceland,19,37,57,82,92-98
Inari,35
India,30,64,65
Indian Creek,119
Indian River,119
Island of Disko,89
Island of Gotland,31
Inuvik,74,75
Italy,27,41,66,94

Japan,29,30,62,63,64,75,101
102,105,106,108,111,119,
120,121,122,127
Joensuu,50
Julianehaab,86
Juneau,101,102,103,109,129
Jussarö,52

Kaamanen,35
Kalajoki River,35
Kalifonsky Beach,117
Kalkimaa,54
Karasjokk,35
Kärväsvaara,54
Kaunisvaara,34
Kautokeino,35
Kebnekaise Mountains,36
Keflavik,97
Kemi,34
Kemijärvi,53,54
Kemijoki River,55
Kemijoki,54
Kenai,101,112,115,116,117,
129
Ketchikan,102,103,109,119
Kevo,56
Kirkenes,35
Kiruna,33,36
Kitinen River,55
Kjeller,16
Kodiak,118,121
Kolari,34,54,55
Kotzebue,131
Kristianstad,27
Krustenstern,131

Labrador,76
Lake Clark,131
Lapland,53,55,56
Latin America,65,72
Lausanne,56
Liard Valley,75
Lindesnes,18
Lisbon,32
London,3,5,25
Luiro River,,55

Mackenzie River,74,75
Maine,118
Malaya,64
Manitoba,73
Märsta,27
Marviken,33
Melville Island,74,75
Mestervig,81,87
Mexico,123
Middle East,65
Milan,27,28
Minneapolis,111
Minnesota,71
Mo,20
Montana,110
Montreal,63,77,78
Mosjöen,13
Moscow,62
Mount McKinley,130

Narssaq,86
Narvik,20,36
Nemana,129
New York,111,113
New Zealand,31,65
Nikiski,116
Ninilchik,129
Norrbotten,35
Nordic Ice-Cap,33,34,35
Nordland,20
Norrkoping,32
Norrland,33,37
North Pacific,99,105
North-Western States,128
Norway,3,5,6,7,8,9,10,11,12,13,14,
15,16,18,19,20,24,30,33,34,35,36,
41,43,48,51,84,85

Nugssuaq,86

Oguturuk,129
Ontario,71
Oslo,3,8,9,16,19,35,39,43
Ottanmäki,55
Ottawa,62,77
Oxelösund,27

Peace River,76,106
Pedronços,32
Petersburg,113
Pine Point,74
Pitea,29,35
Point Hope,129
Poland,94
Polar Circle,75
Port Harrison,77
Portugal,3,32,85
Potter,116
Povungnituk,77
Presburg,109
Prilibof Islands,122
Prince Rupert,109
Puget Sound,70
Pyhäsalmi,52

Quebec,77
Queen Elizabeth Islands,74
Qutdligssat,86

Raajärvi,52,54,55
Rampart Canyon,113,114
Raudanjoki River,55
Rautavaara,55
Rekjavik,93,96,97
River Tana,20
River Torne,34
Rovianemi,44
Röytta,34,55
Rupert House,77

Saimaa Canal,49,50
Saltfjellet,35
San Francisco,71
Saskatchewan,71,73
Scoresby Sound,88,90
Seattle,101,102,105,109,
117,122,131
Sitka,103,109,110,119
Soldotna Creek,116
Sondre Stromfjord,90,91
South America,67,72,76
South-East Asia,65
Soviet Union,19,32,38,39,41,45,
49,50,51,62,63,92,94,95,96,114,
120,121,130
Spain,17,85
State of Washington,108
Stockholm,8,27,28
Sukkertoppen,86,89
Svalbard,20
Swanson River,115,116
Sweden,8,10,15,18,19,22,23,24,25,
26,29,30,31,32,33,34,35,36,37,38
41,42,43,44,48,85,94
Switzerland,3,30,41,56

Tacoma,109
Tarfala,36,37
Telemark,13
Thule,87,88,107
Tok,129
Tokio,111,113
Torneä,34
Toronto,63
Trafalgar,71

Ungava Bay,77
United States,8,14,15,17,18,38,
41,48,49,58,59,60,61,64,67,71,
86,100,101,102,103,104,106,107,
109,119,121,122,123,128
Utsjoki,56

Vällingby,28
Vancouver,71
Varkaus,50
Västeräs,38
Vienna,16
Voksenäsen,39

Washington D.C.,112
Wellington,31
Western Germany,8,17,28,30,41,66,
92,94,96,105
Whitehorse,78
Windsor,78
Wrangell,109

Yukon,128
Yukon River,113,130

INDEX OF SUBJECTS

Agriculture & agricultural products,2,3,5,7,10,20,40,42, 44,46,47,51,52,60,63,64,66,73 76,83,93,95,101,104,105,106, 117,126,127,128
Air Transport,35,78,91,104, 108,111,112
Aluminium,12,13,62
Arctic development,74,75
Atomic problems,16,33,55,75,84, 87
Automobile industry,16,23,28, 62

Barrages,113,114
Balance of payments situation 4,5,8,16,22,59,61
Bears,84,124
Building industry,58,100,101, 103,127,129,130

Capital movement (free),10, 26,92,93
Coal,20,62,63,86,114,115
Communications problems,46,47, 49,50,78,90,107,108,113,130
Caribou herd,117,122,125
Common Market,2,3,4,5,6,7,8, 9,10,11,12,14,15,17,18,22,23, 24,26,39,41,42,43,44,60,61,64, 65,67,68,72,79,82,84,92,93,94
Companies (newly formed),5,45, 48,85,86,87,109
Cooperative movement,5,48,54, 58,68,77,85,127
Consumer goods,20,22,23,46,58, 70,73,84,102
Cryolithe,79

Defense problems,10,11,59,106
Demand,6,7,53
Demographical development,20, 53,55,79,81,95,100
Devaluation,95,96

Employment problems,6,20,39, 44,46,51,53,54,55,58,59,72
- Full employment,6,39,51,59, 60
- Insufficient labour supply, 6,20
- Unemployment,20,46,53,58,67, 69,72,73,100,103,114

Education,36,128,129
Etnical and native problems (including local Eskimos populations),34,74,76,77,79,104, 122,123,128,129
Expansion (development) situation,2,6,7,22,23,33,34,39,45, 46,58,60,61,62,67,69,106,108, 109,126
European economic community,4, 9,13,25,42,43,93
Exportations,2,3,8,14,22,23,29, 34,39,40,41,42,44,46,48,51,59, 60,61,62,64,65,66,70,71,72,73, 75,84,85,93,94,96,107,114

Fiscal measures,5,45,58,59
Fishing industry,10,18,19,20, 21,32,74,76,77,79,80,82,83,84, 85,86,92,93,94,96,104,106,117, 118,119,120,127
Fishing territorial limits,10, 18,93,100,121
Frozen fish factories,21,32,86
Ferry system,107,109,110
Ferrous magnetite,54
Free circulation of goods,72
Free circulation of labour,9, 26,92,93
Free Trade Area,2,3,4,7,8,9,17, 24,25,39,40,41,42,43,60,79,82, 84,85,92,93
Furs,79,122

Gas (natural),70,71,101,113,114, 115,116,117
Game-hunting, hides and skins, 32,79,83,84,117,122
General elections,10,97
Government enterprises,13,54,55 94,109,110,113
Glaciological research,36,37
Gross national production,6,44, 46,58

Hydroelectricity,12,13,14,30 31,54,55,56,113,114

Imports,2,5,22,39,40,47,63, 74,79,80,81,92,102,107,118, 121,127
Industrialization policy,5, 7,23,39,53,55,74,80,93,100, 101,113,114
Investments,5,7,23,34,40,47, 63,74,79,80,81,92,101,113,115
Inflation,7,80
Iron Ore,23,26,27,34,36,52,54 55,62,63,81

Lapps,34,35,38
Lead,78,79,81,86

Magnesium,86
Merchant Navy,6,8,16,17
Molbdenum,81
Monetary measures,5,49,58,59

National revenue,3,4,40,45
Neutrality policy,10,11,24,42
Northern problems,74,75,76, (Great North) 77,78
Northern Unity (Scandinavia), 8,9,19,33,34,35,39,42,43,55

Per capita income,53,66,101
Petroleum industry,75,78,100 113,69,70,74,114,115,125
Pipelines,71,101,113,116,117
Ports,34,36,44,45,55,80,89, 129
Prices,3,4,6,7,12,14,15,28,51 52,59,68,75,100,101,103,105, 107,117,122
Price indexes,6,7,22,102
Productivity,4,7,9,81,84,85, 119
Prosperity,6,22,23,41
Protectionist policy,18,72

Railways,36,45,55,74,76,103, 107,108,109,110,111
Refineries,71,113,115,116
Refrigerator equipment,20,32 45
Referendum,10
Reindeer industry,20,34,37,52, 53,84
Restrictive measures,4,62
Retail trade,7,117
Roads,35,45,50,97,107,110
Royalties,30,114,115

Salmon industry,77,117,118,119, 120
Sames populations,35,37
Scandinavian unity,3,22,24,26, 35,41
Seal industry,84,117,122
Shipbuilding,7,29
Shipping,16,17,18,23
Standard of living,9,10,20,34, 81,82,87,95,96,101,102
State enterprises, loans and subsidies,34,44,52,76,77,80,94, 109,110,112,113,118
Supra-nationality,12
Steel industry,20,26,27,30,52,58 62,63,69,102

Tariff problems, discrimination, 8,14,15,17,26,39,41,48,58,60,62, 66,68,69,72,100,109
Taxation problems,2,45,101,115
Territorial limits and infractions,18,13,92
Textiles,5
Tourism,34,35,74,107,109,110, 111,125
Trade unions,10,67,85,87,88,95 96

Underdevelopment,19,34,53,100
Unification of European markets, 2,3,7,8,10,25,39,42,43,48,65
Uranium,87

Wage problems,3,4,7,14,27,46,51 67,81,87,88,89,95,100
Wholesale trade,40,117
Wood industry,6,14,23,39,40,41, **48,50**,51,53,54,55,72,114,125
- Cellulose,54
- Paper, pulp,14,16,29,40,41,48, 51,67,72

- Wood processing,14,15
- Newsprint,29,54
- Kraftpaper,29

Zinc,76,81,86

S O U R C E S

Apart from INTER-NORD's special correspondents, the following newspapers and periodical publications were consulted :

DENMARK

- Publications of Information Service E.F.T.A. E.F.T.A. Bulletin 3rd and 4th quarters 1961
- The Financial Times, London. Oct., nov. 1961; jan.1962
- New-York Times, New-York. Nov., dec. 1961 ; jan.1962
- Le Monde, Paris. Dec. 1961
- Taloudelleset Tapahtumat, Helsinki. Oct. 1961

NORWAY

- Fremover. 5,7,15,21 VIII ; 4 IX 1961
- Lofötposten. 16,23 VIII ; 5 IX 1961
- Sörvanger Avis. 19 VIII 1961
- Press Service of the Norwegian Embassy in France. 3rd and 4th quarters 1961
- The Royal Norwegian Information Service, Oslo, Sept., Oct. 1961

SWEDEN

- Bulletin de Presse suédo-international. Stockholm, 3rd and 4th quarters 1961
- Dagens Nyheter 23 IX; 8,11,16 XII 1961; 5,9, I ; 15 III 1962
- Göteborgs-Handels-och Sjöfarts Tidning. 13,15,20,26,29 III 1962
- Norrlandska Socialdemokraten. 10,19 II 1962
- Stockholms-Tidningen. 17 II, 1 III 1962
- Le Monde, Paris. 28 IX 1961
- The Financial Times, 4th quarter 1961

FINLAND

- Suomen Virallinen Tilasto, Helsinki, 1961
- Valta Kunnansuunnittelutoimiston Julkaisusarja A 5. Helsinki 1959
- Bank of Finland, Monthly Bulletin, Vol. 35, n° 12, dec.1961
- Ambassade de Finlande en France, Press Service, 4th quarter 1961
- Economic Survey, by the Division for Economic Affairs, Ministry of Finance, Helsinki 1961
- Kansallis Osake Pankki, Economic Review, 1961-IV, Helsinki 1961

- Pohjolan Sanomat,9,14 XI; 6,8,20 XII 1961; 4,6 I 1962
- Taloudelliset Tapahtumat, Nov. 1961, jan. 1962
- Uusi Suomi, Helsinki, 21,33 XI, 4,7 XII 1961; 16 I 1962

CANADA

- Bulletin Hebdomadaire Canadien, Ottawa, nov. dec. 1961
- Banque de Commerce Canadienne Impériale, Lettre Commerciale, Toronto, Jan. 1962
- Informations Canadiennes, nov. dec. 1961
- Chambre de Commerce française au Canada, n° 562
- Banque de Montréal, Revue des Affaires, jan. 1962
- The Bank of Nova Scotia, Toronto, Monthly Review, june 1961
- Financial Post, Toronto, 11,16,18 X; 4,9,16 XII 1961; 3 I 1962
- National Observer, 4 XII 1961
- Northern Miner, 4th quarter 1961
- Toronto Globe and Mail, 27 X 1961
- La Presse, 10,14,19 XII 1961
- Le Devoir , Montréal, 6 I 1962
- Financial Times, London, 4th quarter 1961
- The Economist, London, dec. 1961

GREENLAND

- E.F.T.A. Bulletin Vol. II 6 June 1961
- Gronlands Posten, Copenhagen, Jan. dec. 1961
- Berlingske Tidende, Copenhagen, 18,22,27 VII; 2,3,4,9,13 15,16,17,18,24,31 VIII; 7,11,30 IX; 13,20 X; 5,7,10,23, 25 XI; 3,8,11 XII, 1961
- Hunting Statistics based on the Greenlander's lists of game killed in Greenland. April 1st 1958 to March 31st 1959).

ICELAND

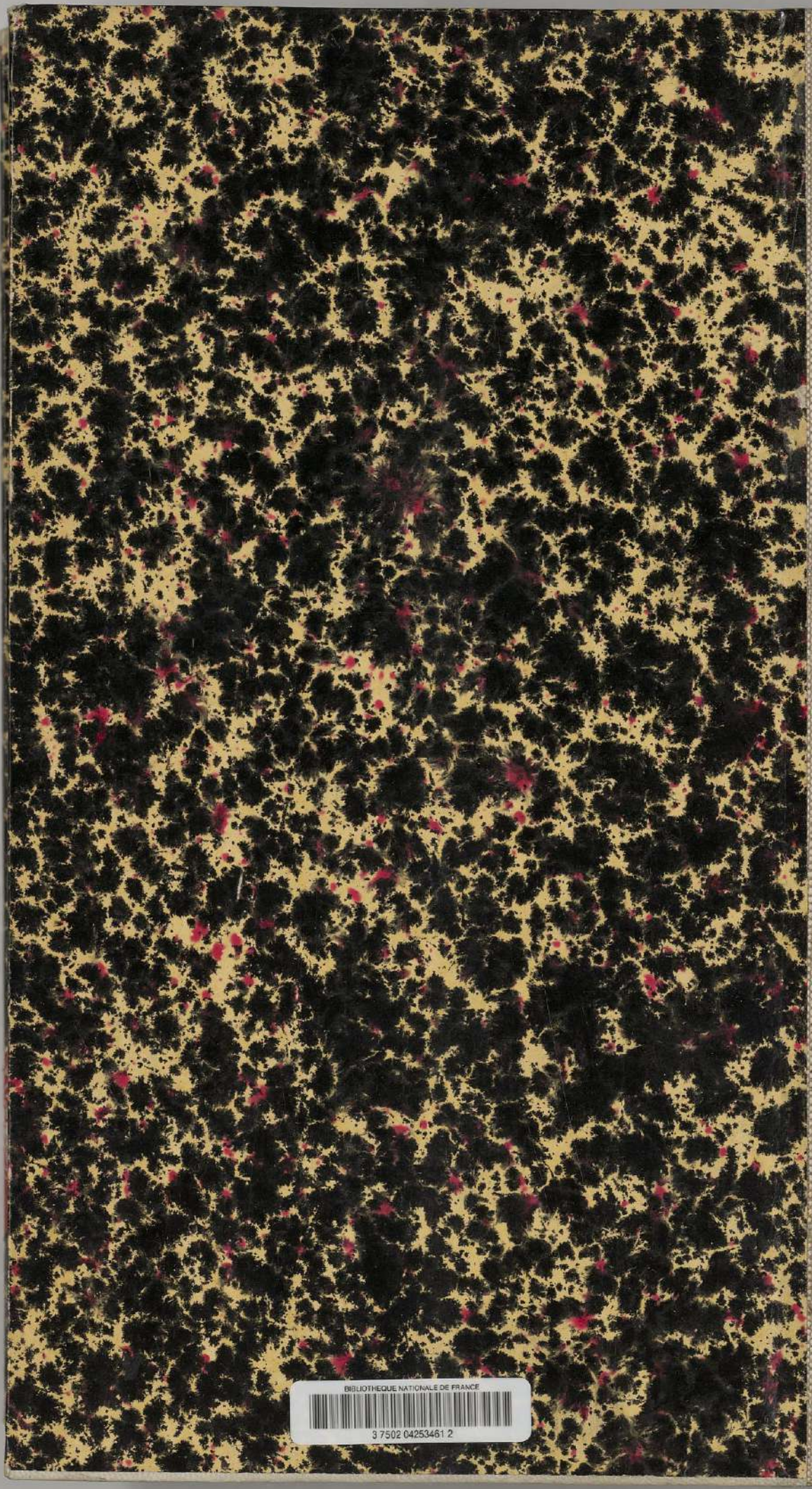
- Press Bulletin issued by the American Embassy, Rekjavik and transmitted by the Icelandic Embassy in Paris
- Hagtidindi, jan. dec. 1961
- Fjarmalatidindi jan. dec. 1961
- Arbok Landbunadarins. n° 1 1961
- Morgunbladid,7,8,10,19,28 X 1961
- New-York Times. 30 VIII 1961
- Thjodviljinn 24 X 1961
- Timinn 10 IX 1961

ALASKA

- Senator Gruening's Weekly Newsletter. 9,30 VI; 18,27,29 VII; 4,27 VII; 1 IX 1961
- Senator Bartlett's Washington Newsletter. 23,30 VI; 7,18, 28 VII; 4,25 VIII; 1 IX 1961.

R.F

Le Gérant : L. VELAY


BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 04253461 2